

« Initiatives » : les agents de maîtrise oubliés

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 14910 7 F

MERCREDI 13 JANVIER 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Bannir l'arme chimique

APRÈS le récent accord ASTART 2 sur le désarmement nucléaire, le traité sur l'interdiction des armements chimiques, qui doit être signé à Paris par plus d'une centaine de pays à partir de mercredi 13 janvier, apporte une lueur d'espoir dans un paysage international des plus inquiétants. Cette convention, dont l'ONU a pris l'initiative, a l'avantage, par rapport aux records bilatéraux START ou régionaux sur les armes conventionnelles, d'avoir une « vocation universelle » : elle s'adresse à tous. Elle représente un progrès majeur dans le domaine du désarmement puisqu'elle interdit non seulement l'emploi (comme le faisait le protocole de 1925), mais également la fabrication et le stockage d'armes chimiques. Même si les réserves d'usage s'imposent pour un traité qui demandera avant tout une réelle volonté politique des signataires lorsqu'il s'agira de le mettre en application et de passer sur les pays non signataires. La conférence de désarmement de Genève a-t-elle conçu un système original de vérification sur place, dit « per défit », sans lequel ce type de traité eût toutes chances de rester lettre morte.

La mise en place d'équipes d'inspection internationales, qui ne dépendront que de la future Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, installée à La Haye, devrait permettre de sortir du « bilatéral » - un pays en soupçonnerait un autre - pour passer véritablement à l'universel. La caractéristique de ce traité est à ce prix. Le mode de vérification prévu ne permettra sans doute pas de mettre un terme à des recherches clandestines en laboratoire, mais il devrait rendre très difficile, voire impossible, la constitution de stocks massifs indépendants pour mener une guerre chimique, du moins dans les pays signataires.

Il faudra toutefois attendre la mise en œuvre effective de cet accord pour voir si l'équilibre trouvé dans le texte entre un contrôle crédible sur place et la légitime protection des intérêts nationaux est bien respecté. La question demeure également de savoir si les restrictions en matière commerciale imposées aux États non signataires seront suffisamment dissuasives pour détourner certains pays de se doter de ces armes improprement appelées « armes du pauvre » si l'on tient compte du caractère délicat et très coûteux de leur mise en point.

ENFIN, la question des fraies et des coûts de destruction des stocks existants se pose à l'évidence. En janvier 1989, l'Union soviétique avait créé la surprise en annonçant son intention de commencer unilatéralement à détruire une partie de ses armes chimiques. Or l'usine de Chapelevsk, sur la Volga, créée à cet effet, est aujourd'hui démantelée par les mouvements écologistes et ne fonctionnerait pas. Comme pour le nucléaire, ce coût est élevé, souvent plus que celui de fabrication. Aux États-Unis, où deux usines fonctionnent, on évalue à 8 milliards de dollars les dépenses de destruction du stock d'armes actuel. Le désarmement, décidément, n'est pas gratuit.

Lire page 6

l'article de PIERRE SERVANT

M0147 - 0113 0 - 7.00 F



Tandis que M. Dumas tempère son propos sur la libération des camps

Les Serbes de Bosnie ont rejeté à Genève le projet de Constitution mis au point par les Occidentaux

M. Radovan Karadzic, dirigeant des Serbes de Bosnie-Herzégovine, a rejeté mardi 12 janvier le projet de Constitution mis au point sous l'égide des coprésidents de la conférence de Genève, lord David Owen et M. Cyrus Vance. Le plan de paix prévoit notamment le découpage de la Bosnie en dix provinces tout en proclamant sa souveraineté et son intégrité territoriale.

En visite officielle en Roumanie, le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, qui avait suggéré la veille que la France libère par la force les camps de détention de Bosnie, a précisé lundi qu'il préférerait que d'autres pays participent à cette action. Dans un entretien au « Monde », le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros-Ghali, se « félicite » de la suggestion de M. Dumas, sous réserve que cette initiative soit « mise en œuvre dans le cadre des Nations unies ».



Un entretien avec M. Boutros-Ghali « L'ONU souffre d'un excès de crédibilité » nous déclare le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies

« Que pensez-vous de la proposition de M. Roland Dumas de libérer par la force les camps de détention de Bosnie ? » - Si cette initiative est mise en œuvre dans le cadre des Nations unies et en application d'une résolution de Conseil de sécurité, je m'en félicite. Par contre, si elle devait être mise en œuvre en dehors de ce cadre, elle affaiblirait l'action des Nations unies.

« Le meurtre à Sarajevo est un incident extrêmement grave, mais nous devons continuer de négocier. Un incident de nature différente a eu lieu il y a quelques jours à Mogadiscio lorsque la foule a attaqué à coup de pierres le quartier général des Nations unies, croyant que je m'y trouvais. » - Cela ne m'a pas empêché de continuer à recevoir tous les chefs de faction. La négociation s'est poursuivie et elle a abouti à un résultat positif. Il n'y a évidemment aucune comparaison entre la gravité de ces deux situations. Néanmoins de tels incidents ne doivent pas nous laisser perdre de

vue notre objectif final, qui est la paix.

« La guerre dans l'ex-Yougoslavie a déjà fait plusieurs dizaines de milliers de morts en dépit de la présence des Nations unies. La mission de la FOR-PRONU a-t-elle encore un sens ? » - La mission de la FOR-PRONU est multiforme. Elle consiste d'abord à pouvoir acheminer l'aide humanitaire. Cette mission, elle la remplit actuellement, y compris jusqu'à Sarajevo.

Propos recueillis par ALAIN DEBOVE et JEAN-PIERRE LANGELLIER

Lire la suite page 4

Les juges d'instruction s'opposent massivement à la réforme pénale

Cinquante-huit des soixante-deux juges d'instruction du tribunal de Paris ont adopté, lundi 11 janvier, une résolution dans laquelle ils se déclarent « prêts à demander à être déchargés de leurs fonctions » afin de manifester leur refus du nouveau code de procédure pénale adopté en décembre dernier par le Parlement. Lancé par l'Association française des magistrats instructeurs (AFMI), ce mouvement inédit d'opposition à l'application, à partir du 1^{er} mars, d'une loi que les magistrats sont censés faire respecter, rencontre un écho favorable parmi les juges d'instruction.

Lire nos informations page 12

Le schéma directeur d'Ile-de-France serait abandonné

Le projet de schéma directeur d'Ile-de-France, présenté par M. Christian Sautter, préfet de région, devrait être rejeté par les collectivités locales, après l'avis défavorable de M. Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional. À la suite de ce refus, M. Sautter, qui explique dans son discours les enjeux des propositions de l'Etat, demandera au gouvernement de retirer son texte.

La majorité qui sortira des urnes en mars prochain devra définir les grandes lignes qui prévaleront au développement de la région capitale pendant le prochain quart de siècle.

Lire page 2 le point de vue de M. CHRISTIAN SAUTTER et page 9 l'article de CHRISTOPHE DE CHENAY

- Lire aussi
- Bosnie : le jeu des assesseurs par VÉRONIQUE NAHOU-GRAPPE page 2
 - Négociations de Genève : les belligérants ont été sommés de répondre aux propositions occidentales par ALAIN DEBOVE
 - M. Dumas : « Paris privilégie le dialogue et la négociation » par SYLVIE KAUFFMANN
 - M. Joxe : la France « est prête à aller avec d'autres » exécuter les missions de l'ONU page 3
 - Des arguties de l'ONU étudient des projets d'assistance aux femmes violées par ISABELLE VICHMAC page 28
 - Diagonales : « M'as-tu-vu » par BERTRAND PIROT-DELPECH page 4

Les équations de M. Bourges

Le président de France-Télévision peut-il augmenter l'audience de ses chaînes... et garder son poste ?

par Michel Colonna d'Istria et Yves Mamou

Lors de ses conférences de presse, M. Hervé Bourges affirme toujours qu'il prendra la parole brièvement. Il tient rarement cette promesse. Lundi 14 décembre, dans un grand restaurant du bois de Boulogne, haut perché sur une estrade, le PDG de France Télévision a parlé une heure et quart. Ce one-man-show inimitable mélangeait présentation des programmes de 1993, anecdotes et règlements de comptes en série avec l'animateur Thierry Ardisson, les journaux qui parlent de « guerre des chaînes », au Arto qui devrait être dans le giron du « service public », c'est à dire celui de M. Bourges. Aux pieds du président, des dizaines de collaborateurs de France Télévision, des

producteurs et toute la presse télévisée. Alignés silencieusement à ses côtés, douze de ses collaborateurs directs. « C'est Jésus et ses apôtres », plaisantait de temps en temps quelqu'un dans l'assistance. « Qui sera Judas parmi eux ? », susurrail un autre. Les grandes masses du président de France Télévision reflètent la situation de l'audiovisuel français, public ou privé : une extrême personnalisation des dossiers.

Différencier le public du privé en matière audiovisuelle revient donc inévitablement à mettre en question le style Bourges. Depuis deux ans, la définition des missions de la télévision publique s'incombe qu'à ce Roi-Soleil de l'audiovisuel, qui a une main et une devise : « Le service public, c'est moi ».

Lire la suite page 23

A "BOUILLON DE CULTURE" LE 15 JANVIER 1993

Philippe Sollers

LE SECRET

roman

nrf

GALLIMARD

SCIENCES ♦ MÉDECINE

- Ces oiseaux qui font peur aux avions.
- Le fantôme du LEP.
- Les dinosaures du Laos : un vrai feuilleton.
- Le prix du sang au Canada.
- L'élection du professeur Bernard Glorian à la présidence du conseil national de l'ordre des médecins.

pages 15 à 17

DÉBATS

Bosnie

Le jeu des assassins

par Véronique Nahoum-Grappe

DANS le cadre d'une équipe pluridisciplinaire (1), nous avons effectué pendant les dernières vacances de Noël des visites dans cinq camps de réfugiés situés autour de Zagreb, essentiellement bosniaques. A chaque visite, nous sommes restés environ deux heures, dans la pièce où vit la famille, dont le plus souvent manquent certains membres, les hommes surtout. Dans un camp de réfugiés, on attend - les nouvelles, les personnes, les projets - et, en attendant, les femmes lavent - malgré le froid, on peut voir le linge sécher dehors. Avec l'accord du directeur du camp, le journaliste, le médecin humanitaire, le sociologue, peut entrer et parler aux réfugiés qui acceptent le plus souvent la discussion. Dans la pièce où, au mieux, loge une famille, il sera accueilli avec le café. Et là commence le dialogue intérieur à l'écoute des récits traduits par l'interprète : le récit de ce qui s'est passé entre le moment de l'entrée des soldats serbes (militaires ? appelés ?) dans le village et la maison, et l'arrivée, ici, dans ce camp.

Les «Serbes» ne sont jamais nommés en tant que tels par les réfugiés bosniaques : ils sont «ils» ou «eux», et, s'agissant des camps de concentration, «ils» sont désignés par un «on» générique, comme dans l'expression «on nous faisait faire» ceci ou cela. Il faut savoir prendre exemple sur ce système de désignation, non ethnique. Les récits que nous avons entendus pendant toutes ces visites sont donnés avec des précisions, de lieux et de noms - par exemple celui, répété avec force, du voisin serbe qui a aidé les militaires, ou du bourreau dans le camp de concentration - comme pour un témoignage lors d'un futur procès. A la question «Avez-vous vu vous-même (ou tel épisode) ?», répond souvent un regard particulier, avant

les paroles, sans battements de paupières : celui qui «a vu» vous regarde vraiment.

Car les choses inconcevables que nous avons entendues, et qui, hélas, recourent les autres informations de toutes les sources auxquelles nous avons pu avoir accès, sont racontées à l'étranger avec sérieux, comme une tâche grave, un devoir conscient vis-à-vis de ceux qui sont encore là-bas, une nécessité sacrée de témoigner, ressentie par tous, quels que soient le sexe, le statut, le niveau d'alphabétisation. Comme si donner de la matière à une justice qui devrait exister quelque part était une manière de la susciter. Ce qui s'est passé est irrémédiablement impossible à penser sans cette idée utopique d'un tribunal final : l'aspiration à une intervention militaire, souvent jugée trop tardive, venant après que le pire eût été fait, se double d'une aspiration peut-être encore plus absolue : que les crimes soient dénoncés.

La politique déterminée et consciente des violés

Peut-on en effet appeler «guerre» l'injustice hallucinante d'une attaque armée, avec avions de combat, tanks et canons, contre un village de paysans, un bourg de civils, un quartier de la ville ? La mise à sac et la démolition systématique et radicale de certains de ces lieux, déjà vidés de leurs habitants ? Peut-on comprendre les inconcevables abominations attestées maintenant par l'ensemble des données accumulées, exercées contre tous, enfants, femmes, hommes, vieillards, et dont la fréquence systématique exclut les interprétations du type : «c'est la guerre, ce sont des bêtes sauvages, des bêtes à quelques miliciens saouls ? Comment peut-on imaginer la répétition de tout cela dans une telle durée, pendant tous ces mois de

tergiversation dans l'Europe abritée, alors que nous savons ce que coûte une seule minute de vraie souffrance ?

Dès novembre 1991, après la chute de Vukovar, mais surtout à partir de juillet 1992, ce qui concerne les populations bosniaques (2), les témoignages se sont accumulés, retranscrits et enregistrés avec précision de noms et de lieux. Je ne rapporte pas ici le détail des choses entendues : le récit des événements en dehors d'un contexte spécifique, juridique essentiellement, est déjà une fiction sadique que l'écrit l'assassin et, au-dessus, la victime encore une fois. Ceux ou celles qui travaillent sur la question du viol le savent, et le même document qui démontre l'horreur sera vendu dans une «sex-shop».

Mais je poserais une question : pourquoi ? Pourquoi cette cruauté inouïe, ces horreurs démesurées, dont, en France, nous n'avons pas évalué l'aspect à la fois systématique et abominable ? Les femmes bosniaques violées et relâchées enantes trop tard pour un avortement sont estimées par l'ONU à plusieurs dizaines de milliers. Il ne s'agit pas ici de quelques sordides enlèvements ou de quelques sadiques obsédés. Les perspectives psychiatriques ou psychanalytiques ne sont pas suffisantes. Non, il s'agit aussi d'une politique délibérée, consciente, fondée sur un système de croyance détestable qui donne au sang et au sperme une valeur de transmission ontologique, et donc de définition «ethnique» du groupe. Les liens du sang se fondent alors sur la maîtrise de la circulation du sperme, qui devient le véhicule absolu de la transmission identitaire. L'identité «ethnique» qui veut s'imposer se doit donc de diffuser son sperme et de faire couler le sang : l'extermination allemande avait choisi plutôt le meurtre technologique (cham-

bres à gaz) ou médical (expériences), tandis que les «purs» Serbes privilégient le corps à corps, les égorgements au couteau et les viols systématiques.

Il est abrutissant de repérer ces fonctionnements archaïques chez ces puissants politiques contemporains, élus, poètes et psychiatres, que sont les chefs politiques actuels de la Serbie. On sait aussi maintenant qu'enfants et vieillards, jeunes gens et adultes, n'ont pas été épargnés par les violences extrêmes de cette guerre. Ces horreurs sont ici centrales et non pas marginales. Elles s'appuient sur des décisions et des stratégies légitimes par une conviction, une foi en un objet mythique, à savoir une définition «ethnique» d'un groupe social, quel qu'il soit.

Une cruauté endogène

Les abominations de cette cruauté gratuite, mais collective et politique, s'inscrivent en dernier ressort dans ce système de définition identitaire par le sang - et donc le sperme -, dont le racisme explicite n'est qu'une des expressions. Il produit un type spécifique de cruauté, particulièrement atroce puisque c'est la communauté humaine d'en face dans son ensemble, culture et figures, maisons et archives, ascendants et descendants, qui doit donc être exterminée. Le bourreau ne cherche aucun secret dans la torture de l'autre. L'idée du corps sacrifié, martyrisé, celui du bébé du vieillard, de la petite fille, de la jeune femme, cette seule idée qui nous anéantit et dont on ne sait comment y survivre sans trahir ce qui s'est passé là, une fois de plus dans notre histoire, oblige à poser la question de la cruauté, de la cruauté caractéristique de cette guerre intra-communautaire.

Par exemple, à deux reprises,

nous avons entendu des jeunes Bosniaques nous confier que le garde/bourreau dans le camp de concentration était leur instituteur. Le tissage serré des liens entre communautés diverses dans les villages bosniaques est un fait connu : tous les récits ou presque mentionnent le voisin, l'ami, le cousin, les assassins, les violents. Lorsque le bourreau est le voisin ou l'instituteur, nous sentons bien que l'acte de cruauté est particulier : de même que l'inceste commis par le père est différent du viol commis par l'étranger, de même, sans doute, la cruauté venue des proches est autre chose que celle qui vient de loin et d'ailleurs, d'une source non humaine (un tremblement de terre) ou inhumaine (des cavaliers étrangers). Or, ici, nous sommes dans un cas de figure où une armée a envahi de façon endogène son propre peuple désarmé pour en faire le tri «ethnique».

Si le bourreau de l'enfant dans le camp de concentration est son instituteur, la cruauté atteint alors le lien social et son image au cœur de la mémoire enfantine telle que son histoire passée et temps de paix l'avait construite. Or le passé «d'avant», sa qualité, est comme un stock d'images de plus en plus sacré au fil du temps : ce sont elles qui aideront à réparer après. Comme l'inceste en famille touche le lien de filiation, la cruauté endogène entre gens d'une même communauté touche le lien social, le pacte de fraternité que suppose toute vie en temps de paix. La qualité du passé est alors assassinée elle aussi.

L'effet Timisoara

Nous n'avons pas pris en France, contrairement à ce qui se passe en Angleterre, en Allemagne et aux Etats-Unis depuis plus de six mois, la mesure de ce qui s'est passé ailleurs qu'à Sarajevo, malgré les articles et les informations publiées dans la presse et les revues. Et ce pour plusieurs raisons : la première tient au piège que constitue le récit même des atrocités, irrécusable, insupportable, et dont le consommateur des médias doit se défendre pour ne pas devenir fou. Comment penser ensemble la Somalie, le Soudan, le Kurdistan, le Cambodge, l'Arménie, et le sans-domicile-fixe du coin ? Comment entendre des horreurs sans les refuser - «ce n'est pas possible» - ou les démentir - «c'est pareil partout» - ou même suspecter l'informateur : «c'est une manipulation» ? L'histoire nous apprend qu'il y a des rumeurs bénignes et fausses, atroces et fausses, ce qui n'est pas en contradiction avec le fait qu'il y a des réalités atroces et vraies. Croire ou ne pas croire à certaines d'entre elles constitue un phénomène sociologique complexe, qui relève d'autres paramètres que celui d'un éventuel critère de vérité qui serait inscrit dans le récit ; ainsi l'atrocité ne prouve ni la réalité d'un fait ni sa fausseté.

Et nous en arrivons ainsi à un dernier facteur de surdité : à savoir l'effet pervers de la prise de conscience dans la presse française des images du charnier roumain de Timisoara. Depuis, une méfiance comme devoir déontologique de la pratique journalistique s'est installée devant toute possibilité de manipulation de l'information dans l'utilisation d'images de corps sup-

pléifiés, ce puissant levier de fascination sociale : d'une certaine façon, les crimes contre l'humanité des armées et milices serbes ont profité de l'effet Timisoara pour passer inaperçus en France.

Tout récit d'atrocité suscite alors une méfiance oblique, à juste titre souvent ; mais ici, tragiquement, cette méfiance légitime a fait le jeu des assassins. Elle repose sur une bonne conscience bien avertie, et sur une analyse non aboutie : le corps humain nu, supplicié, mis en tableau, en croix, est un spectacle insoutenable, qui brise le spectateur en bonne santé. Il y a un premier pouvoir d'anéantissement contenu dans de telles images, et la simple vue de la croix, du fer barbelé est déstabilisante. L'image du martyr innocent est un levier puissant d'émotion sociale, et donc de déstabilisation collective. Il faut donc se méfier de sa manipulation. Mais aussi, et pour les mêmes raisons de respect envers les vraies souffrances, il faut se méfier de cette méfiance si confortable, qui peut effacer l'authentique version des choses.

Il aurait fallu penser la différence entre des images vues et retransmises emphatiquement de quelques corps suppliciés, et la production permanente d'un immense récit multiplié, émis par les intéressés eux-mêmes, survivants qui portent dans leurs corps les marques de ce qui s'est passé et qui ne devraient pas avoir (en plus) à prouver ce qu'ils ont subi. Il n'y a pas de commune mesure au niveau de la qualité de l'information, de son coefficient plausible de vérités et d'erreurs entre ces milliers de récits enragés, vérifiés sur le terrain, et trois minutes d'images télévisuelles. Pour les mêmes raisons, il faut faire confiance à ceux-ci. Dans le cas des réfugiés survivants, prêts à parler si l'on accepte de venir dans leurs camps, ne pas les entendre est un crime de plus, irrespirable lui aussi.

Nous sommes donc en présence du contraire de ce qui s'est passé avec les images du charnier roumain : dans ce dernier cas, le montage des corps suppliciés était un tableau redessiné (dont la genèse ne sera jamais complètement élucidée, comme dans toute rumeur). Dans le cas de cette guerre contemporaine, tout porte à croire que l'image que donnait de la cruauté les corps de Timisoara est vraie en Bosnie et que, de plus, elle concerne un nombre incommensurablement plus élevé de martyrs. Car c'est cela dont il s'agit là-bas, d'une cruauté au couteau, d'éventrement, de supplices corporels sur la mère et l'enfant, sur l'homme dans sa nudité, le corps bumaio sacré, à tous les âges.

(1) Travaillant sur le thème «school et guerre», j'ai pu bénéficier de l'expérience sur le terrain de l'équipe d'Enfance et Passage que je remercie ici, dans laquelle mon mari, Michel Grappe, psychiatre d'enfance, travaille depuis six mois.

(2) Yan de Kerguelen me rappelle dans un article capital, «Voyage en Bosnie» (Esprit, 10, octobre 1992, p. 106).

► Véronique Nahoum-Grappe est historienne à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Ile-de-France

L'heure du choix

par Christian Sautter

POUR donner de beaux fruits, les espaliers doivent être taillés chaque hiver. La région Ile-de-France a une tendance spontanée à l'exubérance et, périodiquement, un schéma directeur en organise le développement. Tel est le but du récent projet qui a été soumis fin octobre par l'Etat à l'avis du conseil régional et des conseils généraux des huit départements. Plus peuplée (10,5 millions d'habitants) et plus riche que la Belgique, la région-capitale connaît un fort dynamisme démographique. Sa population tend à croître plus vite que la moyenne nationale : les experts du conseil économique et social régional ont conclu qu'il était possible que l'Ile-de-France compte 13 millions d'habitants en 2015. Autre symptôme d'exubérance, la progression rapide du nombre de ceux qui habitent dans les départements voisins et viennent travailler régulièrement en Ile-de-France : 180 000 en 1982, 260 000 en 1990.

Dernier trait enfin, sur les déséquilibres internes à la région-capitale : les bureaux vont aux bureaux et les logements vont à la campagne. Spontanément se constitue un grand pôle tertiaire sur la partie centrale et occidentale de l'agglomération sous l'effet de deux automatismes : la pression des prix fonciers concentre les activités et les logements susceptibles d'être loués à des loyers élevés et disperse les activités industrielles et artisanales ainsi que les logements plus modestes de la classe ouvrière ; le déséquilibre de la fiscalité locale fait le reste, la prospère taxe professionnelle allant aux communes tertiaires et la plus discrète taxe d'habitation aux communes dortoirs. A l'autre extrême, l'Ile-de-France rurale connaît ici et là, des taux de progression atteignant les 2-3 % l'an, par «mitage» de son espace.

Face à ces évolutions préoccupantes, mais non dramatiques à l'échelle de la planète puisqu'il s'agit de troubles de croissance d'une agglomération paisible et prospère, que faire ? Trois stratégies sont possibles : l'inaction, l'obstruction, l'organisation. L'inaction publique peut être inspirée par la difficulté à anticiper l'avenir (n'a-t-on pas prévu, en 1965, 14 millions d'habitants pour l'an 2000 ?) et par la confiance dans les automatismes des marchés écono-

miques et fonciers. Après tout, les Londoniens vivent sans schéma directeur mais avec des trajets de plus en plus longs dans les transports en commun à travers un espace équivalent au Bassin parisien. Les grandes spéculations immobilières y sont corrigées périodiquement par des faillites retentissantes. Les quartiers d'exclusion et la raréfaction des métiers industriels y posent de difficiles problèmes sociaux.

Changer de schéma

L'obstruction est une forme d'action qui vise à compléter le dynamisme de l'Ile-de-France. Parce qu'il dérange le confort acquis, tout projet d'urbanisation serait condamné et toute nouvelle infrastructure devrait passer au loin. Cet égoïsme vicieux, érigé en système, a la logique régénératrice. Peu à peu les entreprises s'éloignent d'une région où il est difficile de s'installer et de faire circuler les salariés, les clients, les marchandises. Les difficultés croissantes de logement décourageraient les jeunes provinciaux de monter à Paris et pousseraient même les jeunes Franciliens à aller faire leur vie ailleurs, dès que le deuxième enfant entraînerait un loyer prohibitif, à moins qu'ils ne renoncent à ce deuxième enfant, ce qui serait conforme à la logique malthusienne de l'obstruction. Le déclin de l'Ile-de-France ferait-il la prospérité de la province ? Il suffit de regarder une carte de l'Europe prise par un satellite nocturne pour être sûr du contraire : le croissant lumineux qui va de Londres vers le Benelux, l'Allemagne rhénane et la Lombardie n'aurait plus à son foyer la tâche brillante de la région parisienne. La France deviendrait sombre.

L'organisation du développement de la région parisienne est une tradition commune à l'Etat et aux élus. Au schéma Delouvrier de 1965, révisé à la baisse en 1976, nous devons les RER, la périphérie, l'aéroport de Roissy, cinq villes nouvelles où se mêlent harmonieusement l'habitat, l'emploi et le cadre de vie.

Une nouvelle révision ayant avorté en 1980, c'est le décret de 1976 qui s'impose encore aujourd'hui aux actes d'urbanisme des maires. C'est ainsi que 90 zones d'aménagement

concerté, dont beaucoup ne dégradent pas l'environnement ni l'équilibre habitat/emploi, sont actuellement bloquées. Plus de 50 000 emplois et 23 000 logements sont ainsi en suspens, ainsi qu'un soutien au bâtiment qui en a bien besoin : changer de schéma, ce serait relancer l'activité.

Le projet soumis aux élus est un projet concerté. Il est l'aboutissement de trois ans et demi d'études et de discussions avec le conseil régional, les conseils généraux, le conseil économique et social régional, les chambres consulaires et le monde associatif. Les auteurs se sont montrés attentifs aux projets intercommunaux qui ont mis dans les quatre départements de la grande couronne. Cette synthèse est encore amendable.

C'est un projet équilibré. Les perspectives maîtrisées de la population (12,2 millions d'habitants en 2015) et d'emplois (+ 850 000 en 25 ans) impliquent que l'Etat et les régions voisines de Bassin parisien travaillent ensemble pour les jeunes qui y naissent puissent y trouver études, emplois et logements à leur goût. Au sein de l'Ile-de-France, la perspective est d'inflechir nettement la tendance qui éloigne de plus en plus les logements des emplois. L'emploi sera favorisé dans les pôles de la grande couronne. Afin d'éviter la concentration excessive de bureaux, le schéma implique la maîtrise de la procédure de l'agglomération pour leur construction dans certaines parties de l'agglomération.

L'équilibre est aussi restauré entre la ville et la campagne puisque 270 000 hectares de forêts (27 fois la surface de Paris) sont protégés de toute urbanisation, que 110 000 hectares d'espaces agricoles à caractère paysager sont protégés, qu'il est assuré que 500 000 hectares de terres agricoles vont le rester pendant vingt-cinq ans. Les surfaces urbanisables ont été calculées au plus juste pour permettre le développement nécessaires, sans pour autant que leur pénurie encourage la spéculation foncière. Le projet propose pour la première fois une stratégie précise d'équipements pour lutter contre la pollution de l'eau, l'accumulation des déchets et la nuisance du bruit.

L'équilibre se situe enfin entre les modes de transports, avec une nette priorité aux transports en commun

dans la partie dense de l'agglomération (projets mesureur d'un métro circulaire en petite couronne) comme dans les départements plus éloignés de Paris (amélioration et extension des RER, rocade de transports en commun reliant les villes nouvelles). Les routes ne sont pas pour autant oubliées, car la volonté de circuler en automobile ne pourra être entièrement contrainte, particulièrement en grande couronne.

An premier anneau du périphérique s'ajoutent ceux de l'autoroute A 86 et de la Francilienne, insérés avec grand soin dans les sites traversés, qui rendront le trafic plus fluide et faciliteront la création d'emplois dans leur voisinage.

C'est maintenant l'heure du choix. Ce qui est en jeu n'est pas un travail académique, voire technocratique, sur l'image à vingt-cinq ans de la région-capitale. L'enjeu, c'est d'abord l'emploi en 1993, ces milliers d'emplois qui sont bloqués par un schéma directeur détestable.

L'enjeu, c'est ensuite la qualité de vie des habitants de l'Ile-de-France, la qualité plutôt que le nombre. Le prochain contrat de plan entre l'Etat et le conseil régional qui portera sur les années 1994-1998 devra être négocié d'ici à la fin de 1993. Dans la foulée d'un nouveau schéma directeur, ce contrat pourra être ambitieux pour l'amélioration des transports en commun, pour l'équipement universitaire, pour la défense de l'environnement, pour la solidarité avec les quartiers dégradés et les familles les plus démunies.

L'enjeu, c'est enfin le dynamisme de l'Ile-de-France et, à sa suite, de la France entière dans une compétition internationale que sera de plus en plus âpre.

L'équilibre économique et l'harmonie sociale sont possibles s'ils sont voulus. Espérons que, dans les semaines qui viennent, la raison régionale l'emportera sur la passion nationale.

Si par contre, les collectivités rendaient toutes un avis négatif et sans nuance, je recommanderais au gouvernement d'en rester là. La démocratie est parfois myope, elle est toujours respectable.

► Christian Sautter est préfet de la région d'Ile-de-France.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lussu, directeur de la publication
Bruno Fagard, directeur de la rédaction
Jacques Guhl, directeur de la gestion
Manuel Luchet, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)
Yves Agnès, Jacques Amalric, Thomas Farenosi,
Philippe Herrenn, Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1959), Jacques Fauvet (1959-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIEGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-26

Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-26

Télécopieur : 40-65-30-10

هنا ام المصل

ÉTRANGER

Les réactions après les déclarations du ministre des affaires étrangères sur la libération des camps en Bosnie

M. Joxe : la France « est prête à aller avec d'autres » exécuter les missions de l'ONU

M. Radovan Karadzic, dirigeant des Serbes de Bosnie, a déclaré, mardi 12 janvier en fin de matinée, qu'il cherchait un « compromis » à la suite de la demande pressante des deux coprésidents de la conférence de Genève, MM. David Owen et Cyrus Vance, d'accepter leur projet de constitution de la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine. La solution alternative de plus en plus évoquée est en effet une intervention militaire sous l'égide de l'ONU. M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, corrigeait ses propos de dimanche devant « Le grand jury-RTL-la Monde », et affirmait lundi à Bucarest qu'il n'était pas question que la France agisse seule.

Devant la presse, à la cérémonie des vœux, puis sur France 2, le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a nettement nuancé, lundi 11 janvier, les propos de son collègue des affaires étrangères, M. Roland Dumas, qui avait, la veille, suggéré que la France libère, au besoin seule, les camps de détention en Bosnie.

« La France est prête, a expliqué M. Joxe, à aller avec d'autres » exécuter des nouvelles missions de l'ONU, comme la libération des camps d'internés.

« Un jour on vous rendra justice »

« Il est nécessaire que ces opérations internationales aient un caractère international dans leur dimension militaire », a souligné le ministre de la défense en parlant d'une « erreur d'interprétation » à propos des déclarations de M. Dumas.

M. Joxe a estimé qu'il n'y avait pas de désaccord entre lui et le ministre des affaires étrangères.

« Mes avis, mes analyses et mes recommandations au président de la République, je les garde pour moi. C'est lui qui décide, c'est lui le chef des armées, c'est lui qui choisit quand, où, avec quels moyens, nous allons remplir telle ou telle mission pour l'ONU », a ajouté le ministre de la défense en notant que les troupes françaises déployées dans l'ex-Yugoslavie ne se trouvaient pas dans les zones à proximité des camps d'internement.

« Ce qui n'est pas le cas d'autres forces », a-t-il précisé en citant les Britanniques, les Canadiens et les Espagnols qui aussi sont présents en Bosnie.

S'adressant directement par le biais de la caméra aux militaires français qui reçoivent en Bosnie les émissaires de France 2, le ministre de la défense leur a rendu un vibrant hommage, en particulier au général Philippe Morillon, le « patron » des « casques bleus » de Bosnie-Herzégovine.

« On ne peut pas savoir facilement à travers la France la nature, la difficulté des missions que vous accomplissez, les risques que vous prenez. Un jour, tout cela sera écrit, décrit, et, à ce moment-là, on vous rendra justice, peut-être plus qu'on ne le fait ces derniers jours. Si l'on veut, a conclu M. Joxe, que les capacités de la France d'intervenir rapidement dans différents points du monde soient maintenues, il ne faut pas maintenir les militaires trop longtemps au même endroit. »

M. Bernard Kuchner, a pour sa part, confirmé qu'il préparait un plan pour obtenir l'accès aux camps de prisonniers en Bosnie. Après un entretien avec M. Dumas, il a toutefois reconnu qu'aux termes des actuelles résolutions de l'ONU, « la force ne peut pas être employée pour cela ». Le ministre de la santé et de l'action humanitaire a précisé qu'il espérait présenter son plan « très vite » au ministre des affaires étrangères.

« Ce ne sont pas des camps traditionnels »

Sans donner de détails sur son projet, il a souligné qu'il s'agissait d'« essayer non pas seulement de faire un geste mais de parvenir à libérer » des prisonniers, notamment des femmes qu'organisations et missions d'enquête inter-

nationales disent victimes de violences systématiques. Toute initiative destinée à libérer les prisonniers en Bosnie se heurte à la difficulté de localiser les centres de détention, a estimé, de son côté, M. Simone Veil, qui a effectué en décembre une mission dans l'ex-Yugoslavie. Ce ne sont pas obligatoirement des camps enterrés de fils de fer barbelés. Il peut s'agir d'hôtels, d'écoles, de salles de sport, où les goliards peuvent effacer toute trace de détention de prisonniers avant l'arrivée d'une éventuelle mission.

« On supprime les traces et on les met ailleurs », a déclaré M. Veil, précisant sur Europe 1 que « ce ne sont pas des camps traditionnels. Ils sont tout à fait improvisés, et en plus [les Serbes] les ont faits [...] très mobiles pour pouvoir mieux les camoufler ».

Paris « privilégie le dialogue et la négociation »

déclare M. Roland Dumas à Bucarest

BUCAREST

de notre envoyée spéciale

Venu à Bucarest, lundi 11 janvier, pour mettre un point d'orgue à la coopération économique franco-roumaine, M. Roland Dumas a surtout été amené à préciser ses réticences déclarées de la veille à propos d'un éventuel recours à la force par la France pour obtenir l'ouverture des camps de détention en Bosnie.

A peine avait-il posé le pied sur le sol roumain qu'il était apostrophé par la BBC sur le sujet, question qu'il écarta d'une « réponse évasive » sur le thème « il ne faut pas les chasser ». De nouveau interrogé après avoir brièvement énoncé les travaux de la commission mixte franco-roumaine, le ministre des affaires étrangères mit cette fois l'accent sur le fait que la France « privilégie le dialogue et la négociation » dans l'ex-Yugoslavie, et déclara avoir « l'espoir que les négociations de Genève permettent un règlement » de ce « conflit difficile et douloureux ». « On est entré dans le cœur de la négociation », ajouta-t-il sur ce thème mardi matin. Quelques progrès ont été réalisés. Il ne faut pas jeter la manche avant la cognée.

Un entretien avec M. Iliescu

Puis, pressé d'en dire davantage, il finit par préciser que ses déclarations au « Grand Jury-RTL-la Monde » devaient être comprises dans le strict cadre des débats nôtres. Il n'est pas question, a-t-il en substance, le ministre, d'intervenir en Serbie puisqu'il s'agit de l'ouverture des camps de détention en territoire bosniaque, et la France, cela va de soi, préférerait de loin agir de concert avec d'autres pays que de mener une action solitaire.

En réalité, le schéma dans lequel se plaçait lundi M. Dumas est plutôt celui de l'envoi de la mission d'enquête de la CEE, présidée par Dame Warburton et comprenant M. Simone Veil, aux portes

des camps de Bosnie, sous la protection des forces de l'ONU. « Les Serbes, espèrent-ils, n'oseraient pas alors se placer dans la position de leur refuser l'entrée des camps », Reste à savoir si ces camps, une fois accessibles, abriteraient toujours les femmes et les détenus recherchés.

Plus tard, avec le président Iliescu, il fut à nouveau question de l'ex-Yugoslavie. A l'issue d'une bonne heure d'entretien, M. Dumas réitéra le « souhait que la conférence de Genève aboutisse », et émit « l'idée que la France et la Roumanie, puissances exerçant une influence là où elles en ont la possibilité pour faciliter les résultats » des négociations de Genève.

Aucun éclaircissement

Comme on demandait à M. Dumas et Iliescu d'être un peu plus précis sur « l'influence » que la France et la Roumanie se proposent ainsi d'exercer, le président Iliescu répondit, après avoir souligné l'excellence des liens que Bucarest avait toujours entretenus avec Belgrade : « Nous ne considérons pas qu'une intervention militaire puisse résoudre les problèmes mais pensons qu'au contraire elle pourrait accentuer les tensions ».

Aucun éclaircissement n'a en fait été apporté sur la base juridique de l'intervention proposée, dimanche soir, par M. Dumas, puisque la résolution 798 des Nations unies exigeait la fermeture des camps de détention demandée au secrétaire général de l'ONU de « mettre en œuvre tous les moyens nécessaires dont il peut disposer sur place » pour permettre aux missions d'enquête d'accéder librement aux camps. Cette résolution ne fait donc pas référence à l'usage de la force prévue dans l'article 7 de la charte des Nations unies pour libérer les prisonniers en Bosnie, ce que proposait de faire M. Dumas dimanche soir.

SYLVIE KAUFFMANN

propositions aussi fantaisistes. Selon M. Longuet, « nous n'aurons d'autorité que si nous entraînons avec nous les Occidentaux », qui marqueraient « leur volonté de ne pas accepter le fait accompli » en levant l'embargo sur les ventes d'armes à destination des Bosniaques.

Les Verts français favorables à une intervention militaire. — Opposés, en janvier 1991, à la guerre du Golfe, les Verts français se sont prononcés, samedi 9 janvier, par l'intermédiaire de leur conseil national, en faveur d'une intervention armée en Bosnie-Herzégovine. La motion adoptée à une large majorité précise qu'« à l'heure où les pacifistes de Sarajevo appellent à une intervention militaire internationale il s'agit, après tant de tergiversations, de sauver ce qui peut être de la situation des droits de l'homme comme du respect que nos démocrates accordent à leurs propres principes humanistes, y compris ceux qui fondent l'engagement des Verts pour la résolution non violente des conflits ».

Les négociations de Genève

Les belligérants ont été sommés de répondre aux propositions occidentales

GENÈVE

de notre envoyée spéciale

Lundi soir 11 janvier, pour la deuxième fois de la journée, le camp serbo-yougoslave s'était réuni dans l'un des plus beaux palais de Genève pour mettre au point sa réponse au projet de nouvelle Constitution pour la Bosnie-Herzégovine concocté par les médiateurs de la conférence. Il y avait là M. Dobrica Cosic, l'un des pères spirituels du nationalisme serbe et président de la nouvelle Yougoslavie ; ses homologues qu'il est censé « couvrir » au sein de la fédération bicéphale : M. Slobodan Milosevic pour la Serbie et M. Momir Bulatovic pour le Monténégro. Ainsi, bien entendu, que M. Radovan Karadzic, le dirigeant des Serbes de Bosnie, ce premier ligne.

Et, d'après-midi, M. David Owen et Cyrus Vance avaient en effet estimé qu'ils avaient fourni à la partie serbe de Bosnie suffisamment d'éléments sur leur projet initial — déjà amendé — et que M. Karadzic devait se décider : signer ou non, dans la matinée du mardi 12 janvier, une série de principes constitutionnels, déjà acceptés par les dirigeants croates et musulmans de la Bosnie-Herzégovine. Ce n'était pas un ultimatum, mais cela lui ressemblait beaucoup.

Les avaient apparemment passé une bonne partie de la journée à expliquer aux Serbes que leurs propres propositions étaient les meilleures et que les « contre-propositions », pas « incompatibles », de M. Karadzic (le Monde du 12 janvier) — qui insistait sur la mention d'une « entité » serbe au sein du nouvel Etat — étaient « dans la pratique » (accords commerciaux avec des pays étrangers, représentations diplomatiques, etc.) assurés. Bref : qu'il n'avait pas à se plaindre. Mais, sur un point, les deux médiateurs affirmaient qu'ils restaient inflexibles : aucun compromis n'est possible sur le principe « fondamental » de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine. Autrement dit, pas question d'entériner dans le texte constitutionnel un paragraphe permettant une éventuelle « sécession » des provinces serbes de Bosnie et leur rattachement à la Yougoslavie de Belgrade.

Un « Etat tripartite »

« Nous ne voulons pas notre indépendance, expliquait, lundi soir, le docteur Karadzic ; nous voulons simplement avoir notre propre personnalité au sein de la Bosnie (...) Au plan international, la Constitution doit déclarer que la Bosnie est non pas, un Etat unitaire mais tripartite et je pense que nous pourrions trouver un compromis. C'est une question de formulation. (...) Nous revendiquons quelques droits spéciaux, comme le statut du Québec au sein du

Canada. » Il y avait là une évolution assez sensible par rapport à la position des Serbes de Bosnie qui, le 2 janvier, exigeaient ni plus ni moins qu'un Etat dans l'Etat. Et dans leur « contre-proposition » du 10 janvier, ils avaient purement et simplement gommé du projet Vance-Owen le paragraphe II stipulant que les provinces de la nouvelle Bosnie décentralisée « ne sont pas habilitées à conclure des accords avec des Etats étrangers ou des organisations internationales ».

Il ressort des pourparlers que les Serbes de Bosnie, après cet lâchage, voulaient, selon le porte-parole de la conférence, M. Fred Eckhardt, obtenir des garanties, de la nouvelle Constitution, qu'ils ne pourront jamais être « dominés », politiquement et au niveau du pouvoir central, par les Musulmans ou par ces derniers en coalition avec les Croates, dans un Etat qu'ils souhaitent « composite ».

L'incontournable M. Milosevic

Quant au président serbe, M. Slobodan Milosevic, arrivé lundi matin à Genève — après trois jours de la conférence, une fois de plus, de faire croire que la Serbie n'avait aucune responsabilité dans la guerre en Bosnie-Herzégovine et qu'il était venu pour

« soutenir la paix, une paix durable et juste ». Il a estimé que l'approche du conflit de la part de M. Cyrus Vance et David Owen était « très sérieuse » et qu'elle constituait une bonne base de négociation « pour mettre fin à cette guerre cruelle ». Ce qu'il demande pour l'heure ? « Le principe du respect équilibré des intérêts des trois peuples constituant la Bosnie-Herzégovine ».

Après avoir aimé pendant cinq ans le nationalisme serbe et attisé une guerre, en Croatie, M. Milosevic voudrait volontiers, aujourd'hui, se présenter comme un homme de conciliation, sans la médiation duquel des accords sur la Constitution, puis le découpage en dix provinces et les modalités de la cessation des hostilités en Bosnie — autres chapitres extrêmement sensibles dans les négociations — ne peuvent se faire.

Certes, les négociateurs de Genève ne sont pas dupes lorsqu'ils « espèrent que le président serbe peut aider au règlement politique du conflit », mais M. Milosevic paraît se plaire dans ce rôle de personnalité politiquement incontournable pour la communauté internationale et seule capable de tempérer les « ardeurs » de ses compatriotes de Bosnie.

ALAIN DEBOVE

La Conférence islamique demande une intervention armée

Alors que les bombardements ont repris sur Sarajevo après une trêve de plus d'une semaine, l'Organisation de la conférence islamique (OCI) a, samedi 11 janvier, l'appel du président bosniaque Alija Izetbegovic en faveur d'une intervention étrangère armée si les forces serbes continuent de piller les populations musulmanes de Bosnie-Herzégovine. « Il faut ordonner aux Serbes de placer l'armement lourd en leur possession sous un contrôle international effectif », a estimé l'OCI dans une résolution rédigée à l'issue d'une réunion d'urgence à Dakar.

« Si un contrôle international ne peut pas être instauré, alors l'armement lourd devra être neutralisé par des moyens militaires et il sera nécessaire d'envisager d'autres opérations militaires contre des objectifs stratégiques », peut-on lire dans la résolution.

Invité à témoigner devant les membres de l'OCI, M. Izetbegovic a accusé les Serbes de se servir des pourparlers de Genève comme d'un paravent pour la poursuite de leurs opérations militaires en Bosnie. « On fait pression sur nous pour que nous fassions plus de concessions aux discussions de Genève. Mais nous ne renoncerons pas à notre principe essentiel : la préservation d'une Bosnie indépendante et souveraine dans ses frontières internationales reconnues », a-t-il dit, ajoutant : « On nous a imposé les discussions de Genève, nous ne devons pas nous laisser imposer aussi une paix injuste. » — (AFP, Reuter)

A LIRE CE MOIS-CI

LA TOXICITÉ DES LESSIVES Quels dangers représentent les lessives pour l'environnement ?

LA MYOPATHIE DE DUCHENNE Le point sur la plus connue et la plus fréquente des myopathies.

LA RECHERCHE
LES SPÉCIALISÉS VÉGÉTAUX - LE SEXE ET L'ÉVOLUTION
LA MYOPATHIE DE DUCHENNE - LES CRISTALLS DE VOLLERIES

SIDA : L'AFFAIRE ROBERT GALLO
Comment l'administration américaine s'est acharnée à défendre le brevet indû de Robert Gallo.

également au sommaire :
LES FULLERÈNES
LE SEXE, POUR QUOI FAIRE ?
LA PHYSIQUE DES SPIRALES VÉGÉTALES

N° 250 • JANVIER 1993 • EN KIOSQUE • 38F

DIPLOMATIE

Un entretien avec M. Boutros-Ghali

Suite de la première page

En second lieu, les Nations unies et la Communauté européenne ont déclenché un processus de paix qui continue à fonctionner. Les difficultés rencontrées ne doivent pas nous arrêter dans notre action diplomatique.

Mais, depuis le début des négociations, les belligérants signent des accords qui ne sont jamais respectés. Combien de temps cela peut-il durer ?

— Cela est vrai aussi pour des dizaines de conflits à travers le monde. Il faut avoir la patience de repartir de zéro, en étant conscient qu'il est bien plus facile de faire la guerre que la paix. C'est la raison d'être des Nations unies. Maintenant, si jamais le Conseil de sécurité décide une action militaire, à ce moment nous agissons en conséquence.

Vous n'y êtes pas favorable ?

— Il ne s'agit pas d'être favorable ou pas. C'est une décision qui sera d'abord prise par le Conseil de sécurité, puis assumée par les États membres. N'oubliez pas que l'Organisation des Nations unies ne possède en propre ni armes, ni moyens de transport, ni soldats, et que les forces qu'elle déploie dans ses opérations sont fournies par les États membres.

« Offrir un maximum d'options »

Mais vous, personnellement ?

— Moi j'ai des problèmes techniques. Je ne peux faire coexister deux opérations de nature différente : d'une part, le maintien de la paix, fondé sur l'accord des parties en conflit, de l'autre une action coercitive contre un des protagonistes. Si le Conseil de sécurité décide une action militaire, il faudra soit retirer auparavant les forces chargées du maintien de la paix, soit prendre de nouvelles dispositions qui tiennent compte du fait que des milliers de personnes sont en charge sur le terrain d'une mission humanitaire.

« Le jour où le Conseil de sécurité prendra sa décision, je l'exécuterai. En attendant, en tant que secrétaire général, je suis responsable de la vie de ces soldats qui ont accepté de participer à une mission d'interposition, et non à une action coercitive de nature militaire. Je suis aussi responsable à l'égard des États membres que j'ai invités à participer à la Force de protection des Nations unies, et qui, du jour au lendemain, risquent de voir leurs hommes dans une position extrêmement difficile.

Donc, en cas d'intervention

internationale, vous poserez comme préalable le retrait de toutes les forces de l'ONU ?

— Non, nous ne sommes pas aussi catégoriques. L'informateur les États membres et ceux-ci décideront. Auront-ils les moyens de déplacer ou de préserver leur force d'interposition ? Pourront-ils continuer à distribuer la nourriture et l'assistance médicale ? L'atmosphère de Sarajevo pourra-t-elle toujours fonctionner ? Il s'agit de prendre une suite de précautions importantes dans l'intérêt de la population et des forces des Nations unies.

Ne constate-t-on pas, depuis des mois, un manque de volonté politique d'intervenir ?

— Même si vous intervenez aujourd'hui, vous serez de toute façon appelé à négocier de nouveau demain, une fois l'intervention terminée. Voilà pourquoi je reste attaché avant tout à la négociation. Mais encore une fois, si la décision d'intervenir est prise par le Conseil de sécurité, je m'efforcerai de la mettre en œuvre dans les meilleures conditions possibles. Mon rôle consiste à informer les membres du Conseil, à leur offrir un maximum d'options, mais c'est à eux de décider en dernier ressort.

Que pensez-vous du plan de découpage de la Bosnie en négociation à Genève ?

— C'est un plan intéressant dans la mesure où il propose une sorte de confédération, donc un compromis qui à la fois tient compte de l'existence des différents groupes de Bosnie-Herzégovine et prévoit l'existence d'une superstructure fédérale ou confédérale et reconnaît en dernière analyse l'intégrité territoriale de cet État membre des Nations unies.

L'exemple de la Somalie

L'embargo économique a échoué...

Tout est relatif. Juger d'une politique sur une courte période, c'est comme si vous jugiez un film entier à partir d'une seule séquence. Nous avons besoin de patience et de temps. Ces problèmes ne vont pas se résoudre en une semaine ou en un mois. Après un accident de la route, vous pouvez passer trois ou quatre jours dans un hôpital à vous faire soigner. Après un affrontement, avec des blessures, des meurtres, des crimes de guerre, des destructions, il faudra énormément de temps pour négocier.

En attendant, la « purification ethnique » se poursuit...

— Oui, hélas ! et je tiens à dire ici que je suis solidaire des souffrances et des épreuves des victimes de la purification ethnique et à rappeler que les Nations unies condamnent cette grave violation du droit humanitaire.

Vous voulez donner du temps au temps. Mais il y a contradiction entre la patience chère aux diplomates et l'urgence des drames humains.

— L'intervention militaire, cela s'appelle la guerre. Avec la guerre, vous aurez plus d'étrécissements, plus de morts, plus de drames. Et vous devrez toujours en fin de compte négocier à nouveau. Tant que nous pouvons maintenir un cessez-le-feu même précaire, nous devons est de continuer à négocier.

Si Genève échoue, vous relèverez-vous à une intervention militaire ?

— Ce sera au Conseil de sécurité de décider. Mais rappelez-vous l'exemple de la Somalie : pendant un an nous avons essayé de négocier avec les factions en présence. Après plusieurs échecs, je n'ai pas hésité à assumer mes responsabilités, et à recommander le recours à la force au Conseil de sécurité. C'est moi qui ai donné l'alarme en disant au Conseil que l'aide alimentaire était détournée à 80 % par des bandes de brigands et qu'il fallait utiliser la force en conformité avec le chapitre VII de la Charte des Nations unies.

« Le jour où mes collaborateurs me diront : « Monsieur, nous avons tout essayé en Bosnie-Herzégovine, il n'y a plus d'autre recours que la force », je serai le premier à dire : allons-y ! Cela dit, je ne suis pas sûr d'obtenir alors l'appui des États membres. Mais je serai le premier à dire au Conseil de sécurité : le moment est venu de changer de méthodes, de passer à une nouvelle phase.

« Jusqu'à maintenant, et malgré toutes les bouffées qui se passent en ex-Yugoslavie, nous avons quand même réussi à distribuer des secours et à libérer de nombreux prisonniers. Mais le jour où, lors d'une opération coercitive, une cinquantaine de « casques bleus » se feront tuer dans une embuscade, vous verrez comme l'opinion publique se retournera. Permettez-moi de vous rappeler le cas de Beyrouth où, il y a quelques années, dans un élan de solidarité, les puissances occidentales avaient envoyé des troupes. A la suite d'attentats meurtriers, ces puissances ont rapatrié leurs troupes et abandonné Beyrouth à son triste destin.

De nombreux témoignages attestent que des milices systématiquement ont été créées en Bosnie. Avez-vous des informations spécifiques à ce sujet ?

— Plusieurs commissions enquêtent sur cette affaire extrêmement grave. Mais avant de prendre des décisions, il faut que nous nous assurions d'un dossier complet. On parle de la création d'un tribunal international pour condamner les auteurs de ces crimes de guerre. J'y suis personnellement favorable, sous réserve de l'accord du Conseil de sécurité.

Vous avez proposé récem-

ment l'envoi de 10 000 « casques bleus » le long des frontières de la Bosnie. Le Conseil de sécurité n'avait pas l'air d'accorder avec cette suggestion.

— J'espère néanmoins qu'il adoptera une résolution autorisant le déploiement de ces troupes supplémentaires.

« Nous recevons des demandes de tout le monde »

En un an, vous n'avez toujours pas obtenu des « mauvais payeurs » qu'ils réglent leurs dettes...

— Ils paient, mais avec du retard. Autant que les mauvais payeurs, mon problème, c'est le coût des nouvelles opérations. Nous recevons des demandes de tout le monde. On nous a demandé de superviser des élections dans ooe



trentaine de pays. Pour une seule opération de ce type, il faut envoyer pendant six à huit mois jusqu'à 1 000 observateurs. Ce qui représente des millions de dollars.

« Par exemple, nous avons envoyé en Afrique du Sud cent observateurs qui coûtent très cher alors qu'ils ne sont là-bas que pour observer la situation et essayer de prévenir la violence. Je l'ai souvent dit, et c'est devenu un cliché : durant la guerre froide, l'ONU souffrait d'un manque de crédibilité ; aujourd'hui, elle souffre d'un excès de crédibilité. Dans ces conditions, on n'évitera pas les frustrations et les déceptions dans l'opinion publique.

Ne faut-il pas intensifier la diplomatie préventive ?

— Nous envoyons plus de 700 « casques bleus » au Macédoine. C'est un premier exemple de diplomatie préventive. Une présence des Nations unies empêchera que la situation ne s'aggrave. Ce type de diplomatie n'a guère de précédent. Nous nous trouvons devant des situations nouvelles alors que les États conservent une attitude traditionnelle. Nous leur demandons un effort d'immagination, et surtout un très gros effort financier en pleine crise économique mondiale.

En Macédoine, la présence des forces des Nations unies est, en

soi, un élément modérateur, un élément pacificateur, qu'il ne faut pas sous-estimer.

La Macédoine a demandé à être membre de l'ONU. Le sera-t-elle rapidement ?

— C'est au Conseil de sécurité de faire une recommandation et à l'Assemblée générale de décider.

Cela ne vous choquerait pas ?

— Certainement pas. J'ai été en contact avec le président de Macédoine.

La Grèce ne semble pas prête à plus de souplesse ?

— La Grèce a des problèmes avec son opinion publique : il faut en tenir compte.

Des problèmes en partie créés par les autorités...

— Peut-être, mais les Nations unies sont comme un médecin qui diagnostique une maladie. Son rôle est de soigner le malade, pas de porter un jugement de valeur sur la façon dont il a attrapé sa maladie.

La plus ambitieuse des opérations de l'ONU - le Cambodge - est en partie paralysée. Faut-il y changer le mandat de ses forces ?

— Un grand succès a été enregistré au Cambodge, le rapatriement de 300 000 réfugiés. Ils sont revenus et ont été réintégrés dans leur village en un temps record. Autre succès : il y a au Cambodge des escadrons militaires, mais il n'y a pas d'affrontement militaire. Une mission vient de rencontrer le prince Sihanouk à Pékin, nous sommes en train de négocier avec lui pour trouver une solution.

« Nous pouvons bloquer le commerce des Khmers rouges »

Les soldats de l'ONU iraient combattre les Khmers rouges jusqu'à la mort ?

— Ce n'est pas nécessaire. Nous pouvons bloquer le commerce et les sources de revenus des Khmers rouges qui viennent d'un pays voisin (NDLR : la Thaïlande). Il suffit de contrôler les voies de communication qui desservent les régions tenues par les Khmers rouges.

Vous avez évoqué la Somalie, revenons-y. Vous ne semblez pas avoir le même longévité d'ordre que les Américains...

— Nous n'étions pas sur la même longueur d'onde il y a quelques semaines. Depuis quelques jours, nous le sommes à nouveau.

Que s'est-il passé ?

— Ce qui s'est passé, c'est que les Américains ont commencé à déminer les bandes somaliennes, conformément à nos suggestions initiales. Bien plus, nous avons des commissions conjointes qui travaillent à Mogadiscio et à New York pour coordonner notre action commune.

Combien de temps prendra la mise sur pied d'une force de l'ONU en Somalie ?

— Cela dépend de plusieurs facteurs, notamment de la solidité de l'accord conclu entre les factions somaliennes la semaine dernière à Addis-Abeba et de la poursuite des opérations de désarmement. Il est donc difficile de donner une date précise.

En quel le nouvel accord e-t-il de meilleures chances de succès que celui conclu l'an dernier ?

— Parce qu'il a été conclu avec toutes les factions concernées et parce que nous avons obtenu un désarmement des factions. Nous avons déjà monté ailleurs des opérations similaires. J'étais récemment au Nicaragua où l'ONU m'a montré comment l'on a procédé au désarmement en recabrant les armes et les munitions : 50 dollars la grenade, 100 dollars le fusil, 200 dollars la mitrailleuse. On ramasse les armes, on fait un grand cratère, on verse du pétrole dessus, et on brûle tout au cours d'une cérémonie constatée par un procès-verbal.

« En Somalie, nos fois qu'on eura ramassé les armes lourdes sous contrôle international, il ne restera que des gangs. En revanche, il sera plus difficile d'établir un gouvernement, de créer une police. C'est comme au Salvador, où il nous paraissait très important de créer et former une police professionnelle et impartiale. Pour cela, nous avons fondé une académie de police qui, malgré toutes sortes de difficultés qui ont retardé son entrée en fonction, doit livrer prochainement sa première promotion de policiers. Il faut noter à cet égard que les États mettent plus facilement à votre disposition des soldats que des policiers, qui sont pourtant extrêmement utiles dans des opérations de maintien de la paix.

« En Somalie, il n'y a plus de police, plus de gouvernement, plus d'eau, plus d'électricité. C'est tout un aspect de la reconstruction qui est confiée aux Nations unies et qui n'intéresse pas l'opinion publique.

Pourquoi le général Aidid a-t-il organisé cette petite manifestation contre vous à Mogadiscio ?

— Certaines factions ne se ren-

dent pas compte des mutations intervenues dans les rapports internationaux.

« Vous souhaitez mettre sur pied une force d'imposition de la paix qui pourrait intervenir partout dans l'urgence, une sorte d'« armée de l'ONU ».

« Monter une opération prend quatre à cinq mois »

— Oui, la France a accepté cette idée, ainsi que quelques autres pays, dont les Scandinaves. Il s'agit de constituer cette armée à partir de forces nationales qui seraient spécialement entraînées à des opérations de paix. Elles seraient disponibles dans un délai de quelques jours, si le Conseil de sécurité le décidait. Si nous pouvions signer des accords de ce genre avec une quarantaine de pays, nous disposerions par exemple de 80 000 soldats.

« Nous conclurons d'autres accords pour le transport, les armements ou les communications. Actuellement, monter une opération en Somalie ou au Mozambique nous prend quatre à cinq mois. Je dois me mettre d'accord avec les États, trouver les bords responsables de l'opération, créer les infrastructures, négocier une adjudication internationale pour trouver les compagnies sérieuses les moins chères, etc. Pendant ces cinq mois, la situation a largement le temps d'empirer.

Jusqu'à présent, les États-Unis ont toujours refusé de mettre leurs soldats sous un autre commandement qu'américain.

— Pourtant, c'est déjà arrivé dans l'Histoire. Les troupes américaines étaient sous les ordres du général Foch pendant la première guerre mondiale.

Pour les opérations de maintien de la paix, vous vous efforcez d'impliquer les organismes de coopération régionaux. Ça marche ?

— Oui. Pour la Yougoslavie, nous avons associé le représentant de la Communauté européenne, lord Owen, et celui des Nations unies, M. Cyrus Vance. Pour la Somalie, la semaine dernière à Addis-Abeba, j'avais avec moi le secrétaire général de la Ligue des États arabes, le secrétaire général de l'OUA, le secrétaire général de l'Organisation de la conférence islamique et un représentant du Mouvement des non-alignés.

« Une logistique que les États-Unis peuvent offrir »

« C'est intéressant d'avoir leur appui. Les États s'imaginent qu'ils peuvent obtenir l'action du Conseil de sécurité en pressant sur un bouton. Mais le Conseil se fait très souvent tirer l'oreille. C'est moi qui ai moi d'essayer de mobiliser l'opinion. Si les organismes régionaux concernés de près par les conflits ne bougent pas, le Conseil ne voit pas toujours l'utilité d'être plus royaliste que le roi.

« Et puis, en faisant participer les organismes régionaux, je contribue à démocratiser les Nations unies. C'est très important de faire participer le plus grand nombre d'États à une opération militaire. Nous avons une trentaine d'États actuellement en Somalie. Une présence symbolique pour certains d'entre eux mais néanmoins importante. Dans le même ordre d'idée, je m'intéresse beaucoup aux organisations non gouvernementales. Elles peuvent servir de catalyseurs entre les États-Unis et les États et faciliter la mobilisation de l'opinion publique qui, à son tour, poussera les gouvernements à appuyer l'action des Nations unies.

« On a tout de même le sentiment que dans les grands conflits, l'ONU ne peut rien faire sans les États-Unis...

— C'est vrai dans une certaine mesure puisqu'ils sont la principale puissance. Je peux vous citer quand même une demi-douzaine d'opérations qui se sont passées sans leur contribution active : en Namibie, en Angola, au Cambodge, au Salvador, et demain au Mozambique. Mais, il est vrai que si vous ne faites pas une grande opération dans des terres lointaines, vous avez besoin d'une logistique que les États-Unis peuvent offrir facilement.

« N'oubliez pas que les Nations unies ne s'occupent pas seulement - et loin de là - des opérations de paix et du règlement des conflits. Cela ne représente que 20 % de leurs activités. Les 80 % restants concernent la vie quotidienne des populations civiles dans le monde, l'environnement, le développement économique et social, les minorités, les droits de l'homme et des centaines d'autres domaines.

Propos recueillis par ALAIN DEBOVE et JEAN-PIERRE LANGELLIER

DIAGONALES

LES grandes causes ont toujours eu leurs beaux parleurs. Chez les Grecs, les poètes soufflaient aux combattants de quoi insulter l'ennemi avant la bataille. Dans la Guerre de Troie, de Girardoux, c'est un sosie de Barrès qui fournit, de l'arrière, les stocks d'invectives martiales.

Les intellectuels français des années 90 étaient à court d'anathèmes, depuis que la fin de l'URSS a périmé les commodités vaporeuses, safe coco, et autres complices du goulag. Les crimes de Bosnie, c'est triste à dire, redonnent du grain à moudre aux moutonniers d'épithètes de ce que Malraux appelait (Anci-Mémoires, Folio, p. 134) l'école des âmes sensibles, et dont Gide disait, visent Guéhenno, qu'ils parlent du cœur comme d'autres du nez.

Grâce aux Serbes, les adjectifs nazi et stalinien reprennent du service, ensemble. Mais le discrédit jeté sur toute idéologie n'a pas épargné le vocabulaire, qui se porte plus moral, émotion en famille, journal de 20 heures, humeur, quoi ! Inacceptable est très demandé en magasin. Intime et ignoble plaisent bien, ils tremblent si joliment d'indignation dans le gosier. Abjeter ses adeptes : on y entend infect, la mépris se charge de dégoût, c'est bon, ça, coco !

Ces surenchères verbales cessent de faire sourire lorsqu'elles conduisent à engager la vie des autres. Nous y sommes.

Exiger, dans une envolée de tribune, comme cela s'entend désormais, l'arrêt des actions humanitaires, sous prétexte que les politiques s'en servent pour masquer leur inertie ou redorer leur popularité, c'est s'octroyer un droit de vie et de mort sur les populations civiles dont la survie dépend de ces aides, et sans leur demander leur avis, qui, seul, devrait compter.

Exiger, dans une envolée de tribune, comme cela s'entend désormais, que nos armes par-

M'as-tu-vu

lent vite, au besoin seules, et sans s'encombrer du droit dont on se gargarise par ailleurs, c'est s'obliger un jour - ou alors qu'on se taise ! - à soutenir le regard des épouses et des mères dont nos paroles aventurées auront envoyé au ciel les âmes et les âmes bleues ou tel fils, victime d'une guerre qu'on dit « propre » sans en être sûr, sans y croire vraiment.

Passer encore que les âmes sortent de ce écran, chacun d'eux représente la nation, et il répondent de ce bout de souveraineté devant les urnes. Certains députés, lors du drame algérien, ont eu la cohérence - pourquoi ne pas la saluer ? - de prendre les armes auxquelles ils appelaient. Mais les intellectuels n'ont d'autre mandat que le talent qu'ils aient jugé, du haut de quoi quitteraient-ils impunément le plan des idéaux, où l'histoire leur reconnaît quelque compétence, pour celui des actions de force, où ils n'attendent rien ?

Lors des combats où se jouait directement le sort de la patrie, une forme de dignité aujourd'hui caduque excluait de ne rien conseiller à autrui qu'on ne se soit imposé. L'embuscade ne se risquait pas à exalter les tranchées, il arrivait que des donneurs de leçons soient gagnés d'avance leur voix au chapitre. Ainsi des pacifistes des années 30, héros de 14 ayant connu de près le « ça » dont ils ne voulaient plus. Tel n'était pas le cas de bien des collobes, dont la plus grande honte aura été d'envoyer des gémissements, par leur éloquence, à un casse-pipe dont ils s'exaltaient lâchement.

Le fait qu'il ne s'agisse plus aujourd'hui de défendre des territoires mais des principes ne devrait pas dispenser les sermonneurs de payer cash leurs suggestions. Une chose est

BERTRAND POIROT-DELPECH

de l'Académie française

de revenir de Sarajevo, comme ils s'en prévalent après une visite-éclair d'un filmé ; une autre d'y aller, d'y déplorer des combattants qui ne protégeront pas les blindages de la notoriété.

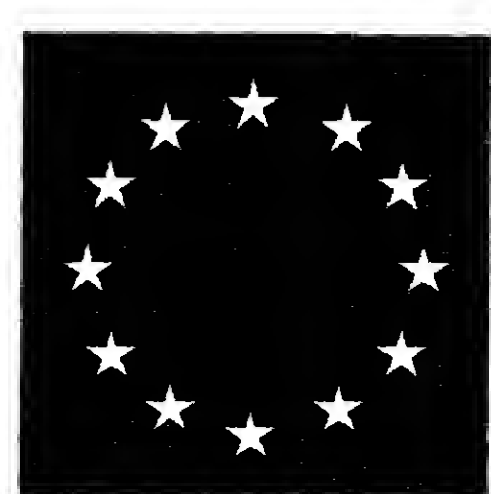
« Non aux ouvertures-incoûtables », ont objecté aux obscurs humanitaires les stratèges en chambre, et en vue, de la merite forte. Stogon pour slogan, on voudrait répliquer : « Non aux drapeaux dont on se drappe ! » Les droits de l'homme étaient un recours contre des systèmes en faillite ; ils deviennent un vulgaire créneau marchand, soumis à la surenchère démagogique et à une concentration sur coupeau. Bientôt, une poignée d'habiles confisqueront la conscience universelle et manipuleront les ministres, hors tout débat, la maîtrise médiatique de l'émotionnel s'étant substituée définitivement au poids des idées.

La conquête méthodique de cette maîtrise, sur le mode du pouvoir politique et en connivance avec lui, n'est pas dénuée d'avantages concrets. Les plus roués monnayent leur crédit bon cœur en suffrages, en image de présidentiable, en trépas de libéralisme, en commissions et prébendes personnelles, sans plus de vergogne que tel marchand de tricot profitant du drame du sida ou des Stedend pour promouvoir sa marque.

Le plus souvent, le narcissisme et la folie des grandeurs expliquent cette sorte de toxicomanie, dont les médias, savamment sollicités, deviennent les dealers. Entre deux déclarations confondantes d'abnégation, les nouveaux m'as-tu-vu travaillent à accrédiéter en douce la légende de bravoure incolore ou de talent mirobolant que leur refuse la réalité. Quiconque s'en plaint est suspect de les jalouseur, ou de contester les causes dont leur ego, en s'en disant l'instrument, se fait un rampart.

Pascal ne croyait qu'aux témoins prêts à se faire égorger. Il faudra y faire : voici le temps des témoins qui se rangent !

هكذا من الأمل



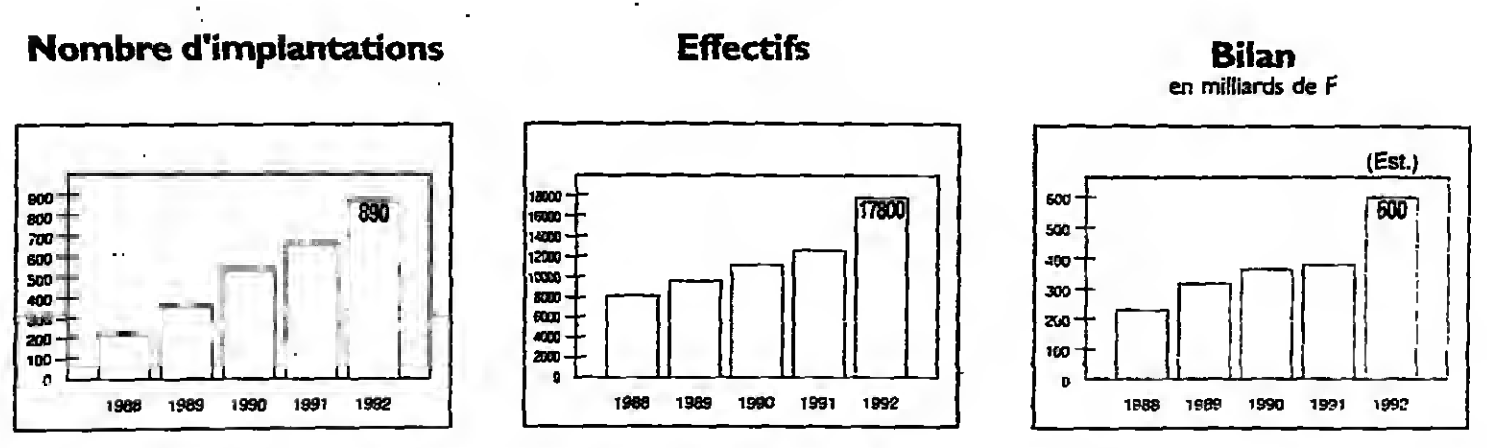
1^{er} janvier 1993

Pour les banques aussi,
l'Europe est devenue un grand marché unique,
notre marché domestique du futur.

1^{er} janvier 1993

**Le Crédit Lyonnais est devenu
la 1^{ère} banque européenne,
après avoir construit pour ses clients
le 1^{er} réseau bancaire d'Europe.**

En Europe hors de France:



Le Groupe Crédit Lyonnais est présent dans tous les pays d'Europe avec notamment :
 • 254 implantations en Espagne • 201 en Allemagne • 133 en Italie • 97 aux Pays Bas • 45 au Royaume Uni • 37 en Belgique • 33 au Portugal etc...
 (s'ajoutant bien sûr aux 2 700 implantations en France et aux 800 implantations dans le reste du monde).
 Le Groupe Crédit Lyonnais dans le monde c'est : 4 390 implantations, 79 000 personnes et un bilan d'environ 1 850 milliards de Francs.

 **GROUPE CREDIT LYONNAIS.**

DIPLOMATIE

Doté d'un système original de vérification

Le traité sur l'interdiction des armes chimiques doit être signé à Paris par plus d'une centaine de pays

Plus d'une centaine de pays devaient être représentés du 13 au 15 janvier au siège de l'ONU, à Paris, pour la signature de la convention portant sur l'interdiction de l'utilisation, de la production, du stockage des armes chimiques et sur leur destruction. La cérémonie sera ouverte, mercredi, par le chef de l'Etat, M. François Mitterrand, en présence du secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali. De nombreuses rencontres bilatérales devraient également avoir lieu en marge de la conférence, notamment entre le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, et ses homologues américain et russe.



P. ANCHO

Arrêté à Genève, le 3 septembre 1992, dans le cadre de la conférence du désarmement de l'ONU, ce projet de convention a demandé de nombreuses années de négociation pour voir le jour. Il va beaucoup plus loin que le protocole de 1925 - dont la France est dépositaire - qui n'interdisait que l'emploi « de tous gaz asphyxiants ou de tous autres gaz, liquides, solides ou matériels ». « Ce traité représente un vrai progrès pour la sécurité internationale car, pour la première fois, il élimine une catégorie entière d'armes de destruction massive et met en place un régime de vérification inédit », souligne-t-on au Quai d'Orsay.

Ce traité imposera aux pays qui l'auront signé et ratifié l'interdiction de produire, d'utiliser et de stocker des armes chimiques. S'ils sont déjà détenteurs de stocks, ils devront procéder à leur destruction, dans un délai de dix ans avec un délai supplémentaire de cinq années en cas de difficultés particulières. Contrairement à d'autres conventions, elle s'appliquera à tous les pays signataires sans discrimination : les Etats-Unis qui, comme la Russie, ont reconnu détenir cette arme, se trouveront ainsi au même niveau que des pays en voie de développement signataires de la convention. La France, quant à elle, après avoir envisagé dans la loi de programmation militaire de 1987 de se doter d'un stock mini-

mal, a arrêté tout projet dans ce domaine depuis plusieurs années.

Mais en matière de désarmement tout est affaire de contrôle. Les négociateurs de Genève en étaient bien conscients et ont donc voulu innover en la matière en espérant que le système de vérification mis en place pourra servir de modèle à d'autres traités de ce type. Le projet de traité prévoit un dispositif de vérification dynamique sur « pièce » et sur place qui explique l'optimisme des diplomates, qui le qualifient de « quasi révolutionnaire ». Ces dispositions sont « les plus strictes qu'un traité international ait jamais adoptées », soulignent les Etats-Unis dans le plan du vice-président Bush de 1984. Elle prévoit l'inspection, dans un délai très court, de toutes les installations jugées suspectes, le pays signataire ne pouvant s'y opposer.

Inspection « par défi »

Dans la gamme des instruments de vérification figure en bonne place le *challenge inspection*, en français « inspection par mise en demeure » ou « par défi ». Cette procédure avait été initiée par les Etats-Unis dans le plan du vice-président Bush de 1984. Elle prévoit l'inspection, dans un délai très court, de toutes les installations jugées suspectes, le pays signataire ne pouvant s'y opposer.

Après avoir lancé cette idée, les Américains avaient donné le sentiment de faire machine arrière en craignant que ces inspections puissent éventuellement déboucher sur une sorte de droit de regard portant sur des secrets de nature militaire ou économique. Des pays comme la Chine ou l'Inde avaient également manifesté des réticences, lors des négociations de Genève, devant ces inspections « par défi » potentiellement menaçantes pour les intérêts nationaux dans la mesure où elles pouvaient porter sur des installations militaires mais également sur des sites industriels chimiques ou d'autres supposés caches des activités contraires à la convention.

Un certain nombre de filtres ayant été mis en place pour éviter les inspections abusives ou infondées et pour protéger les intérêts légitimes des pays (1), les Américains ont finalement donné leur feu vert, estimant, en septembre 1992, lors de la mise au point ultime à Genève du projet de convention, que l'équilibre recherché avait été trouvé entre un système de vérification pour la première fois réellement efficace et crédible et une juste sauvegarde des intérêts nationaux.

Les spécialistes des armements chimiques relèvent, pour leur part, que ce type d'inspection

En visite à Bonn

Le secrétaire général de l'ONU a exhorté l'Allemagne à participer aux actions militaires des Nations unies

BONN

de notre correspondant

La visite du secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, lundi 11 et mardi 12 janvier à Bonn a relancé l'épineux débat sur la participation de troupes militaires internationales extérieures au territoire de l'OTAN. Elle était l'occasion pour les partis de la majorité (CDU, CSU, FDP), favorables à une interprétation allant dans le sens de la Constitution allemande, de poursuivre l'offensive politique qu'ils mènent depuis plusieurs mois contre les réticences de l'opposition social-démocrate.

Le secrétaire général de l'ONU n'a pas caché en public qu'il entendait insister dans ses conversations sur la nécessité pour l'Allemagne d'assumer un « plus grand rôle » au sein des Nations unies. Il a souligné que l'Allemagne, troisième pays à contribuer au financement des Nations unies, ne pouvait se contenter de son statut de bailleur de fonds, mais qu'elle devait aussi être prête à envoyer des hommes.

Interprétations divergentes de la Constitution

« Nous avons besoin du plein appui de l'Allemagne à toutes les opérations pour maintenir, rétablir, forcer le paix », a déclaré M. Boutros-Ghali, balayant les objections de l'opposition qui refuse de voir des troupes allemandes prendre part à des missions combattantes.

Après avoir été reçu par le chancelier M. Helmut Kohl, et le ministre des affaires étrangères, M. Klaus Kinkel, le secrétaire

général de l'ONU rencontrait mardi les leaders des partis politiques, notamment du Parti social-démocrate. Soumis à de fortes pressions depuis les crises yougoslave et somalienne, ce dernier a refusé de se plier aux injonctions des partis de la majorité pour discuter avant l'arrivée du secrétaire général d'une modification de la Constitution. Un accord du SPD est nécessaire pour toute modification de la Constitution, ce qui clarifierait définitivement ce point controversé.

Il est peu probable que M. Boutros-Ghali quitte Bonn avec un coup plus de précisions sur ce qui pourrait faire le gouvernement dans les prochains mois. L'envoi de 1 500 hommes en Somalie, promis en fin d'année dernière par le gouvernement de Bonn, pour intervenir dans les opérations de reconstruction et de logistique, a été salué par M. Boutros-Ghali. Il n'est cependant pas encore réglé sur le plan juridique.

Quant à l'envoi de bâtiments de guerre destinés à surveiller l'embargo contre la Serbie, le Parti social-démocrate menace de saisir la Cour constitutionnelle s'il n'est pas précédé d'une clarification de la loi fondamentale. Les interprétations divergent sur une Constitution qui prévoit que l'armée ne peut être employée qu'à des tâches défensives mais laisse ouverte la porte à la participation de l'Allemagne à des opérations sous l'égide d'organisations internationales.

L'enjeu dépasse le problème des « casques bleus ». Le Parti social-démocrate veut préciser la Constitution pour limiter la participation de troupes allemandes à des opérations menées sous la direction

des Nations unies. Les chrétiens-démocrates, favorables à la mise en place d'une défense européenne, estiment que la Bundeswehr doit pouvoir aussi être engagée dans le cadre des organisations régionales européennes comme la CEE et la CSCE.

HENRI DE BRESSON

devrait se révéler efficace dans la mesure où les armes chimiques susceptibles d'avoir un poids réel dans une guerre nécessitent des cotisations, voire des milliers de tonnes de produit, ce qui suppose donc des installations d'une taille et d'une sophistication qui ne peuvent échapper aux méthodes modernes d'analyse d'origine d'inspection entraînée à l'investigation. De ce point de vue, la rapidité de déplacement de l'équipe internationale d'inspection dans le périmètre suspect donne une crédibilité certaine à ce type de contrôle d'une arme que l'on appelle improprement « l'arme du pauvre ». L'ONU se chargera, quant à elle, des sanctions pour ceux qui ne joueraient pas le jeu ou infraieraient les dispositions de la convention.

Cent quinze pays avaient déjà annoncé, lundi, leur intention de mettre leur paraphe en bas de ce traité. Parmi eux la Russie, les Etats-Unis, Israël, l'Afrique du Sud, Cuba et l'Iran. Les pays arabes, tout en étant favorables au traité lui-même, semblent peu disposés à le signer. Comme ils l'avaient fait en janvier 1989 lors de la conférence de Paris sur les armes chimiques, les pays arabes souhaitent établir un lien entre désarmement chimique et nucléaire. L'objectif est de faire ainsi pression sur Israël pour qu'il signe le traité de non-prolifération nucléaire (TNP). Les Etats-Unis ont demandé aux pays arabes - la Ligue arabe est réunie au Caire depuis lundi - de ne pas poser de conditions à la signature d'un traité qui s'impose par son caractère « historique ». Le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher, a toutefois salué la proposition du président égyptien, M. Hosni Moubarak, de faire du Proche-Orient une zone dégelée de toutes armes de destruction massive.

La Libye, a quant à elle, manifesté son intention de venir mais elle ne semble pas disposée à signer le traité. Elle figure pourtant, avec l'Iraq et la Syrie sur la liste des pays que les services secrets américains soupçonnent de chercher à se doter de ce type d'armements. La Yougoslavie (Serbie-Monténégro) sera, quant à elle, le seul Etat à parapher cette convention mais à être privé du temps de parole auquel la signature donne droit (cinq minutes par Etat), compte tenu de la résolution de l'ONU qui met entre parenthèses son activité diplomatique.

PIERRE SERVENT

(1) Le contrôle sera organisé et exécuté par une organisation nouvelle : l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (Organisation for the Prohibition of Chemical Weapons, OPCW). Le conseil exécutif de cette organisation examinera les demandes d'inspection et pourra bloquer seulement celles qui seront à l'évidence infondées. D'autre part, l'impartialité de l'inspection est garantie par la dimension internationale du corps d'inspecteurs. Le pays demandeur d'une inspection pourra envoyer un observateur sur place sous réserve de l'accord de l'Etat inspecté.

ASIE

INDE : un mois après la destruction de la mosquée d'Ayodhya

Les affrontements entre hindous et musulmans ont fait près de 300 morts à Bombay et Ahmedabad

La nouvelle flambée de violence qui ravage depuis plusieurs jours les villes de Bombay et d'Ayodhya a déjà fait près de trois cents morts. Le contre-coup de la destruction par des fanatiques hindouistes de la mosquée d'Ayodhya, il y a un mois, continue de se faire sentir.

NEW-DELHI

de notre correspondant

« L'ordre du jour de la nation se réduit à une affaire de temple, de mosquée, de minorité et de majorité ». La réflexion du ministre de la défense, M. Sharan Pawar, illustre bien le marasme social et politique dans lequel le pays est plongé depuis le 6 décembre dernier, plus d'un mois après la destruction de la mosquée d'Ayodhya par des extrémistes hindous. L'Inde ne parvient toujours pas à surmonter l'une des crises les plus graves depuis l'indépendance.

Après une série de saignées émeutes intercommunautaires qui avaient coûté la vie à mille deux cents personnes, le calme semblait revenu. Les jours suivants la tension entre minorité musulmane et majorité hindoue a de nouveau explosé en affrontements implacables dans deux grandes villes indiennes : Bombay, la capitale commerciale du pays, et Ahmedabad, la grande cité du Gujarat voisin, à feu et à sang. Le bilan s'élève sans doute à près de trois cents morts et plusieurs milliers de blessés.

A Bombay, les émeutes s'étendent d'un quartier à l'autre suivant la ligne de cessez-le-feu imposée par les autorités. Quand le calme revient dans un arrondissement, la violence renaît ailleurs, imprévisible, incontrôlable. La journée de lundi aurait fait trente-quatre morts.

Libération de dirigeants hindous

De nouvelles forces paramilitaires ont été déployées ces derniers jours dans les rues de Bombay pour autant parvenir à maîtriser ces foules en colère qui s'agitent dans les rues. La police est parfois accusée d'inefficacité, voire de passivité ; on la soupçonne même de laisser les disciples du Prophète se faire massacrer par les hindous fanatiques puisqu'elle compte peu de musulmans dans ses rangs. Profitant du désordre, les mafias locales règlent leurs comptes et les boogymans mettent à sac, volent, pillent.

L'armée a reçu l'ordre de « tirer à vue » mais ne semble pas avoir mis pour l'instant ses menaces à exécution. Plusieurs personnalités de Bombay ont demandé au gouvernement central d'imposer l'état d'urgence, affirmant que « la situation est totalement hors contrôle ».

La semaine dernière, le président de la République avait ratifié une série de propositions visant à satisfaire les revendications hindoues et musulmanes. Le gouvernement a eu effet décidé de s'approprier un terrain de 60 acres (1) entourant le site d'Ayodhya, dans le but de reconstruire la mosquée et d'ériger

un temple hindou sur le terrain qui s'attachait les deux parties. Geste qui symboliserait la coexistence pacifique entre ces deux religions d'une Inde qui se voulait séculaire.

Ironie, les partis nationalistes hindous et la plupart des organisations musulmanes sont, pour une fois, tombés d'accord pour condamner en bloc cette décision. Les hindous considèrent comme « sacrilège » l'édification d'une nouvelle mosquée à l'endroit même de la naissance du dieu Ram, l'une de leurs plus grandes divinités ; certains musulmans considèrent en revanche que l'acquisition par le gouvernement d'un terrain où se dressait la mosquée détruite est une « atteinte » à la liberté de culte.

Dans un tel contexte, le gouvernement de M. Narasimha Rao reste très affaibli, même si le premier ministre a réussi à se maintenir en place. Les membres du Parti du Congrès (1) et les ministres ont beau montrer une unité de façade, ils restent divisés sur l'attitude à adopter pour surmonter la crise. Quant aux ministres musulmans, ils sont déçus de leur devoir d'obéissance au parti et les pressions de leur propre communauté.

Fort heureusement pour le gouvernement, les dirigeants nationalistes hindous ont également du mal à s'entendre sur une stratégie commune : l'affaire d'Ayodhya présente certes des avantages en termes électoraux, mais l'alle modérée du parti BJP se demande comment gérer politiquement une violente crise qui risque, in fine, de lui aliéner une partie de son propre électorat.

Après leur libération lundi, plusieurs chefs hindous ont annoncé le lendemain de la destruction de la mosquée ont fait des déclarations contradictoires. L'un d'eux a estimé que la situation ne se prêtait guère à une relance de l'agitation, un autre a appelé, au contraire, à la poursuite de la lutte. Il s'agit en fait de se lancer à l'assaut de deux autres mosquées qui, tout comme celle d'Ayodhya, ont été bâties par des empereurs musulmans sur l'emplacement de temples dédiés à Krishna et Shiva dans les villes de Mathura et de Bénarès.

BRUNO PHILIP

(1) Un acre = 0,4 hectare.

à BIRMANIE : ajournement de la convention nationale. - La convention nationale convoquée par la junte au pouvoir pour rédiger une nouvelle Constitution a été brusquement ajournée, lundi 11 janvier, et reportée au 1^{er} février. Le président de la convention, le général Myo Nyunt, a annoncé aux délégués qu'ils auraient ainsi « assez de temps » pour effectuer les études « appropriées ». L'un des objectifs fixés à la commission était que « les militaires puissent participer à la direction politique nationale du futur Etat ». Considérée comme une farce par l'opposition, la réunion avait été boycottée par les représentants de la CEE. (Reuter, UPI, AFP.)

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 11 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry
Société anonyme des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.
Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Imprimerie du « Monde »
12, r. M.-Grenoblet
94852 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUËRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.806 F

Le Monde
PUBLICITE
Président directeur général : Jacques Lesourne
Administrateur général : Michel Com
Membres du comité de direction : Jacques Guin, Philippe Dupuis, Isabelle Tassin
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avry
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-72-73
Tél. MONDIPUB 634 128 F
Tél. : 40-65-70-71 - Société civile de la SARL Le Monde et de Média et Édition Europe SA
Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-16 - Tapez LM
ABONNEMENTS
PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-60-30-10
Tél. : 261.311 F

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-60-32-90
(de 8 heures à 17 h 30)
Tél. : 261.311 F
Taux : FRANCE : 536 F 572 F 790 F
SUISSE, BELG., LUXEMB., PAYS-BAS : 1 038 F 1 123 F 1 590 F
AUTRES PAYS : 1 890 F 2 086 F 2 960 F
ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus
Changements d'adresse : déclarations ou notifications : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois ☐
6 mois ☐
1 an ☐
Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____
Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'insérer sous les numéros 01 en capitales d'imprimerie.
301 MON 01 PP Paris RP

مکان الامتداد

affrontements entre hindous
mans ont fait près de 300
Bombay et Ahmedabad

AFRIQUE

LIBERIA : trois mois après le début du siège de Monrovia

Les « casques blancs » ouest-africains ont repris l'offensive

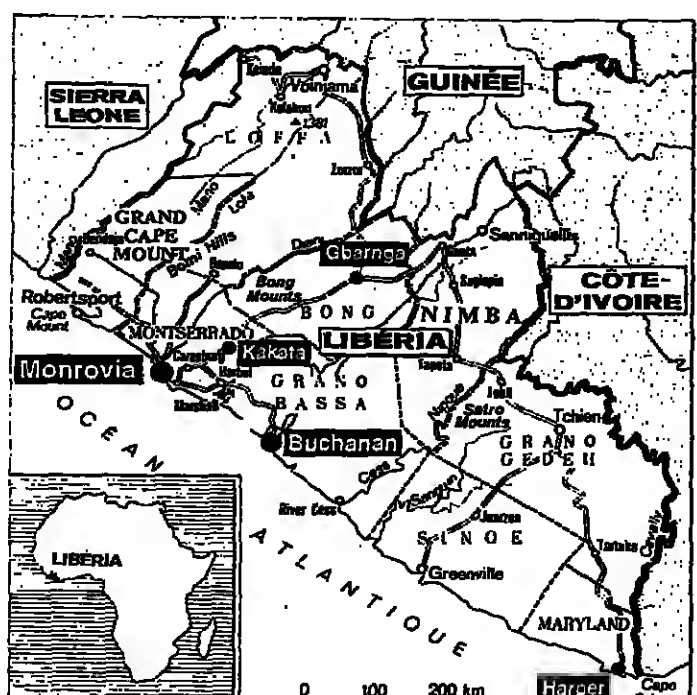
Les combats opposant les « casques blancs » de la Force ouest-africaine d'interposition et les rebelles du Front national patriotique du Liberia (FNPL) de M. Charles Taylor ont, depuis dimanche 10 janvier, redoublé d'intensité. Dans la « Taylorland », la situation de la population est jugée catastrophique.

ABIDJAN
correspondance

Lentement, à grand renfort d'artillerie, la Force ouest-africaine d'interposition (ECOMOG) tente de repousser les rebelles du Front national patriotique du Liberia, qui assiègent Monrovia depuis le 15 octobre. Sur le terrain, la situation reste très confuse, et les deux mille « casques blancs » de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) n'ont pas totalement « nettoyé » la périphérie de la capitale, où subsistent quelques poches de résistance.

Lundi matin, le canon a de nouveau tonné, en réponse aux attaques lancées par le FNPL, l'une à Johnsonville, à 12 kilomètres du centre de Monrovia, l'autre à Paynesville, dans la « banlieue » est, zone protégée par le contingent sénégalais. Depuis quinze jours, communiqués triomphants de l'ECOMOG et démentis catégoriques du FNPL se succèdent, alors que le rapport des forces ne semble guère avoir évolué.

Contrairement à ce qu'elle affirmait, l'ECOMOG ne contrôle pas tous les points stratégiques autour de Monrovia. L'unique station de pompage de la ville est toujours aux mains des rebelles, qui tiennent, en outre, et solidement, l'aéroport international de Robertsfield, situé à 45 kilomètres de là. Selon un témoin, les Alpha Jets de l'aviation nigérienne ont bombardé cet objectif, qui serait encerclé par les « casques blancs » et leurs nouveaux suppléments, les soldats de l'Armée Force of Liberia (AFL), autrefois, au service, de feu le président Samuel Doe. A quelques kilomètres de là, dans l'immense plantation Firestone où se sont abrités des milliers de combattants du FNPL, « tout est calme », si l'on en croit un employé de la société, joint par radio.



Les hôpitaux privés de carburant

En effet, les combats les plus violents se déroulent plus au nord, sur la route menant à Gbarnga, le quartier général du dirigeant rebelle, M. Charles Taylor. Ils opposent les combattants du FNPL, aux maquisards du Mouvement uni de libération (ULIMO).

Les combats ont repris l'offensive, assurant avoir pris le contrôle de la petite localité de Kakata, située à 55 kilomètres au nord-est de Monrovia et qui constitue un verrou stratégique donnant accès au QG du FNPL. Une « victoire » que le chef rebelle a aussitôt démentie, qualifiant les affirmations de l'ULIMO de « pure mensonge ». Toujours est-il que l'intensité des affrontements dans cette zone est confirmée de source indépendante : « Kakata est encerclée et la population s'est enfuie », précise un employé d'une organisation non gouvernementale.

En l'absence de témoignages directs et fiables, l'ampleur des combats reste encore difficile à évaluer.

La récente décision du FNPL d'imposer, dans les zones qu'il contrôle, un couvre-feu de 15 heures à 9 heures, laisse néanmoins à penser que la situation est en train de se détériorer. Les habitants des « zones FNPL » ne disposent désormais que de six heures par jour pour se ravitailler. Ceux qui ne respectent pas cette consigne seront « traités comme des rebelles de l'ULIMO ou des espions », averti le radio du FNPL.

Ce regain de tension n'est pas sans inquiéter les organisations humanitaires. Les responsables belges de Médecins sans frontières (MSF) jugent « catastrophique » la situation qui prévaut dans le « Taylorland » - notamment dans les hôpitaux. Si paradoxal que cela puisse paraître, ce n'est pas la pénurie de médicaments qui affecte le plus ces établissements hospitaliers, mais, le manque de carburant, conséquence du blocus, imposé depuis novembre par la CEDEAO.

« Pas d'essence pour les générateurs et les motopompes, cela signifie pas d'électricité et pas d'eau », résume un membre de MSF.

L'ECOMOG a, en effet, coupé les principales voies de ravitaillement du FNPL, en bombardant les deux ports utilisés par les troupes de M. Charles Taylor, Buchanan et Harper, et les navires qui tentaient d'accoster. Deux cargos en ont fait, vendredi soir, la cruelle expérience, dans le port de Buchanan. A en croire l'ECOMOG, ils transportaient du matériel de guerre et du carburant destinés au FNPL.

JEAN-KARIM FALL

Un nouvel exode de réfugiés vers la Côte d'Ivoire. - Selon les responsables du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) au poste à Abidjan, dix mille civils libériens ont été récemment accueillis en Côte d'Ivoire, portant à 185 000 le nombre total des réfugiés libériens présents dans ce pays. - (AFP)

SOMALIE : après huit jours de négociations entre factions

Le général Aidid retarde la signature de l'accord de cessez-le-feu

Conclu mais non signé, l'accord rédigé par les principaux chefs de guerre somaliens, réunis à Addis-Abeba (Ethiopie) depuis plus d'une semaine, semble ne pas devoir être appliqué de sitôt. Politiquement isolé, le général Mohamed Farah Aidid, « vedette » du conflit qui ensanglante Mogadiscio, fait figure de trouble-fête, en empêchant la signature de cet accord.

Soumis à la pression militaire américaine, exercée sur le terrain, et à la pression politique des Ethiopiens, le général Aidid avait finalement accepté, dimanche après-midi, de se plier au consensus : l'ensemble des factions étaient convenues des modalités de contrôle du cessez-le-feu et d'un désarmement général en deux étapes, en collaboration avec la force internationale, présente en Somalie dans le cadre de l'opération « Restore the Peace », sous l'égide de l'ONU.

Lundi, l'ombregénéral décidait de tourner casaque et remettait en cause les critères de participation à la future « conférence de réconciliation nationale » - prévue le 15 mars, à Addis-Abeba, selon les termes de la première partie de l'accord, signée vendredi dernier (le Monde du 10-11 janvier). A l'entendre, seuls ceux des mouvements armés qui ont livré « la » bataille de Mogadiscio conduisant au renversement du régime de l'ancien président Siyad Barre, en janvier 1991, peuvent prétendre y participer.

Cette exigence est rejetée par la majorité des quatorze factions, qui souhaitent la participation, non seulement des chefs de guerre, mais aussi des « elders » (chefs coutumiers),

des intellectuels et des femmes. Selon plusieurs délégués, ces tergiversations du général Aidid seraient une manière de gagner du temps, et des territoires. C'est ainsi qu'est interprétée l'attaque de Galkayo, fief du clan Majerteine (dominant dans tout le Nord-Est), que les troupes hawiyé du général Aidid ont lancée vendredi.

Pendant ce temps, à Mogadiscio, quelque neuf cents « marines » américains ont achevé, lundi soir, le « nettoyage » du marché d'armes de Bacara, situé non loin de la « ligne verte » qui coupe la capitale en deux. Cette opération, baptisée « Nut cracker » (« Casse-noix »), a permis de saisir un nombre d'armes impressionnant, « cinq à six camions de 10 tonnes » ayant été nécessaires, selon un porte-parole de l'armée américaine, pour évacuer ce « butin ». - (AFP)

o NIGER : la France condamne « vivement » la dernière attaque des Touaregs. - La France a condamné « vivement », lundi 11 janvier, l'attaque perpétrée, samedi, contre un rassemblement du Mouvement national pour la société et le développement (MNSD, ex-parti unique), à Abba, à 170 kilomètres au nord-est de Niamey. Cette attaque a été revendiquée par les rebelles touaregs du Front de libération de l'Afrique et de l'Azawagh (FLAA). S'indignant de ce que le gouvernement français ne se soit « jamais élevé contre aucune des

ANGOLA : alors que les combats continuent à Huambo

M. Jonas Savimbi se déclare prêt à rencontrer le président Dos Santos

Interrogé, dans la soirée du lundi 11 janvier, par le radio portugais TSF, le chef de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), M. Jonas Savimbi, a indiqué qu'il accepterait de rencontrer, à Genève, le président José Eduardo Dos Santos et de participer au deuxième tour de l'élection présidentielle. M. Dos Santos « se croit le président. Il ne l'est pas : il n'a obtenu les 50 % des suffrages, à l'issue du premier tour (scrutin). Il nous faut donc faire le deuxième tour », a souligné M. Savimbi.

Evocant les combats à Huambo, où il a son quartier général depuis les élections de septembre, M. Savimbi a estimé qu'ils avaient fait des « centaines de morts ». Selon lui, le gouvernement de Luanda serait en train d'utiliser l'aviation et l'artillerie lourde pour venir à bout des combattants de l'UNITA. « Hier l'intensité des

combats était telle que nous n'avons pas pu dormir », a-t-il ajouté, laissant entendre qu'il se trouvait toujours à Huambo. Une affirmation que le ministère angolais de la défense a démentie, lundi soir, assurant que M. Savimbi et ses collaborateurs ont quitté Huambo, samedi, avant le début des combats. Le ministre admet néanmoins qu'il ignore où se serait réfugié le chef de l'UNITA. Selon les autorités de Luanda, les troupes gouvernementales contrôlent le centre de la ville - ce que des sources militaires des Nations unies ont officiellement confirmé.

La télévision nationale a, par ailleurs, indiqué que la situation restait grave dans le centre et le sud du pays, d'« importants mouvements de troupes » de l'UNITA ayant été signalés autour de Luena, Cuito, Sauro et Huambo. - (AFP, Reuters)

ALGERIE

Deux sous-officiers impliqués dans un attentat ont été exécutés

Condamnés à mort en mai dernier par le tribunal militaire de Bida, deux sous-officiers d'active ont été exécutés, a indiqué lundi 11 janvier le ministère de la justice sans préciser la date de leur exécution.

Ce sont les deux premières exécutions annoncées officiellement, sur les quarante-sept condamnations à mort prononcées depuis un an par des tribunaux algériens contre des islamistes. Parmi ces condamnations, figure celle d'un ressortissant français converti à l'islam, M. Roger Didier Guyon (le Monde du 2 janvier).

Les deux sous-officiers, Rahmouche Noureddine et Fodhil Mohammed, étaient impliqués dans l'attaque, en février 1992, d'une entreprise de réparations navales proche du commandement général de la marine à Alger, qui avait fait dix morts, dont sept militaires. - (AFP)

AMÉRIQUES

NICARAGUA

La rupture est consommée entre M^{re} Chamorro et la coalition qui l'a fait élire

« Coup d'Etat », « trahison »... Le principal groupe parlementaire n'a pas de mots assez durs pour qualifier les événements des derniers jours du Nicaragua et l'attitude de la présidente Violeta Chamorro, qu'il contribue pourtant à porter au pouvoir, lors des élections de février 1990, sous les couleurs de l'Union nationale d'opposition (UNO), vaste coalition allant des communistes aux conservateurs.

SAN-JOSÉ (COSTA-RICA)

de notre correspondant en Amérique centrale

Il a suffi d'un week-end pour que les rôles soient inversés à l'Assemblée nationale. Les 39 députés du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), alliés à neuf dissidents de l'UNO, sont devenus la nouvelle majorité parlementaire et contrôlent désormais le bureau de l'Assemblée nationale. Ce bureau a été imposé manu militari par le gouvernement, qui avait fait occuper ses locaux par l'armée fin décembre. Les 44 députés de l'UNO (sur un total de 92) ont en revanche rompu avec le pouvoir exécutif, qu'ils accusent de « trahison » les engagements pris au moment de la campagne électorale.

Concessions aux sandinistes

Le président péruvien Alberto Fujimori « a eu l'excuse de lutter contre la corruption des parlementaires et contre le terrorisme, lorsqu'il a dissout le Parlement de son pays, dit le vice-président de la République, M. Virgilio Godoy. Ce n'est pas le cas au Nicaragua où le gouvernement a violé la Constitution sans aucune justification. » Dans ce pays où la réalité du pouvoir appartient à ceux qui ont perdu les élections de 1990 - les sandinistes - plus personne ne s'étonne que le principal adversaire de M^{re} Chamorro soit son propre vice-président.

« Jusqu'ici, ajoute-t-il, nous avons accordé le bénéfice du doute au gouvernement. Ce n'est désormais plus possible puisque l'offensive de l'UNO révèle la vraie nature du régime. Nous allons mobiliser la population, pacifiquement, pour exiger la démission du bureau de l'Assemblée nationale. »

o ÉTATS-UNIS : l'ancien secrétaire à la défense Clark Clifford sera traduit en justice. - L'ancien secrétaire à la défense, M. Clark Clifford, accusé de malversations financières dans le scandale de la CCI, sera traduit devant un tribunal en dépit d'une santé chancelante, conformément à un arrêt rendu lundi 11 janvier par la Cour suprême de l'Etat de New-York. Les avocats de M. Clifford avaient demandé une levée de la mise en accusation de leur client, arguant qu'un procès tuerait l'ancien avocat, âgé de quatre-vingt-six ans, qui souffre de problèmes cardiaques. - (AFP)

o M. James Baker nommé au Centre international Woodrow Wilson. - Le secrétaire général de la Maison Blanche, M. James Baker, a été nommé lundi 11 janvier par le président George Bush au conseil d'administration du Centre international Woodrow Wilson, a indiqué la présidence américaine. M. Baker a également nommé au conseil d'administration de cette institution de politique étrangère M. Marlin Fitzwater, porte-parole de la Maison Blanche, et M. Roger Porter, conseiller du président pour la politique intérieure. - (AFP)

o PÉROU : assassinat d'un leader de la gauche par le Sentier lumineux

semble nationale et son remplacement par une équipe plus conforme aux souhaits de l'électorat.

La crise couvait depuis la prise de fonctions de M^{re} Chamorro, le 25 avril 1990. Dans un souci de réconciliation après dix ans de guerre civile, elle avait décidé de conserver à la tête de l'armée le général Humberto Ortega, frère de l'ancien président sandiniste. Pour les électeurs de l'UNO, c'était une révélation, qui allait être suivie de nombreuses autres concessions aux Sandinistes, en particulier sur le thème des propriétés confisquées par le gouvernement précédent.

Malgré sa défaite électorale, le FSLN contribuait encore l'armée, la police, la justice et, grâce aux confiscations, de grands pans de l'économie. De plus, l'« homme fort » du gouvernement, M. Antonio Lacayo, qui est aussi le gendre de M^{re} Chamorro, entretient des relations très étroites avec certains dirigeants sandinistes. Le Parlement était donc devenu la tranchée à partir de laquelle les forces de l'UNO tentaient de reconquérir le pouvoir.

Sous la présidence d'un ancien dirigeant de la guérilla anti-sandiniste (la « contra »), le social-démocrate Alfredo Cesar, l'Assemblée nationale allait tenter de réviser les lois taillées sur mesure par le gouvernement précédent pour protéger les intérêts sandinistes. Sans succès, puisque le boycottage des travaux parlementaires par les 39 députés sandinistes allait finalement provoquer une décision de la Cour suprême de leur faire et l'intervention du gouvernement pour obliger l'Assemblée nationale à désigner un bureau plus docile.

Pour faire bonne mesure, M^{re} Chamorro a annoncé dans la foulée un léger remaniement ministériel qui permet l'entrée au gouvernement d'un sandiniste, M. Fernando Guzman. Celui-ci s'est vu confier le tourisme, un portefeuille mineur qui n'existait pas jusqu'alors. Il reste que l'UNO, qui n'a jamais eu de véritable présence au sein du gouvernement, continue d'avoir des alliés bien placés au sein de l'administration et semble décidée, selon le député socialiste Luis Sanchez, à « ne pas permettre aux sandinistes d'annuler leur défaite électorale avec la complicité du pouvoir exécutif ».

BERTRAND DE LA GRANGE

- Trois membres du mouvement «maoïste» du Sentier lumineux ont assassiné, lundi 11 janvier, M. Luis Galindo, candidat de la Gauche unie pour le poste de maire de Villa El Salvador (l'immense bidonville de Lima), aux élections municipales du 29 janvier. M. Galindo, quarante-six ans, était l'adjoint au maire de ce bidonville, en remplacement de Maria Elena Moyano, figure de la gauche, elle-même tuée par le Sentier lumineux l'an passé. - (UPI)

o CUBA : détournement d'un bateau de pêche vers la Floride - Quatorze Cubains ont réussi à gagner la Floride, dimanche 10 janvier, à bord d'un bateau de pêche après avoir ligoté le capitaine peu après leur départ de Manzanillo (pointe ouest de Cuba), a indiqué lundi la garde côtière américaine. Les passagers du bateau ont demandé l'asile politique aux Etats-Unis, alors que le capitaine a souhaité retourner à Cuba. Le 29 décembre, un avion avec cinquante-trois Cubains à bord avait été détourné sur Miami (Floride), et quarante-huit personnes avaient décidé de rester aux Etats-Unis. Au début du même mois, un pilote cubain avait réussi à faire sortir sa femme et leurs deux enfants de l'île à bord d'un avion de tourisme. - (AFP, UPI)

Le Monde de l'éducation

Janvier 1993

CAHIER SPÉCIAL : Les résultats du bac

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

CADEAU :
Un park lors de
l'achat d'un
MACINTOSH
(Boîte POSSO +
disquettes + un
tapis souris)

Mac Le 4/40

+ Ecran Apple 12" coul. + Cloris Works

Même configuration
avec 14" couleur
8423F ht

7495F

TEL: (1) 49 58 11 00 COMPUTER BENCH 1500m²

13, R. AMBROISE CROIZAT D'EXPOSITION

94890 VILLEJUIF PARKING

FAX: (1) 46 78 19 11 4000 PRODUITS MAC CLIENTS & VISITEURS

PROCHE-ORIENT

Alors que le ton monte entre Washington et Bagdad après une nouvelle incursion au Koweït

Quelques heures seulement après la déclaration du Conseil de sécurité de l'ONU enjoignant à l'Irak de ne plus violer le cessez-le-feu, un groupe de 150 à 160 irakiens « en civil » ont fait, mardi matin 12 janvier, une incursion en territoire koweïtien, où ils ont récupéré du matériel militaire.

Le porte-parole de la MONUIK, M. Abdelatif Kabbaj, a indiqué qu'au cours de cette troisième incursion en trois jours les irakiens qui n'avaient pas demandé d'autorisation préalable de la MONUIK et des auto-

rités koweïtiennes, ont démantelé des « maisons préfabriquées » et se sont emparés de « tout ce qu'ils pouvaient emporter », à 2 kilomètres au sud d'Oum-Qasr. Le porte-parole a estimé qu'il s'agissait d'un « incident » et non pas d'une « violation » des termes du cessez-le-feu.

A Bagdad, l'agence INA, a affirmé dans une mise au point, que « les opérations effectuées dans la région (frontalière du Koweït) visent à récupérer du matériel irakien autorisé par l'ONU conformément aux

résolutions du Conseil de sécurité ». Mais la presse s'est déchaînée contre le président américain George Bush, qualifié d'« hystérique » par le quotidien *al-Qadisiyah*.

« L'Irak ne pliera pas devant la volonté des ennemis et ne cédera jamais sur ses droits, sa souveraineté et sa dignité », a écrit de son côté le journal *al-Sawra*, qui n'en estime pas moins qu'il existe encore une chance pour un dialogue sérieux et franc avec les États-Unis pour peu que le président élu Bill Clinton le veuille.

Le Conseil de sécurité se borne à prévenir l'Irak que son attitude pourrait avoir de « graves conséquences »

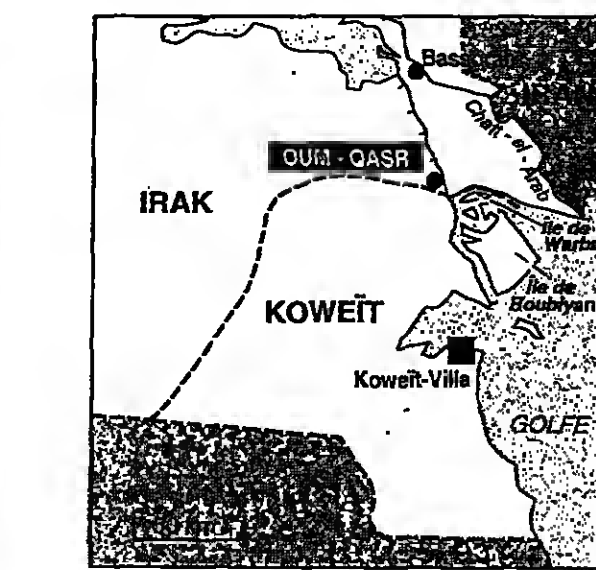
WASHINGTON et NEW-YORK

de nos correspondants

Jusqu'aux derniers jours de son mandat, M. George Bush devra compter avec l'homme qu'il a, en principe, « vaincu », mais qui n'en tient toujours pas moins les rênes du pouvoir à Bagdad. Car, depuis quelques semaines, tout se passe comme si le président Saddam Hussein avait décidé de « tester » les États-Unis à un moment délicat, celui de la transition à la Maison Blanche entre M. Bush et le démocrate Bill Clinton.

Vu de Washington, l'affrontement a des allures d'une curieuse partie de poker : pour des raisons qui tiennent peut-être à sa situation politique intérieure et à sa volonté de secouer la tutelle imposée à l'Irak, M. Saddam Hussein paraît prêt à prendre le risque d'un affrontement armé avec les Occidentaux ; M. Bush, de son côté, semble avoir trop menacé pour ne pas réagir à ce qu'il considère comme une succession de « provocations » irakiennes. Comme il n'est sans doute pas fâché non plus de pouvoir porter un dernier coup à son ennemi irakien, le sentiment dominant, dans la capitale fédérale et à l'ONU, est que la course engagée pourrait bel et bien se terminer sur un affrontement. Il prendrait la forme de bombardements aériens sur des bases militaires en Irak.

Chaque jour a son lot de rumeurs et d'informations « chaudes ». Lundi soir 11 janvier, un haut responsable de l'administration confiant à l'agence Reuters que les irakiens continuaient à « bouger » des missiles sol-air SA-2 et SA-3, avec leurs radars, aux abords des deux zones d'exclusion aérienne imposées à l'Irak : au



nord, pour protéger les Kurdes ; au sud, pour défendre les ébéniers. Après avoir adressé un « ultimatum » à Bagdad à la fin de la semaine passée, les États-Unis affirment que les irakiens avaient déplacé ces missiles (le Monde du 10-11 janvier).

Ces bruits de nouveaux mouvements de missiles interviennent après que des irakiens, civils et militaires, eurent par deux fois, dimanche et lundi, pénétré dans une zone délimitée, placée sous le contrôle d'une force de l'ONU, à la frontière avec le Koweït (le Monde du 12 janvier). Cette double incursion a convaincu les États-Unis et leurs alliés occidentaux de la coalition anti-irakienne, la

France et la Grande-Bretagne, que Bagdad était engagé dans une série de violations du cessez-le-feu qui lui a été imposé à la fin de la guerre. Ils voient un autre « signe de défi » dans le refus de Bagdad de laisser les inspecteurs du cessez-le-feu venir en Irak à bord d'appareils de l'ONU (le Monde du 8 janvier).

Réuni lundi à la demande des États-Unis, le Conseil de sécurité a, néanmoins, adopté une position relativement modérée. Il s'est dit « gravement préoccupé » par la double incursion irakienne ; il y voit un « défi direct » à la force de l'ONU (la MONUIK) en charge de la zone délimitée. Il ordonne à l'Irak de « restituer immédiatement

ment » les matériels saisis lors de ces incursions, notamment quatre missiles sol-air Scud, afin que la MONUIK et les irakiens, même si ces derniers ont agi contrairement à leurs obligations. Le statut de ladite zone paraît complexe. Le représentant de Bagdad à l'ONU, M. Nizar Hamdoun, a fait valoir que les irakiens, en vertu d'un accord conclu en novembre avec l'ONU, avaient le droit de se rendre dans une partie de la zone pour y récupérer du matériel leur appartenant. Seulement, cette autorisation ne couvrirait que le matériel non militaire et ne donnerait le droit qu'au passage de civils irakiens. Le président en exercice du Conseil, le Japonais Yoshio Hatanaka, a, en tout cas, jugé l'affaire suffisamment floue pour appeler à la médiation. Il a insisté que « la tension doit rester nue sur l'Irak par des moyens autres que militaires ».

Malentendu entre l'Irak et la MONUIK ?

Il y aurait eu un malentendu entre les responsables de la MONUIK et les irakiens, même si ces derniers ont agi contrairement à leurs obligations. Le statut de ladite zone paraît complexe. Le représentant de Bagdad à l'ONU, M. Nizar Hamdoun, a fait valoir que les irakiens, en vertu d'un accord conclu en novembre avec l'ONU, avaient le droit de se rendre dans une partie de la zone pour y récupérer du matériel leur appartenant. Seulement, cette autorisation ne couvrirait que le matériel non militaire et ne donnerait le droit qu'au passage de civils irakiens. Le président en exercice du Conseil, le Japonais Yoshio Hatanaka, a, en tout cas, jugé l'affaire suffisamment floue pour appeler à la médiation. Il a insisté que « la tension doit rester nue sur l'Irak par des moyens autres que militaires ».

Le ton était différent à Washington. Au département d'État et à la Maison Blanche, on considère que le comportement de M. Saddam Hussein ne justifie plus aucun avertissement, et les États-Unis — et leurs alliés — s'estiment apparemment en droit, sans nouvelle résolution du Conseil, de répliquer aux défis irakiens. Avec au moins une douzaine de bâtiments dans le Golfe, dont un porte-avions, les États-Unis ont largement les moyens de mener une série de raids aériens contre l'Irak.

Pour dissiper toute illusion que pourrait entretenir M. Saddam Hussein, le président élu, M. Bill Clinton, a, une fois de plus, fait part de son soutien à la politique suivie par M. Bush dans cette affaire. L'administration ne changera pas de comportement à l'égard de l'Irak, a dit un porte-parole de M. Clinton, tant que M. Saddam Hussein ne se conformera pas à la lettre des résolutions du Conseil de sécurité.

C'est une « ligne » qui commence à susciter des réactions de plus en plus négatives chez certains membres du Conseil de sécurité, notamment parmi les pays du monde arabo-musulman. Lundi, comme le semaine passée, ils se sont étonnés de la disponibilité des Occidentaux à « punir » l'Irak, alors que le Conseil n'a toujours pris aucune sanction à l'encontre d'Israël, après l'expulsion de quelque quatre cents Palestiniens des territoires occupés, ni fait preuve du même activisme en Bosnie-Herzégovine.

AFSANÉ BASSIR POUR et ALAIN FRACHON

(1) MONUIK : Mission d'observation des Nations unies pour l'Irak et le Koweït.

L'OCI condamne l'expulsion de Palestiniens par Israël. — Au terme d'un sommet d'une journée réuni à Dakar, lundi 11 janvier, l'Organisation de la conférence islamique a qualifié de « crime odieux » l'expulsion par Israël de quelque 400 Palestiniens des territoires occupés. « La situation exige de la communauté internationale de trouver les moyens d'exercer davantage de pressions sur Israël, qui « porte de manière exclusive la responsabilité directe de la situation dramatique dans laquelle vivent » ces Palestiniens, indique la « déclaration finale » du sommet. — (AFP)

A TRAVERS LE MONDE

ITALIE

Nouvelle opération anti-Mafia

Vingt-neuf mafieux présumés ont été arrêtés en Calabre lors d'une opération contre la N'drangheta — la criminalité organisée locale — réalisée avec la collaboration des polices américaines, canadienne et australienne, a annoncé la police italienne, lundi 11 janvier. Les personnes arrêtées sont accusées de cinquante-trois assassinats, de trafic de stupéfiants, de racket, de fraude aux adjudications publiques. La direction des enquêtes anti-Mafia (DIA), la nouvelle unité de police spécialisée dans la lutte contre la criminalité organisée, a indiqué qu'elle visait un organe exécutif de la N'drangheta, le « Siderno Group », du nom d'une localité de la côte ionienne de la Calabre.

Par ailleurs, la police criminelle allemande (BKA) a annoncé lundi que l'Allemagne et l'Italie vont renforcer leur coopération dans la lutte contre la Mafia en échangeant des policiers et en créant un groupe de travail permanent. — (AFP)

ISRAËL

Le Parti travailliste est accusé d'avoir acheté des soutiens politiques

Dans un rapport adressé au président de la Knesset, le contrôleur de l'État, M. Myriam Ben Porat, a accusé, lundi 11 janvier, le Parti travailliste d'avoir « violé la loi sur le financement des partis » pendant sa dernière campagne électorale (1992), béré le public et présenté des faits mensongers.

EN BREF

AFGHANISTAN : le vice-président blessé au combat. — Le vice-président afghan, M. Amir Hamza, est arrivé, lundi 11 janvier, au Pakistan pour se faire soigner après avoir été blessé lors des combats entre factions rivales à Kaboul, le week-end dernier. D'autre part, une trêve provisoire a été conclue entre le gouvernement du président Burhanuddin Rabbani et les islamistes du Hezb-i-Islami, a-t-on appris de source proche de la mission de conciliation. — (UPI, Reuters)

ALLEMAGNE : nouvelles violences racistes. — Un demandeur d'asile mozambicain a été légèrement blessé au cours du week-end par des néonazis allemands à Eisenberg, près d'Erfurt, dans l'ex-RDA, a indiqué la police lundi 11 janvier. La victime a été rouée de coups et blessée à la main d'un coup de couteau avant d'être déposé dans de son passeport et de son argent. Les violences néonazies ont connu une recrudescence au cours du week-end après plusieurs semaines de relative accalmie. Huit personnes, dont quatre demandeurs d'asile vietnamiens, ont été blessées par des extrémistes de droite dans le seul Land de Thuringe, dont Eisenberg fait partie. Par ailleurs, un gardien de foyer de demandeurs d'asile a été grièvement blessé lundi à Magdebourg, également à l'est, en tentant de s'interposer dans une bagarre entre un Turc et un Roumain. — (AFP)

IRLANDE DU NORD : premier assassinat d'un protestant par l'IRA depuis le début de l'année. — Un protestant d'âge cinquantenaire a été tué d'une balle dans la tête par l'armée républicaine irlandaise (IRA), lundi 11 janvier à Dungannon, dans le comté de Tyrone, en Irlande du Nord, a annoncé la police. Il s'agit de la première victime de l'IRA pour 1993 et de la troisième depuis le début de l'année. La semaine dernière, deux catholiques avaient été tués par des militants d'un groupe protestant (le Monde du 5 janvier). L'IRA affirme que l'homme était commandant de l'Ulster Volunteer Force (UVF), organisation paramilitaire protestante interdite, à East Tyrone. Une accusation que récusent un ami de la victime. — (AP)

RUSSIE : un réformateur nommé à la tête de la radio-télévision. — Le président Eltsine, a nommé, lundi 11 janvier, à la tête d'Ostankino, la radio-télévision centrale russe, M. Vintchesslav Braguine, un député réformateur membre du mouvement Russie démocratique, a annoncé l'agence ITAR-TASS. M. Braguine — proche de M. Mikhail Potomine, président du nouveau Centre fédéral de l'information — présidera la commission parlementaire des masses médias et avait commencé sa carrière politique en tant que secrétaire du PC de Tver. Il remplace M. Igor Malachenko, qui assurait l'intérim après le limogeage de M. Egor Iakovlev par M. Eltsine, le 24 novembre dernier. La démission forcée de cette personnalité réformatrice connue, sous la pression des autorités osées mécontentes d'un reportage, avait provoqué une levée de bouclier parmi les démocrates (le Monde du 2 décembre 1992). — (AFP)

LE MONDE diplomatique

JANVIER 1993

BOSNIE, SOMALIE : NOUVELLES GUERRES EXPÉDITIONNAIRES

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 20 F

Nouvelle frontière

NICOSIE

de notre correspondante au Proche-Orient

A l'extrémité sud de l'Irak, le port d'Oum-Qasr — dans la région duquel les irakiens se sont infiltrés dimanche 10 et lundi 11 janvier — constitue le seul débouché maritime de l'Irak. Bassorah, sur le Chatt-el-Arab, étant impraticable depuis la guerre entre l'Irak et l'Iran. Port civil moderne construit durant la première guerre du Golfe (Irak-Iran) et reconstruit depuis la fin de la deuxième, au cours de laquelle il avait été adéventement endommagé, Oum-Qasr était aussi la grande base navale irakienne. C'est la majorité des ins-

tallations de celle-ci qui échappent aux irakiens, selon le nouveau tracé de la frontière avec le Koweït, défini par les commissions de l'ONU dans le cadre de la résolution 667, et que les autorités de Bagdad n'ont pas officiellement accepté (le Monde du 12 janvier).

Deux des trois quais utilisés par la marine irakienne, la plupart des entrepôts et bâtiments de la base navale, ainsi que les deux tiers de la piste d'aviation se trouvent en effet maintenant en territoire koweïtien. Un grand nombre d'armes récupérées à la fin de la guerre dans cette région avaient été entassées dans ces hangars sous la surveillance « chronique » de la MONUIK. Ces

armes, propriété de l'Irak, devaient lui être rendues, mais dans le cadre d'un accord à définir, et sous certaines conditions. A l'exception d'une centaine de maisons qui abritent quelque huit cents personnes, la majeure partie de la ville d'Oum-Qasr, qui comptait environ 70 000 habitants avant la guerre, reste en territoire irakien. Pour l'instant, si le tracé de la frontière a été borné, les « démantèlements » de population qu'implique le nouveau tracé — quelque cinq postes de police et un ensemble de fermes abritant trente à quarante familles — n'ont pas encore eu lieu.

FRANÇOISE CHIPAUX

Le Monde

L'IMMOBILIER

appartements ventes

3^e arrdt
MARAI. SQUARE OU
TEMPLE (pro) à PCES sus.
11 cotti. 12 étages
CLAIR - CALME
750 000 F - 44-73-88-81

7^e arrdt
BAC ST-GERMAIN
93 m² HYPER STANDING
EXCLUSIVITÉ - EMPEREUR
VERMOREL 44-18-80-83

8^e arrdt
BAC ST-GERMAIN
93 m² HYPER STANDING
EXCLUSIVITÉ - EMPEREUR
VERMOREL 44-18-80-83

8^e arrdt
BAC ST-GERMAIN
93 m² HYPER STANDING
EXCLUSIVITÉ - EMPEREUR
VERMOREL 44-18-80-83

8^e arrdt
BAC ST-GERMAIN
93 m² HYPER STANDING
EXCLUSIVITÉ - EMPEREUR
VERMOREL 44-18-80-83

8^e arrdt
BAC ST-GERMAIN
93 m² HYPER STANDING
EXCLUSIVITÉ - EMPEREUR
VERMOREL 44-18-80-83

8^e arrdt
BAC ST-GERMAIN
93 m² HYPER STANDING
EXCLUSIVITÉ - EMPEREUR
VERMOREL 44-18-80-83

8^e arrdt
BAC ST-GERMAIN
93 m² HYPER STANDING
EXCLUSIVITÉ - EMPEREUR
VERMOREL 44-18-80-83

maisons individuelles

A VENDRE dans le Val-d'Oise
(93). Belle maison individuelle
dans impasse résidentielle.
10 pièces, piscine en ciment,
luminaires, cuisine rustique amé-
nagée, cheminée Pierre Rous-
se de Provins avec insert.
Sous-sol total, terrain clos
900 m², prix : 1 400 000 F.
Prix de notaire réduits.
Tél. 34-72-32-84, apr. 20 h.

AULNAY-S/BOIS
Résidentiel. Construction
1975. Maison 5 P. 215 m².
Terrain clos 820 m².
1 900 000 F.
Tél. 34-72-32-84, apr. 20 h.

AULNAY-S/BOIS
Résidentiel. Construction
1975. Maison 5 P. 215 m².
Terrain clos 820 m².
1 900 000 F.
Tél. 34-72-32-84, apr. 20 h.

AULNAY-S/BOIS
Résidentiel. Construction
1975. Maison 5 P. 215 m².
Terrain clos 820 m².
1 900 000 F.
Tél. 34-72-32-84, apr. 20 h.

AULNAY-S/BOIS
Résidentiel. Construction
1975. Maison 5 P. 215 m².
Terrain clos 820 m².
1 900 000 F.
Tél. 34-72-32-84, apr. 20 h.

AULNAY-S/BOIS
Résidentiel. Construction
1975. Maison 5 P. 215 m².
Terrain clos 820 m².
1 900 000 F.
Tél. 34-72-32-84, apr. 20 h.

AULNAY-S/BOIS
Résidentiel. Construction
1975. Maison 5 P. 215 m².
Terrain clos 820 m².
1 900 000 F.
Tél. 34-72-32-84, apr. 20 h.

AULNAY-S/BOIS
Résidentiel. Construction
1975. Maison 5 P. 215 m².
Terrain clos 820 m².
1 900 000 F.
Tél. 34-72-32-84, apr. 20 h.

propriétés

Part. vd maison à
Fontainebleau (77)
125 m² habitable, 7 poses
cuis., enduits 2 l. de br.
v. chaudi. gaz. Parquet
600. 270 m² de terrain
clos de mur. Ps 1 850 000 F.
Cld. toutes propositions
Tél. : (01) 50-64-06-87

propriétés

Part. vd maison à
Fontainebleau (77)
125 m² habitable, 7 poses
cuis., enduits 2 l. de br.
v. chaudi. gaz. Parquet
600. 270 m² de terrain
clos de mur. Ps 1 850 000 F.
Cld. toutes propositions
Tél. : (01) 50-64-06-87

propriétés

Part. vd maison à
Fontainebleau (77)
125 m² habitable, 7 poses
cuis., enduits 2 l. de br.
v. chaudi. gaz. Parquet
600. 270 m² de terrain
clos de mur. Ps 1 850 000 F.
Cld. toutes propositions
Tél. : (01) 50-64-06-87

propriétés

Part. vd maison à
Fontainebleau (77)
125 m² habitable, 7 poses
cuis., enduits 2 l. de br.
v. chaudi. gaz. Parquet
600. 270 m² de terrain
clos de mur. Ps 1 850 000 F.
Cld. toutes propositions
Tél. : (01) 50-64-06-87

propriétés

Part. vd maison à
Fontainebleau (77)
125 m² habitable, 7 poses
cuis., enduits 2 l. de br.
v. chaudi. gaz. Parquet
600. 270 m² de terrain
clos de mur. Ps 1 850 000 F.
Cld. toutes propositions
Tél. : (01) 50-64-06-87

هناك الاموال

POLITIQUE

La préparation des élections législatives

La question des alliances du PCF est au centre d'une nouvelle controverse

Le comité central du PCF doit se réunir, mercredi 13 et jeudi 14 janvier, afin de préparer la campagne des communistes pour les élections législatives. La discussion sera introduite par un rapport de M. Georges Marchais qui dressera un bilan des débats organisés du 1^{er} novembre au 15 décembre à travers le pays. Elle donnera vraisemblablement lieu à de nouvelles passes d'armes entre la direction du parti et ses contestataires. La question des alliances, en particulier celle des relations entre le PCF et le PS, est déjà, en effet, un sujet de controverse.

Il y aura inévitablement quelque chose de fâcheux dans les débats sur la préparation des élections législatives qui auront lieu, mercredi 13 et jeudi 14 janvier, au «partement» du Parti communiste français. Pour l'essentiel, en effet, la discussion a déjà eu lieu au sein du bureau politique, et elle est même déjà close.

La question interne des investitures a été tranchée par la force des circonstances. Menacé de ne plus avoir assez d'élus pour disposer d'un groupe autonome à l'Assemblée nationale au lendemain du scrutin des 21 et 28 mars, la direction du PCF a été contrainte de composer avec ses opposants. Elle n'avait pas le choix, et, si elle avait nourri quelques velléités de régence de comptes, elle en aurait été dissuadée par les conditions dans lesquelles M. Georges Marchais lui-même, député sortant de la onzième circonscription du Val-de-Marne, a été

investi par sa propre section à Arcueil. Le renouvellement de sa candidature, seule en lice, ne suscitant pas franchement l'enthousiasme des militants locaux - dont une certaine avait publiquement dénoncé, dès septembre 1991, «les fautes d'analyse et de comportement» de la direction du parti - il a fallu deux réunions laborieuses, fin novembre et début décembre, pour que le secrétaire général du PCF reçoive l'investiture de ses camarades dans les formes rituelles, à main levée, à la majorité simple. Il en est résulté un armistice sur tous les fronts internes, et celui-ci est jusqu'à présent respecté.

M. Marchais et ses fidèles n'ont pas voulu prendre le risque de faire barrage à ceux des rares élus locaux du parti dont les chances de réélection aux législatives et aux futures municipales résident justement dans l'attitude critique qu'ils ont observée vis-à-vis des tenants de la ligne orthodoxe, restée majoritaire au comité central.

«Lignes» divergentes

C'est ainsi qu'en Seine-Saint-Denis, par exemple, le maire de Montreuil, M. Jean-Pierre Brard, député sortant de la septième circonscription, qui a été le premier des parlementaires communistes à réclamer haut et fort le remplacement de M. Marchais à la tête du PCF, a été réinvesti comme si de rien n'était, en même temps que deux autres figures de proue du courant «réformateur», M. François Agest, maire de Tremblay-en-France, député sortant de la onzième circonscription, et M. Patrick Brasseur, nouveau maire de Saint-Denis, qui briguera, dans la deuxième circonscription, la succession de son prédécesseur, M. Marcel Berthelot. Fai-

sant à sa façon contre mauvaise fortune bon cœur, la direction du parti pourra donc se prévaloir de sa volonté d'ouverture.

De même, la question de la «ligne» à suivre ne se pose plus qu'en termes théoriques depuis que M. Charles Fiterman et les autres représentants des «réformateurs» ont décidé de suivre une stratégie autonome de rassemblement des «forces du mouvement» et de mener campagne comme des candidats indépendants du parti au point de le lier sous leur propre bannière. L'ancien ministre des transports précisait ainsi, jeudi 7 janvier, au «Grand O» d'OTM-la Croix, qu'il sollicite les suffrages des électeurs de la quatrième circonscription de la Loire en tant que candidat d'une «entente pour changer à gauche la politique de la France et la gauche elle-même», simplement «soutenu par le Parti communiste».

Il y aura donc deux «lignes» communistes concurrentes : l'une officielle, défendue par M. Marchais ; l'autre contestataire, incarnée par M. Fiterman et les autres partisans de la «réformation» de la gauche. Deux options auxquelles s'ajoutera la «ligne» des «réconstructeurs» et autres dissidents, en rupture radicale avec le PCF, représentée notamment par M. Marcel Rigout, l'ancien ministre de la formation professionnelle, qui anime aujourd'hui l'ADS (Alternative pour la démocratie et le socialisme) et fera lui-même acte de candidature au Haut-Vienne, sous l'étiquette «Engagement pour changer à gauche» en compagnie de trois autres candidats.

Enfin, la question des éventuelles alliances du PCF a déjà reçu, elle aussi, des réponses variables. En octobre, devant le comité central, M. Marchais se posait en champion de la rénovation de la gauche, prônant la

«dialogue» avec «toutes les forces de progrès» pour «un nouveau projet politique», mais excluait tout accord électoral avec le PS. Le mercredi 6 janvier, M. Pierre Blotin, membre du secrétariat du PCF, en charge de la propagande et de la communication, commentait les vœux de M. François Mitterrand aux Français en disant que «la politique actuelle n'est pas une politique de défense des acquis sociaux» et soulignant que le gouvernement du pays par M. Pierre Bérégovoy ne permettrait pas d'envisager quelque retour que ce soit à une stratégie électorale d'union de la gauche : «On voit mal aujourd'hui, disait-il, un accord national de désarmement avec le PS».

Le lendemain, M. Fiterman répliquait qu'il s'agissait là de «l'illustration d'une mauvaise façon de faire de la politique», parce qu'«il ne faut pas confondre le Parti socialiste avec la droite» et, surtout, parce que «personne n'y gagnerait plus rien». Selon l'ancien ministre des transports, il faudrait, au contraire, «tout faire pour aboutir d'un accord national» de désarmement entre le PCF et le PS au second tour des législatives.

Ce que l'Humanité du vendredi 8 janvier ne semblait pas exclure en rappelant, dans une «mise au point», un propos tenu le 6 novembre par un autre membre du bureau politique, M. Robert Hue, selon lequel l'attitude du PCF «ne souffre aucune ambiguïté», puisqu'il est acquis que les communistes feront «systématiquement barrage» aux candidats de droite.

Pour l'instant, la seule question sans réponse semble donc celle de savoir si les uns et les autres, dans quarante-huit heures, se comprendront mieux.

ALAIN ROLLAT

Les embarras de M. Bérégovoy

En présentant ses vœux à la presse, lundi 11 janvier, M. Pierre Bérégovoy a dressé le bilan de son action à l'hôtel Matignon, dont il souhaite faire un élément fort de la campagne électorale de la majorité présidentielle.

«Il n'est pas facile de gouverner par les temps qui courent...» En présentant ainsi son allocation prononcée lors de la cérémonie des vœux à la presse à Matignon, M. Pierre Bérégovoy évoquait directement le drame bosniaque et plus généralement «les risques qui courent à la paix du monde» la situation dans les Balkans. Mais, en fait, c'est à propos de l'ensemble des dossiers qui sont sur son bureau que le premier ministre aurait pu faire ce constat d'évidence.

Sans pouvoir se plaindre d'avoir été surpris par l'ampleur de la tâche, ni d'avoir manqué de temps pour s'y préparer, M. Bérégovoy peut, aujourd'hui, s'apercevoir, après neuf mois passés à Matignon, que la tâche de chef de gouvernement n'est pas aussi facile que semblaient le penser ses collaborateurs qui, du temps où il gérât les finances de la France, se gaussaient des premiers ministres d'alors, que ce soit M. Michel Rocard, soupçonné de refuser de prendre la responsabilité de mesures impopulaires pour préserver son image personnelle, ou M^{me} Edith Cresson, accusée de manquer de «professionnalisme» et de ne pas respecter les contraintes des grands équilibres financiers.

Fort de son expérience, de sa proximité avec le chef de l'Etat, M. Bérégovoy pensait qu'il était plus capable que d'autres d'aider M. François Mitterrand à passer le cap difficile des dix ans à l'Elysée, à se ménager une fin de second septennat sans drame. Aujourd'hui lui fait-il constater que la tâche est encore plus délicate qu'il ne l'imaginait.

Désaccords publics

Pas plus que les autres chefs de gouvernement de la V^e République, l'actuel hôte de Matignon n'a réussi à éviter les désaccords publics entre ses ministres. Est-ce l'ambiance de fin de règne, qui conduit certains à préférer préparer leur avenir personnel, plutôt que d'autres, formellement le «carré» autour de celui qui a fait leur carrière? Est-ce l'accroissement de la médiatisation du débat, admirablement maîtrisé par certains, alors que d'autres restent attachés à une pratique plus traditionnelle du fonctionnement gouvernemental? Est-ce l'importance des sujets en discussion, puisque, en Somalie comme en Bosnie, il y a de la paix et de la guerre, de la vie ou de la mort des soldats français?

Probablement un peu de tout cela. Mais dès qu'un sujet devient brûlant, il semble que les ministres

Aisne : démission du secrétaire fédéral du PS

LAON

de notre correspondant

M. Michel Vignal a donné sa démission du poste de premier secrétaire de la fédération de l'Aisne du PS. Son successeur n'est pas encore connu. Engagé au PS depuis le congrès d'Epinal, en 1971, M. Vignal a informé les militants de sa décision le 8 janvier, lors d'une réunion à Laon. Il a décidé de se consacrer pleinement à ses mandats de conseiller municipal de Laon depuis 1977 et de conseiller régional de Picardie depuis 1986.

Proche de M. Jean-Pierre Chevènement, M. Vignal souhaitait retrouver une entière liberté de parole. Mis en porte-à-faux par le référendum sur Maastricht, il avait alors choisi la discrétion, en refusant de mener campagne pour le «non». Désormais, ce membre du comité directeur du PS veut privilégier sa différence, mais elle ne l'empêchera pas de soutenir les candidats socialistes aux élections législatives dans son département.

Th. de L-P.

Précision. - La commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur le financement des partis politiques, que nous évoquions dans le premier article du «Bilan d'une législature» (le Monde du 12 janvier), a été présidée d'abord par M. Jean-François Deniau (UDF), puis, après la démission de celui-ci, par M. Pierre Mazeaud (RPR).

directement ou indirectement concernés ne marchent pas au même pas. C'est M^{me} Segolène Royal et M. Dominique Strauss-Kahn qui n'ont pas la même approche du traitement du pyralisme australien en France. C'est M. René Teulade qui trouve curieux que M. Jack Lang veuille ouvrir les locaux scolaires aux sans-domicile frappés par la vague de froid. C'est M. Bernard Tapie qui, retrouvant le ministère de la ville, se moque de celui qui a assuré son «initium». C'est M. Pierre Joxe qui apprécie peu que M. Bernard Kouchner use du choc des images pour contraindre la France à intervenir en Somalie. C'est le même M. Joxe qui fait appel à l'arbitrage du chef de l'Etat après une déclaration de M. Roland Dumas sur la politique à suivre en Bosnie.

Certes, le premier ministre peut légitimement faire valoir que, pendant ce temps, il fait avancer les dossiers qu'il avait jugés prioritaires dès sa déclaration de politique générale à l'Assemblée nationale : la ratification du traité de Maastricht, la proposition d'un emploi, d'une formation, ou d'une activité d'intérêt général aux chômeurs de longue durée, la protection de la sécurité des personnes et des biens, la prévention de la corruption, la protection de l'environnement. Mais force est de constater qu'il se heurte à quelques difficultés dans ce qui est sa spécialité : la gestion économique et financière.

Où temps où il se heurtait à M^{me} Cresson, son entourage avait affirmé que son maintien au gouvernement était indispensable à la sauvegarde du franc, et celui-ci a supporté deux très fortes attaques depuis que M. Bérégovoy est à Matignon. Avec l'aide de M. Michel Sapin, le premier ministre a su les surmonter ; il y allait, il est vrai, de la préservation de la politique menée par tous les gouvernements français depuis 1983, voire de sa propre survie politique.

Aujourd'hui, M. Bérégovoy reste le père du franc fort, mais peut-il encore conserver son image de rigueur budgétaire? A l'approche des élections, il semble imposer à la Rue de Bercy ce qu'il lui interdisait d'accorder du temps où il en était le patron direct. La porte du coffre, que M^{me} Cresson lui reprochait de tenir hermétiquement close, paraît s'ouvrir largement. Il peut sans doute souligner qu'il lui faut tenir compte du ralentissement économique, mais celui-ci n'était-il pas prévu il y a un an? Certes il s'agit de régler des dossiers que ses prédécesseurs avaient laissés pendents (trou de l'assurance-chômage, de la Sécurité sociale, financement des retraites), mais ses responsabilités anciennes ne lui permettent-elles pas d'aider à les régler plus tôt?

Arrière-pensées électorales

Les arrière-pensées électorales ne sont pas absentes de l'accélération des mesures annoncées ces derniers jours. D'autant que l'opposition peut légitimement faire valoir que c'est elle qui devra, en fait, la financer lorsqu'elle sera revenue au pouvoir. Même quand M. Bérégovoy décide de trouver lui-même l'argent nécessaire au financement de ce qu'il décide (les 20 milliards accordés à la Sécurité sociale), il gène son successeur potentiel : les économies budgétaires qu'il va décider dans les prochains jours sont exactement du même montant que celles que M. Edouard Balladur estimait possible de réaliser. Une fois la première coupe effectuée, sera-t-il possible d'en effectuer une seconde?

La réussite du chef du gouvernement n'est donc pas totale, celle du chef de la majorité présidentielle est contestée avant même d'avoir suivi le baptême du feu. M. Bérégovoy avait pensé que sa fonction le destinait à être le général en chef de la coalition majoritaire dans la bataille législative. Or ce sont les généraux du plus important de ses bataillons - le PS - qui lui ont contesté non pas ce titre, mais la stratégie qu'il avait choisie et surtout certains des alliés qu'il voulait leur imposer.

Malgré l'aval donné par l'Elysée à cette stratégie, malgré la nécessité pour la gauche d'une réelle coordination de la campagne de ses diverses composantes partisans et de l'action des membres les plus populaires du gouvernement, l'Alliance des Français pour le progrès ne sera pas le lieu de cette coordination, et son «inventeur» devra se contenter de coordonner la participation des ministres à la campagne électorale. C'est quand même le moins que l'on puisse attendre d'un chef de gouvernement. Comme l'a fait comprendre M. Bérégovoy, lundi, être premier ministre demande du courage... et de l'abnégation.

THIERRY BRÉHIER

Après l'avis défavorable de M. Giraud

Le gouvernement pourrait retirer son projet de schéma directeur de l'Ile-de-France

Le préfet de région demande au gouvernement de retirer son projet de schéma directeur et d'urbanisme de la région Ile-de-France (SDAURIF), en raison de l'hostilité des collectivités locales.

La région Ile-de-France devra encore attendre pour disposer des nouveaux documents d'urbanisme qui vont présider à son développement jusqu'en 2015. Le processus d'élaboration du nouveau SDAURIF, qui doit remplacer celui de 1965, révisé en 1976, vient en effet de buter sur une décision assez inattendue : le rejet brutal par M. Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional d'Ile-de-France du projet présenté le 30 octobre 1992 par le préfet de région (le Monde daté 10-11 janvier).

M. Giraud devait exposer, mardi 12 janvier, au cours d'une conférence de presse, les raisons qui l'ont conduit à donner cet avis défavorable. Il estime qu'il est impossible d'approuver ce document pour trois raisons : il ne s'agit, selon lui, dans aucune stratégie volontariste d'aménagement du territoire ; il prétend encadrer le développement économique et social de la région

dans un découpage arbitraire ; enfin, il demeure trop vague sur la maîtrise de protection de l'environnement.

M. Giraud laisse entendre que ce jugement sévère est partagé par l'ensemble des partenaires de l'aménagement de l'Ile-de-France. Le document devrait être rejeté par les conseils généraux, indique-t-il, avant même la réunion du conseil régional du 28 janvier. Plus besoin donc de se livrer à de savants calculs pour vérifier si ces départements représentent plus ou moins du quart de la population de la région, seuil à partir duquel la loi oblige le gouvernement à faire passer le texte par décret en conseil d'Etat.

La recherche d'un consensus

Après l'avis défavorable de M. Giraud, les réserves des écologistes et le rejet catégorique par les communistes et les élus du Front national, le vote du conseil régional ne devrait être qu'une formalité. Seuls les élus socialistes approuvent le document présenté par M. Christian Santier, préfet de Paris. Et certains d'entre eux ne vont pas manquer de souligner combien ils avaient raison de mettre en doute, comme plusieurs membres du gouvernement, l'opportunité de sortir un tel document en période électorale.

M. Santier, qui a toujours déclaré qu'il ne voulait pas faire passer «en force» un document qui nécessite un certain consensus, pourrait rapidement tirer les conclusions de cet échec. Il souhaite que le gouvernement retire son texte en cas de refus des collectivités locales.

Cette décision serait lourde de conséquences pour l'avenir de la région. De très grosses opérations sont en gestation, à la Défense ou à Boulogne-Billancourt par exemple, et risquent de se décider sans cohérence.

Non seulement, près d'une centaine d'opérations d'aménagement vont rester bloquées, mais la construction d'un grand nombre d'équipements (lignes RER, métro circulaire, universités) va être retardée.

Le gouvernement et la nouvelle administration qui sortira des urnes en mars prochain vont devoir remettre complètement sur le métier un document sur lequel les services de la préfecture de région, l'équipement, des experts, le conseil régional et les élus ont travaillé depuis l'ouverture du «grand chantier de l'Ile-de-France» en juillet 1989 par M. Michel Rocard. La

concertation devra reprendre avec ces maires et ces responsables de syndicats intercommunaux, dont M. Giraud dit qu'ils n'ont pas suffisamment été entendus dans le processus d'élaboration du document aujourd'hui rejeté.

La cohésion politique qui pourrait exister entre la gauche et la droite au conseil régional et les représentants du gouvernement ne garantissent pas pour autant la rédaction rapide d'un nouveau schéma directeur, réclamé par tous depuis plusieurs années. Le projet présenté par M. Santier avait été modifié, sinon «édulcoré», au fil de sa rédaction, pour pouvoir être approuvé par une majorité du conseil régional. M. Giraud dit aujourd'hui que ces avancées sont largement insuffisantes.

Les «modifications» proposées par l'actuel régional pour permettre à l'Etat de sortir de l'impasse sont d'une telle ampleur qu'elles pourraient être intégrées que dans un tout autre schéma. Ce sera donc à la future majorité de proposer sa conception de l'aménagement de l'Ile-de-France.

CHRISTOPHE DE CHENAY

► Lire page 2 le point de vue de M. Christian Santier, «l'Ile-de-France, l'heure du choix».

EN BREF

Alpes-Maritimes : les adhérents directs de l'UDF jugent «scandaleuse» la candidature de M. Mouillat. - M. Pierre-André Wilizer, député général des adhérents directs de l'UDF, a jugé, lundi 11 janvier, «scandaleuse et contraire à la morale politique la plus élémentaire» la candidature aux élections législatives de Michel Mouillat, maire (UDF-PR) de Cannes, contre M^{me} Louise Moreau, députée sortant de la huitième circonscription des Alpes-Maritimes et membre des adhérents directs. «Candidat au cumul précipité de tous les mandats, faisant passer sa carrière personnelle avant l'intérêt collectif, usant de l'esbroufe pour cacher le vide de ses projets, M. Mouillat incarne parfaitement la manière la plus archaïque et la moins estimable qui soit de pratiquer la politique», déclare M. Wilizer. «Le seul scandale est que je ne sois pas le candidat investi nationalement par le RPR et l'UDF», a rétorqué le même jour M. Mouillat.

M. Longuet : la Constitution n'est pas «réversible». - M. Gérard Longuet a estimé, lundi 11 janvier

devant le «Club de la presse» d'Europe 1, qu'en mars «l'intérêt pour la France sera que le président s'en aille», mais que, «s'il n'entend pas ce message, il faudra jouer les institutions». «Si la cohabitation est inutile et coûteuse», a-t-il expliqué, la Constitution n'est pas «réversible ni à géométrie variable». Quant au choix du premier ministre, le président du PR s'est dit «tout à fait rassuré» par M. Balladur, mais a récusé M. Barre, «homme représentatif de lui-même mais pas nécessairement de la totalité de l'UDF et certainement pas du RPR». Il a soutenu également la candidature de M. Léotard, «un homme imaginaire, de volonté et de courage».

M. Millon pour «un gouvernement de rassemblement». - M. Charles Millon a déclaré, lundi 11 janvier, sur Europe 1, qu'il espérait «une victoire écrasante de l'opposition» aux élections législatives pour «mettre hors jeu le président de la République». Si M. Mitterrand reste en place, le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale souhaite «un gouvernement de rassemblement

la plus large possible (...) intégrant non seulement le RPR, l'UDF mais aussi d'autres mouvements tels que les écologistes et un certain nombre de courants de pensée qui aujourd'hui ne se reconnaissent pas dans l'échiquier politique classique». Selon M. Millon, un tel gouvernement devrait avoir à sa tête «un homme de caractère qui composera son gouvernement, non pas en fonction des équilibres politiques ou des équilibres de parti, mais en fonction de l'intérêt du pays, complètement indépendant des partis politiques et qui ne soit pas sous la surveillance des futurs présidents élus».

Selon M. Dumas, le refus de la cohabitation serait «un petit coup d'Etat constitutionnel». - Interrogé dimanche 10 janvier, au «Grand Jury RTL le Monde», sur la cohabitation, M. Roland Dumas, rappelant que M. Mitterrand est élu jusqu'en 1995, a indiqué qu'il ne voyait pas «en vertu de quoi, si ce n'est en faisant un petit coup d'Etat constitutionnel, on pourrait demander au président de la République ou exiger de lui qu'il se retire parce que des élec-

tions ont lieu en 1993». Le ministre des affaires étrangères, qui se représentera lui-même en Dordogne, a souligné que «tous les membres du gouvernement se présentent devant le suffrage universel, d'abord pour défendre leur action, pour défendre l'action du gouvernement, son bilan».

Le Parti républicain rend hommage à Xavier de La Fourrière. - Dans sa lettre quotidienne du 8 janvier, le Parti républicain a rendu hommage à Xavier de La Fourrière, dont les obsèques ont eu lieu le même jour à Paris. «La mort, est-il écrit, est rédemptrice, qui efface les polémiques pour ne garder que l'essentiel. L'essentiel fut sa fidélité à son engagement politique. Depuis 1963, nous avons pris l'habitude de le voir dans les réunions politiques de la mouvance indépendante et des Clubs Perspectives et Réalités. Elu de Paris, attentif à son mandat, militant actif, giscardien de conviction, homme de cœur, écrivain, voilà ce que nous retiendrons de Xavier de La Fourrière et, après tout, ce sont là des qualités qui se suffisent».

LAVERS LE MONDE

HONGKONG

HE, SOMALIE ELLES GUERRES DITIONNAIRES



POLITIQUE

Bilan d'une législature

II. - La découverte de l'Europe

Après avoir mis l'accent sur le rôle retrouvé par le Parlement au cours de la législature 1988-1993 en raison de l'absence de majorité absolue (*le Monde* du 12 janvier), nous examinons le part pris par les députés dans le débat sur l'Europe, des accords de Schengen à la révision de la Constitution rendue nécessaire par le traité de Maastricht, et les pouvoirs nouveaux reconnus à l'Assemblée nationale dans le contrôle des affaires communautaires.

par Frédéric Bobin

« Je crains qu'un jour certains Parlements nationaux ne se réveillent avec stupeur, scandalisés. » M. Jacques Delors, président de la Commission de Bruxelles, ne croyait pas si bien dire lorsque, en juillet 1988, il exprimait cette inquiétude. Au terme d'une législature dominée par l'accélération du processus communautaire, le Parlement français a en effet découvert avec un brin d'effroi à quel point l'Europe grignotait inexorablement ses prérogatives traditionnelles. A en croire les réquisitoires les plus alarmistes, le domaine de la loi délimité par le sacro-saint article 34 de la Constitution serait une sorte de patrie en danger, assiégée par une armée d'eurocrates irresponsables.

Certes, les jacobins de tous les bancs ont davantage versé dans le catastrophisme que leurs collègues pro-européens ou décentralisateurs, mais la crainte des empiétements communautaires a été unanime. En vérité, la brutalité du réveil tient tout autant au volume des compétences transférées, en vertu de l'acte unique ratifié en 1987 par la législature précédente, qu'à l'indifférence qui avait jusqu'alors accompagné les affaires européennes. Les députés ont d'autant plus feint la surprise offensée qu'ils s'étaient longtemps abandonnés à la léthargie. Deux grands débats en fin de parcours ont révélé ces dispositions ombrageuses, en même temps qu'ils ont redessiné pour la circonstance le paysage politique français.

C'est avec le débat sur la ratification des accords de Schengen que la nouvelle Europe entre vraiment au Palais-Bourbon par la grande porte. Dans la nuit du 3 au 4 juin 1991 est adopté par 495 voix contre 61 le projet de loi autorisant l'application de ces accords signés en juin 1985 entre

les gouvernements français, allemand, néerlandais, belge et luxembourgeois. Ayant pour finalité la libre circulation des personnes via la suppression graduelle des frontières communes, le texte de Schengen n'est pas issu du droit communautaire, puisqu'il relève de la coopération interétatique, mais il offre aux anti-européens une première occasion de fournir leurs armes.

La fronde est alors orchestrée par M. Pierre Mazaud, député RPR de Haute-Savoie, qui fustige les « abandons de souveraineté » induits par le texte. Il sera suivi dans son hostilité par quinze députés RPR, quinze UDF, un centriste et les vingt-six députés communistes. Le débat fait donc ressurgir la traditionnelle connivence jacobine sur l'Europe entre « archaïques » et communistes. Mais rien de très grave : l'onde de choc est loin de faire vaciller le RPR tandis que, à l'UDF, découvre qu'elle abrite, elle aussi, un noyau dur de nationalistes, le PS est complètement épargné.

L'offensive de MM. Pasqua et Séguin

Autrement plus orageux sera le débat sur la révision constitutionnelle, préalable à la ratification du traité de Maastricht que les Douze ont signé le 7 février 1992. Par la violence de ses échanges et la dramatisation de ses enjeux, la controverse sur ce traité, qui vise à parer l'union économique et monétaire de l'Europe par une union politique, n'est pas sans rappeler l'après querelle d'août 1954 sur la Communauté européenne de défense (CED). Le Conseil constitutionnel ayant déclaré non conformes à la Loi fondamentale trois dispositions du compromis de Maastricht - la disparition à terme du franc, le droit de vote et d'éligibilité des ressortissants communautaires aux scrutins municipaux et la politique commune des visas - M. François Mitterrand décide de soumettre au Parlement une révision de la Constitution sur ces trois points litigieux. Puisque le traité est considéré comme non renégociable, c'est la Constitution de 1958 qu'il faut retoucher.

La discussion s'ouvre le 5 mai à l'Assemblée alors que l'opposition est secouée par de fortes turbulences. Dans les semaines qui ont précédé, M. Jacques Chirac, soutenu de M. Jean-Pierre Chevènement, a cherché à circonvenir le danger représenté par la frange anti-Maastricht de son parti qu'il active autour de

M. Philippe Séguin, député des Vosges. Mais le président du RPR a sous-estimé l'ampleur d'une grogne qui se nourrit de ses propres atermoiements. Dans la nuit du 5 au 6 mai, M. Séguin prononce un discours de deux heures dans lequel il dénonce le « fédéralisme au rabais » et le caractère « fondamentalement antidémocratique et résolument technocratique » de l'Europe de Maastricht.

Mélangé force de conviction et talent oratoire, sa prestation séduit nombre de députés incertains. Elle est saluée sur tous les bancs comme une authentique performance parlementaire. Bousculant tous les pronostics, l'exception d'irrecevabilité (selon laquelle le texte est anti-

l'épreuve en piteux état, l'UDF ayant cautionné le texte tandis que le RPR, inhibé par ses dissensions, s'est majoritairement abstenu. Alors que M. Charles Pasqua, président du groupe RPR au Sénat, relaie au Palais du Luxembourg l'offensive de M. Séguin, le conteste entre les deux partis s'agit chaque jour davantage.

Arguant de l'« inapplicabilité » du traité après son rejet par les électeurs dans, consultés le 2 juin par référendum, l'état-major du RPR décide de ne pas prendre part au vote lorsque le projet est adopté en seconde lecture par l'Assemblée, le 19 juin, par 388 voix contre 43, dans une version identique à celle votée par le Sénat. Dans une arme-

MM. Séguin et Pasqua se rallient finalement à la consigne de non-participation de l'état-major de leur parti, les parlementaires du PC, les amis de M. de Villiers à l'UDF et de ceux de M. Chevènement maintiennent leur vote négatif.

Politiquement, l'irruption de l'Europe de Maastricht au cœur des traverses et des hémicycle n'a donc brutalement recomposé la géographie des alliances. La nouvelle ligne de partage voit une connivence entre socialistes, centristes et libéraux répondre aux acclamations des communistes et faction jacobine du RPR.

Tout aussi essentiel, bien que moins spectaculaire, est le second enseignement de cette fièvre parlementaire de printemps 1992 : la réaction de corps de l'ensemble de la représentation nationale face aux empiétements communautaires. Afin de donner des gages de bonne volonté, le gouvernement a en effet généreusement cédé à la pression unanime des parlementaires cherchant à renforcer leur pouvoir de contrôle sur les décisions de Bruxelles.

Le malaise n'est pas nouveau. Il est diffus depuis que les députés sont invités à aviser la masse de directives et de règlements européens nécessaires à la mise en place du marché unique de 1993 (*lire l'encadré*). Mais il est devenu particulièrement aigu lorsque le Conseil d'Etat, par son arrêt Nicolas du 20 octobre 1989, a conclu qu'une loi française postérieure au traité de Rome ne pouvait contredire ce texte fondateur de la Communauté. D'autres décisions du Conseil d'Etat - l'arrêt Boisdieu du 24 septembre 1990 puis l'arrêt Rotmans du 28 février 1992 - confirmeront la supériorité sur le droit interne du droit communautaire, y compris du droit dérivé, c'est-à-dire les règlements dont l'application est automatique et les directives qui sont des sortes de « loi-cadre ».

L'affaire se complique davantage quand Bruxelles tend à prendre des directives de plus en plus précises qui sont, en fait, des règlements déguisés, ce qui réduit d'autant la marge de manœuvre de chaque pays. « Le risque est que les Assemblées ne se transforment en Chambres parlementaires d'enregistrement », s'inquiète dans un des rapports (1) M. Michel Pezet (PS, Bouches-du-Rhône), président de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes, qui est pourtant loin d'être un jacobin.

Pour les députés de toute tendance, cette révision constitutionnelle est donc une aubaine. Ils la tentent utilement à profit pour tenter de se protéger de l'appétit normal de Bruxelles. Leur principal acquis, obtenu par voie d'amendement, est le nouvel article 88-4 de la Constitution, qui habilite le Parlement à voter des résolutions sur « les propositions d'acte communautaire comportant des dispositions de nature législative ». Même si ces résolutions n'ont aucune valeur contraignante, elles énoncent un des postulats de la Ve République : la maîtrise des négociations internationales par l'exécutif. Ce n'est pas là le moindre paradoxe de cette révision qui de voir des héritiers du gaullisme, au nom de la sauvegarde de la souveraineté nationale, cautionner un amendement qui porte en germe le risque d'un affaiblissement de l'exécutif par rapport au législatif. Autre garantie attachée au gouvernement : le droit de saisir le Conseil constitutionnel à propos d'un engagement international sera désormais ouvert à soixante députés ou soixante sénateurs.

Fort de cette double avancée, les députés se mettent aux travaux pratiques à la rentrée d'automne. Ils modifient, le 18 novembre, le règlement intérieur de l'Assemblée afin de permettre la mise en œuvre

du nouvel article 88-4. L'opposition se saisi de l'occasion, une semaine plus tard, en tentant de voter une résolution sur le vote agricole des négociations du GATT dans lesquelles la Commission de Bruxelles est impliquée. Mais sa requête est déclarée irrecevable puisque le Conseil constitutionnel, à cette date, ne s'est pas encore prononcé sur la modification du règlement de l'Assemblée. Le verdict qu'il rend, le 17 décembre, est finalement positif, mais il prend bien soin de préciser que la pratique des résolutions « ne saurait ni porter atteinte aux prérogatives que le gouvernement tient de la Constitution, ni conduire à la mise en œuvre de sa responsabilité ». En clair, les gardiens de la Constitution cherchent à prévenir tout risque de retour au régime d'Assemblée.

En dépit de ces réserves, voici donc les députés mieux armés face à Bruxelles. Il serait pourtant faux de croire que le souci d'impliquer davantage l'Assemblée dans le processus communautaire est une divine surprise du débat sur Maastricht. Dès 1989, M. Laurent Fabius, alors président de l'Assemblée, avait tenu à ce qu'un débat sur l'Europe soit organisé chaque semestre. Dans le même esprit, la délégation de l'Assemblée pour les Communautés européennes a vu en mai 1990 ses effectifs accrus (de 18 à 36 députés) et ses pouvoirs renforcés. Créée onze ans plus tôt avec la mission d'assurer le suivi des travaux communautaires pour le compte du Palais-Bourbon, cette délégation travaillait jusque-là dans une quasi-clandestinité artisanale.

Aux abonnés absents

Depuis la fin de mai 1990, le gouvernement lui communique systématiquement l'ensemble des projets d'actes communautaires à partir desquels elle rédige des rapports largement diffusés. Il lui est également reconnu la faculté d'auditionner des ministres : huit d'entre eux ont été entendus en 1991, dix en 1992. Si elle ne jouit pas de la légitimité d'une commission permanente, expressément instituée par la Constitution, cette délégation pour les Communautés européennes n'est plus le paria pauvre d'hier. Elle est même devenue un observatoire très courtisé, comme en témoigne l'après-concurrence que se livrent les députés pour y figurer.

Reste que cette vogue du contrôle parlementaire sur les affaires européennes aurait plus de crédit si les députés joignaient le geste à la parole. Or le taux d'absentéisme lors des débats européens, à l'exception évidente de celui sur la révision constitutionnelle, laisse songeur. A maintes reprises, M. Elisabeth Guigou, ministre déléguée aux affaires européennes, s'est retrouvée face à une assemblée élargie pour tenter de vulgariser son message. Alors que l'Assemblée reconnaît encore des réquisitoires enflammés contre le « déficit démocratique » qui entacherait la construction communautaire, le débat, en octobre 1992, sur la contribution française au budget européen - événement inédit - n'a rassemblé qu'une poignée de députés spécialistes. Les autres étaient aux abonnés absents. A ce rythme, l'Assemblée n'en finira pas de découvrir l'Europe.

(1) Rapport d'information de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes sur « la transposition des directives communautaires en droit interne » (8 juillet 1992).

Prochain article :

L'impossible débat sur l'immigration

EN SÉANCE

Alain Lamassoure, « centriste de bon sens »

Il ne faut pas se fier à son urbanité souriante et à ses manières policées d'énarque giscardien. M. Alain Lamassoure est un activiste farouche de l'amendement, frappant nullement dans des hémicycle conçus à l'usage. Chaque session voit en général un amendement Lamassoure épicer la chronique parlementaire. Ce libéral avait déjà, lors de la parenthèse 1986-1988, associé son nom à la limitation du droit de grève dans la fonction publique. Depuis qu'il a revêtu en 1988 l'armure du cravate pro-européen, il s'est fait l'exégète sourcilieux des textes soumis à l'Assemblée pour en vérifier l'« euro-compatibilité », prônant ainsi malicieusement le cunier de gaullistes plutôt obsédés, eux, par la « franco-compatibilité » de la production normative de Bruxelles.

L'association de parlementaires qu'il a créée, Pénelope - « Pour l'entrée des normes européennes dans les lois ordinaires des Parlements d'Europe » - n'a eu de cesse d'amender des textes sur la circulation des personnes, la fonction publique, la fiscalité indirecte ou les marchés financiers, pour les rendre conformes aux directives bruxelloises. Pénelope, pour éviter que l'on défasse la nuit à Paris ce que l'on fait le jour à Bruxelles, fort de tels états de services, il était naturel qu'Alain Lamassoure devint, aux côtés de M. Charles Millon, son président de groupe, le chef d'orchestre de l'offensive parlementaire de l'UDF lors de la révision constitutionnelle de juin 1992.



L'après-mars lui réserve-t-il une destinée ministérielle ? Il y songe.

Son sens de la mesure est son meilleur atout. Car si sa foi européenne irrite les anti-européens et froisse les euro-sceptiques, il n'est pas pour autant perçu comme un épouvantable ayatollah de la supranationalité. « Centriste de bon sens », il milite pour une Europe du centre qui ne sera « ni fédérale ni confédérale mais communautaire », soit « une structure politique qui n'a jamais existé » et dont la vertu cardinale serait le principe de subsidiarité. Ce goût de l'équilibre le conduit parfois, au sein de la branche française du Mouvement européen, à tempérer

les indignations fédéralistes de ses amis, M. Jean-François Poncet et M. Simone Veil.

Séarais na de naissance et baccé d'adoption, Alain Lamassoure peut difficilement expliquer ses convictions européennes sans invoquer son attachement pyrénéen. Sur ces terres frontalières, l'ombre portée d'illustres enfants du pays, tel Henri IV, « qui eut mis fin aux guerres de religion », ou René Cassin, prix Nobel de la paix, a éclairé son éducation humanitaire. Mais c'est surtout le réconciliation franco-allemande qui le galvanisa. Étudiant à l'ENA, il invita un jour dans son village des Pyrénées un couple d'amis allemands et leur fillette. Hostile au départ à cette visite, sa grand-mère, qui avait conservé un souvenir douloureux de l'occupation du village par les Allemands, finit par verser des larmes d'émotion en faisant sauter la fillette sur ses genoux. Cette scène de retrouvailles bouleversa le jeune Lamassoure, qui, ce jour-là, se convertit à l'Europe.

« Lieutenant de Giscard »

Le second défilé se produisit le 11 mai 1981. Conseiller technique à l'Elysée depuis 1978, il est convoqué par M. Valéry Giscard d'Estaing, encore groggy après sa défaite, qui lui glisse : « Il faudra tout reconstruire autour des idées libérales et européennes. C'est la tâche de votre génération. » Ainsi se ratrouve-t-il « giscardien du 11 mai » lui qui avait voté en faveur de François Mitterrand

en 1974, non par sympathie socialiste mais parce que son charisme déçu par le pompidolisme finissant avait fait de lui un électeur disponible. Le poulain entré dans l'écurie giscardienne greva les débats avec application, délégué général du club Perspectives et réalités en 1984, député des Pyrénées-Atlantiques en 1986 puis porte-parole de l'UDF en 1988, une expérience éprouvante qui a exigé de lui les performances d'un caméléon sur un tissu écossais. Il se saisit vraiment à bras le corps du dossier européen à partir de 1989, année où il entre au Parlement de Strasbourg.

La voix désormais pleinement mûre, il lui reste à se débarrasser de cette étiquette un peu pesante de « fidèle » ou de « lieutenant de Giscard », ce parrain dont il a emprunté jusqu'aux tics de langage. Loyal, il l'a été durant la fronde des rénovateurs de 1989, qui l'a intellectuellement séduit mais qu'il a refusé de cautionner en raison de « son côté anti-Giscard ». Il ne cache pourtant pas qu'il est aujourd'hui, à l'âge de quarante-huit ans, en voie d'affranchissement, sans heurte ni douleur. Ses discours et ses communications sur l'Europe ne sont plus relus à brûle-pourpoint, mais ont divergé dans leur diagnostic de la crise dans l'ex-Yugoslavie. La tâche de l'hémicycle a trop amendé les textes des autres pour ne pas songer à retoucher son propre profil.

F. 8.

Le Monde ÉDITIONS

ENQUÊTES SUR LA DROITE EXTRÊME

RENÉ MONZAT

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Dialoguez avec Philippe Seguin

Aujourd'hui, êtes-vous de droite ou de gauche ?

Faut-il intervenir en Bosnie ?

Votez en direct

3617 POLITIQ

مكdam الأهل

• Le Monde • Mercredi 13 janvier 1993 11

LA MAIRIE DE PLAISIR LANCE UN APPEL:

AIDEZ LE MINISTERE DE L'INTERIEUR

Il n'a vraiment plus le sou. Pour preuve: le feuillet répétitif et lassant du commissariat de Plaisir. Depuis 15 ans, 3 communes des Yvelines (Plaisir, Les Clayes et Villepreux) réclament ce fameux commissariat, estimant que pour une population de 60 000 personnes ce n'est tout de même pas demander la lune. Consciente des difficultés de fin de mois du Ministère, la Ville de Plaisir propose de faire cadeau du terrain nécessaire à l'édification du commissariat. Le Ministère enregistre, donne avis favorable sur avis favorable, mais ne débourse pas un centime. Sans le taxer de radinerie, il est clair qu'il réfléchit très longuement avant d'engager la moindre dépense, même si elle semble tomber sous le coup du bon sens. En désespoir de cause, Plaisir a donc décidé de s'adresser aux Français. Tous les dons, quel qu'en soit le montant, seront une aide appréciable, et pour Plaisir, et pour le Ministère de l'Intérieur. A votre bon cœur Messieurs Dames! Bien entendu, tous les généreux donateurs seront invités à une grande fête à Plaisir, pour la pose de la première pierre. La date en sera fixée par le Ministère de l'Intérieur.



SOUSCRIPTION NATIONALE POUR LE COMMISSARIAT DE PLAISIR.
CHEQUES LIBELLES A L'ORDRE DE: "POUR UN COMMISSARIAT A PLAISIR".
ADRESSE POSTALE: MAIRIE DE PLAISIR, B.P. 22, 78373 PLAISIR CEDEX.

SOCIÉTÉ

Opposés à la réforme de la procédure pénale

La majorité des juges d'instruction parisiens se déclarent prêts à quitter leurs fonctions

L'appel de l'Association française des magistrats chargés de l'instruction (AFMI) à s'opposer à l'application de la réforme de la procédure pénale (le Monde du 6 janvier) semble recevoir un écho favorable parmi les juges d'instruction. Après ceux de Strasbourg, qui ont demandé au garde des sceaux d'être déchargés de leurs fonctions d'instruction (le Monde du 10-11 janvier), cinquante-huit des soixante-deux juges d'instruction de Paris se sont déclarés, lundi 11 janvier, «prêts à demander à être déchargés de leurs fonctions». Le mouvement touche également les villes de Toulouse, Caen et Béziers.

La quasi-totalité des soixante-deux juges d'instruction du tribunal de grande instance de Paris, réunis lundi 11 janvier, ont donc répondu favorablement à l'appel de l'AFMI. L'Association, qui affirme regrouper un cinquième des magistrats instructeurs, estime que la réforme du code de procédure pénale adoptée définitivement, le 19 décembre 1992, par le Parlement «ruinera l'efficacité de la justice pénale française». Aussi n'a-t-elle pas hésité à proposer aux quelques cent cinquante magistrats concernés, avant l'entrée en vigueur, le 1^{er} mars prochain, des principales dispositions de la réforme (dont l'application se fera par étapes jusqu'au 1^{er} octobre 1994), divers moyens de lutte active dont le plus radical est de demander à être déchargé des fonctions d'instruction. Prévenant les critiques, l'AFMI a lancé un véritable cri d'alarme : «Il y a urgence si nous ne voulons pas voir sombrer notre institution».

Cette attitude maximaliste tranche avec le ton d'ordinaire plus serein de l'AFMI. Si l'on se rappelle que les magistrats sont censés appliquer les lois que font les parlementaires et que le pouvoir judiciaire ne saurait prendre le pas sur le pouvoir législatif, cet appel à la résistance ne manque pas de surprendre. Les juges d'instruction parisiens, qui, comme tous leurs collègues, connaissent parfaitement la Constitution de la République, ont d'avance répondu à cet argument : ils savent qu'ils ne peuvent s'opposer à l'application de la loi, mais ils se contentent d'affirmer paisiblement que celle-ci est... inapplicable.

Dans la résolution qu'ils ont adoptée, lundi 11 janvier, ils «déplacent le vote dans la précipitation d'un texte juridiquement incohérent par la présence de dispositions floues et contradictoires bouleversant l'ensemble de la justice pénale». Constatant «le caractère profondément inapplicable de ce texte coupé tenu de la multiplication des actes de procédure qu'il instaure

sons la mise en place de moyens budgétaires correspondants», ils soulignent que «certaines dispositions de cette loi entraîneront une inefficacité totale de la justice pénale, notamment dans les affaires de criminalité organisée, aboutissant ainsi à la mise en place d'une justice à deux vitesses et à l'impunité des grands délinquants (terrorisme, trafic de drogue, affaires financières...)».

«Dans ces conditions, concluent-



ils, les juges d'instruction de Paris, ne pouvant, en conscience, ni appliquer cette loi ni refuser de la faire, sont prêts à demander à être déchargés de leurs fonctions». La formulation est plus prudente que celle des sept magistrats instructeurs strasbourgeois qui ont franchi le pas en demandant explicitement à être déchargés de leurs fonctions d'instruction. En revanche, les quatre juges d'instruction du tribunal de grande instance de Caen (Calvados) ont suivi l'exemple de leurs collègues alsaciens. De même les sept juges d'instruction du tribunal de Toulouse et les cinq juges d'instruction du tribunal de grande instance de Béziers (Pyrénées-Orientales) ont demandé à être déchargés de leurs fonctions d'instruction, ont-ils indiqué dans un communiqué diffusé lundi. Quant aux quatre juges d'instruction de Montpellier, ils ont indiqué qu'ils «soutiendraient totalement les initiatives» de l'AFMI, sans pour autant demander eux-mêmes à être déchargés de leurs fonctions.

L'ensemble de ces actions inaugure une guérrilla dont l'enjeu est la survie de la réforme de la procédure pénale le lendemain des élections législatives de mars prochain. En décidant d'appliquer, dès le 1^{er} mars, les principales dispositions du nouveau code (suppression de l'inculpation, présence de l'avocat à la vingtième heure de la garde à

vue, réforme du régime des nullités, travail en équipe des juges d'instruction lorsque «la gravité ou la complexité de l'affaire le justifie», détention provisoire décidée par le président du tribunal ou un magistrat délégué par lui), la chancellerie a tenté de créer une situation irréversible. Les deux précédentes tentatives de réforme de l'instruction (le projet de M. Robert Badinter de 1985 et celui de M. Alain Chabanon de 1987) avaient en effet été

La réforme ayant, entre autres objectifs, celui de renforcer les droits de la défense, les organisations d'avocats multiplient les protestations contre cette dissidence des juges. Visant l'une des consignes de «résistance» suggérées par l'AFMI — demander systématiquement la mise en détention de toutes les personnes mises en examen (procédure qui remplacera l'inculpation) — la Confédération nationale des avocats (CNA) considère comme «particulièrement grave» qu'une association de magistrats «préconise notamment la mise en détention systématique». Selon la CNA, «les avocats considèrent que, si des magistrats maintiennent leur volonté de se rebeller contre la loi, l'Etat de droit, en France, connaît une régression d'une extrême gravité».

Elle demande donc aux magistrats «de ne pas se laisser aller à suivre des consignes, lesquelles, si elles étaient suivies, les amèneraient inévitablement à une forfaiture». Indignation identique de l'Association des avocats pénalistes (ADAP), qui, s'étendant à son tour que l'AFMI, «une association de magistrats dont le rôle est d'appliquer la loi, invite ses membres à la violer et à s'opposer à son application», proteste contre les «propositions faites aux magistrats instructeurs pour contrecarrer l'application de la loi, et tout particulièrement des mesures rendant le justiciable directement victime de ces réactions illégitimes».

E. P.

L'indignation des avocats

Si l'actuelle opposition ne s'est pas encore prononcée clairement pour l'abrogation du nouveau code de procédure, l'Association professionnelle des magistrats (APM), proche de la droite, vient de réaffirmer son opposition radicale à «un projet de caractère purement idéologique». Elle invite «l'ensemble des magistrats (...) à se mobiliser contre un texte qui empêchera désormais les institutions pénales d'assurer pleinement leurs missions les plus élémentaires», et affirme «sa solidarité avec les juges d'instruction qui envisagent d'abandonner les fonctions qu'ils n'ont plus les moyens d'exercer avec toute l'efficacité souhaitable». Enfin, l'APM «appelle l'ensemble des forces d'opposition à s'engager clairement pour une abrogation immédiate et totale» de la loi portant réforme du code de procédure pénale.

Mis en cause dans des affaires de détournement de fonds et de gel de procédures judiciaires

Sept policiers de la section «courses et jeux» des renseignements généraux sont sanctionnés

La section «courses et jeux» des renseignements généraux de la préfecture de police (RGPP) de Paris est secouée par la révélation de pratiques douteuses de certains de ses membres. Mis en cause dans une affaire d'extorsion de fonds, l'inspecteur Michel Renaud, chef de groupe, a été suspendu. A la tête des «courses et jeux» depuis 1990, le commissaire Claude Capello a été muté. Cinq autres inspecteurs de la section ont été déchargés de leurs fonctions.

L'arrière-salle d'un bistrot de l'avenue Simon-Bolivar, à Paris, où des poignées de billets s'échangeaient au cours de parties nocturnes de poker et de rami, était dans le collimateur des «courses et jeux». Spécialisé dans la répression des jeux interdits, le groupe de l'inspecteur Renaud s'était donc rendu, à la mi-novembre, dans ce café du dix-neuvième arrondissement. La tenancière avait été invitée à mettre fin aux activités illicites. Faute de quoi, avait prévenu l'inspecteur Renaud, l'établissement serait fermé.

Deux jours après la visite policière, la tenancière est cette fois sollicitée par un petit malfaiteur, nommé Madar, qui s'essaye au chantage.

Moyennant 70 000 francs, assure-t-il, le débit de boissons n'aura aucun «ennui» avec la police. Sans se démonter, la victime de l'extorsion de fonds va déposer plainte au commissariat du quartier. Et, le 19 novembre, Madar est interpellé par la police judiciaire au moment où il vient percevoir l'argent du chantage.

Très vite, le malfaiteur donne le nom de l'inspecteur Renaud, dont il dirait l'indice. «Police des polices» compétente à Paris, l'inspection générale des services (IGS) est aussitôt saisie. Mais l'inspecteur Renaud nie avoir agité Madar vers l'opération fructueuse de l'avenue Bolivar. Le malfaiteur est inculpé de corruption de fonctionnaire et écroué, tandis que le policier, suspendu dès le 24 novembre, est laissé en liberté à l'issue de sa garde à vue : en tant qu'officier de police judiciaire, il bénéficie du «privilège de juridiction», en vertu duquel son cas doit être soumis à la Cour de cassation aux fins de désignation d'une juridiction compétente.

L'affaire prend pourtant un autre tour à la suite d'une perquisition dans le bureau de l'inspecteur Renaud. Rue des Ursins, au siège des «courses et jeux», les enquêteurs découvrent des originaux de procès-verbaux. Vieux de près d'une année, pour certains, ces PV sont le preuve que le groupe des

cinq inspecteurs dirigés par Renaud a gelé des procédures judiciaires. Pour suspendre une épée de Damoclès au-dessus de la tête de teneurs ou d'organisateurs de jeux clandestins ? Afin d'obtenir des rémunérations, en échange de l'arrêt du processus de répression, ou de récompenser des «indics» ?

Pour l'heure, l'enquête a seulement permis d'établir la disparition d'une partie des sommes saisies au cours des interventions du groupe dans des bistrots clandestins de la proche banlieue. Aussi les cinq inspecteurs du groupe ont-ils été déchargés de leurs fonctions, en attendant que les investigations mettent en clair leurs responsabilités respectives.

Après l'affaire Douc — le pasteur disparu et retrouvé mort le 18 octobre 1990, alors qu'il était surveillé par des inspecteurs des RGPP —, ces nouveaux dysfonctionnements apparus au sein des renseignements généraux parisiens soulignent la difficulté de contrôler ce service particulièrement sensible. C'est parce qu'il lui est reproché de ne pas avoir suivi d'assez près les activités des différents groupes de la section des «courses et jeux» (composée d'une trentaine de policiers) que le commissaire Capello a été muté aux services généraux des RG parisiens, où il n'aura plus de missions opérationnelles.

E. In.

La chancellerie et la lutte contre la toxicomanie

«Publicité» répressive

Les opérations «coups de poing» sont à nouveau en vogue. Après la présentation «musclée» par le ministre de l'Intérieur, M. Paul Quilès, du plan de bataille du préfet Robert Broussard contre la drogue, sa consommation et son trafic (le Monde du 23 décembre 1992), Lille et sa région ont été le théâtre, dans la nuit du samedi 9 au dimanche 10 janvier, d'une vaste opération. Quelques deux cents policiers et douaniers ont été mobilisés pour des descentes expéditives dans des cages d'escalier et des bistrots mal famés.

Le bilan est meagre : deux barrettes de haschisch et quatre doses d'héroïne. Et sans surprise, tant il est établi, de mémoire policière et judiciaire, que ces déploiements spectaculaires ont toujours eu une efficacité plus médiatique que répressive. Les organisateurs le savaient d'avance puisque plusieurs journaux, une radio et deux chaînes de télévision avaient été invités à couvrir l'événement.

Or, loin d'être l'illustration d'un «zèle local», cette opération est le résultat de consignes précises et fort explicites de la chancellerie aux parquets. Comme ses collègues, le procureur général près la cour d'appel de Douai (Nord) a ainsi reçu une circulaire du garde des sceaux, M. Michel Vuzelet, datée du 21 décembre 1992. On y lit :

«L'errance des pouvoirs publics est régulièrement appelée, notamment par la presse, sur l'existence de lieux notoirement connus pour les échanges ou les consommations de drogue qui s'y pratiquent habituellement, et sur l'apparente inaction des services chargés de la police judiciaire à cet égard. L'ampleur prise récemment par ces critiques me conduit à vous prier de bien vouloir faire procéder, dans la courtant du mois prochain, à une vaste opération de police judiciaire dans certains des lieux précédemment évoqués (...). Il m'apparaît indispensable que la plus large publicité soit donnée, notamment par voie de presse, à l'action ainsi menée, à ses objectifs et à ses résultats.»

Rendre publique cette circulaire fortement incitative, le Syndicat de la magistrature, proche de la gauche, estime qu'elle «traduit la motivation parfaitement démagogique» de l'opération lilloise. Rappelant l'ineffectivité totale de ce type d'intervention, il s'indigne de la médiatisation d'une opération dont les fins sont exclusivement électoralistes. Et, pour ne pas être en reste, il dénonce «l'illégalité» de ces instructions «qui aboutissent non seulement à violer le statut du procureur de la République, mais également les règles de procédure concernant les contrôles d'identité».

E. P.

Pour «non-révélation de faits délictueux»

Un commissaire aux comptes est le cinquième inculpé de l'affaire Botton

LYON
de notre bureau régional

Après MM. Pierre Botton, Marc Bathier, Dominique Marchand et Charles Giscard d'Estaing, inculpés d'abus de biens sociaux et de faux en écritures — les trois premiers étant aujourd'hui écroués dans les prisons de Lyon — M. Gérard Caro, quarante-neuf ans, commissaire aux comptes de quatre sociétés lyonnaises, a été inculpé, lundi 11 janvier, de «non-révélation de faits délictueux» par M. Philippe Courroy, juge d'instruction chargé du dossier. M. Caro, qui exerce à Paris — où il a également le titre d'expert près les tribunaux — a été laissé en liberté sous contrôle judiciaire assorti d'une importante caution.

Comme tous ses pairs, qui ont pour mission de protéger les actionnaires minoritaires et la clientèle d'une société, M. Caro avait été désigné par les conseils d'administration d'Alpha-Finances (constituée en décembre 1989), de Beta-Finances (constituée en 1990), de MIPI (Michel et Pierre Botton — constituée en février 1991) et de Betsom SA (rachetée en 1990 par M. Botton), pour arrêter, une fois l'an, les comptes de ces sociétés anonymes et en certifier l'exactitude.

En l'état actuel du dossier, le juge d'instruction semble lui reprocher de ne pas avoir dénoncé au procureur de la République, comme il en avait le devoir, les irrégularités flagrantes et les acrobaties financières réalisées au sein de ces sociétés — en 1991, Alpha et Beta avaient subi des pertes de plus de six millions de francs pour des chiffres d'affaires de 43 000 francs (le Monde des 3, 6 et 7 et 14 décembre 1992).

Invité au cours de l'instruction à expliquer sur ces pertes vertigi-

neuses, qui s'apparentent à des «ponctions du capital social», M. Pierre Botton remarquait lui-même en décembre dernier : «Je m'insurge contre le terme : «ponctionner». Cependant, il est exact qu'on a dévoré une grande partie du capital social d'Alpha et de Beta. Toutefois, les pharmaciens n'ont jamais manqué d'informations. Il y avait un commissaire aux comptes.» Puis il ajoutait : «Il s'agissait de sociétés à capital-risque, ce qui veut bien dire ce que cela veut dire.»

Le magistrat instructeur poursuit patiemment l'examen des factures

et écritures litigieuses relevées dans les différentes sociétés du groupe Botton, en procédant à l'audition des principaux associés. M. Charles Giscard d'Estaing a ainsi été entendu les 4 et 5 janvier.

L'inculpation de M. Caro pourrait constituer le point d'orgue de l'enquête purement financière. Après une probable série de confrontations, l'instruction serait alors susceptible de prendre une nouvelle dimension.

ROBERT BELLERET

Une lettre de M. François-Henri de Virieu

A la suite de nos articles relatant son audition en tant que témoin par le juge d'instruction lyonnais chargé du dossier Pierre Botton (le Monde du 31 décembre 1992), M. François-Henri de Virieu nous a adressé la lettre suivante :

Je vous serais reconnaissant de publier les correctifs suivants aux allégations et insinuations à mon égard que contient le Monde du 31 décembre 1992 :

1. S'agissant du contrat de sponsoring sportif entre le groupe Botton et l'US Marly-le-Roi (dont je ne suis pas le président mais, plus modestement, le président de la section football), la moitié (seulement) de la somme dont vous faites état a bien été versée à l'USMR, ainsi qu'en attestent les comptes du club. Toute personne connaissant la pratique parfaitement légale du sponsoring — dans les multiples domaines sportifs dans lesquels elle s'exerce — sait bien qu'il n'y a là rien d'anormal. En tout état de cause, et contrairement aux déclarations prêtées à M. Bathier, il n'a jamais existé le moindre lien entre ce contrat de sponsoring et la liste des personnes invitées à assister à l'émission de France 2 «L'heure de vérité».

2. «L'hôtel alpin», dans lequel a séjourné mon fils Etienne durant une dizaine de jours en 1988, n'est pas la résidence de loisir que pourrait laisser supposer le mot «invitation» que vous y accolez. C'est un petit hôtel situé à proximité immédiate des locaux de la compagnie d'aviation de Pierre Botton dans lesquels mon fils effectuait au stage d'été rémunéré au lendemain de son bac.

3. Comment aurais-je pu «partager la rareté, l'originalité et l'ambiance des rencontres proposées au Happy Few Club» puisque — comme vous le reconnaissez vous-même quelques lignes plus haut — ce «club» n'a jamais vu le jour ! Il va de soi que, si la plaquette dont

vous faites état avait été mise en circulation, j'aurais — comme d'autres sans doute — exigé immédiatement que cesse une utilisation abusive de mon image...

Le plus choquant n'est d'ailleurs pas cette éventuelle utilisation abusive de mon image sans mon autorisation, mais bien l'affirmation selon laquelle un club de promotion commerciale d'intérêts privés aurait pu permettre à n'importe qui d'«assister sur le plateau et en direct aux grandes émissions de télévision» moyennant paiement d'une cotisation.

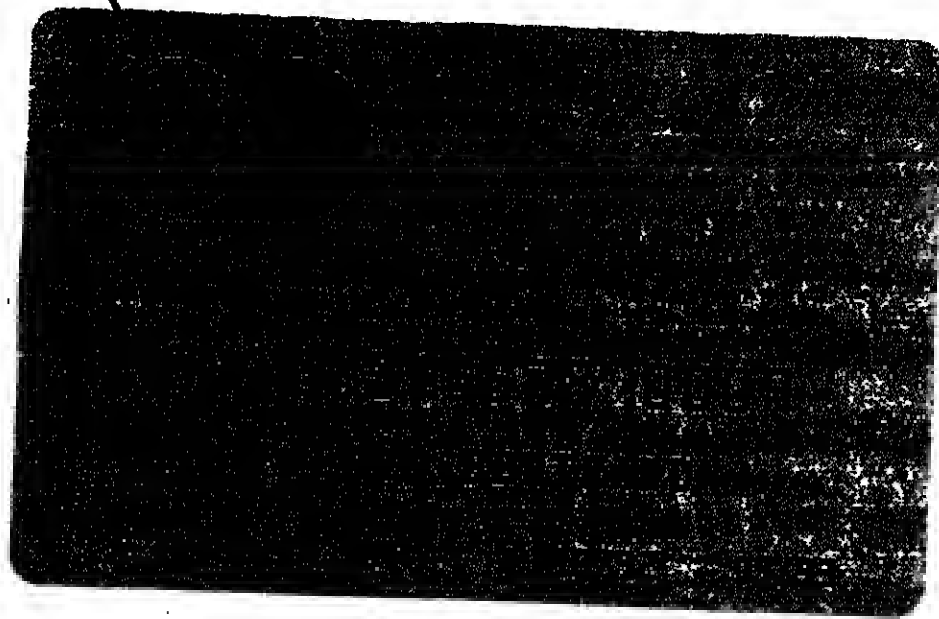
4. Vous faites état d'une «facture de marketing» de 898 395 francs dont je n'ai jamais entendu parler et que vous reliez très clairement à la présence de M. Charles Giscard d'Estaing à «L'heure de vérité». Vous laissez entendre qu'il m'appartiendrait «d'apporter un peu de transparence» sur les engagements de Pierre Botton.

Il m'est impossible de ne pas m'insurger devant de tels rapprochements qui insinuent l'existence de relations commerciales entre le groupe Botton et moi-même, relations commerciales qui n'ont jamais existé.

[M. François-Henri de Virieu étant entendu par le juge d'instruction Philippe Courroy, le Monde s'est contenté d'insérer ses lectures — comme il l'avait fait pour les auditions qui avaient précédé d'Yves Mourouët, Anne Sinclair et Patrick Poivre d'Arvor — des faits qui constituent cette audition. Mais nous précisons bien que ces éléments ressortissent, pour l'essentiel, des déclarations de deux principaux inculpés, MM. Pierre Botton et Marc Bathier, et doivent même être «M. de Virieu (...) a probablement pu apporter un peu de transparence sur des relations que M. Botton pouvait se croire à l'abri d'une accusation de mystère». Quant au Happy Few Club qui voulait laisser M. Botton, et dont nous présentons le projet de plaquette de lancement, illustrée par des photos de nombreuses personnalités médiatiques, nous nous en tiendons à ce commentaire : «Publicité mensongère ?»]

هنا امر الراحل

Ceci n'est pas une puce,
pourtant cette carte
est acceptée
pour tous vos paiements.



Pour votre sécurité, la carte Diners Club International, comme 600 millions de cartes dans le monde entier,
a choisi la technologie de la piste magnétique associée à votre signature.

Elle assure aux membres de Diners Club un service qui allie fiabilité et confort,
notamment à ceux qui ont tendance à oublier leur code confidentiel...

Elle est lue directement par les terminaux électroniques des commerçants en France et à l'étranger.

Notre garantie et votre signature constituent la meilleure des sécurités.

Service clientèle : (1) 40 90 00 00.

DINERS CLUB INTERNATIONAL.

L'INVENTEUR DE LA CARTE DE PAIEMENT UNIVERSELLE.

SOCIÉTÉ

FAITS DIVERS

Dans l'Ain, un homme massacre cinq membres de sa famille et tente de se suicider

Les mystères dans la vie de Jean-Claude Romand

LYON

de notre bureau régional

Jusqu'aujourd'hui, Jean-Claude Romand donnait à ses voisins de Prévessin-Moens, dans l'Ain à la frontière genevoise, l'image d'un homme ayant, à trente-huit ans, bien réussi dans la vie. Deux enfants de cinq et sept ans, une femme, Florence, brune, très belle, une ancienne femme restauratrice et meubliste avec goût, l'usage de voitures de location de haute gamme et une très bonne situation au sein d'un organisme international : médecin à l'Organisation mondiale de la santé.

Lundi matin, vers 4 h 15, les pompiers ont découvert la maison en train de brûler. A l'intérieur, les corps des enfants étaient en partie carbonisés, celui de Florence sans vie avec des marques sur la tête. Jean-Claude Romand, lui, vivait encore, mais déjà plongé dans un coma profond après avoir inhalé des vapeurs de produits inflamm-

bles. Il était conduit dans un état quasi désespéré à l'hôpital cantonal de Gonyve où, depuis, il survit dans un caisson hyper-bar.

Les enquêteurs ont découvert qu'à 80 kilomètres de chez lui, à Clairvaux-les-Lacs, dans la Jura, les parents de Jean-Claude Romand, qu'ils venaient d'arriver, avaient été assassinés durant le week-end. Le chien du couple, n'aurait pas échappé au carnage. Puis, dans la BMW louée par Jean-Claude Romand, les enquêteurs trouvaient un message : « Un banal accident et une injustice peuvent provoquer la folie. Pardon. » Il ne restait plus aux gendarmes qu'à faire leur ultime découverte : Jean-Claude Romand, contrairement à ce qu'il affirmait, contrairement à ce que pensaient tous ses proches, ne figurait pas dans les listes du personnel de l'OMS.

La substitution du procureur de la République de Bourg-en-Bresse, M. Jean-Yves Coquilhat, confronte

depuis lundi matin ces éléments, et les témoignages de voisins incriminés. Il n'a pas encore ouvert d'information judiciaire. C'est dans le cadre d'une « enquête de flagrance » que les gendarmes s'efforcent de reconstituer l'enchaînement de ce week-end meurtrier.

Interne des hôpitaux

Pour l'instant il semble que dimanche après-midi Jean-Claude Romand, dont la voiture a été aperçue dans son village jurassien, ait tué ses parents, recouvert leurs corps de couvertures et soigneusement fermé leur maison. Puis il est reparti dans la région du pays de Gex, où il demeure depuis une dizaine d'années, et il a tué toute sa famille avant de mettre la feu à la maison soigneusement calfeutrée de l'intérieur.

L'autopsie des victimes doit être pratiquée ce mardi à Lyon. Pendant ce temps les gendarmes vont

tâcher de comprendre qui était réellement Jean-Claude Romand. Après des études de médecine à Lyon, il aurait réussi le concours de l'internat des hôpitaux de Paris. A d'autres praticiens il confie n'avoir aucun goût pour la médecine libérale. C'est la raison pour laquelle, affirmait-il, il préférait la recherche. C'est dans ce cadre, via un travail sur l'arthérodysplasie au sein d'une unité INSERM, qu'il aurait, pour le compte de l'OMS, effectué des recherches et ses nombreux voyages à l'étranger. C'est ainsi qu'un de ses proches, médecin, explique pourquoi Jean-Claude Romand ne figure pas parmi le personnel recensé de l'OMS. Mais si le mystère dans la vie de Jean-Claude Romand est peut-être levé, celui de la mort dans laquelle il a entraîné toute sa famille n'est pas pour autant élucidé.

ROBERT MARMOZ
et LAURENT GUIGNON

REPÈRES

AMÉNAGEMENT

Le commissaire du gouvernement hostile à un viaduc près de la terrasse de Saint-Germain-en-Laye

M. Marc Sanson, commissaire du gouvernement, a estimé, lundi 11 janvier, devant les magistrats du Conseil d'Etat chargés d'examiner le projet de loi en appel de jugements du tribunal administratif de Versailles, dirigée contre l'autoroute A 14, que l'autorisation préfectorale de travaux aux abords immédiats de la terrasse du château de Saint-Germain-en-Laye devait être rejetée. Il considère qu'un projet de viaduc franchissant la Seine dans la perspective de cette promenade dessinée par Le Notre défigurerait définitivement le site.

Les travaux de l'A 14, première autoroute urbaine prévue à péage et qui doit relier, fin 1995, Draveil (Yvelines) à la Défense, sont interrompus depuis le mois d'août dernier aux abords de la terrasse dans l'attente d'une décision de fond du Conseil d'Etat. M. Sanson, en tant que commissaire du gouvernement, a cependant proposé de confirmer la validité de la déclaration d'utilité publique (dont l'annulation aurait ramené en cause toute l'opération).

ENVIRONNEMENT

Onze villes d'Italie limitent la circulation automobile

En raison de la pollution atmosphérique due au froid et au manque de pluie, onze villes italiennes - dont Milan, Rome et Naples - ont imposé, lundi 11 janvier, de sévères restrictions à la circulation en ville. Les interdictions faites aux voitures particulières de pénétrer dans les centres urbains varient selon les villes : de 15 h 30 à 19 heures à Rome, jusqu'à sept

heures complètes dans certaines cités.

Le ministre italien de l'environnement, M. Carlo Ripa di Meana, juge le niveau de pollution « horrible » et réclame un plan d'action immédiat pour dépolluer les villes. « La seule raison pour laquelle les médecins se retiennent de dire la vérité sur les conséquences de la pollution est que personne ne veut provoquer la panique », a affirmé l'ancien commissaire européen à l'environnement. - (AP, Reuters)

NUCLÉAIRE

Remise en marche d'un réacteur de la centrale bulgare de Kozlodouï

La tranche numéro deux de la centrale nucléaire de Kozlodouï, située au nord de la Bulgarie, a été remise en marche, samedi 9 janvier, après six jours d'interruption due à « une faible fuite de vapeur radioactive de la pompe à circulation principale ». Selon les responsables de la centrale, l'incident ne présentait « aucun danger pour l'environnement ».

Survenant quelques jours seulement après l'achèvement des travaux d'assainissement dont ce réacteur de 440 mégawatts a fait l'objet durant l'année 1992, il n'en témoigne pas moins de la précarité des installations nucléaires de Kozlodouï (quatre tranches de 440 MW, deux de 1 000 MW), dont plusieurs experts internationaux recommandent l'arrêt définitif. La centrale, qui fournit normalement 40 % de l'énergie du pays, fonctionne actuellement à la moitié de ses capacités. - (AFP)

Incident dans une usine de fabrication de combustibles

A la suite d'un problème technique, le personnel de l'usine de fabrication de combustibles nucléaires FBFC (France-Bois de fabrication de combustibles) de Romans (Isère) a été amené à travailler sans ventilation de protection pendant plus d'une heure, a-t-on appris lundi 11 janvier. Cet incident, qui s'est produit le 30 décembre dernier, n'a pas eu de conséquence sur la santé des ouvriers, ou sur l'environnement, affirme la direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN). En raison des défaillances techniques et humaine qu'il révèle, il a cependant été classé au niveau deux sur l'échelle de gravité, qui en compte six.

Une erreur de conception de l'installation, en effet, empêché que la ventilation de secours se mette en marche immédiatement après l'arrêt du ventilateur principal, survenu dans la nuit. De plus, si la vigilance de surveillance a bien donné l'alerte, l'information n'est pas remontée jusqu'à la hiérarchie, et le personnel n'a été prévenu qu'à 6 h 15, une heure après avoir commencé le travail.

SPORTS

Pékin dépose sa candidature aux Jeux olympiques de l'an 2000

Pékin a officiellement présenté, lundi 11 janvier à Lausanne, au Comité international olympique (CIO), sa candidature pour accueillir les Jeux olympiques de l'an 2000. La capitale chinoise est la première des huit villes candidates à s'engager ainsi auprès du président du CIO, M. Juan Antonio Samaranch. Ses sept concurrentes sont Berlin, Bratislava, Istanbul, Milan, Manchester, Sydney et Tchéquie. Le CIO tranchera le 23 septembre 1994, lors du Congrès du centenaire de l'appel de Pierre de Coubertin, en 1894 à Paris.

TOXICOMANIE

14 tonnes d'héroïne saisies en Turquie

La police turque a frappé un grand coup contre les trafiquants de stupéfiants avec la saisie, le 6 janvier, de 14 tonnes d'héroïne sur un navire immatriculé à Panama, le Lucky S. Le bateau, qui avait acquis son chargement à Karachi, au Pakistan, était surveillé depuis plusieurs mois, ses déplacements observés à l'aide de satellites par les membres du

bureau des narcotiques turcs et leurs collègues américains.

Le Lucky S a été intercepté au cours d'une opération menée par les commandos de la marine turque et des équipes de police dans les eaux internationales de la Méditerranée, peu après sa sortie du canal de Suez. La valeur marchande de chaque tonne d'héroïne saisie a été estimée à environ 400 millions de dollars.

Huit membres d'équipage ont été arrêtés, dont le capitaine, Mustafa Cubuk, qui, selon la presse, serait le père du propriétaire du navire, Savket Cubuk. Celui-ci, condamné pour trafic de faux dollars, se trouve déjà en prison. Neuf autres personnes ont été arrêtées à Istanbul, suspectées de complicité. - (Corresp.)

□ Vietnam : dépistage obligatoire du virus du sida pour les étrangers. - Les étrangers souhaitant s'installer au Vietnam, les prostituées, les détenus, ainsi que les homosexuels, seront soumis au dépistage obligatoire du virus du sida, a annoncé, lundi 11 janvier, le gouvernement vietnamien. En outre, les ressortissants vietnamiens séropositifs ne seront pas autorisés à se marier et les étrangers qui souhaitent séjourner dans le pays pendant plus de trois mois devront subir le test. A ce jour, soixante-dix-neuf personnes séropositives ont été recensées au Vietnam. - (Reuters)

DÉFENSE

La dissolution de la FEDN

M. Pierre Dabiez dénonce l'abus de pouvoir de M. Joxe

Daos une lettre qu'il vient d'adresser à M. Pierre Joxe à la suite de sa décision (le Monde daté 27-28 décembre 1992) de dissoudre la Fondation pour les études de défense nationale (FEDN), M. Pierre Dabiez, qui préside cet organisme de réflexion stratégique, accuse le ministre de la Défense d'avoir commis « un abus de pouvoir » et « un tour de passe-passe » juridique, avec une initiative sans cesse à « un coup de force » dont « l'illégalité n'en est pas moins caractéristique ». Rédigé pour trois ans, l'été dernier, à la tête de la FEDN, M. Dabiez, ancien officier et ancien ambassadeur, est professeur agrégé de droit public.

Le ministre de la Défense veut, après la dissolution de l'actuelle FEDN, « putronner » la création d'une Fondation pour les études de défense (FED), censée remplacer la précédente.

Daos sa lettre, M. Dabiez rappelle que le conseil d'administration de la FEDN n'a pas répondu à « l'injonction » ministérielle « en s'abstenant de ses statuts ». « Refus de se dissoudre », explique le président de la FEDN, qu'il cite « en lien » par lettre du 22 décembre, vous déclarez la dissolution. Le droit, s'il est susceptible d'interprétation, n'est pas, en revanche, sujet à prestidigitation. Ce tour de passe-passe n'est donc qu'un abus de pouvoir, tout comme l'est votre décision

de nommer un commissaire-liquidateur, puisque la Fondation n'étant pas dissoute, il n'y a rien à liquider.

M. Dabiez dénonce « l'intention hostile - pour ne pas dire le sectarisme - dont la Fondation n'a cessé d'être l'objet depuis le jour où j'ai refusé d'exclure un collaborateur ou un tour de passe-passe conventionnel pas » au pouvoir. « Une cabale, à base d'échos de presse auxquels s'est associée une feuille confidentielle proche de vous, a suivi. »

D'autre part, le président de la FEDN juge « étonnant » le fait qu'un dizaine d'industriels de l'armement aient été invités à financer la prochaine FED. « Encore faut-il mettre à leur charge, écrit-il, le caractère de leur caractère "prestigieux", que nombre d'entre eux se seraient bien passés d'être embrigadés ainsi à grands frais dans cette nouvelle stratégie-spectacle. »

Sur les dix groupes invités à subventionner la nouvelle FED, il faut noter que le ministère de la Défense a financé chacun dans le cadre de la loi sur le matériel, neuf sont des fabricants d'armement ou des offices de ventes d'armes à l'exportation. L'actuelle FED reçoit des fonds publics (ce que la loi sur le mécénat prohibe désormais) et le produit de ses publications.

CATASTROPHES

Après le naufrage du « Braer »

Le gouvernement britannique ordonne une enquête sur les mouvements de pétroliers

Alors que la tempête faisait toujours rage en mer du Nord, interdisant toute intervention autour de l'épave du pétrolier *Braer*, échoué depuis le 5 janvier au sud des Shetland, le gouvernement britannique a annoncé lundi 11 janvier l'ouverture d'une enquête sur les mouvements de pétroliers autour de la Grande-Bretagne. C'est un ancien juge de la Haute Cour, lord John Donaldson, qui dirigera l'enquête. Il devra proposer au gouvernement « les mesures appropriées pour protéger les côtes du Royaume-Uni de la pollution provoquée par la navigation commerciale ». Cette enquête s'ajoute à la première, lancée au lendemain du naufrage pour connaître les causes précises et les responsabilités de l'échouage et définir les responsabilités.

Le ministre britannique des transports, M. John Mac Gregor, d'autre part, a confirmé que l'épave du *Braer* libère de plus en plus de pétrole, bien que la coque ne soit toujours pas brisée. Les sources

situées à l'avant du navire laissent fuir le pétrole par les ouvertures provoquées par l'échouage. L'expert de la compagnie néerlandaise de remorquage Smit Tak, M. Geert Koffman, est quant à lui revenu sur ses premières estimations du volume de pétrole resté dans les soutes du *Braer*. Alors qu'il évaluait les pertes de pétrole à environ la moitié des 84 000 tonnes transportées, il a avoué lundi 11 janvier qu'il en restait moins de la moitié. « La totalité des 84 000 tonnes pourrait bientôt se retrouver en mer », a-t-il conclu.

Quant aux Shetlanders, ils s'inquiètent de plus en plus pour leur santé, tant les embruns sont chargés de vapeurs nauséabondes. Le responsable de la santé publique, le docteur Derek Cox, estime que les risques pour la santé sont faibles. La situation de stress provoquée par l'accident, en revanche, pourrait déclencher des troubles chez certaines personnes sensibles. - (AP, Reuters)

Les risques de l'inhalation des « brumes pétrolières »

L'atmosphère difficilement respirable qu'évoquent tous ceux qui vivent ou travaillent dans la zone où s'est échoué le pétrolier *Braer* est-elle dangereuse pour leur santé ? Peut-on mesurer les effets biologiques de cette « brume pétrolière » qui indispose une partie de la population des îles Shetland (le Monde du 12 janvier) ?

Le principal effet connu est l'action irritative des substances d'origine pétrolière sur l'épithélium de l'arbre bronchique. « Il s'agit d'hydrocarbures aliphatiques normalement contenus dans le pétrole et plus ou moins volatils », explique le professeur Marie-Louise Ethymiou, spécialiste de toxicologie (hôpital Fernand-Widal, Paris). L'inhalation prolongée de telles « brumes pétrolières » peut, à cause des phénomènes irritatifs qu'elle provoque, être à l'origine de surinfections bactériennes, notamment et entraîner l'apparition de pneumopathies aiguës.

Pour le professeur Ethymiou, le risque vaut surtout pour les personnes souffrant déjà de pathologies respiratoires chroniques, comme les asthmatiques, d'insuffisance respiratoire, voire pour les vieillards ou les nourris-

sons. Pour les autres, les risques sont moins importants, ils n'ont rien de commun avec ceux encourus, par exemple, par les cracheurs de feu ou les victimes d'inhalation directe et accidentelle de produits dérivés du pétrole.

Pour certains spécialistes britanniques, ces éléments pourraient justifier l'évacuation temporaire de cette zone des personnes souffrant de pathologies respiratoires. Ces mêmes spécialistes soulignent que l'exposition à cette « brume pétrolière » peut être à l'origine d'autres phénomènes irritatifs touchant la peau et les globes oculaires (conjonctivite).

Tout, en revanche, se montre rassurant quant aux risques carcinogènes (cancers) liés à l'exposition aux substances volatiles issues du pétrole contenu dans les soutes du navire. Il n'en reste pas moins à saisir les mécanismes physiopathologiques qui sont à l'origine de différents phénomènes (nausées, diarrées), fréquemment observés aujourd'hui chez les personnes exposées à cet air souillé par des substances organiques.

J.-Y. N.

ÉDUCATION

Après l'accord entre le gouvernement et l'enseignement catholique sur la formation des maîtres

Le Syndicat des enseignants s'en prend à M. Jack Lang et au « lobby confessionnel »

L'accord signé, lundi 11 janvier, entre le gouvernement et l'enseignement catholique, qui vise à étendre le principe de parité entre l'enseignement public et l'enseignement privé à la formation des professeurs du second degré (le Monde du 12 janvier), a suscité la réprobation des syndicats du public. Pour le Syndicat des enseignants (SE-FEN), M. Jack Lang est « un bon ministre de l'enseignement catholique ». « Imperturbablement, explique le SE, le lobby confessionnel poursuit son objectif, qui est de conquérir la totale parité des financements pour conduire sa propre politique et sans les contraintes que doit s'imposer et respecter le service public. »

Réclamant « la priorité au service public », le Syndicat des enseignants du second degré (SNES), pour sa part, relève « l'amélioration indéniable de la situation des personnels de l'enseignement privé », mais note que « la revalorisation de l'ensemble des personnels du public reste bloquée ». Le SNES estime que « les charges des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) seront alourdies, alors qu'ils manquent cruellement de moyens ».

Du côté de l'enseignement privé, en revanche, la satisfaction est quasi générale, des syndicats de chefs d'établissement aux parents d'élèves de l'UNAPEL, qui regrettent cependant que la nouvelle formation ne soit pas dispensée par des établissements d'enseignement supérieur privés « dans des conditions de parité financière avec le public ».

En ce qui concerne les enseignants du privé, contrairement à la FEP-CFDT et au FN-SPEL (autonomie), qui estiment l'accord « satisfaisant », seul le SNEC-CFTC a refusé de parapher le texte. Le SNEC-CFTC estime, en effet, que l'accord « remet en cause les avantages des maîtres en place » (qui, pour progresser significativement en termes de carrière, devront passer les nouveaux concours d'accès aux listes d'aptitude) et « restreint le place faite aux organismes de formation de l'enseignement catholique à côté des IUFM ».

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
ARTS
Le Monde et SPECTACLES

Philippe Haustète
LE GUIDE
DES
CHASSEURS
DE TÊTES
ET DES CABINETS DE
RECRUTEMENT

**L'OUTIL
POUR RÉUSSIR**

- POINTU
- 2000 consultants
- COMPLET
- 600 cabinets
- MONDIAL
- 684 filiales de chasseurs de têtes dans 44 pays
- 195 filiales de cabinets de recrutement de 27 pays

DUNOD 268 F

هكذا من الأمل

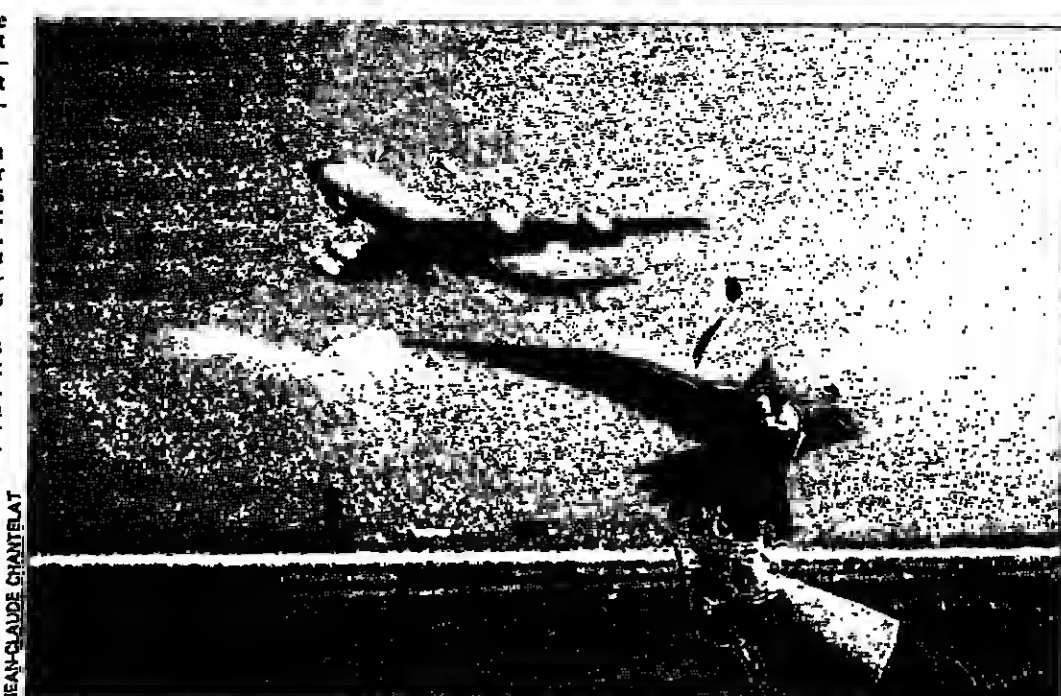
هكذا من الأمل

SCIENCES • MEDECINE

Ces oiseaux qui font peur aux avions

La gent ailée aime les aéroports, mais risque d'y provoquer des catastrophes. On l'effraie donc

LES oiseaux adorent les havres de tranquillité que sont pour eux les aéroports. Les avions viennent y atterrir et y décoller, mais les oiseaux en font leur nid. Les avions ne sont pas les seuls à être effrayés par les avions. Les oiseaux, eux, sont effrayés par les avions. Les avions ne sont pas les seuls à être effrayés par les avions. Les oiseaux, eux, sont effrayés par les avions.



ultra-sons que seuls les mammifères perçoivent. L'air peint au centre des cônes d'entente d'air des réacteurs qui est censé rappeler celui d'un rapace; le modèle réduit téléguidé mimant le faucon; les flashes à l'avant des avions. D'autres sont dangereuses: les infra-sons, le laser pour griller l'oiseau avant l'impact.

Des cris d'orfraie

Depuis l'année dernière, 100 aéroports français possèdent un service de prévention du péril aviaire plus ou moins étoffé selon l'importance de leur trafic et les particularités de leur situation ornithologique. Les plus importants sont équipés de véhicules qui diffusent des cris de détresse pré-enregistrés et de pistolets tirant des fusées crépitantes. Les équipes interviennent à la demande des équipages ou de la tour de contrôle lorsqu'une concentration anormale est signalée.

Sur douze plates-formes aéroportuaires où le risque est le plus élevé, des haut-parleurs ont été installés le long des pistes pour les couvrir et à demeure; ils diffusent des bruits synthétiques particulièrement insupportables et, comme ils sont également une gêne pour les riverains, les spécialistes ont imaginé à Orly de coupler ces cris d'orfraie avec un ordinateur pour les moduler en fonction de la force et de la direction du vent afin d'en réserver l'efficacité aux oiseaux.

Comme certains de ceux-ci finissent par s'habituer au bruit, les services compétents reçoivent des autorisations de destruction. Les cris associés à une détonation et au spectacle d'un oiseau qui tombe servent de leçon aux autres. 10 000 oiseaux - en majorité des pigeons et des étourneaux - sont tués chaque année sur les aéroports français par des professionnels. A New-York (Kennedy), douze chasseurs appontés abattent annuellement 15 000 goélands.

Mais l'avenir apportera son lot de solutions sophistiquées ou non. On parle de rayonnement laser au ras des pistes pour effrayer, de caméras à bas niveau de lumière pour détecter sur les pistes des intrus par faible visibilité. Sans oublier la couleur bleue que les oiseaux semblent ne point aimer et qui pourrait être une arme douce pour maintenir au large ces petits êtres de quelques centaines de grammes, de plumes capables d'envoyer au tapis - si on n'y prend garde - leurs frères de métal lourds de plusieurs dizaines de tonnes.

ALAIN FAUJAS

La buse variable et le milan noir

Il n'empêche: le 13 décembre 1992, l'équipage d'un Airbus A-320 qui allait atterrir sur l'aéroport de Pau aperçut un vol de vanneaux près des pistes: il renvoya les gaz, mais percuta tout de même soixante-dix-sept oiseaux; l'atterrissage s'effectua sans encombre bien que sept aubes de la soufflante aient été cassées dans un des deux réacteurs, et trois dans l'autre. A l'étranger, des rencontres intenses avion-oiseau ont parfois été catastrophiques. Un DC-10 qui décollait le 12 novembre 1975 de l'aéroport Kennedy de New-York heurta une vingtaine de goélands et l'un de ses

réacteurs prit feu; le commandant de bord freina d'urgence, mais ne put éviter une sortie de piste qui déclencha l'incendie. Aucune victime ne fut à déplorer, mais l'avion fut entièrement détruit.

Pis: le 15 septembre 1988, un Boeing 737 qui décollait de Bahar-Dar (Ethiopie) traversa un vol de pigeons et ses deux réacteurs sont touchés; l'équipage tenta un retour au terrain, mais les moteurs s'arrêtèrent avant la piste et l'atterrissage forcé fit trente-cinq morts et vingt-sept blessés graves parmi les cent six personnes à bord.

Même si le bilan n'est pas toujours aussi sinistre, ces collisions coûtent cher. Le prix des réparations varie en règle générale de 200 000 francs à 1 million de francs. La compagnie Air Inter a ainsi enregistré, en 1991, sur ses Airbus A-320, vingt-huit collisions avec des volatiles, qui ont occasionné 7,1 millions de francs de dépenses sur les réacteurs.

Quels sont les coupables? En France, d'abord les rapaces diurnes (buse variable, faucon crécerelle, milan noir: 27 % des collisions), puis les mouettes et les goélands (22,1 %), les vanneaux (13 %) et les pigeons (6 %). Qui sont les plus dangereux? Les pigeons malgré leur petit poids (400 grammes) et les étourneaux (200 grammes) qui se font prendre en bandes. A quel moment commencent-ils des dégâts? Dans 56 % des cas au moment de l'atterrissage ou du décollage, lorsque l'avion est le plus vulnérable en raison de sa basse altitude et de sa faible vitesse. Qu'aiment-ils? D'abord les réacteurs, plus exposés, (34 % des impacts), mais aussi les pare-brise et le nez de l'appareil (27 %), les bords d'attaque des ailes (11,5 %) et les trains d'atterrissage (8 %).

Mais on constate aujourd'hui que les dégâts sur les moteurs sont en multipliant et s'aggravent. En effet, les réacteurs modernes, qui sont devenus beaucoup plus silencieux et économes en carburant, ont l'air d'être gagnés en puissance. Ils rasent la piste et aspirent comme jamais auparavant. Ils ont très précisément dix fois plus de chances d'attraper un oiseau que ceux d'une Caravelle. La preuve en est que des Boeing 737 ont aspiré des lapins au Bourget et à Roissy. D'autre part, ces réacteurs de la nouvelle génération sont plus résistants au choc, mais comme ils compriment fortement les gaz, ils ont besoin d'un refroidissement intense et les plumes des «vio-

limes» peuvent provoquer une montée excessive de température en bouchant les orifices d'aération.

Les dangers représentés par les oiseaux sont donc bien réels, et les services techniques de la navigation aérienne du monde entier cherchent des parades. En France, on peut dire que la situation est stabilisée, car depuis 1982 le taux d'impacts d'oiseaux pour 10 000 mouvements d'avions est demeuré constant grâce à une panoplie variée de techniques et de mesures parfois spectaculaires, parfois anodines.

Malgré cela, la subdivision aviaire de la direction générale de l'aviation civile a fait et fait tout pour gêner ces intrus à plumes et leur rendre les aéroports inhospitaliers. On a supprimé des cultures trop attractives dans l'environnement; on a éliminé les trèfles dont raffolent les ramiers; on a laissé pousser l'herbe - alors que les autorités aéroportuaires rêvaient de gazon ras et propre - pour compliquer la tâche des mouettes en quête de nourriture; on a fait la guerre aux campagnols qui attirent les buses; on a asséché les points d'eau et recouvert de filot les trop appréciées décharges. Mais les broussailles plaisent aux lapins qu'adorent les faucons qui n'ont pas peur de grand-chose, etc.

Aussi l'équipe aviaire, dirigée par M. Jean-Luc Brint, ornithologue, et composée de MM. Alain Eudot et Marc Laty, a-t-elle conseillé aux pilotes de ne pas rouler trop vite pour ne pas faire s'envoler les oiseaux; en vain, de réduire la vitesse en cas de rencontre et d'éviter les volatiles par le haut; de ne pas freiner en inversant le flux des réacteurs à l'atterrissage s'il y a des oiseaux sur la piste. Là encore, ce vade-mecum ne suffit pas et il faut recourir à l'effarouchement pur et simple. Certaines solutions se sont révélées de médiocre efficacité: les

Plus d'acier que la tour Eiffel

Jadis, on photographiait les traces laissées par le passage des particules dans les «chambres à bulles». Des millions de photos à trier par une armée d'aides, les scanning girls, et qui, pourtant, ne permettaient de saisir qu'une infime partie des interactions intéressantes. Aujourd'hui, des centaines de milliers de détecteurs truffent les quatre monstrueuses «expériences» (L3 comporte plus d'acier que la tour Eiffel) installées sur le faisceau du LEP (large electron positron collider) au CERN. Ces détecteurs sont branchés sur l'un des plus puissants systèmes informatiques au monde. Des ordinateurs à qui pratiquement rien n'échappe. Reste à interpréter tout cela. Et là, la complexité resurgit dans toute son ampleur.

Aujourd'hui, la plupart des physiciens consacrent 99 % de leur temps à faire de la programmation pour l'analyse des données», souligne René Brun, chef du groupe «logiciels d'application» au CERN. Le travail commence plusieurs années avant la construction physique de l'expérience. Les théoriciens élaborent une sorte de «scénario» scientifique de ce qui devrait se passer lors des collisions. Grâce à un logiciel baptisé «Géant», les physiciens bâtissent alors une simulation informatique de ce que les détecteurs devraient avoir, si leurs prévisions sont exactes. Plus tard,

quand l'expérience fonctionnera, un autre logiciel, dit «de reconstruction», effectuera cette «simulation» à l'envers, ce qui permettra de enligner la réalité au modèle des théoriciens.

Depuis la découverte du boson Z en 1983, L3, Delphi, Aleph et Opal, les quatre «expériences» menées sur le LEP, sont consacrées principalement à l'étude de cette particule. «Après avoir analysé environ un million de Z, nous avons aujourd'hui une connaissance assez détaillée de ses caractéristiques. Jusqu'à présent, tout semble conforme au modèle standard des théoriciens», explique le physicien français Daniel Treille, qui travaille sur Delphi. Seuls les «événements» mis en évidence par Samuel Ting dérangent ce bel ordre. Quatre sur 1,6 million pour L3 seulement.

Les Z s'y désintègrent en produisant quatre particules dans deux plantes. La théorie prévoit cette possibilité. Mais elle stipule que, dans ce cas, la masse des photons devrait varier dans une fourchette comprise entre 0 et 90 GeV (4). Dr. Ting trouve des masses remarquablement stables, autour de 60 GeV. Il pourrait donc s'agir de la désintégration d'autre chose que du Z. Du de la fluctuation statistique d'une sorte de bruit de fond appelé QED (quantum electrodynamics).

JEAN-PAUL DUFOUR

Lire la suite page 17.

(1) 36 organismes représentant 13 pays participent à l'expérience L3 qui a coûté 136 millions de dollars (mars 1988) pour l'équipement seul, hors main-d'œuvre et coûts salariaux.

(2) En anglais, *Epilobion* s'écrit *Epilobion* et se prononce «Oupilobion», et le prénom Leon «Leonn» anecdote citée par *Science* du 27 novembre 1992.

(3) Le boson vecteur Z est l'un des transmetteurs (avec le boson W) de l'interaction faible, une force qui se manifeste notamment lors de la désintégration des noyaux radioactifs.

(4) A l'échelle des particules, la masse et l'énergie se confondent, et se mesurent en électronvolts (eV), unités représentant la quantité d'énergie acquise par un électron accéléré par une différence de potentiel de 1 volt. 1 GeV, ou gigaelectronvolt, vaut 1 milliard d'eV.

Le fantôme du LEP

Le Prix Nobel Samuel Ting, nouvelle «cible» des physiciens du CERN

«SURTOUT, ne me faites pas dire que j'ai découvert une nouvelle particule», Samuel Ting, Prix Nobel de physique 1976, est inquiet. La mésaventure qui l'amène aujourd'hui à peser la moindre parole remonte à novembre dernier. C'est ce qu'il raconte au *Fermilab* (Fermi National Accelerator Laboratory) de Chicago. Invité par ses collègues américains, il leur décrit l'expérience L3 dont il est responsable au Laboratoire européen pour la physique des particules (CERN) de Genève et leur annonce, à l'issue de son exposé, avoir observé «quatre événements étranges» sur ses détecteurs. En fait, ce n'est qu'une nouvelle particule dont les caractéristiques remettent en question l'existence. Ou, au contraire, une extraordinaire coïncidence, une faiblesse statistique moulignée par les ordinateurs géants de ce temple de la big science. «Il faut poursuivre les recherches», avance-t-il, prudemment.

Quinze jours plus tard, *Science*, l'hébdomadaire de la haute-puissance Association américaine pour l'avancement de la science, consacrait une page entière au sujet. Pour l'instant, rien ne permet de se prononcer avec certitude et, au CERN, nombre de physiciens ne cachent pas un certain agacement devant ce tapage médiatique. Le Prix Nobel, qui affirme n'y être pour rien, leur a présenté aussi ses résultats. «Avec beaucoup de calme et de pondération», recommandent-ils. Mais sans, apparemment, entendre d'en obtenir d'autres. Pour autant, certains l'accusent de se placer ainsi sur le devant de la scène pour obtenir plus facilement une expérience sur le LHC (large hadron collider), le futur grand collisionneur du CERN. «Stupide», répond Samuel Ting. Si j'avais voulu faire parler de moi, j'aurais choisi, pour intervenir, la conférence internationale de physique de Dallas, en août dernier, plutôt que ce petit séminaire du *Fermilab* à Chicago. Certains, dans mon équipe, en étaient d'ailleurs partisans.

Il est vrai que l'erreur, ou, plutôt, la méprise, guette constamment les physiciens des particules, dont le travail s'apparente beaucoup à la recherche d'une aiguille dans une meule de foin. Leurs particules, ils

les «fabriquent» en provoquant des collisions dans des accélérateurs géants comme celui du CERN. Le problème, c'est que les «gerbes» ainsi produites provoquent des milliers de collisions secondaires dont quelques-unes seulement sont porteuses de l'information recherchée. La difficulté se corse quand on sait que certaines particules ont, de plus, une durée de vie extrêmement brève. C'est le cas, par exemple, du boson Z (3), obtenu par collision entre un électron et un positron. «Il n'apparaît que dans un cas sur mille», souligne un physicien du CERN, et se désintègre, de plusieurs manières possibles, en dix poignées moins vingt-trois secondes (soit un cent millième de milliardième de milliardième de seconde).

Il faut coïncider les bailleurs de fonds du bien-fondé de sa démarche scientifique, «ce qui représente déjà une formidable opération de marketing». Il faut, ensuite, gérer l'entreprise ainsi constituée. Tâche qui exige de solides qualités de meneur d'hommes. Samuel Ting a sous ses ordres près d'un millier de personnes, dont 460 physiciens de très haut niveau. «Nous considérons comme des cadets dans leur pays, et qui, ici, doivent faire taire leur ego pour effectuer un travail, et de manière plus ou moins anonyme, un travail pas toujours très exaltant», explique l'un d'entre eux. De quoi susciter bien des rancœurs. Lenn Lederman, prix Nobel 1988, se souvient avoir connu les mêmes angoisses quand, en 1976, il crut avoir trouvé une nouvelle particule qu'il baptisa «Epsilon». Il s'était trompé dans le calcul de sa masse, et «Epsilon» devint très vite «Oups Lenn» pour les collègues impitoyables (2).

Samuel Ting affirme avoir beaucoup hésité avant de rendre ses observations publiques. «En 1991, alors que nous avions que deux événements, j'en ai parlé à Sheldon Glashow [Prix Nobel 1979], qui m'a conseillé de l'annoncer. J'ai préféré attendre d'en obtenir d'autres». Pourtant, certains l'accusent de se placer ainsi sur le devant de la scène pour obtenir plus facilement une expérience sur le LHC (large hadron collider), le futur grand collisionneur du CERN. «Stupide», répond Samuel Ting. Si j'avais voulu faire parler de moi, j'aurais choisi, pour intervenir, la conférence internationale de physique de Dallas, en août dernier, plutôt que ce petit séminaire du *Fermilab* à Chicago. Certains, dans mon équipe, en étaient d'ailleurs partisans.

Il est vrai que l'erreur, ou, plutôt, la méprise, guette constamment les physiciens des particules, dont le travail s'apparente beaucoup à la recherche d'une aiguille dans une meule de foin. Leurs particules, ils

Des hommes d'affaires de très haut niveau

En attendant, Samuel Ting se fait discret. Il sait parfaitement que le moindre faux pas ne lui serait pas pardonné. Le monde des physiciens est un univers impitoyable, et les réputations s'y font et se défont parfois avec la même rapidité que dans celui du spectacle ou de la haute finance. «Cela n'est pas vraiment étonnant, estime un responsable du

La science en débat

dans le cadre de l'exposition L'HOMME ET LA SANTÉ

Conférence mercredi 20 janvier à 17h

Le vieillissement cérébral, la greffe de neurones: un palliatif?

Marc Peschanski, directeur de recherche Neuroplasticté et greffes intracérébrales, Inserm C9F 91-02, hôpital Henri-Mondor, Créteil.

Jean-François Dartigues, professeur, unité Epidémiologie, santé publique et développement, Inserm U 330, Bordeaux.

Animation: Alain Labouze, rédacteur en chef de *Science Actualités*, cité des Sciences et de l'Industrie.

Les rencontres de la médiathèque samedi 23 janvier à 16h

La chirurgie esthétique François Perrogon, médecin conseil auprès de l'Association pour l'information médicale en esthétique, auteur de «Le guide de l'esthétique», Editions Denoël.

accès libre

cité des Sciences et de l'Industrie 30 avenue Corentin Cariou 75019 Paris. Métro Porte de la Villette. Informations (1) 40 05 73 32

illeton
es en 1980



Il saisis
l'aurus rex

SCIENCES • MEDECINE

Le prix du sang au Canada

Une association essaie d'obtenir réparation pour les hémophiles contaminés à la suite d'une transfusion. Elle s'appuie sur le dossier français

MONTREAL
de notre correspondante

EN 1989, à la demande de la Société canadienne de l'hémophilie (SCH), le gouvernement fédéral avait accordé 120 000 dollars par personne aux Canadiens contaminés par le sang ou par les produits sanguins entre 1978 et 1989, en échange de leur renoncement à toute poursuite juridique. Ottawa manifestait ainsi sa « compassion » sans admettre aucune responsabilité. Près d'un millier de victimes ont touché ces sommes, dont le versement, étalé sur quatre ans, se termine pour la plupart d'entre elles l'an prochain.

Les sections provinciales de la SCH, qui avaient demandé en 1990 à chaque gouvernement provincial de créer des programmes complémentaires d'aide aux malades et à leurs familles, n'ont en revanche connu aucun succès. Les dirigeants de l'association reviennent donc à la charge en émettant les conclusions de la volumineuse étude qu'ils avaient rédigée en 1987-1988, et en faisant explicitement référence au procès du sang en France. « La situation au Canada est comparable à bien des égards à la situation en France », affirme le directeur de la section québécoise de la SCH, particulièrement active dans ce dossier.

Documents officiels à l'appui, la SCH soutient en effet que des considérations politico-économiques ont joué contre les hémophiles; que les autorités ont tardé

à prendre la menace du sida au sérieux puis à imposer les nécessaires mesures de dépistage chez les donneurs de sang; qu'elles ont laissé en circulation des produits non traités pendant des mois alors qu'elles en connaissaient le danger potentiel; que leurs tardifs efforts pour rappeler ces produits, avertir les usagers du risque et retrouver les personnes déjà contaminées ont été insuffisants.

Au Canada, les responsabilités sont cependant plus diffusées qu'en France, et la SCH, qui décrivait en 1988 le système public de gestion du sang comme « une hydre dont aucune des têtes n'est connectée aux autres », ne réclame pas de poursuites criminelles contre des individus auxquels elle ne prête pas de noirs desseins. Mais l'organisme administratif peut tout de même se payer cher, font remarquer ses dirigeants, soulignant que quelque quatre-vingts poursuites sont déjà en cours, intentées contre des gouvernements provinciaux par des personnes infectées lors de transfusions ou de traitements contre l'hémophilie. Les compensations qu'elles réclament représentent au total 350 millions de dollars.

Tous les faits sont connus

« Si les gouvernements provinciaux ne font rien, le nombre de cas va se multiplier, et cela va coûter une fortune à tout le monde », a déclaré le vice-président de la SCH, M. David Page. Les contribuables ont donc intérêt, selon lui, à ce que les pro-

vincies, qui ont constitutionnellement la responsabilité de dispenser les soins médicaux, négocient un règlement à l'amiable avec les victimes.

Les partis fédéraux d'opposition ont repris à leur compte les troubles questions qu'ont posées les hémophiles sur la façon dont la Croix-Rouge et les autorités fédérales et provinciales canadiennes ont géré la collecte et la distribution du sang et de ses produits dérivés jusqu'à la fin 1987. Mais le ministre fédéral de la santé, M. Beohlt Bonchard, a rejeté leur demande d'ouverture d'une enquête publique, qu'il estime « inutile » puisque « tous les faits sont connus ». « Il n'y a aucune raison de croire que des fautes ont été commises », ajoute-t-il.

C'est aussi la position de la Croix-Rouge, qui se dit prête à collaborer à une enquête éventuelle mais affirme avoir fait, « en se fondant sur les connaissances scientifiques existantes à l'époque, tout ce qui était en son pouvoir pour protéger l'approvisionnement de sang au Canada, sous la direction des gouvernements ».

Selon les chiffres officiels, plus de 700 hémophiles canadiens ont contracté le virus VIH en utilisant des concentrés de facteur VIII (I) contaminés, soit un taux de contamination de 43 % parmi cette population. Le sida a effectivement touché la moitié d'entre eux à ce jour, et le quart sont morts. Une douzaine en auraient fait leur conjoint.

Des concentrés de facteur VIII contaminés au moyen du traitement par la chaleur étaient dispo-

nibles auprès de laboratoires américains dès 1983. Mais la Croix-Rouge canadienne, qui importait 45 % de ses concentrés des États-Unis, a décidé de continuer à ne distribuer que des produits non chauffés, notamment parce qu'ils étaient moins coûteux et qu'aucun laboratoire canadien ne maîtrisait alors la technique de chauffage.

Ce n'est qu'en novembre 1984 que le Bureau des produits biologiques, organisme fédéral relevant du ministère de la santé, a ordonné que tous les concentrés utilisés au Canada soient traités par la chaleur. Encore fallait-il que le Comité canadien du sang, composé d'un fonctionnaire de chaque province et d'un fonctionnaire fédéral, établisse les modalités d'application de cette décision.

Meis ce comité, administrateur des contributions gouvernementales provinciales qui financent la majeure partie des activités de la Croix-Rouge, s'est alors donné jusqu'au 1^{er} juillet 1985 pour mettre en œuvre. Un délai de huit mois pendant lequel des produits non chauffés ont continué à circuler, et que la SCH qualifie de « l'exemple de la plus insignifiante d'application bureaucratique de responsabilité ».

Les gouvernements, les associations médicales et la SCH elle-même ont cependant tacitement entériné cette politique. A la demande du comité, et à l'insu des hémophiles, la SCH est allée jusqu'à dresser une liste de priorités pour la distribution des premiers produits chauffés pendant cette période : les produits les plus sûrs ont ainsi été alloués aux patients

jamais ou peu traités pour hémophilie, en particulier les jeunes enfants. Les dirigeants de la Croix-Rouge soutiennent que le processus de fabrication des concentrés chauffés prend au moins six mois, qu'ils ne pouvaient donc remplacer tous les stocks instantanément et que leur souci n'était pas de les écarter tous, mais de continuer à traiter tous les hémophiles, dont la plupart étaient de toute façon, selon toute probabilité, déjà infectés.

Lourdours bureaucratiques

Même après l'utilisation systématique de concentrés chauffés, 7 hémophiles canadiens ont été contaminés en 1987 par des concentrés insuffisamment chauffés produits par le laboratoire américain Armour Pharmaceuticals. Ces produits avaient été distribués par plusieurs pays, dont la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, mais le Bureau des produits biologiques en a autorisé l'importation.

Par ailleurs, 261 Canadiens non hémophiles ont été infectés par transfusion sanguine. Tous, sauf deux, l'ont été avant novembre 1985, quand le test de dépistage ELISA, que la Nouvelle-Zélande utilisait déjà à l'époque depuis un an et les États-Unis depuis huit mois, a été appliqué par la Croix-Rouge canadienne pour filtrer les dons de sang.

En outre, le délai est largement insupportable aux lourds bureaucratiques. Avant d'utiliser systématiquement le test, la Croix-

Rouge a exigé que les dix provinces du Canada s'engagent à financer les coûts de démarrage, qu'elle estimait à 5,5 millions de dollars. Le Comité canadien du sang a donc été saisi du dossier, mais a mis plusieurs mois à obtenir l'aval des provinces, notamment parce que l'Ontario a changé quatre fois de ministre de la santé pendant le premier semestre 1985.

En 1991, ce comité a été remplacé par l'Agence canadienne du sang, un organisme plus musclé, qui, contrairement à son prédécesseur, peut être tenu pour responsable de ses actes devant les tribunaux. L'Agence a lancé un appel d'offres, ouvert jusqu'au 4 décembre, pour la construction d'une usine moderne de fonctionnement du sang, la première au Canada.

Le secrétaire général de la Croix-Rouge canadienne, M. George Weber, affirme aujourd'hui que, si le Canada avait disposé à l'époque d'une usine de fractionnement et avait collecté assez de plasma pour subvenir à ses besoins, le plupart des hémophiles canadiens auraient été épargnés par le Sida. Le pays en compte actuellement 2 300, dont 30 % sont porteurs du virus VIH.

CATHERINE LECONTE

(1) Le facteur VIII est le facteur de coagulation qui fait le plus souvent défaut dans le plasma sanguin des hémophiles. Ce déficit explique leur propension à l'hémorragie.

L'élection du professeur Bernard Glorion

L'ordre des médecins choisit la réforme

Le professeur Bernard Glorion a été élu jeudi 7 janvier président du conseil national de l'ordre des médecins (1) (le Monde du 8 janvier). Il succède à ce poste au docteur Louis René, élu en 1987 et qui ne souhaitait pas le renouvellement de son mandat. Chirurgien, comme son prédécesseur, le professeur Glorion, âgé de soixante-quatre ans, chef du département de chirurgie pédiatrique du CHU de Tours, est l'un des proches du docteur Louis René.

A ce titre, il avait clairement pris position ces dernières années en faveur d'une réforme de l'ordre. Le vote du 7 janvier était donc attendu comme une étape importante quant à l'avenir de cette institution. Le résultat ne souffre aucune ambiguïté : en dépit de l'opposition clairement manifestée par la fraction la plus conservatrice de la représentation ordinaire, le professeur Glorion a été élu, dès le premier tour, par 30 voix contre 6 et 2 abstentions.

Il reste maintenant à savoir comment le nouveau président entend négocier la prochaine étape de la réforme. Réclamée

per plusieurs gouvernements socialistes, mise en chantier par les représentants ordinaires, adoptée en conseil des ministres, cette réforme n'a pas pour d'obscures raisons politiques - elle menée à son terme. « Nous devons désormais étendre de savoir ce que souhaitera le prochain gouvernement quant à l'avenir de notre institution », explique le professeur Glorion. Pour sa part, je suis absolument favorable à une évolution de nos structures sans pour autant toucher notre mission essentielle qui est de veiller à la probité et à la moralité de la profession médicale. J'attends que se mette en place rapidement une nouvelle concertation ».

Pour ce qui est de la publicité des débats des instances disciplinaires (aux échelons national et régional) qui devrait être prochainement acquies par voie réglementaire, le nouveau président estime qu'il s'agit « d'une véritable bouffée d'oxygène » pour un ordre « qui n'a en aucune manière à rougir de son action et des valeurs qu'il défend ».

Déjà un « banc de la presse » a été installé depuis quelques semaines boulevard de la Tour-Maubourg, au siège du conseil de l'ordre.

Le professeur Glorion réussira-t-il à poursuivre l'action menée avec courage et diplomatie depuis 1987 et, dans le même temps, à « tuer le père » comme le souhaitait son prédécesseur dans ces colonnes (« le Monde Sciences-Médecine » du 6 janvier) ? Dans la profession de foi qu'il avait adressée à ses confrères deux semaines avant son élection, il soulignait la nécessité de développer plusieurs actions comme « l'initiation des futurs médecins à l'apprentissage de la déontologie » ou encore « le développement d'activités médicales nouvelles dans le domaine de l'industrie ». Le professeur Glorion entend aussi « élargir la notion d'entraide et l'esprit de solidarité en favorisant et en participant à l'action humanitaire à l'intérieur et à l'extérieur de nos frontières ».

Celui qui, militant de l'association Frères des hommes, estime que « l'humanitaire » et

« le secours aux exclus quels qu'ils soient » sont des domaines dans lesquels la mission des médecins « trouve sa pleine signification » a déjà pris contact avec M. Bernard Kouchner afin que ministère et ordre facilitent l'action des praticiens qui entendent payer de leur personne pour marier la santé et l'action humanitaire.

JEAN-YVES NAU

[Né le 22 septembre 1928, le docteur Bernard Glorion est ancien interne et chef de clinique des hôpitaux de Paris. Nommé praticien agréé en 1963, il dirige depuis 1977 le département de chirurgie pédiatrique de l'Hôpital Cochin-de-Clocheville (CHU) de Tours. Spécialiste en chirurgie orthopédique, il préside la Société française de chirurgie orthopédique et traumatologique. Il était depuis 1987 l'un des vice-présidents du conseil national de l'ordre, en charge successivement de la section disciplinaire, puis de la commission d'études en matière de qualification.]

(1) Le nouveau bureau du conseil national de l'ordre des médecins est notamment composé des docteurs Pierre Bailly, René Lelaland-Sartre, Marc Lemaire et Anne-Marie (vice-présidents) et du docteur Jacques Moulin, délégué aux affaires européennes et internationales.

Le fantôme du LEP

Suite de la page 15

Daniel Treille penche plutôt pour cette dernière thèse, au moins en ce qui concerne les deux événements similaires observés sur Delphi (les deux autres expériences n'ont, pour leur part, rien enregistré). Mais alors, la coïncidence serait extraordinaire. « Un peu comme si vous vous aperceviez que toutes les personnes d'une party sont nées le même jour », dit l'un des collaborateurs américains de Samuel Ting. « Parions plutôt d'une party où les invités, peu nombreux, ne se souviendraient pas très précisément de leur date de naissance », rétorque le physicien français Luc Pape, qui travaille aussi sur Delphi.

L'équipe Delphi va se pencher à nouveau sur le logiciel de simulation, pour tenter de réduire les marges d'incertitude. « Vous pensez bien que je l'ai fait. Je n'ai pas pu lever le doute », rétorque Samuel Ting. Le Prix Nobel s'affirme tout aussi « soupçonneux » que ses collègues face aux résultats qu'il obtient. Seulement, ajoute-t-il, « nous avons trop

souvent tendance à vouloir vérifier la théorie. Il serait aussi intéressant, parfois, de chercher des choses nouvelles que les théoriciens n'ont pas prévues ».

« Cette polémique nous a fait beaucoup de bien, reconnaît un physicien plutôt sceptique. Elle nous force à tirer le maximum des plus petits événements dont nous disposons. Nous avions trop tendance à nous endormir sur le modèle standard des théoriciens. » Tout le monde est donc d'accord, finalement. Reste à poursuivre les recherches, pour peaufiner les modèles informatiques, d'abord, rechercher d'autres « événements » intéressants ensuite, dans quelques mois, quand le faisceau du LEP, actuellement arrêté pour maintenance, sera remis en marche. Un an de travail, au minimum, avant de pouvoir - peut-être - se faire une idée un peu plus précise sur la réalité de l'éventuelle particule de Samuel Ting.

JEAN-PAUL DUFOUR

ESSEC

ADMISSION SUR TITRE EN SECONDE ANNÉE

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecin, de pharmacien, d'IEP ou d'une maîtrise (sciences, lettres, droit), l'ESSEC propose une procédure d'admission qui, après les épreuves de sélection, leur permet d'être admis directement en seconde année.

L'objectif est de leur donner une formation à la gestion du plus haut niveau en deux années. La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé ont fait de l'ESSEC un des tout premiers centres européens de gestion et de management.

Prochaine session pour la rentrée 1993 : du 31 MARS au 2 AVRIL 1993

Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 5 FÉVRIER 1993

Documentation et dossier d'inscription : ESSEC - Admissions - BP 105 95021 CERGY-PONTOISE Cedex Téléphone : (1) 34.43.30.00

ESSEC - Etablissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'Etat Affilié à la CCF Val-d'Oise - Yvelines

VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie - 75008 Paris
Tél. : 45.63.12.66 - FAX : 45.63.89.01
MINITEL 3615 C086 A3T, puis OSP

Vente sur saisie immobilière au Tribunal de Grande Instance de BOBIGNY
LE MARDI 19 JANVIER 1993, à 13 h 30, en 1 lot, dans immeuble
APPARTEMENT à SAINT-DENIS (93)
77 et 79, avenue du Président-Wilson
de 2 pp., au rez-de-chaussée du bâtiment B et une cave
Mise à Prix : 70 000 F
Pour tous renseignements et visites s'ad. à M^{re} TREILLE, avocat
au Barreau de la Seine-Saint-Denis, 47, rue des Rois à SAINT-OUEN.
Au Greffe du Tribunal de Grande Instance de BOBIGNY.

Vente au Palais de Justice de PARIS
LE JEUDI 28 JANVIER 1993, à 14 h 30, en un lot
LOGEMENT et REMISE - LIBRE
41 bis, rue Pierre-Brossolette
à NEUILLY-sur-MARNE (93)
Mise à Prix : 100 000 F
M^{re} Yves TOURAILLÉ, avocat à Paris 9^e, 43, rue de Clichy, Tél. : 48-74-45-85.
M^{re} MIZON, Mand. Liquid. à PARIS, 60, bd de Sébastopol.

VENTE AU PALAIS DE JUSTICE DE PARIS, JEUDI 21 JANVIER 1993, à 14 h 30
UN APPARTEMENT ET UNE CAVE
A PARIS 17^e - 9, rue Belidor
MISE A PRIX : 800 000 F
S'ad. M^{re} Philippe SARFATI, avocat à Paris, 5, avenue Saint-Hippolyte d'Eylau
SCT Bernard de SARRAC, Alain JAUNEAU, avocat à PARIS
42, avenue George-V (Uniquement de 10 h à 12 h - 47-20-82-38).
Visite sur place, le VENDREDI 15 JANVIER 1993, de 11 h à 12 h.

Vente au Palais de Justice de BOBIGNY, le MARDI 26 JANVIER 1993 à 13 h 30
APPARTEMENT à PARIS (17^e)
68, avenue de la Grande-Armée
au 3^e étage sur cour : entrée, dégagement, salon, salle à manger, 2 chambres, placard, cuisine, cabinet de toilette, W.C. - CAVE
MISE A PRIX : 1 500 000 F
(avec faculté de baisse à défaut d'enchères)
S'ad. à la SCPA ROULETTE, BERNÉ-GRAYE, GARLIN, CIEOL, FERREIRA,
avocats au Barreau de la Seine-Saint-Denis, 144, rue Roger-Salengro,
(93700) DRANCY. Tél. : 48-30-31-31 - Pour les visites : s'adresser au Cabinet.

Vente au Palais de Justice de PARIS
LE JEUDI 28 JANVIER 1993, à 14 h 30, en DEUX LOTS
à PARIS 18^e - 23, rue Caulaincourt
1^{er} lot : au 1^{er} ét. - LIBRE 2^e lot : au 1^{er} ét. - LOUE
APPARTEMENT (2pp) APPARTEMENT (3pp)
Mises à Prix : 1^{er} lot : 350 000 F
2^e lot : 100 000 F
M^{re} Yves TOURAILLÉ, avocat à Paris 9^e, 43, rue de Clichy,
Tél. : 48-74-45-85. M^{re} CHEVRIER, Mand. Liquid. à PARIS, 16, rue
de l'Abbé-de-l'Épée - Visites les 19 et 25 janvier de 14 h 30 à 15 h 30.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice de NANTERRE
LE JEUDI 28 JANVIER 1993, à 14 heures, EN UN LOT
2 APPARTEMENTS à LEVALLOIS-PERRET (92)
55, rue Chaplani - Angle rue Louis-Rouquier
de 3 P.P., au 4^e et 6 P.P. et DUPLEX au 4^e et 5^e ét.
UN STUDIO, UNE PIÈCE, UN DÉBARAS
au 3^e étage - 5 CAVES
MISE A PRIX : 1 300 000 F
S'ad. M^{re} DENNIERY-HALPHEN, avocat à BOULOGNE-BILLANCOURT (92)
12, rue de Paris. Tél. : 46-05-36-34. M^{re} BOURDRIOT et VISAL de VERNEUX,
avocats à PARIS (89) - 55, bd Voltaire. Tél. : 45-21-04-36. Vis. Spéciale :
Vendredi 22 janvier 1993 de 10 h à 12 h.

هكسان النحل

CULTURE

THÉÂTRE

Deux fantômes dans leurs murs

Les vrais magiciens ne sonnent jamais qu'une fois

ONDINE
à l'Athénée

Lorsqu'une pièce de théâtre, renommée, et même devenue presque un mythe, est reprise, plusieurs lueurs se créent, alors que les acteurs qui créèrent cette pièce, et auxquels la naissance de ce mythe doit beaucoup, ne sont plus là, il est fichtrement indécrottable de lancer la mémoire de ces « chers disparus » dans les pannes des comédiens qui donnent à l'œuvre un souffle nouveau. Michel Serault, c'est vrai, a repris *Knock*. Il y est si personnel, si fascinant, qu'il y fait sa place à tous les soirs. Il ne joue pas du tout comme l'avait fait Jovet, point final.

Mais voici un cas d'espèce. Dans les mêmes murs, sur la même scène où Madeleine Ozeray et Louis Jouvet créèrent *ONDINE* au mois de mai 1939, *ONDINE* aujourd'hui réapparaît. Alors c'est un peu une histoire de fantômes. Madeleine Ozeray dans sa soie, Jouvet dans son armure, leurs voix à tous deux. Sur le réel d'aujourd'hui, la mémoire l'emporte. Mémoire, il est vrai, bien imaginative. Nous avons tendance à voir en Madeleine Ozeray une « invention » de Jouvet. C'est faux. Lorsqu'elle rencontra Jouvet en 1937, elle était déjà une excellente actrice. Jouvet lui fit la cour, usant d'une méthode peu courtoise : il lui faisait miroiter un partage sur le théâtre, avec lui. Mais c'était très vague, et rien ne venait. Jusqu'au jour où Jouvet, carrement, « donna » à Madeleine Ozeray un rôle dans *Intermezzo* de Giraudoux, pour l'attribuer en fin de compte à une autre comédienne. Il réitéra à propos de la pièce de Marcel Achard *Pétrus*. Une tactique peu élégante, que les actrices n'appréciaient pas.

Cependant Madeleine Ozeray resta amoureuse de Jouvet, qui continuait sa cour, alternant discours joliment avec des brusqueries d'une mufle rare. Exemple d'un petit échange (raconté par Madeleine Ozeray) :

« Jouvet : Sais-tu combien de femmes ne m'ont pas dit du mal de toi ? »

Ozeray : Non.

Jouvet : En tout et pour tout deux : Tania Balachova et Raymond. Toutes m'ont dit que tu étais une poulain.

Ozeray : Putain, c'est peut-être un grand mal.



Hélène Hardouin et Vincent Winterhalter

Madeleine Ozeray avait joué dans les films de Fritz Lang, de Pierre Chenal, avait été partenaire de Mosjoukine, elle créait une pièce d'Anouilh, elle était l'actrice préférée de Raymond Rouleau, qui dans ces années 1930, était un metteur en scène de pointe, Artaud aimait discuter avec elle, lorsque notre Louis Jouvet, que tout cela agaçait, se décida enfin à l'inviter, mais cette fois vraiment, dans l'Ecole des femmes.

L'emprise de Madeleine Ozeray

Elle y fit un triomphe, mais plus encore dans *ONDINE*. Pourtant, elle se sentait, dans ce nouveau rôle, et surtout à dire ce texte, tout à fait perdue. Les répétitions se suivaient, elle savait qu'elle était mauvaise. Jouvet ne l'aidait pas. Et Giraudoux prit peur. Il avait écrit cette pièce - son fils en a témoigné - « sans enthousiasme ». C'est Jouvet qui le lui avait demandé, en lui glissant dans la poche un conte

romantique allemand. Le propos du conte était trop court pour toute une pièce. Giraudoux, après un début « chatoyant » comme il savait faire, s'était vu obligé de fabriquer toute une fantasmagorie bien compliquée, artificielle.

La pièce, boiteuse, ne pouvait faire illusion que par le « charme », au sens fort, par l'emprise magique de l'actrice jouant le rôle d'ONDINE. Giraudoux, réagissant en romancier, en dramaturge, était très intéressé par le couple Jouvet-Ozeray (dans la « vraie » vie), en ce que, comme il l'a écrit, il voyait toujours « *Madeline pleine de haine pour lui* ».

Giraudoux, prenant Madeleine Ozeray à part lors d'une pause d'une des dernières répétitions, lui dit le peu de choses nécessaires pour rendre à l'actrice non pas sa confiance (une grande bêtise, n'a jamais confiance en elle), mais son calme. « Ne lèvez pas les yeux, lui dit Giraudoux, *ONDINE* est un monstre terrestre ».

La personne de Madeleine Oze-

ray irradiait sur la scène une lumière blanche du matin, que recouvrait l'image d'une « onocence à contrario », très aiguë. Une acidité d'ange du mal, d'ange pervers. Dans la transparence de tout cela, elle exprimait, dans *ONDINE*, une intelligence butée, un petit peu ténace. Elle sauva la pièce, et c'est par son emprise qu'*ONDINE* devint un mythe.

Sans Madeleine Ozeray et sa lumière, Jouvet et sa morgue, Giraudoux et ses conseils, l'infirmité de la pièce remonte à la surface. Au cours des premières scènes, Giraudoux l'illusionniste, sait lancer ces lignes de food, lancer du même geste ces oiseaux de paroles, qui saisissent le tragique des jours dans la rencontre de deux soleils, et alors il écrit des choses comme *la Nuit à Châteauneuf* (un hôpital de guerre en 1917), ou les pages sur *Lisbonne* au moment de l'exode de 1940, qui sont des sommets. Ensuite il rame comme un naufragé pour parcourir les actes d'*ONDINE* sans courants et sans brises.

La reprise d'*ONDINE* est quod même traversée par les vers luisants de Giraudoux, cela a plus d'allure, plus d'élévation, que beaucoup d'autres choses. Mise en scène honnête (de François Rancière), décors honnêtes, costumes honnêtes, interprétation honnête, sans beaucoup plus, sauf le jeu de Stéphanie Schwartzbrod dans le rôle d'ONDINE : elle n'a rien d'une personne « normale », elle a un accent rauque, genre personnage de roman noir, elle semble avoir treize ans, par là, et un caractère à faire les quatre cents coups, bref, elle existe.

MICHEL COURNOT

■ Du mercredi au samedi à 20 h 30, Mardi à 19 heures. Dimanche à 16 heures. Jusqu'au 14 février. Tél. : 47-42-67-27.

DESIGN

La ville coupable

Le Salon du meuble 1993 sous le signe de l'attentisme

Il dessine des tables basses en forme de planches de surf, des sièges aérés comme de gros insectes en paille. A trente ans, l'australien Marc Newson s'est vu décerner le Prix du créateur de l'année 1993 au Salon du meuble organisé du 7 au 13 janvier à la porte de Versailles, à Paris. Des formes sorties d'un dessin animé japonais et venues distraire, comme les chaises fluo de Delo Lindo, les luminaires phosphorescents de Jean-Charles de Castelbajac (Roset), un public de professionnels en proie à une grande morosité.

Après cinq années de croissance, l'industrie du meuble a connu, en 1991, une baisse de 4,5 % alors que la consommation chutait de 4 %. On n'a plus le droit à l'erreur, note le directeur général de Cima, Maurice Lavesque : pour la première fois depuis la création de la société, en 1975, le chiffre d'affaires a baissé de 5 %. Aussi, après la surcharge théâtrale, voici le charme retrouvé de la campagne. Couleurs défraîchies, textiles vieillies, bois décapés : plus la crise est là, plus le retour aux valeurs dites sûres guette les contemporains qui se réfugient dans les greniers. Les bois blonds sont à l'honneur ainsi que les textiles à carreaux, les rayures côtelées célébrant les noces du rustique et de la ville coupable.

Au stand du VIA (Valorisation de l'Innovation dans l'ameublement), les meubles sont présentés dans une sorte de place de village cernée par des kiosques de kermesse. « C'est la fin des plans quinquennaux, d'une technologie qui s'est prise pour Dieu. C'est la fin des machines à habiter », annonce Jean-Claude Manginard, son président, dans le catalogue à la couverture imprimée façon table de ferme.

Mais cette nostalgie se traduit de manière un peu systématique : figée dans le culte de la soupierre et de la cabane de luxe, elle masque mal la difficulté des créateurs contemporains à répondre à ces gestes quotidiens, à s'effacer derrière des contraintes tout en capi-

mant de manière sincère leur époque. Et l'image risque seule de l'emporter. La créatrice de lingerie Chantal Thomass dessine aujourd'hui des canapés de bonbonnières avec des pois roses et noirs, des faveurs de tulle : les années 80 vieillissent bien mal.

Certains meubles, pourtant, traduisent une réelle recherche. Légèreté, souplesse, résistance : telles sont les priorités du nouveau « oomadisme », qui tranche avec cette accumulation de références. Dans le cadre du VIA, Sébastien Boissard, vingt-cinq ans, ancien élève de l'école Camondo, a timidement imaginé, sur les traces de Sylvain Dubuisson, une petite collection d'objets itinérants, une écriture, un lit, une petite table, des objets en aluminium et en fibre de carbone qui se rangent et s'emportent dans un sac en lin.

Le prêt-à-partir de Jean-Paul Gaultier

Jean-Paul Gaultier lance son prêt-à-partir : un meuble multirangement, soit quatre valises sur un berceau à roulettes ou encore un fauteuil Ben-Hur avec de vrais papiers. Drôle. Mais tout se passe comme s'il fallait à tout prix s'exercer d'être moderne en donnant ou dans le chuchotement ou dans « l'hénaume ». Les envies pointent ici et là, mais il manque un véritable enthousiasme industriel capable de transformer ces idées en un projet.

Les mises en scène, les jolis décors éphémères, l'influence de plus en plus grande de la mode dans la maison (le Salon a consacré cette année 10 % de sa surface totale aux produits dits « tendances ») ont dû à faire illusion. Pendant ce temps-là, Roche-Bois présente ses nouveaux canapés en cuir écologique lavable : après le Salon paoramique des années 70, après les modulations des années 80, voici le canapé pour soi, comme un lit au milieu du Salon, pour solitudes téléphoniques. L'art de vivre des années 90 ?

LAURENCE BENAÏM

LES GRANDES REPRISE

LA REPRISE

LA REPRISE

LA REPRISE

LA REPRISE

LA REPRISE

LA REPRISE

LA REPRISE

LA REPRISE

LA REPRISE

LA REPRISE

LA REPRISE

LA REPRISE

LA REPRISE

LA REPRISE

LA REPRISE

LA REPRISE

LA REPRISE

LA REPRISE

LA REPRISE

LA REPRISE

LA REPRISE

LA REPRISE

LA REPRISE

LA REPRISE

LA REPRISE

LA REPRISE

LA REPRISE

LA REPRISE

LA REPRISE

LA REPRISE

LA REPRISE

LA REPRISE

LA REPRISE

LA REPRISE

LA REPRISE

LA REPRISE

LA REPRISE

LA REPRISE

LA REPRISE

LA REPRISE

LA REPRISE

LA REPRISE

LA REPRISE

“Un film captivant.”

Le Parisien

“Un duo d'acteurs qui mérite à lui seul le déplacement.”

Le Quotidien

“Un spectacle qui enchante le regard, un dialogue qui enivre l'esprit, un événement qui éclaire l'Histoire.”

Le Figaro

“Admirable.”

Le Canard

“C'est merveille que de voir ces deux très grands comédiens s'affronter. Ainsi réussit-on les fêtes de l'esprit.”

Le Point

CLAUDE BRASSEUR CLAUDE RICH
Le Souper
le vice au bras du crime
un film de
EDOUARD MOLINARO

ACTUELLEMENT

Heiner Müller et la Stasi

La dramaturge est-allemand Heiner Müller (soixante-quatre ans) a été réprimé par la Stasi, l'ancienne police politique de l'ex-RDA, comme un « informateur », selon une émission de télévision, « Spiegel TV », diffusée dimanche 10 janvier sur la chaîne privée allemande RTL+. Il aurait reçu deux noms de code différents de la police secrète, « Clement » - le titre d'une de ses pièces - puis « Heiner », était-il affirmé dans la même enquête.

Heiner Müller a reconnu au cours de l'émission avoir eu des contacts avec des hommes de la Stasi. « C'était inévitable dans ma position », a affirmé le dramaturge allemand le plus joué et le plus traduit dans le monde. Mais il a ajouté n'avoir jamais eu une affaire considérée comme un informateur.

« Je ne parlais pas avec l'Armée du salut... »

Indiquant que ses rencontres avec les hommes de la police du général Erich Mielke avaient la forme de discussions à bâtons rompus, il a ajouté : « Cela se passait en général comme ça : l'agent disait qu'il était chargé d'une affaire particulière et me demandait : « Qu'en pensez-vous, que pouvons-nous faire ? »

La dramaturge, qui est aujourd'hui un des principaux responsables du théâtre Berliner Ensemble, a assuré qu'il n'avait jamais reçu d'argent. « Je savais que je ne parlais pas avec l'Armée du salut. Je devais toujours faire attention à ce que je disais et devais savoir lorsqu'il était préférable que je mente », a-t-il précisé. - (AFP)

(Publicité)

LA REPUBLIQUE LIBANAISE
Réalisation d'un réseau cellulaire de 500.000 lignes
dans le cadre du plan de généralisation
du secteur de télécommunications sur tout le Territoire Libanais

PREQUALIFICATION DES ENTREPRENEURS

Afin de réaliser la politique du Gouvernement visant à satisfaire les besoins du Liban dans tous les domaines des services publics, dont l'amélioration et le développement des performances du secteur des télécommunications;

Et désirant prendre les mesures nécessaires pour assurer des services téléphoniques avec une densité minimale de 35% conformément aux demandes du XXème siècle;

Les données émanant du Ministère des Postes et Télécommunications (MPT), et prises en compte dans le "National Emergency Reconstruction Program" (NERP), indiquent la nécessité d'assurer un minimum d'un million et demi de lignes téléphoniques, le MPT compte satisfaire ces besoins par la réalisation de :

- 500.000 lignes par réalisation d'un réseau cellulaire.
- 500.000 lignes par réhabilitation et modernisation du réseau actuel.
- 500.000 nouvelles lignes par extension du réseau.

Le Gouvernement a entrepris les démarches nécessaires à la modernisation, le développement et l'extension du réseau actuel, et en conséquence le MPT et le Conseil du Développement et de la Reconstruction (CDR) annoncent leur intention de réaliser 500.000 lignes téléphoniques par la construction d'un système radio cellulaire digital moderne couvrant tout le territoire libanais, avec la possibilité d'extension jusqu'à 700.000 lignes sur le principe d'un BOT et selon le programme suivant :

A- Phase I: Dans six mois de la notification du contrat : 100.000 lignes pour couvrir tout le territoire libanais.

B- Phase II: Dans 12 mois de l'achèvement de la Phase I : 200.000 lignes pour couvrir tout le territoire libanais.

C- Phase III: Dans 12 mois de l'achèvement de la Phase II : 150.000 lignes pour intensifier le recouvrement sur tout le territoire libanais.

D- Phase IV: Dans 12 mois de l'achèvement de la Phase III : 50.000 lignes pour intensifier le recouvrement sur tout le territoire libanais.

E- Phase V: Dans 12 mois de l'achèvement de la Phase IV : 100.000 lignes pour couvrir tout le territoire libanais, quand il y en a besoin.

Un système radio-cellulaire mobile type GSM sera mis en œuvre sur la base du principe "BOT" tel que décrit dans le cahier des charges préparé à cette fin et incluant les conditions techniques, administratives, financières et d'exploitation.

Ce projet sera exécuté sous la supervision des experts et des consultants désignés par le MPT et le CDR.

Les entreprises capables d'exécuter un tel projet sont invitées à soumissionner pour la préqualification.

La non-qualification d'une firme ou d'un consortium ne sera pas justifiée, et les coûts encourus pour la préqualification ne seront pas remboursés. Les invitations à soumissionner seront limitées aux firmes, ou consortiums préqualifiés.

Le MPT et le CDR invitent les firmes ou consortiums intéressés à se procurer les documents de préqualification à partir du 15 Janvier 1993 au :

Conseil du Développement et de la Reconstruction (CDR)
Tallat El Serail, Beyrouth - Liban

La date limite pour soumettre les dossiers de préqualification avec tous les documents exigés, est fixée au 3 Mars 1993 à midi.

LE NOUVEAU MENSUEL DU MONDE

Au sommaire du numéro de janvier 1993



EN VENTE EN KIOSQUE
LE 10 DE CHAQUE MOIS / 30F

ABONNEZ-VOUS : 1 AN (11 NUMÉROS) : 270 F, SOIT 18% de RÉDUCTION

Oui, je m'abonne au «Monde des débats» pour 1 an (11 numéros) : 270 F au lieu de 330 F, prix d'achat au numéro, et bénéficie ainsi de 18% de réduction.
Pour l'étranger nous consulter au 49-60-32-90, pour les abonnements et les ventes en nombre, au 49-60-32-68

Nom Prénom
Adresse Code postal Ville

Vous trouverez ci-joint mon règlement :

☐ Chèque joint

☐ Carte bleue n°

☐ Carte Amex n°

Expire fin

Expire fin

Date et signature obligatoires :

Bon à renvoyer impérativement avant le 31 décembre 1992 à :

«Le Monde des débats», service abonnements, 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex / SUR MINITEL 3615, LEMONDE code ABO

L'ALIBI HUMANITAIRE

En dehors de sa justification immédiate, l'action humanitaire ne sert-elle qu'à masquer l'impuissance ou le désir de puissance des nations riches ?

Le cri d'alarme de l'écrivain Tahar Ben Jelloun, au nom des peuples du Sud.

Les limites et les ambiguïtés du droit humanitaire, analysées par le juriste Pierre-Marie Dupuy.

Le témoignage du vice-président de Médecins sans frontières, Jean-Christophe Rufin.

L'exemple de la Somalie, vu par le sociologue Gérard Prunier.

LE TEMPS DES EXCLUS

La crise multiplie le nombre des exclus et distend davantage encore les liens sociaux. Comment retrouver de nouvelles formes de solidarité ?

La leçon inaugurale au Collège de France de l'historien et homme politique polonais Bronislaw Geremek sur l'histoire de l'exclusion.

La révolution informatique et ses conséquences sur l'emploi et la formation : les analyses du futurologue américain Alvin Toffler.

Les propositions du commissaire au Plan, Jean-Baptiste de Foucauld, pour combattre l'exclusion.

UNE BELGIQUE DÉCHIRÉE

Une nouvelle fois la question se pose : le royaume belge peut-il résister à la volonté d'autonomie des Flamands et des Wallons ?

Les réponses de Xavier Mabille, historien, Pierre Mertens, écrivain, René Swennen, avocat aux barreaux de Liège et de Paris.

هكزام الأمل

مخبرنا الأخير

CULTURE

M. Jack Lang annonce une série de mesures en faveur des arts plastiques

Le ministre de la culture et de l'éducation nationale, M. Jack Lang, devait consacrer, mardi 12 janvier, une conférence de presse aux arts plastiques pour annoncer ses nouveaux projets et dresser un bilan de son action.

M. Jack Lang semble insubmersible. L'échéance de mars a beau se rapprocher, et avec elle la chute du gouvernement dont il fait partie, le ministre de la culture et de l'éducation nationale multiplie les conférences de presse comme à la belle époque de la rose triomphante, pour annoncer ses innombrables projets. Pour faire des bilans aussi. Celle qu'il consacre aux arts plastiques, mardi 12 janvier, sacrifie donc à son activisme revendiqué et à son souci de baliser le chemin parcouru.

Un déluge de chiffres pour commencer. Le budget global des arts

plastiques était de 70 millions de francs, en 1980. Il atteint, en 1993, 532 millions de francs. Les achats réalisés par le Fonds national d'art contemporain (FNAC) s'élevaient à 2,8 millions de francs. Leur montant atteint 18 millions de francs depuis 1988. Les fonds régionaux d'art contemporain ont acquis depuis leur création en 1982 (ici, l'Etat est à parité avec les régions) plus de huit mille œuvres pour un total de 150 millions de francs. La commande publique sommeillant, elle est passée de 5 millions de francs en 1983 à 250 millions de francs, permettant la réalisation de sept cent cinquante œuvres. « En dix ans, quatre mille artistes ont été honorés d'une commande », indique le ministre, qui se défend d'avoir privilégié un quelconque art officiel. Parmi les commandes en cours, M. Lang cite la création des vitraux de l'abbatiale de Coques par Soulaiges, les interventions multiples (Alberola, Lupertz, Hoegger, Rouan et Viallat) dans

la cathédrale de Nevers; le château d'eau de Takis à Beauvais. « En cette période où l'audiovisuel nivelle tout, les arts visuels réfractaires au projet calculé apparaissent comme un antidote, un contre-poison. »

Mais les professionnels du marché de l'art sont moins optimistes que le ministre (voir encadré). Ce dernier, pour soutenir les galeries en difficulté, envisage de leur appliquer les recettes déjà utilisées à l'édition et au cinéma. L'aide pourrait passer aussi par des achats plus importants : 18 millions de francs seraient déversés pour donner aux mal en point une bouffée d'oxygène. « Ces achats amplifiés concernent les galeries françaises dont les liens avec les artistes contemporains sont connus, et, parmi elles, celles qui font un effort en direction des jeunes artistes », indique M. Lang, dont l'ambition est de former des créateurs et des amateurs. L'éducation artistique à l'école et la formation artistique supérieure constituent donc des « priorités absolues ». En 1993, les crédits destinés à l'investissement et au fonctionnement des écoles des beaux-arts représenteront plus de 240 millions de francs.

Mauvaise passe pour les galeries

Conséquence logique de la crise du marché : le Comité des galeries d'art, qui regroupe l'essentiel des galeries françaises, est frappé à son tour. Le 14 décembre 1992 était convoquée son assemblée générale, qui a tourné au festival de mauvaises nouvelles.

Les galeries ont d'abord appris que les exportations d'œuvres d'art ont diminué de 40 % en 1991 par rapport à 1990 et d'environ 30 % en 1992 par rapport à 1991. Ils ont appris ensuite que les cotisations versées au comité par ses membres avaient chuté de 30 % chaque année depuis 1990, si bien que ce dernier n'est plus en mesure de subvenir à ses besoins. « Les recettes pour l'année 1993 étant trop faibles », a-t-il conclu, « aucune solution viable n'ayant été trouvée dans l'urgence pour des recettes complémentaires à celles des cotisations », il a donc fallu procéder au licenciement des secrétaires du comité, qui abandonne son adresse, rue Quentin-Bauchart, pour être hébergé à titre gratuit par la galerie Bernheim-Jeune, rue du Faubourg-Saint-Honoré, à Paris, « dans un bureau totalement indépendant de la galerie, au cinquième étage ».

Michel Dauberville, Daniel Gervis et Jean-Pierre Bénédict, respectivement président, vice-président et trésorier du comité,

ont présenté leur démission, qui a été acceptée par le conseil. Ils assurent néanmoins un intérim d'une année, le temps pour le comité de trouver les moyens financiers nécessaires à sa survie. Plusieurs solutions ont été proposées, de l'augmentation des cotisations à la fusion du comité avec le Syndicat des antiquaires, fusion qui menacerait à l'évidence la spécificité du médium de galerie spécialisée en art contemporain.

La crise du comité est à l'image de la crise de la profession. On se souvient que le chiffre d'affaires global de la FIAC 1992 s'est élevé à la moitié de celui qui avait été obtenu en 1991 et il ne semble pas que les galeries puissent espérer une amélioration prochaine de leur situation. Parallèlement aux actions envisagées par le ministère de la culture, le conseiller du président de la République pour la culture, Bernard Lathière, a entrepris des consultations afin de cerner les contours d'une politique d'aide aux galeries. Celle-ci pourrait prendre la forme d'une aide à l'emprunt qui améliorerait les relations entre les créateurs (les banques) et leurs débiteurs surendettés (les galeries), de moins en moins capables de rembourser les intérêts des crédits qui leur avaient été consentis en période d'euphorie.

PHILIPPE DAGEN

Améliorer l'esthétique de la vie quotidienne

Des programmes architecturaux vont être engagés dans quatre établissements. La restructuration de l'Ecole nationale supérieure des arts décoratifs (ENSAD) est confiée à Luc Arsen-Henry, Philippe Starck et Pascal Cribier. Bernard Tschumi est chargé de la restructuration de l'Ecole d'art de Fresnoy (arts plastiques, nouvelles technologies, arts vivants), que pilote Alain Fleischer, près de Tourcoing. Une nouvelle Ecole nationale d'art décoratif va naître à Limoges, sous la direction de Jean Guélin. Nicolas Michel et Fina Gelpi sont les architectes chargés du bâtiment. Enfin, un concours va être lancé pour la rénovation de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts (ENSA) à Paris. De nouveaux artistes ont été recrutés pour enseigner dans certaines de ces établissements : Jean-Michel Alberola, Vincent Bouliou, Tony Brown, Barbara Leising, Annette Messager, Claude Viallat à l'ENSA; Guy Claude François et Philippe Apeloig à l'ENSAD; Jean-François Lalonde à Dijon; Nicolas Herault à Bourges. « Les écoles d'art, qui ont été les lieux de naissance de l'art contemporain, doivent devenir des foyers intellectuels à part entière », insiste le ministre.

L'éducation artistique du citoyen — « l'éducation du banal » — passe aussi par une amélioration esthétique de la vie quotidienne : des contrats de ville vont être passés avec des municipalités (de gauche pour l'instant : Strasbourg, Alençon, Niort, Amiens, Blois, Saint-Denis) pour « essayer de prendre en charge la signalétique urbaine, les jardins ou l'éclairage ». Cette éducation passe également par « la promotion d'une meilleure communication visuelle de la puissance publique ». De l'ordre du billet de banque, le programme est vaste. Le ministre ne cache pas non plus son intérêt pour les nouvelles technologies et l'immobilier (les résidences d'artistes). On le voit, à quelques semaines de son départ de la rue de Valois, M. Jack Lang lance pratiquement l'OPA sur un troisième portefeuille, celui de l'équipement.

EMMANUEL DE ROUX

Quatre cent quarante et un dessins de Modigliani retrouvés

Le Fonds Mercator-Paribas s'apprête à publier, sous la direction de Jean Martens, un volume reproduisant quatre cent quarante et un dessins inédits de Modigliani. Ces œuvres avaient été recueillies par le docteur Paul Alexandre, un familier du peintre. Ils appartiennent aujourd'hui à ses héritiers. Les dessins ont été exécutés entre 1906 et 1914, de l'arrivée de Modigliani à Paris jusqu'à la mobilisation du docteur Alexandre.

François Bergot, conservateur du Musée des beaux-arts de Rouen, qui possède un portrait de Paul Alexandre par Modigliani, note dans le *Figaro* que « l'ensemble de ces dessins au crayon gris, au crayon bleu ou violet, augmenté du double le corpus connu à ce jour de l'œuvre graphique de l'artiste ».

Deux cents de ces dessins seront présentés en septembre au palazzo Grassi de Venise et, fin 1993 début 1994, au Musée de Rouen.

EXPOSITIONS

La divine comédie de Peter Greenaway

Le vol plané du cinéaste britannique dans une collection de dessins

LE BRUIT DES NUAGES

au Musée du Louvre

On a dit perfidement que seul le climat des îles britanniques pouvait justifier leur expansion coloniale. Cela pour rappeler qu'il fallait un Anglais pour mettre en scène le « Bruit des nuages ». C'est ainsi que le département des arts graphiques du Musée du Louvre, après avoir fait appel à Jacques Derrière, a aujourd'hui choisi le cinéaste Peter Greenaway pour montrer une partie de ses collections, dont on sait la richesse et la fragilité. Toute exposition de ces dessins revêt un caractère exceptionnel : ils rejoignent bientôt l'obscurité protectrice de leurs cartons. Les soumettre au regard préalable d'un artiste est une idée passionnante et peut permettre de retrouver un peu de la saveur des « Dialogues du Louvre », dans lesquels Pierre Schneider commentait les grands oeuvres de la peinture contemporaine commentant l'art du passé.

Voilà possibles : celui, contre nature, dont rêve Léda pour ses enfants : celui, pesant, du Dieu de Rubens visitant Née, ou encore l'envol sphérique des créatures dansantes de Goya ou des acrobates de Rodin. On découle un peu plus à la troisième section, particulièrement avec l'étrange *Prométhée délivré* de Dubreuil. Commence alors le vol proprement dit, de la découverte des dieux (en une superbe juxtaposition de la vision qu'en eurent Delacroix, Constable, Boudin, Whistler et Desportes), aux ailes de Vieuxhugues ou celles que sculpta Rodin.

Vient ensuite une exploration à basse altitude, avec d'étranges et beaux dessins de Redon ou des personnages suspendus à des plafonds, que l'illusion de la perspective veut leur faire traverser. Puis on échappe au monde pour rejoindre les dieux, dans cette stratosphère où l'air qu'on respire peut faire éclater nos poumons. Air raréfié et peu porteur, incapable de soutenir la densité des espoirs qu'il suscite, la chute survient rapidement, vers la septième section, celle des anges rebelles (quatre versions nouvelles à souhait), puis le stade suivant, celui des disparités : Phaéton, qui voulut trop jeune conduire le véhicule paternel; Icare, qui voulut trop jeune aussi, monter trop haut. Simon, le magicien, trop vieux, lui, pour un monde nouveau. Et Sapho, distraite...

Mais, au cours de cela, certains fremissaient à l'idée d'en confier le commissariat à un salimbaoque, tout cinéaste à succès soit-il, au point que les organisateurs de l'exposition ont particulièrement saisi cette occasion pour rappeler sa formation initiale d'artiste-peintre et les nombreuses références faites dans ses films aux maîtres de la Renaissance italienne ou de l'art flamand.

Sans être puristes, d'autres pouvaient légitimement s'interroger sur l'apprentissage de Greenaway à l'étrange attirance des hommes pour le paradis qu'ils ne peuvent espérer atteindre qu'en quittant le sol. Son exposition met donc en scène de multiples tentatives artistiques pour atteindre le Ciel, sans attendre l'Apocalypse, et sous toutes leurs phases : le spectacle est lancé dans un lent mouvement, imperceptiblement ascensionnel, qui débute avec la prise de conscience de la gravité. On y évoque différents types de peccateur, le poids du boulet qui maintient dans sa geôle le Prisonnier d'Odilon Redon, celui du collier d'ivoire de Goya, celui du monde porté par un *Hercule* d'Anibal Caracac.

Arrive enfin le neuvième cercle, celui où, après la Chute, on persiste à voler. Images infernales, damnés et suppliciés, qui se terminent sur une dominante, une autre boucle, solitaire celle-ci, d'Odilon Redon. La boucle est bouclée et il ne reste au spectateur qu'à retrouver sa condition humaine. Ou encore, reprenant le circuit, tenter à nouveau une ascension, guidée par la bande sonore qui diffuse « le bruit des nuages » et l'éclat lumineux symbolisant l'Olympe. Bref, tout ce que l'homme perçoit lorsque, les pieds dans les moissons, il dresse son visage vers le ciel.

Ainsi, on s'attendait au pire, c'est le meilleur qui nous est donné. Et l'exposition, entre des dessins précieux, montre son auteur comme un homme de culture qui bénéficie d'une double grâce supplémentaire : le goût et le talent.

Dieux et anges rebelles

HARRY BELLET

« Le Bruit des nuages », parti de Peter Greenaway, Musée du Louvre, hall Napoléon, tél. : 40-20-50-50. Catalogue bilingue : 215 pages, 220 F. Jusqu'au 1^{er} février.

La seconde section est vouée aux

voies possibles : celui, contre nature, dont rêve Léda pour ses enfants : celui, pesant, du Dieu de Rubens visitant Née, ou encore l'envol sphérique des créatures dansantes de Goya ou des acrobates de Rodin. On découle un peu plus à la troisième section, particulièrement avec l'étrange *Prométhée délivré* de Dubreuil. Commence alors le vol proprement dit, de la découverte des dieux (en une superbe juxtaposition de la vision qu'en eurent Delacroix, Constable, Boudin, Whistler et Desportes), aux ailes de Vieuxhugues ou celles que sculpta Rodin.

MUSIQUES

O Dietrich Fischer-Dieskau ne chantera pas au Louvre. — Dietrich Fischer-Dieskau, souffrant, a annoncé sa participation au concert du 14 janvier de l'Auditorium du Musée du Louvre. Ce concert, consacré à des mélodies d'inspiration populaire et auquel devaient participer quatre autres interprètes, sera reporté à une date ultérieure. Les billets achetés pour le 14 janvier restent valables à cette date. Le programme s'inscrirait dans un cycle de musique de chambre qui se poursuivra jusqu'au 20 janvier et pour lequel carte blanche a été donnée à la mezzo japonaise Mitsuko Shirai et au pianiste allemand Harmut Holt, accompagnateur de Fischer-Dieskau.

Un nouveau directeur au Conservatoire national de Paris. — Marc-Olivier Dupin, un compositeur de trente-huit ans, a été nommé, le 8 janvier, directeur du Conservatoire national de musique de Paris. Il succède à Xavier Darasse, mort le 24 novembre 1992. Né en 1954, le nouveau directeur du CNSM a reçu rue de Madrid des prix d'écriture, d'analyse, d'orchestration, de direction d'orchestre et d'alto. Il a assuré la direction des écoles nationales de musique de Villeurbanne et de Créteil avant d'être nommé directeur du Conservatoire national de région d'Aubervilliers. Depuis 1992, Marc-Olivier Dupin était chargé de mission à la Cité de la musique de La Villette. Il a surtout composé pour le théâtre et le cinéma.

« Le Bruit des nuages », parti de Peter Greenaway, Musée du Louvre, hall Napoléon, tél. : 40-20-50-50. Catalogue bilingue : 215 pages, 220 F. Jusqu'au 1^{er} février.

La seconde section est vouée aux

CONNAISSANCE DU MONDE

SALLE CHOPIN-LEYER : Dimanche 17 janvier (14 h 30, Lundi 18 (15 h), Mardi 19 (18 h 30), Mercredi 20 (19 h), Jeudi 21 (20 h 30), Vendredi 22 (15 h et 18 h 30), Samedi 23 (17 h), Dimanche 24 (14 h 30).

B R E S I L

TERRE D'ESPOIR ET DE PASSION — Film de Mario INTRIOA
RO DE JANEIRO, BELO, BRASIA, SÃO PAULO, Choros d'orgue, marches du Brésil, For West Brazilian.
Directeur d'art : Val de la forêt exotisme, Direction du studio de l'Institut.

Prochain sujet : ESPAGNE, du 31 JANVIER au 7 FÉVRIER — Tél. : 45-61-16-99

Orchestre Philharmonique de Berlin
Claudio Abbado - Maurizio Pollini
Swedish Radio Chorus - Eric Ericson
M. Vengerov - B. Pergamenschikow - S. McNair - A. Schmidt
Cycle Brahms du 8 au 13 Février 1993
Salle Pleyel Paris : 45.61.06.30

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

AUDITORIUM CHATELET Mercredi 13 janvier 19 h (p.a. Valérie Lemaire)	Deszö RANKI Piano HAYDN, BARTOK, BEETHOVEN
CHATELET Théâtre musical de Paris Mercredi 13 Vendredi 15 Lundi 18 Jeudi 21 12 h 45 (p.a. Valérie Lemaire)	MIDIS MUSICAUX Le 13 : Quatuor PARISII Le 15 : Mélanie ARMISTEAD soprano Thomas Dewey piano PROKOFIEV, TCHAIKOVSKI, WALTON Le 18 : « Grand Prix International » STEVEN OSBORNE Piano SCHUBERT, SCHUMANN, CHOPIN, DEBUSSY
Musée d'ORFÈVRE Auditorium Jeudi 14 Jeudi 15 Jeudi 16 20 h 30 Tél. loc. : 40-49-49-27 (p.a. Valérie Lemaire)	Yuri BASHMET Aho Mikhaïl MUNTIAN Violoncelle SCHUMANN, BERLIOZ, BRAHMS
AUDITORIUM CHATELET Lundi 19 jeudi 21 19 h (p.a. Valérie Lemaire)	Ensemble Inter Contemporain GROUPE VOCAL DE FRANCE Dir. : David ROSSIGNOL SCARLATTI, RIMM
AUDITORIUM CHATELET Mardi 19 jeudi 21 19 h (p.a. Valérie Lemaire)	Quatuor GUARNERI Elizabeth LEONSKAJA Piano DVORAK, CHOSTAKOVITCH
GAVEAU Mardi 19 jeudi 21 à 20 h 30 (p.a. Mondol Musique)	J.M. FOURNIER PRODUCTIONS « GRANDS RENDEZ-VOUS » Piano : STEPHEN HOUGH BYRON, BEETHOVEN, CORRIJANO, CHOPIN, LISZT
OPERA BASTILLE Auphriété Jeudi 21 jeudi 22 20 h Tél. loc. : 96 F Tél. loc. : 44-72-13-00 (p.a. Valérie Lemaire)	CONCERT QUARTET Quatuor Wihan HAYDN
GAVEAU Vendredi 22 jeudi 23 à 20 h 30 (p.a. Mondol Musique)	J.M. FOURNIER PRODUCTIONS « GRANDS RENDEZ-VOUS » Piano : WILSON MAMIKONIAN Violoncelle de Monte-Carlo Piano Masters 92 CHOPIN, DEBUSSY, RAVEL
OPERA COMIQUE Lundi 25 jeudi 26 20 h Tél. loc. : 42-88-88-83 (p.a. Valérie Lemaire)	Les Concerts ProQuartet Gidon KREMER Violon Oleg MAISENBERG Piano SCHUBERT, DVORAK, SCHULHOFF, BARTOK, LISZT
THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES Lundi 1 ^{er} Mardi 2 à 20 h 30 40-52-50-50 (p.a. Valérie Lemaire)	J. ROZE prod. Michel DALBERTO SCHUBERT, LISZT
THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES Lundi 8 Mardi 9 Vendredi 12 à 20 h 30 Tél. loc. : 40-52-50-50 (p.a. Mondol Musique)	PRADES AUX CHAMPS-ÉLYSÉES SOIRÉE BRAHMS (8/2) SOIRÉE BEETHOVEN (10/2) SOIRÉE SCHUBERT (12/2) Coproduction Fest. P. Camille T.G.E.

Le Monde ÉDITIONS
PLANTU
LE DOUANIER SE FAIT LA MALLE
EN VENTE EN LIBRAIRIE

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
Les Productions Internationales Albert Sarfati
présentent
du 16 au 31 janvier 1993
L'OPÉRA NATIONAL DE SAINT-PETERSBURG
THÉÂTRE MOUSSORGSKI
200 ARTISTES
CHŒURS, ORCHESTRE, DANSEURS, SOLISTES
LE FOU
Musique et livret de MARCEL LANDOWSKI
IOLANTA
Opéra de TCHAIKOVSKI
LE PRINCE IGOR
Opéra de BORODINE
avec dans les danses Polovtsiennes
LES SOLISTES DU BALLET DU BOLCHOÏ
LE COQ D'OR
Opéra de RIMSKI-KORSAKOV
Location et renseignements
Théâtre des Champs-Élysées 15, avenue Montaigne, 75008 Paris
Par téléphone : 49 52 50 50

BILLET

Faillites en cascade

Qui dit ralentissement économique dit faillites. Estimant que 1992 — avec une hausse de 35 % du nombre de décrets de bilan — aura été « une année noire », le président du tribunal de commerce de Paris, M. Michel Rouger, s'inquiète des perspectives de trois secteurs « sinistrés » : la construction et le bâtiment, la distribution et les médias. Déjà, au printemps, il avait tiré la sonnette d'alarme à propos de l'immobilier : des petits promoteurs et quelques marchands de biens commençaient à frapper à sa porte pour déposer leur bilan. Conscient des risques qu'une vague de faillites dans ce secteur risquait d'entraîner (forçage du patrimoine, difficultés des banques, reprenneurs douteux...), M. Rouger s'attacha à calmer le jeu en incitant professionnels et banquiers à négocier à l'amiable et à faire jouer la « solidarité de place ». L'opération réussit si bien — on n'a pas assisté à de dépôt de bilan tonitruant de promoteur — que l'on n'hésite plus aujourd'hui à parler de « méthode Rouger ». Pourtant, le président du tribunal de commerce de Paris continue d'être inquiet. Car il n'est pas sûr que ses talents de conciliateur réussissent à éviter des décrets de bilan de marchands de biens, « Collés » avec des immobiliers, endettés jusqu'au cou pour avoir fait des affaires sans capitaux, ils risquent de se manifester une fois que toute chance de sauvetage aura disparu. En amont, le bâtiment est touché : récemment, la Fédération nationale du bâtiment estimait que les faillites se déroulaient au rythme d'un millier par mois, entraînant dans leur sillage un cortège de licenciements. Aussi symbolique soit-il depuis le fameux adage « Quand le bâtiment va... », ce secteur n'est pourtant pas le seul à souffrir : face à une consommation erratique, le commerce rencontre des difficultés croissantes. Et la grande folie des soldes de décembre, même si elle sauve la saison, érodera encore un peu plus les marges d'une profession qui n'en avait déjà guère. Récemment, M. Rouger estimait que la distribution ne pourrait pas supporter plus de deux ans de difficultés. Or la guerre du Golfe date de février 1991. Et que dire de la communication, victime des économies des entreprises, ou des collectivités locales, saisies du vertige de l'emprunt ? Si elle veut se consoler, la France pourra toujours estimer qu'elle n'est pas la seule : hausse d'un tiers des faillites en Grande-Bretagne en 1992, record au Canada et en Finlande en 1992, plafonds élevés au Japon en octobre et novembre, augmentation de 25 % aux Pays-Bas au cours des neuf premiers mois de 1992. progression attendue cette année en Allemagne. Vivement la reprise !

FRANÇOISE VAYSSE

L'Italie lance un emprunt sur le marché international des capitaux

L'Italie a décidé de « tester son capital de confiance à l'étranger », et notamment auprès des investisseurs européens, en lançant, lundi 11 janvier à Francfort, un emprunt de 4 milliards de deutschemarks (13,6 milliards de francs) sur le marché international des capitaux. Cet emprunt sur cinq ans, dont les conditions d'émission devraient être finalisées mardi 12 janvier, est le premier lancé par l'Italie depuis deux ans. Il servira à financer le déficit budgétaire italien — soit 592 milliards de francs en 1992 (le Monde du 12 janvier) — et à renforcer les réserves en devises de la Banque centrale d'Italie, mises à mal par les interventions pour soutenir la lire lors de la tourmente monétaire de septembre. En 1993, l'Italie compte emprunter entre 10 à 15 milliards de dollars (\$4 à \$1 milliards de francs) sur les marchés des capitaux internationaux.

Avec la mise en place progressive d'un nouveau système de réservation dénommé « Socrate », la SNCF va totalement bouleverser sa tarification. Objectif : remplir au mieux ses trains.

Dans un premier temps, la SNCF va devoir mettre en place son nouveau système informatique dans ses 4 500 terminaux. Cette informatisation devrait faciliter la vie des voyageurs, une fois le système rodé, estime l'entreprise publique. Après, seulement, la société nationale procédera aux véritables bouleversements en lançant, à partir du 23 mai, sa nouvelle politique tarifaire. Le calendrier « bleu, blanc, rouge » dans les TGV sera supprimé : pour bénéficier

des réductions, il faudra réserver sa place le plus vite possible, surtout pour les trains les plus demandés.

La SNCF a commencé, dans la nuit du lundi 11 au mardi 12 janvier, l'opération de mise en place de son système de réservation et de vente, condition préalable à sa nouvelle politique commerciale. Pour ne pas manquer le lancement de « Socrate » — système offrant à la clientèle la réservation d'affaires et de tourisme en Europe — l'entreprise nationale s'est inspirée du puissant système de réservation développé par la compagnie aérienne American Airlines, « Sabre ». Coût de l'opération : 1,3 milliard de francs.

En 1985, la SNCF procédait à quelque 45 millions de réservations, elle devrait en réaliser 140 millions en 1993, ce qui lui imposait de disposer d'un outil de travail moderne

avec des informations en temps réel. D'ici au 11 mars, l'ensemble des terminaux, y compris les billetteries automatiques, seront entièrement équipés du nouveau système. « Socrate » sera accessible par téléphone et Minitel le 9 février.

Enfin, le 8 avril, les agences de voyages seront, elles aussi, connectées. Les clients bénéficieront alors d'un titre de transport unique comprenant le billet, la ou les réservations voire le ou les suppléments avec un prix global, et accèderont plus directement et rapidement à l'information utile. A la fin de l'année, les locations de voitures et d'hôtels que propose la SNCF avec la vente d'un billet seront également connectées au système. Mais c'est à partir du 23 mai que les voyageurs vont connaître les plus grands chan-

gements. Pour les TGV, le calendrier « bleu, blanc, rouge » va disparaître. Les réductions commerciales (carte Carrisimo pour les jeunes, vermeil pour les plus de soixante ans, « couple », etc.) dépendront de la disponibilité des trains. Désormais, « Socrate » va permettre à la SNCF d'attribuer à chaque train, deux mois avant le départ, des quotas de places à différents tarifs qui évolueront jusqu'au départ du train en fonction de la demande. Plus les trains seront demandés, moins ils offriront de tarifs commerciaux et plus il faudra réserver rapidement pour bénéficier d'un prix réduit. Il s'agit avant tout pour la SNCF d'obtenir un remplissage maximum de ses trains, en augmentant sa clientèle plein tarif de 10 % dans les trains les plus deman-

dés et en remplissant mieux ses trains peu fréquentés. En 1993, la société nationale espère faire 600 millions de francs de recettes commerciales en plus. Dans un horizon plus lointain, l'entreprise publique envisage d'étendre son futur système tarifaire à l'ensemble des trains grandes lignes et de supprimer les niveaux des TGV (on distingue quatre niveaux suivant qu'un train est plus ou moins demandé).

La Fédération nationale des associations d'usagers des transports (FNAUT) proteste contre le manque de transparence dans le prix des billets induit par le nouveau système, qui entraînera, selon elle, une augmentation globale des tarifs.

MARTINE LARONCHE

Obtenant des excuses ainsi que des dommages et intérêts

Virgin gagne son procès contre British Airways

Virgin, la compagnie aérienne qui dirige M. Richard Branson, a gagné, lundi 11 janvier, le procès qui l'opposait à British Airways, obtenant les « excuses sans réserve », ainsi que des dommages et intérêts, de la part de l'un des « géants » du transport aérien.

LONDRES

de notre correspondant

La bataille judiciaire déjà historique du transport aérien, dans laquelle il était difficile de ne pas voir une lutte acharnée entre David et Goliath, se conclut par une défaite complète et humiliante de British Airways (BA) et de son président, lord King of Wartonby. Lundi 11 janvier après-midi, c'est un sort du palais de justice de Londres, levant le pouce en signe de victoire, commentant son triomphe, mais déjà magnanime, prêt, sous réserve de la « sincérité » de son puissant adversaire, à conclure un armistice avec lui : officiellement reconnu coupable de « pratiques commerciales déloyales », pour ne pas dire de « coup bas », à l'égard de Virgin, British Airways devra verser 610 000 livres sterling (un peu plus de 5 millions de francs) de dommages et intérêts à son concurrent et à M. Richard Branson, tout en supportant l'intégralité des frais de justice, soit 3 millions de livres.

Le jugement est sans ambiguïté. En présentant ses « excuses sans réserve » à Virgin, l'ancienne compagnie nationale britannique reconnaît de facto le bien-fondé des accusations de M. Branson, c'est-à-dire une

volonté de nuire aux intérêts commerciaux de Virgin, voire de pousser la compagnie privée du flamboyant PDG à la faillite. M. Branson a donné le détail des pratiques utilisées par BA pour le discréditer : utilisation illégale des renseignements informatiques de Virgin Atlantic ; le « braconnage » de passagers de Virgin au profit de British Airways ; par l'intermédiaire de faux représentants de la compagnie de M. Branson ; la destruction de documents relatifs aux activités de Virgin ; le colportage d'informations hostiles de nature à discréditer et déstabiliser Virgin.

Le principal responsable de cette campagne a été désigné : il s'agit de M. Brian Basham, expert en relations publiques appointé par British Airways, qui s'est défendu de la manière suivante : « A aucun moment je n'ai été sous l'oppression de la direction de British Airways ». Les méthodes utilisées étaient nombreuses, mais l'une des plus usitées consistait, après avoir obtenu le nom d'un passager de Virgin en partance pour New York, à lui offrir, en échange, un billet British Airways dans une classe supérieure, ainsi qu'un « cadeau » (lequel n'était, apparemment, jamais versé, par exemple un aller et retour pour une destination européenne. M. Basham n'hésitait pas, d'autre part, à proposer à des journalistes des « rapports confidentiels » sur Virgin, soulignant à la fois les ennemis financiers de la compagnie et les intérêts répétés de M. Branson.

Officiellement, lord King, ainsi que Sir John Marshall, le numéro deux de British Airways, et M. David Burnside, le directeur des relations publiques, ne sont pas — nommément — en cause, et la direction de BA a pris soin de condamner ces « inci-

dents regrettables » dus à quelques-uns de ses « employés », tout en reconnaissant que ces pratiques avaient « raisonnablement de quoi préoccuper » le plaignant. British Airways admettait totalement fourvoyer en estimant, à de nombreuses reprises, que l'action judiciaire entamée par M. Branson répondait « au souci d'obtenir de la publicité ».

La longue saga de cette lutte acharnée entre les deux compagnies aériennes commença en 1991. A cette date, David, c'est-à-dire Virgin (8 appareils), s'attaqua à Goliath, soit British Airways (230 appareils), en décidant de faire basculer ses vols de l'aéroport de Gatwick vers celui de Heathrow, entrant ainsi en concurrence directe avec le « géant » de l'aviation britannique. Depuis, la « guerre » a connu bien des batailles, celles-ci prenant souvent un tour très personnel : car il s'agissait aussi d'une confrontation féroce, nourrie d'une inimitié réciproque, entre lord King et Richard Branson.

Rien de commun, en effet, entre ce patron de l'établissement, ennemi et courtisé, patron efficace (British Airways est devenue une compagnie prospère), et ce « Robin des bois » du transport aérien, anti-conformiste et aventurier, ami des chanteurs de pop music, qui a fait sa réputation et sa fortune avec sa chaîne de magasins de disques, lancée en 1971. On se souvient de la phrase agressive de lord King lorsque, en mars 1992, son adversaire vendit Virgin Music à Thorn-EMI : Lord Branson était « trop jeune pour le rock and roll et trop vieux pour voler ». Lord King, qui doit prendre sa retraite cette année, semble avoir raté sa dernière tirade.

LAURENT ZECCHINI

Depuis le 1^{er} janvier

Les industriels qui ne contribuent pas au recyclage de leurs emballages sont en infraction

Le ministre de l'environnement, M^{me} Ségolène Royal, a donné, lundi 11 janvier, le coup d'envoi de la campagne d'adhésion au logo Point vert auprès des entreprises qui sont, depuis le début de l'année, dans l'obligation de contribuer au recyclage ou à la valorisation des emballages ménagers. Le produit des adhésions ira principalement à la société éco-Emballage. Mais certaines branches professionnelles, comme les producteurs de vin et de spiritueux ou l'industrie pharmaceutique, mettant en place leurs propres structures.

Depuis le 1^{er} janvier, les agents de la répression des fraudes ont un peu plus de pain sur la planche : le décret du ministre de l'environnement sur les emballages ménagers est entré en vigueur. Le texte indique que « tout producteur, tout importateur dont les produits sont commercialisés dans des emballages (...) est tenu de contribuer au financement de l'élimination de l'ensemble de ses déchets d'emballage ».

Le décret laisse aux industriels le choix des moyens. De la traditionnelle consigne à leur propre organisation de recyclage en passant par l'adhésion à un organisme agréé chargé de faire le travail à leur place. Faute de quoi les industriels sont en

infraction. « Les services de l'Etat n'ont pas dressé de procès-verbaux au 1^{er} janvier au matin », a tempéré M^{me} Royal, lundi 11 janvier. Mais elle a précisé qu'« il n'y a pas de délai supplémentaire ».

Pas de délai ? La montée en puissance du système de recyclage s'annonce pourtant laborieuse. « Il est évident », rappelle le ministre, devant l'ampleur de la tâche : ce sont 75 % des 6 millions de tonnes de déchets d'emballage par an — 80 milliards d'emballages jetés — qui devront être recyclés d'ici dix ans. Et beaucoup reste à faire. Avec la bénédiction des pouvoirs publics, certains industriels ont donc pris les devants, mettant sur pied la société éco-Emballage.

Unanimité et dissidence

Présidée par M. Jacques Bouvet, la nouvelle société dispose déjà de deux cents actionnaires et d'un capital de 12 millions de francs, selon un montage juridique assez complexe. Les producteurs ou importateurs de produits emballés (ou leurs fédérations professionnelles) de l'agroalimentaire, des détergents, de l'industrie du jouet, de la photo, ont constitué une société, Eco-Emballage. Et c'est cette société qui contribue Eco-Emballage au sens strict, aux côtés d'autres grands acteurs du cycle de vie des emballages, comme les distributeurs ou les « filières » de matériaux. Enfin, troisième et dernière étape du montage, Eco-Emballage entame aujourd'hui

une campagne d'adhésion. Six mille contrats ont déjà été envoyés, grâce auxquels les entreprises adhérentes pourront estampiller leurs emballages du fameux Point vert, un logo permettant aux consommateurs d'identifier les entreprises « bonnes citoyennes » (le Monde daté 20-21 septembre). En contrepartie, les entreprises verseront une contribution — « un centime par emballage d'un litre », rappelle M. Bouvet — dont le produit servira à aider les collectivités locales et les industriels à collecter, à trier les ordures ménagères ainsi qu'à financer la recherche et les installations de recyclage. Un travail titanesque pour lequel 400 millions de francs devraient être collectés dès cette année. Un travail titanesque pour lequel l'entreprise Tramier SA, première adhérente à Eco-Emballage, consacrera, selon son PDG, 0,12 % de son chiffre d'affaires.

Mais Eco-Emballage ne fait pas l'unanimité. Certains secteurs d'activité ne veulent pas s'y fonder et deux d'entre eux — les vins et spiritueux, et l'industrie pharmaceutique, — s'apprêtent à faire dissidence, voudraient maîtriser leur récupération. Les viticulteurs et fabricants de liqueurs souhaitent ainsi monter aux côtés de la CEE et surtout à l'Allemagne, premier pays exportateur, qu'ils sont capables de gérer eux-mêmes la destinée de leurs bouteilles en verre, grâce à la collecte à la source dans les contenants. Une stratégie destinée en particulier à

empêcher le développement de la vente en vrac au nord de la sécheresse de l'environnement. Le 11 septembre, ils ont créé la société Adelphe dont les responsables, sous la présidence de M. Dominique Amiralet, président des Salins du Midi, estiment que leur chance de réussite vient de l'organisation de leur profession : les 25 000 opérateurs conditionnant 3,5 milliards de bouteilles par an sont regroupés dans 1 000 syndicats.

« Une filière spécifique »

En cours d'agrément par les pouvoirs publics, Adelphe a signé à la mi-décembre plus de 450 contrats et espère toucher 70 % à 80 % des acteurs de la filière. Pour sa première année, la firme table sur un budget de 25 millions de francs, dont 3,5 à 4 millions seront consacrés aux frais de fonctionnement. A son tour de table figurent des grands groupes comme Pernod Ricard, LVMH, Martini-Rossi, des caves coopératives, des représentants des viticulteurs, des verriers et des récupérateurs, même si les brasseries, dans leur grande majorité, ont préféré rejoindre Eco-Emballage.

En dehors de quelques actionnaires communs, les liens entre Adelphe et Eco-Emballage existent par le biais d'une convention autorisant l'utilisation du logo Point vert et précisant certaines modalités de collecte. Cet accord stipule qu'A-

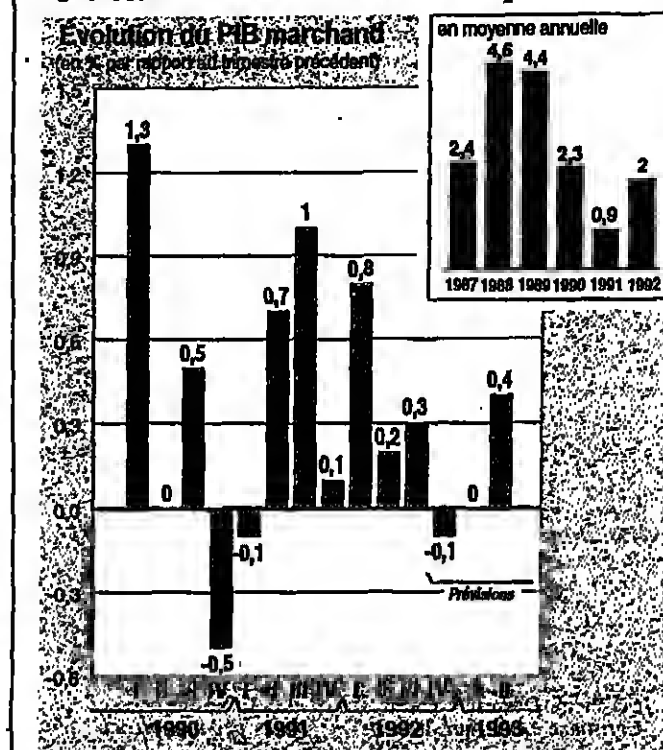
delphes recueillera, pour le compte d'Eco-Emballage, les contributions des producteurs conditionneurs de bouteilles, mais aussi les contributions des entreprises concernées les matériaux autres que le verre (bouteilles plastiques, caisses en bois, en carton...) utilisés par ses adhérents.

De leur côté, les organisations représentatives de la chaîne du médicament sous l'égide du SNIP (Syndicat national de l'industrie pharmaceutique) ont décidé, mardi 22 décembre, d'unir leurs efforts pour promouvoir une filière professionnelle spécifique dépassant le cadre du déchet. Derrière cette déclaration symbolique se cache la volonté de concevoir un système de récupération des médicaments pour les détruire s'ils sont périmés, mais surtout pour les diriger sur les organisations humanitaires quand ils sont encore valables. Un tel schéma, séduisant en théorie, est extrêmement complexe à élaborer, et pose au problème de répercussion des coûts, le prix des médicaments n'étant pas libre.

Estimant sur le principe favorable à des initiatives menées par des organisations professionnelles structurées, M^{me} Ségolène Royal ne souhaite cependant pas qu'elles se multiplient. « Eco-Emballage n'est pas un monopole », a-t-elle souligné, mais il serait délicat pour les pouvoirs publics de voir la seule structure officielle qu'ils ont encouragée perdre trop de substance.

DOMINIQUE GALLOIS et PIERRE-ANGEL GAY

Croissance révisée à la baisse pour 1992



La croissance économique au troisième trimestre 1992 a été légèrement révisée à la baisse par l'INSEE : + 0,3 % en termes de PIB marchand par rapport au deuxième trimestre au lieu de + 0,4 % d'abord estimée. La déflation des prix à la production se confirme : + 0,2 % après + 0,6 %. Les prix à l'importation et à l'exportation baissent de façon parallèle (- 1,7 % et - 1,5 %). L'activité s'était donc très légèrement accélérée à la rentrée, passant d'un rythme annuel de + 0,8 % durant l'été à un rythme de + 1,2 % à l'automne. Ce léger mieux s'explique presque complètement par une vive augmentation de la consommation des ménages (+ 4,4 % en rythme annuel après un recul au deuxième trimestre) (- 0,8 % en rythme annuel). La croissance a également été tirée par une reconstitution des stocks. En revanche, les investissements continuent de baisser et la croissance des exportations ne s'accroît plus. L'INSEE estime que le PIB marchand a baissé en fin d'année et prévoit une totale stagnation au cours du premier trimestre 1993 suivie par une très légère reprise au deuxième trimestre.

Les équations de M. Bourges

Suite de la première page

L'Etat ayant progressivement admis son incapacité à définir des missions pour le secteur public (industriel et financier aussi bien qu'audiovisuel), les pouvoirs de la matière ne sont fournis que par M. Bourges. En outre, depuis la privatisation de TF 1 en 1987, son ancien rôle est le seul à avoir le temps et la liberté de forger une identité spécifique pour l'audiovisuel public. Compte tenu de la part importante inhérente à la production télévisuelle, ce sont bien les programmes de «fictions» que le public juge à l'antenne, depuis l'automne. A l'approche des élections, quel est ce bilan que M. Bourges a accompli activement à faire valoir auprès de tous les bords politiques ?

Le président de France Télévision sait bien qu'il sera jugé sur deux critères : l'image et l'audience. L'image de France Télévision est en fait double : celle que l'entreprise offre aux décideurs, notamment politiques ; et celle dont jouissent ses programmes auprès du public.

Vis-à-vis du pouvoir, l'image de France Télévision est celle de la prise de contrôle progressive par un clan : «*Reconstitution de ligne dissoute*», murmurent les mauvaises langues en parlant de l'organisation des deux chaînes. De fait, à chaque poste-clé ou presque, on retrouve des fidèles : M. Pascal Josephé à la direction des programmes des deux chaînes, M. Alain Denvers à l'information, plus récemment M. Roger André Larrieu à la direction des programmes de France 3. Beaupont ont en commun d'avoir vécu, avec le même timonier, une «*Longue Marche*», celle de TF1 vers l'audience, puis la privatisation entre 1983 et 1987.

A l'exception peut-être de M. Dominique Alduy, directeur général de France 2, qui a trouvé un *modus-vivendi* avec le président, le choix laissé aux dirigeants des deux sociétés est simple : se soumettre ou se démettre. Alors, *exit* le directeur général d'Antenne 2, M. Eric Juigné, *exit* son directeur des programmes, M. Jean-Pierre Bessieux. Quant à M^{me} Christiane Doré, elle dirige une régie publicitaire et c'est M. Bourges a enfin obtenu de contrôler, elle est sur le point de laisser la place. Le pouvoir dans le service public — comme dans le privé — est un partage pas en interne, cette manière que M. Hervé Bourges a trouvée comme s'il avait l'éternité devant lui, pour vaincre un mince argument pour motiver des équipes échaudées par les valses de dirigeants. Présent depuis longtemps dans l'audiovisuel, M. Bages se démarque de ces énarques qui touchent entre l'immobilier, l'industrie ou le transport maritime.

Des «traïtes sur l'avenir»

La même ambiguïté d'image s'attache au retour à l'équilibre des comptes : 100 millions de francs de bénéfice net comptable en 1992 pour France 2 (après des pertes culminant à plus de 600 millions pour Antenne 2 en 1990), 10 millions pour France 3. Pour les détracteurs de M. Bourges, cette embellie est à mettre au seul crédit d'un changement de méthode comptable et surtout du « *milhard de Rocard* ». Cette bouée finan-

□ Le CSA lance un appel à candidatures pour des télévisions privées en Martinique. — Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a lancé en Martinique « un appel aux candidatures pour l'attribution de fréquences en vue de l'exploitation de services de télévision privés à caractère local ou régional diffusés en clair ». Dans une décision publiée dimanche 10 janvier au *Journal officiel*, le CSA précise que les candidatures devront être déposées avant le 1^{er} février prochain et que « l'installation de réémetteurs pour la couverture de zones d'ombre fera, le cas échéant, l'objet d'autorisations ultérieures du Conseil ».

cière, refusée à M. Philippe Guillaume (nommé par le CSA contre la volonté du chef de l'Etat), a été accordée à son successeur dès son arrivée. Pour ses partisans, l'équilibre est au contraire le produit de la rigueur et de la relance. La rigueur des suppressions d'emploi, pratiquées sans états d'âme en marchant sur la tête des syndicats dès 1991. La relance d'une image forte auprès du public par la mise à l'antenne de programmes « porteurs ».

Une politique qui s'est traduite par des coupes dans le prix fort, par exemple dans le domaine sportif. Tennis et rugby ont superavancé 15 millions de francs par an. La Fédération de rugby a vendu quatre ans d'exclusivité pour 40 millions par an; la fédération tennis a monnayé Roland Garros pour 10 millions de francs en 1993, et ce chiffre va augmenter jusqu'à 40 millions de francs. La Société du Tour de France (groupe Amaury) recevait 14 millions de francs; elle percevra 20 millions de francs pour chacune des prochaines années. Quant au Paris Saint-Germain, le groupe Amaury récoltera entre 1993 et 1996 de 10 à 20 millions tout en conservant les droits du parrainage. Les recettes publicitaires tirées de la transmission de ces sports étonnantes, elles dans les mêmes proportions, s'agit-il de s'entraîner sur l'avalanche du mot "crisis"? Le problème n'est pas là: grâce au sport, France 2 pourra être définie comme chaîne populaire de qualité.

Les synergies entre les chaînes

Refusant d'être limitée à une pure logique comptable, l'équipe Bourges a bien assimilé que la chaîne de télévision n'est pas une collection de programmes, mais l'« alchimie d'une grille, d'une image, dans un environnement concurrentiel. Elle met donc en avant le lent travail de resserrage des boulons, de *repente* » de la grille, de la solidifier et l'embellir. La discipline plus grande des horaires part du principe de « conductions » théoriques, les « règles des cases », le doublement en 1992, l'autopromotion font partie de cette quête de sécurité et de notoriété, qui est seule à même de remplir et baliser les rayons pour séduire les clients, comme dans un « *parcours* », selon le mot d'un expert. Avec le nouvel habillage de la chaîne (division de l'écran en deux parties, 12 et 24 heures par jour, France 3 et 2 et en trois parties, France 3 et 12 heures), le service public, le *« pour tous »* ne peut ignorer sa quelconque présence entre deux émissions, attendant la météo ou les *« échos »* politiques.

Autre gisement exploité : les synergies des chaînes, pour éviter la concurrence (sur l'audience et sur les prix), et étaler l'offre. Synergie « en creux » pour le cinéma : les chaînes utilisent aujourd'hui en alternance les quatre créneaux autorisés en soirée (lundi, mardi, mercredi, jeudi). Elles ont cessé de se concurrencer sur le lundi et le mardi. La France 2 est passée à une fréquence hebdomadaire sur le dimanche pour le cinéma. Le TF 1, face aux vendeurs de résumés, le volume d'achat est également un argument de poids. Synergie « en plein » sur l'information : permet à un spectateur de s'informer sur la météo à 18 heures 55, à 20 h 35, en passant par la France 2 - sans oublier les dix décrochages locaux de France 3 qui rencontrent un large succès.

A ceux qui doutent de sa capacité à donner une identité forte et distincte à deux chaînes d'Etat, le président de France Télévision rétorque par le « DISC », une série de courbes qui décrivent la place des Documents, de l'Information, des émissions de Service public et Culturelles dans les programmes, ces types d'émission représentant « le cœur de la mission de service public ». Analysés par la direction des études de France Télévision, les émissions « DISC » représentent



16 % de l'ensemble des programmes des chaînes (19 % sur F 2, 24 % sur F 3, 12 % sur TF 1 et 21 % sur M 6) mais ne recueillent que 7 % de l'audience totale (11 % sur F 2, 14 % sur F 3, 5 % sur TF 1, 4 % sur M 6). Bref, France Télévision offre plus d'émissions DISC que la concurrence, les places mieux dans ses grilles et recueille au total 59 % de l'audience totale de ce type d'émissions. Toutes ces courbes ont un but premier : légitimer la spécificité de l'audiovisuel public et ... de ses financements publics par la redévance.

nis par la CSA». Il est vrai que la réglementation qui oblige les chaînes à investir en proportion de leur chiffre d'affaires n'a pas incité le service public à aller au-delà de son minimum légal.

Une politique d'image serait cependant utile sans audience. En décembre 1992, selon Médiamétrie, France 2 a attiré 26 % de parts d'audience. Si l'on y ajoute les 14 % de France 3, M. Bourges semble avoir atteint l'objectif qu'il s'était fixé de 40 % d'audience globale.

Il serait malvenu, selon son entourage, d'attribuer cette embellie à des causes exogènes, comme la mort de La Cinq et certaines faiblesses de TF 1. Certes, alors que la télévision a perdu deux points d'audience dans son ensemble, France 2 semble avoir attiré une partie du public de La Cinq, en reprenant animateurs et émissions de feu La Cinq : « Que le

meilleur gagne» animé par Nagui, «Français si vous parliez» animé par Bercoff, et bon nombre de feuilletons américains ou européens. Mais la «reconquista», comme l'appelle M. Bourges, avait commencé avant. Après avoir touché le fond à l'été 1991, depuis plus de quinze mois consécutifs l'audience du service public est supérieure au niveau du même mois de l'année précédente. Une remontée qui succède à sept ans de baisse continue de l'ensemble

demande toujours s'il n'y a pas un lien entre un reportage sur une entreprise et un spot publicitaire. « Chasse à l'audience de masse, le « pollution » publicitaire aurait même des effets contre-productifs sur les annonceurs. Selon France 3, la revue de la régie France Espace, la part de France Télévision sur les ménages de moins de cinquante ans s'est réduite. Or ce sont elles qui sont les plus grosses consommatrices de yaourts par paquets de seize ou de paquets de lessive grand format. D'où des difficultés parfois à remplir tous les créneaux publicitaires légers.

C'est au prix d'une transformation en « chaîne commerciale d'Etat », disent ses concurrents sceptiques et le public — que les « tunnels » de pub passent. Il est vrai que les objectifs ambitieux de recettes publicitaires — encore en hausse en 1993 — ont conduit à brouiller les éranos pour fuir l'escarcelle. En fait, parce que l'essentiel des recettes publicitaires du public rentre entre 19 et 21 heures, il y a une différence vraiment vertigineuse entre la France Télévision de ceux des chaînes privées, dans ce créneau vital. Les émissions de service public existent, mais à d'autres heures. En outre, M. Bourges n'avait pas le contrôle de la régulation. Il a donc cherché à faire passer le publicitaire, il a semblé-il, chiché à la court-circuiter en multipliant le troc (bartering ou financement d'émissions par des entreprises).

La France Télévision est forte de demander aux producteurs d'apporter un sponsor avec leur projet », explique un membre du CSA.

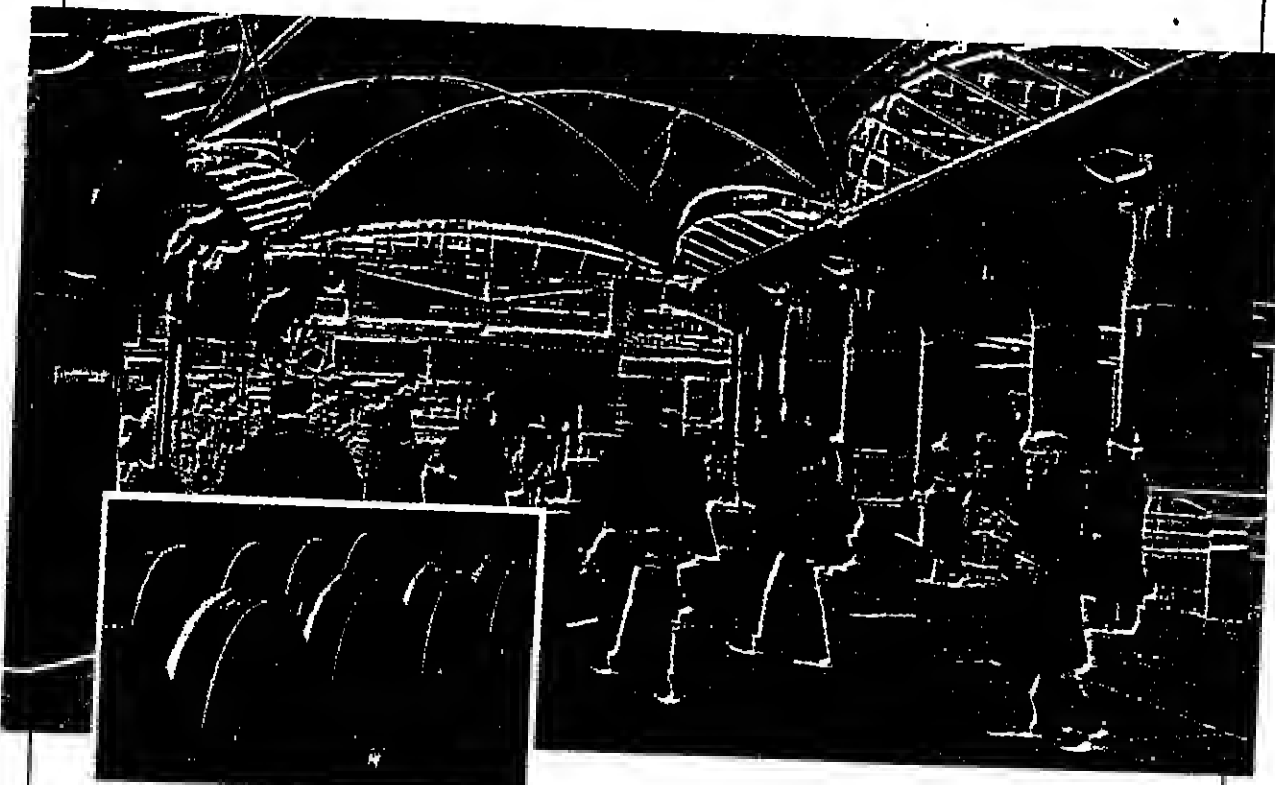
France Télévision est, en fait, à l'image de son financement : M. Bourges fait une télévision du spectateur, qui n'ignore rien de l'audience et de la publicité, vise les masses aux heures de large écoute, cible des publics pluriels aux temps massifs et fréquents. C'est d'entreprendre, veut-il finir pour mieux résister dans un secteur désormais concurrentiel. M. Bourges applique une stratégie qu'il a affûtée. Redonne l'espoir à ces entreprises, redresser leur image, remonter les audiences en coordonnant les antennes et en évitant l'élitisme : de la RAI à la BBC, les chaînes étrangères (que M. Bourges a fait étudier) exploitent peu ou prou les mêmes voies. Tout l'art de M. Bourges, salué récemment par la presse professionnelle étrangère, consiste à s'imposer dans l'acquisition du succès comme l'indispensable meneur de jeu. Reste à savoir si la majorité issue des élections législatives de mars se laissera convaincre par cette mathématique-là.

Alors qu'à TF1 tout financem-
ent passe par une régie, étroite-
ment contrôlée, à France 2-
France 3 la pénurie d'argent a
poussé la chaîne à multiplier les
opérations indirectes. « Le barter-
ing n'est pas illégal, mais il pose
un problème de transparence », sou-
ligne un membre du CSA. « On se

MICHEL COLONNA D'ISTRIA
et **YVES MAMOU**

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS
— JANVIER 1993 —

**SNCF : lancement d'un nouvel emprunt
8,25 % novembre 2005,
d'un montant initial de 3 milliards de francs**



Politique de gisement

La SNCF prévoit d'emprunter 15 milliards en 1993 sur le marché français. L'encours de l'emprunt 8,25% sera augmenté à plusieurs reprises, si les conditions de marché le permettent. Cette politique de gisement, poursuivie depuis plusieurs

Obligations à bons
de souscription
d'obligations (OBSO)

années, facilite les transactions entre investisseurs. Les obligations émises sont assorties de bons de souscription, exerçables entre le 25 et le 31 mars. En cas d'exercice de la totalité des bons, l'encours de l'emprunt at-

Qualité
de la signature
AAA/Aaa

teindra 4,5 milliards de francs. Pour obtenir toute information supplémentaire ou pour souscrire, contactez votre établissement financier habituel. L'équipe de financement de la SNCF vous adresse ses meilleurs vœux pour l'année 1993.

DIRECTION FINANCIERE : 17 RUE DE LONDRES 75009 PARIS

Une note d'opération (visa COB n° 93-005 en date du 6 janvier 1993) est tenue à la disposition du public, sans frais, sur demande. BALO du 11 janvier 1993.

SNEF

SNCF, le progrès ne vaut que s'il est partagé par tous.

Pour les responsables des grandes entreprises publiques et privées
 "Le nouveau management : le fond et la forme"

Colloque organisé par l'Association des Administrateurs des PTT.
Montpellier - Le Corum - 4 et 5 février 1993

Ce que fait le social, ce qu'il n'est plus / l'implosion des idéologies ; les nouveaux contours /
 Y a-t-il un plein social dans l'entreprise / manger le social, manger l'entreprise.

Intervenants : experts, syndicalistes, entreprises (France Télécom, La Poste, l'Aérospatiale, l'ANPE, l'AP des Hôpitaux de Paris BSN, le BIT, BULL, EDF, la Compagnie Générale des Eaux, la GNF, la RATP, la SNCF, la Société Générale...)

Informations :
Annie Lefebvre
Association des Administrateurs des PTT
Tél. (1) 42 79 45 19

Inscriptions :
Monique Surjus
Le Corum
Tél. (16) 67 61 67 61 poste 6640

Inscriptions :
Manaque Surjus
La Corum
Tél. (16) 67 61 67 61 poste 6647

VIE DES ENTREPRISES

Première société française de recrutement

EGOR-France est en cessation de paiement

Première société française et sans doute européenne de conseil en recrutement, EGOR s'est déclarée en cessation de paiement lundi 11 janvier et a déposé son bilan auprès du tribunal de commerce de Paris. Seules les activités de EGOR-France, qui regroupait depuis un an les départements parisiens de recrutement et d'outplacement ainsi que les bureaux régionaux, sont concernées. Les filiales étrangères, qui représentent 25 % du chiffre d'affaires, sont épargnées, bien que les représentations en Suède ou au Luxembourg aient déjà été fermées.

Le groupe EGOR a été créé en 1971 par M. Christian Laué qui avait mené une politique de croissance rapide (+40 % l'an pendant dix-sept ans) et avait, très tôt, développé un important réseau essentiellement européen. En 1990, quand le secteur du recrutement atteignait des sommets, il réalisait un chiffre d'affaires d'environ 200 millions de francs et employait 500 personnes, dont 250 consultants expérimentés.

Avec la chute du marché du recrutement, qui entraîna une baisse du chiffre d'affaires de 15 % puis de 25 %, la société avait lancé un plan de restructuration en 1991 et 1992, dont M. Laué assure qu'il est maintenant terminé. Il lui en aura coûté quelque 50 millions de francs, financés par des emprunts et, depuis septembre, hors frais financiers, l'exploitation serait redevenue rentable.

Les effectifs ont été ramenés à 120 salariés en France et à 300, au total, avec l'étranger. Quant au chiffre d'affaires, il serait revenu à 150 millions de francs, dont 90 millions en France. Le passif s'élèverait,

lui, à environ 143 millions de francs.

Les difficultés d'EGOR symbolisent mieux que d'autres la tourmente qui sévit actuellement dans les sociétés de services, notamment chez celles qui sont spécialisées dans le recrutement. Le marasme a déjà fait beaucoup de victimes et il est significatif qu'un groupe de cette taille et de cette réputation soit à son tour touché. Cependant, c'est aussi le renouveau d'EGOR qui devrait permet-

tre de trouver des issues, d'autant que la branche internationale a été préservée.

Des solutions financières seraient en vue, selon M. Laué, et le cabinet de conseil intéresserait d'autres groupes, extérieurs à cette activité. Il n'est pas impossible non plus que des collaborateurs se manifestent pour reprendre telle ou telle division.

ALAIN LEBEAUE

Réorganisation de l'état-major de la Société des Bourses françaises

A la suite du départ en retraite le 31 décembre de son vice-président, M. Bernard Mirat, la Société des Bourses françaises (SBF) a réorganisé son état-major. M. Alain Morice a été nommé deuxième mandataire social avec le titre de directeur général délégué aux côtés de M. Jean-François Théodore, président-directeur général.

M. Morice exercera par ailleurs les fonctions de directeur des marchés en regroupant sous son autorité, le MONEP (Marchés des options négociables de Paris), dont il reste le président; la direction de la compensation et de la garantie avec à sa tête M. Didier Lanciaux ainsi que la direction de la Bourse sous la responsabilité de M. Pascal Sarrasin. D'autre part, M^{me} Marie-Joséphine Vanel est nommée directrice de la nouvelle direction de la cote et des opérations.

M. Bruno Gizard, directeur général adjoint responsable de la direc-

tion des intervenants de marché, assumera les fonctions de conseiller du président. Enfin, ont été nommés directeur généraux adjoints les responsables des deux principales directions opérationnelles de la SBF, M. Dominique Leblanc et M. Dominique Brulin.

Pour sa part, M. Bernard Mirat va rejoindre le groupe Fimalac présidé par M. Marc Ladreit de Lacharrière. M. Mirat, qui avait été responsable de la surveillance du marché boursier au sein de la SBF, sera le conseiller financier pour les sociétés cotées du groupe Fimalac. Il aura également pour mission de réfléchir à l'évolution des règles de déontologie, plus particulièrement dans le domaine des sondages, des études de marché et de la notation financière, secteurs où interviennent plusieurs filiales du groupe (Sofres, Secodip et IBCA Notation groupe).

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

CONFLITS

□ Nouvelle grève à la Société générale. - Après déjà deux grèves de vingt-quatre heures, les 29 octobre et le 1^{er} décembre 1992, les syndicats ont appelé le personnel de la Société générale à cesser de nouveau le travail mardi 12 janvier pour protester contre les suppressions d'emplois liées à la restructuration du réseau en France. Les syndicats veulent faire pression sur la direction de la banque le jour de la reprise de la consultation du comité central d'entreprise qui avait été suspendue début décembre.

□ Négociations chez Mérieux. - Des négociations se sont engagées, lundi 11 janvier, entre la direction et les syndicats CGT, CFDT, FO et CGC de l'Institut Mérieux, filiale de l'entreprise nationalisée Rhône-Poulenc. Ces derniers avaient appelé à une grève générale dans l'ensemble des établissements du groupe, avançant des revendications de salaires « en relation avec les performances des sociétés » du groupe et demandant un moindre recours à l'individualisation des rémunérations. De source syndicale, le mouvement semble avoir été largement suivi dans l'établissement de Lantilly (Rhône), mais un peu moins dans les établissements de Toulouse (50 % de l'effectif) et Marcy-l'Etoile, dans le Rhône (25 %). Outre les revendications de salaires, le personnel évoque des défauts de fonctionnement de certaines instances de représentation et la difficulté d'obtenir, désor-

mais, des aménagements d'horaires pour les salariés souhaitant en bénéficier. Le personnel de l'entreprise devait être consulté, dans la matinée de mardi 12 janvier, sur l'issue des pourparlers de la veille. - (Bureau régional.)

CRÉATIONS

□ M. André Kamel fonde DUKIM et reste lié à Dumez. - M. André Kamel, ancien président de Dumez International, a fondé sa propre société, DUKIM (Dumez Kamel International Management), qui aura pour zone d'activité la Nigéria et certains pays du Moyen-Orient. Après la fusion-absorption, l'an passé, de Dumez International par Dumez SA, dans le cadre de la restructuration du groupe Lyonnais des eaux-Dumez, M. Kamel retrouve ainsi une « sphère d'activité à sa mesure », a-t-on indiqué chez Dumez, lundi 11 janvier. DUKIM a M. Kamel comme actionnaire principal, mais Dumez aura 20 % du capital.

□ Upjohn va ouvrir une nouvelle usine de chimie fine en France. - Le groupe Upjohn, dixième laboratoire américain et vingtième mondial, va construire dès le mois de mars à Val-de-Reuil (Eure) une usine de chimie fine d'un coût de 200 millions de francs. La firme exploite déjà sur ce site une usine de chimie fine et une unité pharmaceutique spécialisée dans la fabrication d'ampoules, de flacons et produits lyophilisés stériles. Cette nouvelle entité, qui emploiera une vingtaine de sala-

riés, sera achevée en 1995. Elle fabriquera des matières premières entrant dans la composition de médicaments. Elle alimentera les usines pharmaceutiques des cinq filiales européennes du groupe (France, Grande-Bretagne, Belgique, Espagne et Italie). Elle assurera également le développement et la synthèse des nouvelles molécules expérimentées dans les centres de recherche du groupe à Tsukuba (Japon) et Crawley (Grande-Bretagne).

CONTRAT

□ Bouygues chargé de l'aménagement de la baie de Casablanca. - Le groupe Bouygues vient d'emporter le contrat concernant la dépollution et l'aménagement de la baie de Casablanca, indique un communiqué de la firme de bâtiment et de travaux publics publié le lundi 11 janvier. Il s'agit de raccorder des émissaires et des collecteurs, de réaliser des stations de traitement et de pompage, et de construire une digue pour gagner 14 hectares dans la mer. Les travaux dureront 12 mois et le contrat représente 403 millions de francs. Bouygues a déjà livré aux autorités marocaines l'aéroport d'Agadir et achève la mosquée Hassan-II à Casablanca.

CRISE

□ Tandy ferme 100 magasins aux Etats-Unis et se restructure. - Tandy, principal distributeur d'électronique grand public aux Etats-Unis, a indiqué lundi 11 janvier qu'il allait fermer 100 de ses 413 magasins américains et créer une autre société pour ses activités de fabrication d'ordinateurs et de matériel électronique, baptisée TE Electronics. « Nous pensons que [cette démarche] accroit la rentabilité pour les deux segments de notre activité », a déclaré M. John Rosch, président de la compagnie texane. « Nous ne voulons pas que [notre activité de distribution] soit gérée par notre activité de fabrication et nous voulons ouvrir de nouvelles opportunités à notre activité de fabrication », a-t-il ajouté. Les ventes de détail de Tandy devraient s'établir à 3,8 milliards de dollars (21 milliards de francs) en 1992.

SANCTION

□ Matsushita (Electronique) mis sous surveillance par Moody's. - L'agence américaine de notation financière Moody's a annoncé, jeudi 7 janvier à Tokyo, avoir placé sous surveillance en vue d'un possible déclassement la qualité du crédit du grand groupe japonais d'électronique grand public Matsushita Electric (noté jusqu'ici « A-1 »), ainsi que certaines de ses filiales, dont le studio de cinéma américain MCA. Selon Moody's, Matsushita va souffrir plus longtemps que prévu du marasme de l'électronique, réduisant ainsi sa rentabilité, ses liquidités, et retardant la bonne gestion de son endettement; quel- que 7,4 milliards de dollars (41,4 milliards de francs) de dettes sont concernés par cette décision.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS :

PARIS, 12 janvier

Indice
Après sa chute de plus de 2 % en clôture de la veille, la Bourse de Paris ne semblait pas vraiment se ressaisir mardi 12 janvier dans un contexte économique et financier toujours aussi moussé. Du coup, les valeurs françaises ont effec-tué la moitié des modestes gains réalisés à la fin du mois de décembre. L'indice CAC 40, qui perdait 0,01 % l'ouverture, oscillait ensuite entre 0,1 % de hausse et 0,1 % de baisse. En début d'après-midi, le CAC 40 gagnait ainsi 0,07 % à 1 815,89 points.

Le volume de transactions était particulièrement faible. « Ce manque d'activité illustre bien l'incertitude des opérateurs, qui préfèrent pour l'instant camper sur leurs positions », indiquait un opérateur parisien.

En fait, le problème est toujours le même, c'est celui du niveau des taux d'intérêt. Le retour à une activité plus soutenue à la Bourse de Paris et à un certain optimisme dépend plus que jamais d'un assouplissement monétaire en Allemagne. Les boursiers comme le plupart des décideurs économiques broient du noir alors que la croissance s'annonce de plus en plus faible en 1993, que l'empireur du déficit budgétaire atteint déjà des niveaux jugés déraisonnables et que les taux d'intérêt restent très élevés. Le loyer de l'argent restait accroché mardi au-dessus du niveau des 12 % (12-12 1/4), alors que le franc français restait bien en dessous du la barre des 3,40 francs pour un deutschemark.

NEW-YORK, 11 janvier

Timide reprise

La reprise a été timide lundi 11 janvier à Wall Street, alors que des nombreux experts considéraient le marché comme survivakité et que les investisseurs attendaient de connaître les détails du plan économique du président de M. Bill Clinton. L'indice Dow Jones des valeurs cotées a clôturé à 3 262,75 en hausse de 11,05 points, soit une progression de 0,34 %. L'activité a été soutenue avec quelque 217 millions d'actions échangées de mains.

Les experts ont également noté que la confiance des investisseurs dans la nouvelle administration démocrate, qui avait permis au marché de nettement progresser à l'automne, semble maintenant s'émousser alors que les investisseurs attendent des précisions sur les intentions de M. Clinton : soutenir la reprise économique américaine ou s'acquiescer discrètement à la réduction du déficit budgétaire.

« Le type de reprise que nous avons à nos portes n'est pas une croissance économique plus rapide que les autres », pensent, mais elle ne va pas s'accompagner d'une nette hausse de l'emploi. Les analystes de la Moody's, l'agence économique chez CRT Government Securities, ajoutent que, « dans six mois, Clinton pourrait avoir à prendre des mesures qui sémousseront le marché obligataire, ce qui sera mauvais pour les valeurs ».

VALEURS	Cours de 8 jan.	Cours de 11 jan.
Alcoa	70,34	70,78
AT&T	51,60	51,96
Bell	51,60	51,96
Boeing	27,24	28,38
Chemical Bank	48,58	48,78
Deere	80,12	80,18
DuPont	46,18	46,18
Eastman	32,58	34,14
General Electric	68,18	68,18
ITT	70,18	70,18
ITT	62,38	62,38
Philips	88,12	88,12
Schlumberger	66,78	66,78
Texas	11,18	11,18
Union Carbide	13,78	14,14
Westinghouse	13,78	14,14
Worthington	84,14	85,78

LONDRES, 11 janvier

Cinquième séance de baisse
Le Stock Exchange a clôturé en baisse pour la cinquième séance consécutive lundi 11 janvier à Londres, sous la pression de facteurs aussi divers que l'assombrissement des acheteurs de début d'année et la tension entre l'Irak et le Koweït. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en baisse de 25,5 points, soit un recul de 0,8 % à 2 773,4 points, atteignant ainsi son plus bas niveau depuis le 17 décembre. Les échanges ont porté sur 563,9 millions d'actions contre 788,9 millions vendus.

Le marché a été affecté par l'annonce d'une progression plus faible que prévu de l'encours des crédits à la consommation en novembre, qui a renforcé les doutes sur la réalité de la reprise économique, et la fermée par la Bourse de New York.

TOKYO, 12 janvier

Légère hausse
La Bourse de Tokyo a terminé en hausse mardi 12 janvier grâce à des achats liés à l'indice ainsi qu'à un espoir de baisse des taux d'intérêt. L'indice Nikkei a gagné 91,80 points, soit 0,85 %, à 10 851,05 points.

Les boursiers jugent toutefois la hausse limitée, en l'absence d'achats de la part des petits investisseurs, et soulignent que le marché est toujours sous surveillance. Selon un opérateur, « les acheteurs liés à l'indice ont montré la tendance, mais sur le fond cela reste baissier ».

VALEURS	Cours de 11 jan.	Cours de 12 jan.
Aluminium	1 210	1 220
Bois	1 150	1 160
Chemical	1 370	1 370
Deere	1 740	1 720
DuPont	1 270	1 270
Eastman	1 110	1 100
General Electric	627	627
Sony Corp.	4 180	4 110
Toyota Motors	1 480	1 490

Second marché (réaction)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcoa	4380	4380	Intert. Computer	104 50	120
BAC	23 70	23 70	IBM	25	25
Bois	480	480	Lucas	37 10	40 80
Bois (L)	246	246	Mot. Comm.	305	305
CAJ de R. (CCL)	738	721	Mot. Ind.	135 80	135 80
Caterpillar	228	228	N.S.C. Schenker	788	788
Castrol	800	800	Phil. Filippini	471	477
CEGEF	185	185	Phil. Filippini (L)	317	317
CFP	230	231	Sales (L)	94 40	90
CALM	940	931	Serbo	135	130
Cofinor	284 70	280	Soyas	320	320
Cofinor	36	36	TFI	386 90	408
Dagblis	200	200	Thomson R. L.	221	220
Dalmeida	970	955	Unilog	210	210
Danmeyer Worme Co.	323	323	Val et Co.	114	111
Dowling	1140	1120	Y. Leclerc Group	543	551
Dynalco	72 10	70			
Dynalco	101	101			
Edison	198	198			
Edison	170	175			
Engr. Populaire	123	123 50			
Financ.	442	441			
G.F.F. (group. Ind.)	127	127			
GLM	442	441			
Swanograph	127	127			
Swanograph	836	836			
Swanograph	187	185 80			
Swanograph	43 10	43 10			
Swanograph	1029	1000			

LA BOURSE SUR MINTEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 11 janvier 1993

Nombre de contrats estimés : 86 234

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 93	Juin 93	Sept. 93
Dernier	112,84	113,62	113,60
Précédent	113,10	113,76	113,46

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Fév. 93	Mars 93	Fév. 93	Mars 93
112	1,09	1,46	0,17	0,50

CAC 40 A TERME (MATIF)

COURS	Janv. 93		Fév. 93		Mars 93	
	11 jan.	12 jan.	11 jan.	12 jan.	11 jan.	12 jan.
Dernier	1 832	1 890	1 890	1 877,50	1 877,50	1 877,50
Précédent	1 874	1 894,50	1 894,50	1 914	1 914	1 914

CHANGES

Dollar : 5,5275 F

Le dollar reculait nettement, mardi 12 janvier, sous l'effet de prises de bénéfices, tandis que le franc se redressait vis-à-vis du mark. A Paris, le dollar s'échangeait à 5,5275 francs contre 5,5530 francs la veille au cours indicatif de la Banque de France.

FRANCKFORT 11 jan. 12 jan.
Dollar (en DM) 1,6240 1,6275
Tokyo 11 jan. 12 jan.
Dollar (en yen) 125,36 125,85

MARCHÉ MONÉTAIRE
Paris (11 jan.) 12-12 1/4 %
New-York (11 jan.) 3 1/16 %

BOURSES

PARIS (SBF, base 100 : 31-12-91)

Indice	8 jan.	11 jan.
Indice général CAC	483,60	484,92
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 852,63	1 814,58

NEW-YORK (indice Dow Jones)
8 jan. 11 jan.
Industrielles 3 251,67 3 262,75

LONDRES (indice Financial Times)
8 jan. 11 jan.
100 valeurs 2 792,28 2 773,40
30 valeurs 2 776,50 2 758,38
Mines d'or 61,90 62,40
Fonds d'Etat 93,83 93,36

FRANCKFORT
8 jan. 11 jan.
Dax 1 531,52 1 531,56

TOKYO
11 jan. 12 jan.
Nikkei Dow Jones 10 851,05 10 851,05
Indice général 1 283,93 1 281,98

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS COMPTANT	COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert
\$ E-U	5,5260	5,5290
Yen (100)	4,6150	4,6200
Yen	4,6150	4,6200
Deutsche Mark	3,3925	3,3927
Franc suisse	3,7137	3,7139
Lire italienne (1000)	3,7675	3,7680
Livre sterling	8,6117	8,6120
Peseta (100)	4,7788	4,7800

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

UN MOIS	TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	3 1/16	3 3/16	3 9/16	3 5/8
Yen (100)	10 1/8	10 3/8	10 1/8	10 1/8
Yen	8 9/16	8 11/16	8 9/16	8 11/16
Deutsche Mark	5 5/16	5 7/16	5 5/16	5 7/16
Franc suisse	12 7/16	12 13/16	12 7/16	12 13/16
Lire italienne (1000)	15 1/4	15 1/2	14 3/8	14 3/8
Livre sterling	11 9/16	11 1/2	11 9/16	11 1/2
Peseta (100)	11 9/16	11 1/2	11 9/16	11 1/2

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

□ Trois déposants de la BCCI font appel contre le plan d'indemnisation. - Trois déposants privés de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI) ont fait appel le 24 décembre contre le plan d'indemnisation des créanciers de la banque mise en faillite en juillet 1991. Cet appel risque de retarder le remboursement des 250 000 clients de la BCCI recensés à travers le monde par son actionnaire majoritaire, l'émirat d'Abou-Dhabi. Les premiers versements aux déposants devaient intervenir courant janvier, aux termes d'un accord conclu en février 1992 entre le gouvernement d'Abou-Dhabi et les liquidateurs de la BCCI à Londres, aux îles Caïman et à Luxembourg. Approuvé le 7 octobre 1992 en première instance par le tribunal de commerce de Luxembourg, le plan prévoit le versement par l'actionnaire de 1,7 milliard de dollars. Cette somme, ajoutée à la liquidation des actifs de la banque, ferait récupérer à ses anciens clients 30 % à 40 % de leurs dépôts.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Legal & General Bank (France)
58, rue de la Victoire 75009 Paris

Information
Les porteurs d'actions ou parts des SICAV et Fonds Communs de Placement suivants :

SICAV
(Sécurité-Taux)
(Stratégie Rendement)
(Stratégie Actions)

FCP
(Stratégie Première)
(Stratégie France)
(Stratégie Or)
(Stratégie Pierre)
(Stratégie Trimestrielle)

sont informés que les frais de gestion sont désormais calculés sur l'ensemble de l'actif net. Cette nouvelle modalité de calcul prendra effet un mois après la date de publication de la présente annonce.

En application des dispositions réglementaires, chaque porteur qui le souhaiterait dispose d'un délai de 3 mois pour racheter sans frais les titres d'OPCVM dont il est détenteur.

Legal & General
Legal & General Bank (France)

سكرا من المال

ANCIERS PARIS

LA BOURSE SUR MINTEL

36-15 TAPÉZ LE MONDE

LA TERME

BOURSES

CAIRE DES DEVICES

LES EUROMONNAIES

MARCHÉS FINANCIERS

Le Monde Mercredi 13 janvier 1993 25

BOURSE DU 12 JANVIER

Table with multiple columns: Valeurs, Cours, Variation, etc. Includes sections for 'Réglement mensuel' and 'Cours relevés à 13 h 30'.

Table with multiple columns: Valeurs, Cours, Variation, etc. Includes sections for 'COMPTANT (sélection)', 'SICAV (sélection)', 'Hors-cote', 'Marché des Changes', and 'Marché libre de l'or'.

0 % pour le deuxième mois consécutif

Les prix de détail n'ont pas augmenté en décembre

Les prix de détail sont restés complètement stables en décembre, a annoncé l'INSEE, mardi 12 janvier. Ainsi l'indice des prix à la consommation, qui était déjà le même en novembre par rapport à octobre, n'a augmenté que de 0,3 % au cours du dernier trimestre 1992, ce qui correspond à un rythme annuel de 1,2 % sur la période. On ne saura qu'à la fin janvier, quand l'INSEE publiera les résultats détaillés de ses relevés, ce qui a été à l'origine du taux zéro de décembre, mais au vu des tendances des mois précédents, on peut supposer que les prix des produits alimentaires et ceux des produits manufacturés ont continué de compenser les baisses des services.

Sur un an (décembre 1992 com-

paré à décembre 1991), les produits alimentaires ont augmenté de 0,3 % seulement, les prix des produits manufacturés privés de 1,5 % et ceux des services privés de 4,5 %. Les prix des produits pétroliers ont baissé de 3 %. Au total, les prix de détail auront augmenté de 2 % en 1992 après une hausse de 3,1 % en 1991.

Du coup, l'écart annuel d'inflation avec l'Allemagne a atteint 1,8 point en décembre, ce qui n'avait « jamais été observé depuis la fin des années 40 », a indiqué le ministre de l'économie et des finances dans un communiqué, soulignant également les gains de pouvoir d'achat que cela entraînait pour les salariés, « autour de 3,5 % », selon M. Sapin.

Dans les déchets industriels

SITA et Rhône-Poulenc prennent le contrôle de Scori

Quatre mois après avoir uni leurs forces au sein de Teris (le Monde du 14 septembre), SITA, filiale de Lyonnaise des eaux-Dumez, et Rhône-Poulenc ont franchi une nouvelle étape, mardi 12 janvier, dans la constitution d'un grand pôle français de retraitement des déchets industriels. Les deux partenaires ont pris le contrôle de Scori, société réalisant 260 millions de chiffre d'affaires dans l'incinération de déchets en cimenterie, l'enfouissement en décharges de classe 1 (réservées aux produits toxiques), le traitement des huiles et résidus d'hydrocarbures, les centres de prétraitement.

Alors qu'il est devenu impossible d'ouvrir en France de nouvelles décharges ou installations de retraitement, la prise de contrôle de Scori ouvre à SITA l'accès aux fours de scorie cimenterie en France et en Belgique, où ont été retraités 360 000 tonnes environ de déchets l'an dernier.

Avec l'accord de l'administration américaine

Northwest et KLM vont intensifier leur coopération

Le département d'Etat américain aux transports a annoncé, lundi 11 janvier, qu'il avait accordé à la compagnie nationale Northwest Airlines et au transporteur néerlandais KLM l'autorisation d'intensifier leur coopération. Ces deux sociétés pourront désormais harmoniser leur programmation de vols, coordonner leurs politiques commerciales et négocier une répartition des revenus. L'administration américaine a aussi accordé aux deux compagnies l'immunité au regard de la loi anti-trust de ce pays.

Le département d'Etat américain avait annoncé, le 16 novembre, qu'il n'y aurait en principe aucun obstacle à la coopération entre Northwest et KLM après que les Etats-Unis et les Pays-Bas eurent conclu en septembre un accord libéralisant leurs espaces aériens (le Monde du 8 septembre 1992).

Confronté à l'aggravation du déficit budgétaire américain

M. Bill Clinton se prépare à ajourner les réductions d'impôts promises à la classe moyenne

M. Ross Perot, le milliardaire texan qui a recueilli 19 % des voix lors de l'élection présidentielle de novembre dernier, a fait sa rentrée politique, lundi 11 janvier, en annonçant que son mouvement ne se convertirait pas en parti politique classique mais en une organisation chargée de surveiller de près l'action du gouvernement américain. Baptisée United We Stand America (Unis nous nous dressons pour l'Amérique), cette organisation, a-t-il précisé à Dallas (Texas), va notamment contrôler la politique de la future administration Clinton en matière de réduction du déficit budgétaire des Etats-Unis.

NEW-YORK

de notre correspondant

A quelques jours de son entrée officielle à la Maison Blanche, le 20 janvier, M. Bill Clinton semble prêt à prendre quelques libertés avec deux des promesses importantes faites pendant sa campagne électorale : l'engagement de réduire de moitié le déficit budgétaire de l'Etat durant les quatre années de son mandat et l'octroi de réductions d'impôts à la classe moyenne américaine, selon lui la plus frappée par la crise et par douze années de politique Reagan-Bush.

Pour l'instant, M. Clinton s'est contenté d'évoquer les deux impôts, une limitation du coût du système de santé et une forte crois-

sance de l'économie - qui, d'après lui, sont indispensables pour ramener le déficit budgétaire fédéral de 295 milliards de dollars en 1993 à 141 milliards fin 1997, conformément à son programme de gouvernement.

Mais, dans les milieux d'affaires, ces réserves sont déjà interprétées comme la confirmation d'une remise à plat des diverses hypothèses budgétaires avancées jusqu'ici par ses conseillers. Les marchés financiers ne s'y sont pas trompés, à en juger par la pression exercée à nouveau sur les taux d'intérêt à long terme à Wall Street et qui réveille les préoccupations des gardiens de l'orthodoxie budgétaire.

« Faire des choix difficiles »

A brève échéance, celle-ci suppose que le Congrès adopte une législation faisant en sorte que les dépenses de santé ne croissent pas plus vite que l'inflation et que l'économie américaine bénéficie d'un volume d'investissements suffisant pour lui assurer une croissance plus rapide, a expliqué M. Clinton le 11 janvier lors d'un entretien à la chaîne de télévision publique PBS. « Notre pays souffre d'un déficit d'investissement, d'un déficit budgétaire, d'un déficit d'investissement, et de tous ces maux, nous devons faire des choix difficiles. Personne n'a jamais tenté de faire les deux choses en même temps. Nous allons voir si c'est possible », a-t-il ajouté, expliquant que les difficultés provenaient du

« cadeau » de l'administration sortante qui lui laissait en héritage un déficit budgétaire dont l'aggravation au cours des prochaines années sera bien supérieure aux prévisions initiales.

Selon les chiffres publiés par la commission budgétaire du Sénat, le déficit fédéral pour l'année fiscale 1997 devrait atteindre 333 milliards de dollars, alors que l'administration Bush prévoyait un maximum de 205 milliards à la même date. Le camp démocrate s'est aussitôt emparé de ces chiffres pour expliquer combien il serait difficile d'obtenir au président élu de mener à bien son programme d'assainissement budgétaire, de grands travaux, et les efforts en matière d'éducation, d'apprentissage et de réduction des inégalités sociales. Les républicains ont dénoncé la manœuvre politique qui vise à faire porter sur l'administration sortante la responsabilité d'un programme de relance qui, faute de ressources suffisantes, est de toute façon voué à l'échec.

« Nous devons faire des choix difficiles et être prêts à des sacrifices », a concédé M. Leon Panetta, le directeur du budget désigné par M. Clinton. « La priorité numéro un est de mettre en place un plan de réduction du déficit budgétaire, puis de définir un plan d'investissements, et ensuite, en fonction de la situation, de se demander si nous pouvons faire davantage pour une réduction d'impôts », a-t-il expliqué à l'occasion de son audition par la commission sénatoriale chargée de le confirmer à son nouveau poste. La veille, trois témoins du Parti démocrate au Congrès, MM. Tho-

mas Foley, George Mitchell et Vic Fazio, avaient abandonné dans le même sens en s'interrogeant publiquement sur la nécessité de maintenir la promesse du candidat Clinton de réduire de 10 % les impôts sur la classe moyenne au regard d'un trou budgétaire qui risque d'atteindre cette année 5,2 % du PIB. Une façon de répondre déjà par la négative.

En nommant M. Panetta au budget et M. Lloyd Bentsen, actuellement président de la commission des finances du Sénat, au poste de secrétaire au Trésor, l'ex-gouverneur de l'Arkansas paraît sur l'état d'esprit qui doit avoir la désignation de deux personnalités connues pour leur rigueur en matière de deniers publics. Mais, dans le même temps, M. Clinton s'est fait l'otage de ceux qui, comme l'ex-candidat à la présidence M. Ross Perot, entendent bien lui demander des comptes sur ses engagements budgétaires.

Sans attendre, le nouvel état de la Maison Blanche sera rapidement contraint de relever le plafond de la dette publique, fixé à 4 145 milliards de dollars en octobre 1990, un seuil qui sera atteint en mars. Cette opération constituera l'un des premiers dossiers de la nouvelle administration à être soumis au vote du Congrès. Elle servira de double test. A la fois sur l'attitude des parlementaires à l'égard du président et sur la crédibilité des engagements qui devra souscrire M. Clinton pour tenter de lutter contre l'incorrigible dérive du budget des Etats-Unis.

SERGE MARTI

Les exactions dans l'ex-Yougoslavie

Plusieurs organismes de l'ONU réunis à Genève étudient des projets d'assistance aux femmes violées

GENÈVE

de notre correspondante

Il ressort nettement de la réunion officielle tenue à huis clos, lundi 11 janvier, au siège du bureau de Genève de l'UNICEF, sur les allégations de viols de femmes et d'enfants en ex-Yougoslavie, une certitude : il appartient aux organismes internationaux qui n'ont été en mesure ni de prévenir, ni d'empêcher les atrocités, d'en gérer pour le moins les conséquences.

Les représentants de l'UNICEF, venus du terrain et du siège de New York, ainsi que ceux du Haut-Commissariat pour les droits de l'homme (HCR), de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), du Comité de la convention des Nations unies sur les droits de l'enfant et de diverses organisations non gouvernementales (ONG) ont estimé que le chiffre de vingt mille femmes violées, fourni par le rapport de la CEE, était plausible.

La réunion avait inscrit à son ordre du jour les points suivants : les enfants victimes de viols, les femmes victimes de viols, les témoins de viols, les conseils et traitements psychologiques (à court et long terme), l'assistance requise avant et après la grossesse et l'assistance aux orphelins. Cette réunion n'avait pour objet d'échanger les informations disponibles sur les allégations de viols systématiques de femmes et d'enfants en ex-Yougoslavie, ainsi que des informations sur les initiatives prévues par chaque organisation et la recherche

d'informations supplémentaires. Le lendemain de la réunion, une mission spéciale, composée d'un membre du Centre des droits de l'homme de l'ONU et de quatre femmes médecins, se rendra en Bosnie afin d'y effectuer une enquête sur les viols allégués. Elle devra rendre compte de ses conclusions à son retour à Genève, le 22 janvier, à M. Tadeusz Mazowiecki, rapporteur spécial sur l'ex-Yougoslavie, désigné par la commission des droits de l'homme de l'ONU.

Des gens « éduqués »

Deux des participants à la réunion, M^{me} Edith Simmons (Suisse), chef du service d'information de l'UNICEF, et M. Rune Sivlund (Norvège), docteur en psychologie, qui ont sillonné la Bosnie, nous ont confirmé l'ampleur et la systématisation des viols dans le cadre de la persécution ethnique. Ils évoquent des témoignages d'enfants, spectateurs contraints et victimes de viols ainsi que les problèmes que posent les enfants à naître issus de ces viols. Ils ont décrit l'horrible de Sarajevo, et le manque d'eau, d'électricité et de chauffage, qui devait recueillir à l'époque de Noël soixante-dix nourrissons abandonnés par des mères violées. Le rejet par leur famille d'un grand nombre de femmes violées et enceintes pose également problème.

L'UNICEF a mis sur pied un programme d'assistance à sept mille enfants victimes d'atrocités ou ayant assisté aux services perpétrés sur leurs parents. Les experts

ont notamment constaté que les agresseurs pouvaient être des adultes du voisinage, mais d'un autre « ethnic », que les violences pouvaient être des médecins, des enseignants, des travailleurs sociaux, bref, des gens « éduqués ».

Ces experts assument une tâche particulièrement complexe, allant du décodage des récits des jeunes femmes et des jeunes - parfois très jeunes - filles violées, qui s'expriment à mots couverts car elles ont été menacées de mort si elles parlaient. Il incombe également à l'UNICEF de rechercher des gynécologues femmes, trop peu nombreuses en Bosnie, mais les seules que les victimes ont un peu moins de crainte à approcher.

Dans ses efforts pour redonner aux victimes de viols leur dignité, en même temps que pour leur apporter l'aide matérielle indispensable, l'UNICEF doit, à chaque fois, opérer une sélection parmi les cas qui se présentent, dans une situation marquée par une haine qui se communique d'une communauté à l'autre, les Serbes étant sans aucun doute les principaux agresseurs, et les musulmans, les principales victimes.

ISABELLE VICHNIAC

An sud des Shetland

L'épave du Braer s'est brisée

L'épave du Braer, le pétrolier libérien échoué depuis le 5 janvier sur les côtes sud de l'archipel des Shetland, s'est disloquée en plusieurs parties pendant la nuit du lundi 11 au mardi 12 janvier. Le responsable des secours sur place, le capitaine George Sutherland, a expliqué que « le mauvais temps a provoqué de sérieux dégâts, et [que] le bateau s'est brisé ».

Un dirigeant de l'entreprise hollandaise Smit International, spécialiste du sauvetage des navires, a indiqué que le brut s'était échappé en masse des cuves durant la nuit. Les responsables des secours, qui n'ont pu intervenir depuis l'échouage à cause de la violence des vents et de la tempête, craignent que désormais « la plus grande partie de la cargaison » - 84 000 tonnes de brut - ne se soit déversée dans l'océan. (AFP, AP)

Le conseil régional d'Ile-de-France va recourir à l'emprunt sur la période 1993-1995

Le conseil régional d'Ile-de-France a besoin d'argent pour financer les importants programmes d'équipement à venir dans les domaines des transports collectifs, de la formation, de l'éducation et de la protection de l'environnement notamment. Dans cette optique, le premier vice-président chargé des finances, M. Jean-Pierre Fourcade (UDF), a annoncé, lundi 11 janvier, que la région « estimait avoir besoin de recourir à l'emprunt à hauteur de 1,2 milliards de francs par an, en moyenne, sur la période 1993-1995 ».

Pour faire face à ces besoins, le conseil a décidé un programme de financement qui comprend des concours bancaires dans le cadre d'une convention à options multiples (taux fixes ou variables, sous-plussés dans les dates d'ouverture des crédits) et des emprunts obligataires sur les marchés français et internationaux. Une consultation d'appel d'offres auprès des grandes banques nationales et étrangères vient d'être lancée.

La première région de France a voté pour 1993 un budget de 12,3 milliards de francs et les projections tablent sur 14 milliards en 1995. La charge de la dette devrait sensiblement augmenter sans doute dépasser 10 % du budget. Les recettes de fiscalité progresseront de 12 à 13 % par an d'ici à 1995.

o Retour sur Terre du satellite russe Bion-10. - Le satellite russe Bion-10 et sa « ménagerie » (singes rhésus, insectes, batraciens), lancés le 29 décembre pour un séjour scientifique de quatorze jours dans l'espace (le Monde du 31 décembre), a atterri sans encombre, dimanche 10 janvier au matin, dans la steppe kazakhe. La fin du périple prévue à l'origine pour le 12 janvier, est survenue avec deux jours d'avance.

o ECHecs : la finale du Tournoi des candidats. - Jan Timman a remporté, lundi 11 janvier, à l'Esplanade, près de Madrid, la deuxième partie de la finale du Tournoi des candidats au titre de champion du monde d'échecs. Avec les Noirs, Timman a contraint Nigel Short à l'abandon au 32^e coup dans une partie espagnole. Le Néerlandais mène 1,5-0,5. Il reste deux parties à jouer.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT
Le Monde ARTS et SPECTACLES

SOMMAIRE

DÉBATS

Bosnie : « Le jeu des assassins », par Véronique Nahmou-Grappe, 19
Ile-de-France : « L'heure du choix », par Christian Sauter, 2

ÉTRANGER

Les réactions après les déclarations de M. Roland Dumas sur la libération des camps de détention en Bosnie, 3
Dagannole : « M'as-tu vu », par Bertrand Poirot-Delpech, 4
Le traité sur l'interdiction des armes chimiques doit être signé à Paris, 6
Nicaragua : la rupture est consommée entre M^{me} Chamorro et la coalition qui l'a fait élire, 7

POLITIQUE

La question des alliances du PCF... 9
Le gouvernement pourrait retirer son projet de schéma directeur de l'Ile-de-France, 9

SOCIÉTÉ

L'oppression des juges d'instruction parisiens à la réforme de la procédure pénale, 12
Sept policiers des RG sont sanctionnés, 12
Un commissaire aux comptes est inculpé dans l'affaire Bonon, 12
Le Syndicat des enseignants s'en prend à M. Lang et au « lobby confessionnel », 14

SCIENCES • MÉDECINE

• Ces naseaux qui font peur aux avions • La fantôme du LEP • Les dinosaures du Laos : un vrai feuillet • La prixe du sang au Canada, 15 à 17

CULTURE

Théâtre : Ondine, de Jean Girou-

doux, à Athènes ; Heiner Müller et la Stasi, 19
M. Jack Lang annonce une série de mesures en faveur des arts plastiques, 21

ÉCONOMIE

Billet : faillites en cascade, 22
Grâce à son nouveau système de réservation, la SNCF va revoir sa politique de prix, 22
Virgin gagne son procès contre British Airways, 22
Vis des entreprises, 24

INITIATIVES

• Dossier : les agents de maîtrise oubliés • Tendance : à la recherche d'un nouveau territoire social • Vocation : aider à entreprendre • PME : les secrets de la longévité • Tribune : « Un nouveau regard sur l'emploi », par Brigitte Delhomme et Michel Audigier, 29 à 46

Services

Abonnements, 6
Annonces classées S et 34 à 46
Carnet, 26
Marchés financiers, 24 et 25
Météorologie, 27
Mots croisés, 26
Radio-télévision, 27
Spectacles, 18

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Initiatives »
folioté de 29 à 46
Le numéro du « Monde »
daté 12 janvier 1993
a été tiré à 506 873 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

Arts-Spectacles : mécénat culturel

Trois rapports sur le mécénat culturel viennent de préciser ce phénomène, ses transformations, ses enjeux et les différences qui existent, dans ce domaine, entre la France, l'Italie, le Japon et les Etats-Unis.

EXCEPTIONNEL

PRIX BASSE SAISON

avec la garantie d'un grand maître tailleur

COSTUMES MESURE à partir de 2 890 F

PANTALONS 995 F VESTONS 1 926 F 3 000 F

Luxeuses draperies anglaises

Fabrication traditionnelle

TAILLEURS, JUPES, VESTES MANTEAUX ET PARDESSUS UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra Téléphone : 47-42-70-61 Du lundi au vendredi de 10 h à 18 h

CULTURE GENERALE

Les bases de la réussite

Une méthode claire et pratique. 20 cours pour faire le point des connaissances dans les principaux domaines de la culture générale. Des références et des repères indispensables à votre réussite. Documentation gratuite à

Institut Culturel Français
Soc 7233, 35, rue Collange
92303 Paris-Levallois
Tél. : (1) 42.70.73.63

هكزا من الأمل

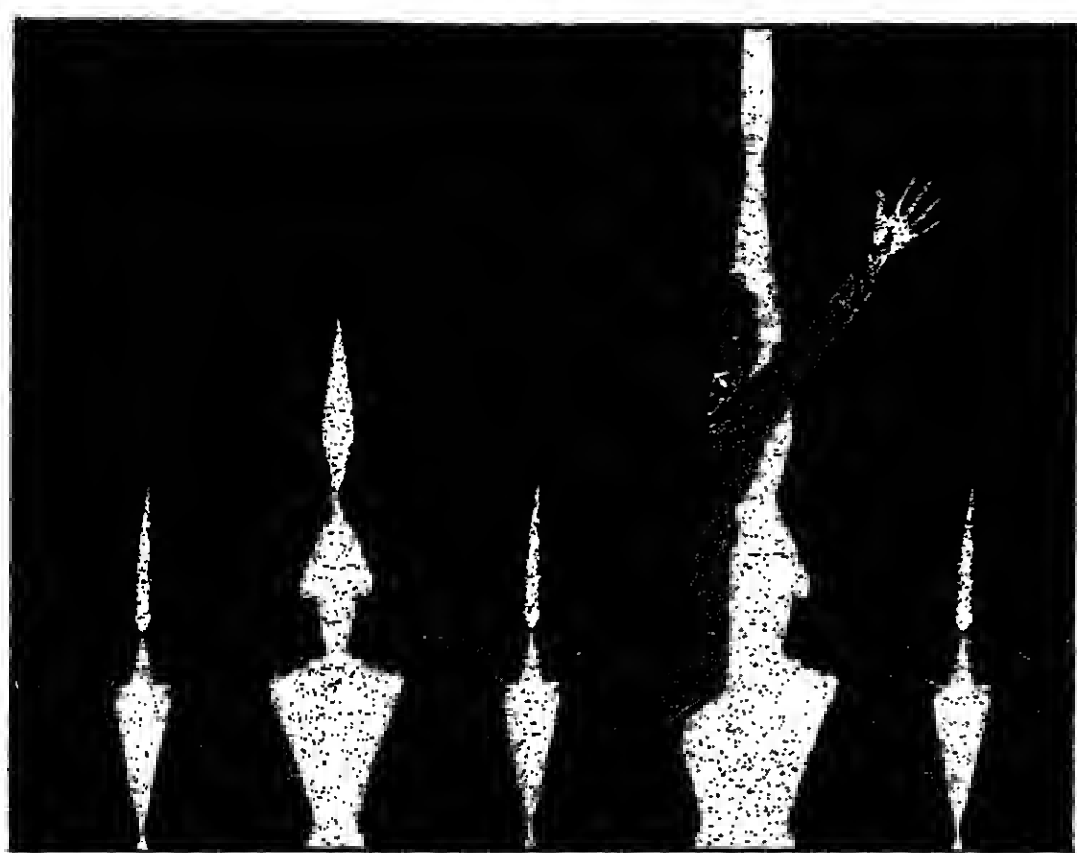
مخزن العمل

Le Monde

INITIATIVES

Les agents de maîtrise oubliés

Mal aimés, injustement ignorés, ces salariés sont pourtant au cœur de la modernisation



Pour le résoudre, les chefs d'entreprise interrogés savent qu'ils devront porter leur effort sur la formation. Mais, là encore, s'agissant de cette catégorie de salariés, leurs espoirs sont mesurés. Dans les PME - de 50 à 500 salariés - on évalue les besoins en stage de 12 h 20 à 20 h 20, selon que ces personnels ont un potentiel d'évolution important ou faible. Ce qui les place à égalité, pratiquement, avec les cadres et les employés, mais loin devant les ouvriers, qualifiés ou non. En revanche, le constat est plus grave dans les grandes entreprises. Celles-ci considèrent qu'il faudra de 30 h 50 à 39 h 50 de formation, selon les cas, pour amener les techniciens et les agents de maîtrise au niveau souhaité. Or il faut beaucoup moins de temps pour adapter un ingénieur ou un cadre, et notamment moins encore pour en faire autant avec un employé et un ouvrier, qualifié ou non.

EST-CE pour ces raisons que le chômage des techniciens et surtout des agents de maîtrise augmente pratiquement aussi vite, ces derniers mois, que celui des cadres? Sûrement l'une des explications serait leur forte présence dans les activités qui suppriment des emplois - l'industrie - une autre tient au profil même de leurs carrières puisqu'ils ont acquis leurs promotions sur le tas. Toujours est-il que, comme les cadres, ils subissent une hausse de 23,9 % en un an et ils sont 162 000 à être inscrits à l'ANPE.

Pourtant, injustement ignorés, voire méprisés, ces salariés sont indispensables aux entreprises, et la façon dont ils tiendront leur rôle futur sera déterminante pour la réussite de la modernisation en cours. Il faudra les former pour que, à leur tour, ils puissent impulser les modes de production qui, dans l'industrie spécialement, feront appel à davantage d'autonomie, aux initiatives et à la responsabilité d'équipes rendues solidaires dans l'exécution de leur travail. Sur ces personnages du «milieu», de «l'entre-deux», reposent les chances de l'adaptation.

Déjà, des tentatives sont engagées dans ce sens. On l'a bien vu dans certaines branches professionnelles et dans plusieurs entreprises. Par exemple, on utilise ces agents de maîtrise à la façon de «compagnons» pour en faire des tuteurs qui aideront à l'intégration de jeunes dans l'usine ou l'atelier, qui les formeront, et à qui ils transmettront leur savoir-faire professionnel. Ici ou là, ces solutions vont de pair avec la mise en place de programmes de préformation progressive, comme dans le bâtiment et les travaux publics, qui ont signé un accord en ce sens avec les organisations syndicales, en juillet dernier. De la sorte, on assure une reconversion à ces salariés, on leur permet de bénéficier d'un changement de rythme dans leur activité avant de partir en retraite. Mais, surtout, pour les entreprises, on s'assure ainsi d'une bon passage de relais. Sans perdre, cette fois, des compétences acquises au fil du temps.

Alain Lebaube

■ Individualiser la formation
Provoquer un véritable tournant culturel
par Marie-Claude Betheder

■ Entre le marteau et l'enclume
Toujours sur le terrain
par Marie-Béatrice Baudet

■ Gilbert, le modèle de la réussite
Élevé dans le séral
par Jean Monanteau

page 30

■ Evolution des métiers dans le BTP
Une nouvelle exigence, un grand sens de l'organisation
par Catherine Leroy

■ Chômeurs, comme les cadres
Ils augmentent aussi vite dans les listes de l'ANPE.

■ Les inclassables
Ballottés selon l'occasion d'un endroit à l'autre de la hiérarchie
par Liliane Delvasse

■ Le tuteur, un moteur du changement
Un rôle charnière dans l'entreprise
par Francine Alzicovici

page 31

TENDANCE
□ A la recherche d'un nouveau territoire social
VOCATION
□ Aider à entreprendre
PME
□ Les secrets de la longévité

page 32

TRIBUNE
□ Un nouveau regard sur l'emploi
par Brigitte Delorme et Michel Audigier

page 33

DANS les entreprises, à cause de leur situation charnière, les agents de maîtrise et les contremaîtres ont toujours été mal vus. Surtout par leurs subordonnés, employés et plus encore ouvriers, quand ce n'était pas les syndicats qui en faisaient des boues émissaires commandés dans leurs tracts. Aujourd'hui, leur situation a empiré parce que, si leur positionnement commence à changer, ils se trouvent encore au milieu du gué, et ils supportent plus que d'autres, sans doute, tout le poids des adaptations. On leur demande de ce plus être les «petits chefs» qu'ils demeurent malgré tout. On exige d'eux qu'ils soient capables d'animer et on réclame des compétences techniques ou professionnelles qu'ils n'ont pas encore tous. La modernisation, l'introduction des nouvelles technologies et la mise en œuvre d'une autre organisation du travail sont censés passer par eux, pas toujours préparés à ces fonctions, et au contact de réalités quotidiennes parfois en opposition avec le projet. Ils vivent mal le compromis et les tensions.

Dans une enquête réalisée par le CEREC (Centre d'études et de recherches sur les qualifications, bulletin n° 76, mai 1992) et consacrée aux difficultés des entreprises confrontées aux

manques de compétences de leur main-d'œuvre, des handicaps propres aux techniciens et agents de maîtrise apparaissent clairement, y compris par comparaison de l'aptitude d'autres catégories socioprofessionnelles. Globalement, selon les employeurs interrogés, ils totalisent 73,3 % de «problèmes», loin devant les ouvriers (49,2 %), les employés (65,1 %) ou les ingénieurs et cadres (56,3 %).

En tête, viennent, dans 29,4 % des cas, les difficultés à animer une équipe, suivies, à 21,2 %, des manques de formation générale. Leur inadaptation technique compte pour 9 %, devant l'usure au travail (3,5 %), seulement surclassés, dans ce domaine, par les ouvriers non qualifiés (11,3 %). Les mêmes observations, ventilées selon les secteurs d'activité, montrent bien où se trouvent les points de blocage. Si le bâtiment et les travaux publics, où ils sont nombreux, se plaignent finalement peu des problèmes de compétences de leurs chefs de chantier (23,4 %, en cumul), les services expriment davantage leurs récriminations (56,8 %). Mais ce sont les entreprises de toutes les branches industrielles qui font part du décalage le plus inquiétant : elles estiment à 88 % le pourcentage de techniciens et d'agents de maîtrise ayant au moins un problème de compétence.

28 JANVIER 1993

FORUM

HAUTE-NORMANDIE

ANDRE CONSULTING
NORMANDIE
AUCHAN
AUTOCENTRE
AUTOCENTRE
BANGOR
CANON FRANCE
CREDIT

AGRICOLE
HAUTE-NORMANDIE
CREDIT DU NORD
INDUSTRIE
EUROEST FRANCE
FLUX POINT

28 30 20

LOGIQUE
ANALYSE
ORGANISATION

INTUITION
IMAGINATION
AUDACE

INSEEC : l'exigence de l'entreprise.
Institut des Hautes Etudes Economiques et Commerciales.
BORDEAUX : 35, cours Xavier-Arroux, 33000 Bordeaux. Tél : 56 44 95 97.
PARIS : 34, quai de la Seine, 75019 Paris. Tél : (1) 42 09 99 17.
Contribution concours INSEEC. Tél : 56 51 33 21.

DOSSIER • Les agents de maîtrise oubliés

Individualiser la formation

L'expérience pratique ne suffit plus

La plupart des agents de maîtrise continuent, en France, à tirer l'essentiel de leurs compétences de leur expérience pratique. Quatre sur dix n'ont aucun diplôme et autant n'ont qu'un CAP ou un BEP; pourtant, selon un sondage pratiqué dans le cadre de l'école de maîtrise de l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) — il serait nécessaire qu'ils soient, d'ici trois à cinq ans, pour un quart de niveau bac et pour un autre quart titulaires d'un DUT ou d'un BTS. Ils semblent être parmi ceux qui profitent le plus de la formation continue; mais les statistiques laissent un doute car elles les mêlent aux techniciens dans une catégorie unique. D'autre part, pour autant qu'on le sache, il s'agit essentiellement de formations au coup par coup et non d'une préparation globale à leur métier.

Ce n'est pas qu'on les oublie. Comme le souligne Philippe Trounev, du Centre d'étude et de recherche sur l'emploi et les qualifications (CEREQ), après avoir été longtemps ignorés, ils ont fait une entrée fracassante dans *Enquêtes et Études* au cours des années 70: «Le thème majeur de ces publications est le passage du «fic d'usine» à l'animateur d'équipe, puis, vers la fin des années 80, au gestionnaire et au manager».

L'agent de maîtrise s'intègre peu à peu à l'encadrement: «Du chef d'équipe à l'ingénieur», dit ainsi Jean-Marc Devaud, directeur de la formation à Pechiney, l'encadrement constitue un métier et un seul: à tous les niveaux il réclame le même type d'aptitudes. Une telle transformation aurait dû provoquer un vaste effort de formation. Mais on en parle plus qu'on agit. Parce qu'il est difficile de se séparer d'agents de maîtrise, même pour des périodes très brèves. Mais plus encore peut-être parce qu'ils interviennent en un lieu charnière de l'entreprise: celui où tous les grands projets viennent buter contre les impératifs quotidiens de la production. Les meilleures intentions s'y engluent ou même s'y noient.

Analyse d'emploi

Il est pratiquement impossible de donner à la maîtrise mieux que des éléments ponctuels de formation — le plus souvent techniques — tant qu'on n'a pas agité clairement pour un type déterminé de management et d'organisation du travail. En témoignent le texte de présentation des stages de l'école de maîtrise de l'UIMM: «Cette formation, basée sur les principes du management participatif, ne peut réussir que si elle est en parfaite harmonie avec les finalités économiques, sociales et humaines de l'entreprise.» En témoignent l'exigence posée — pour l'accès d'un agent de maîtrise à cette école — d'une véritable implication de sa hiérarchie.

Chez Renault, en pointe dans ce domaine, et qui a entrepris de préparer la totalité de sa maîtrise à son nouveau mode de fonctionnement, — cette implication est poussée jusqu'à la signature d'un contrat entre l'agent de maîtrise, le formateur et le supérieur hiérarchique qui y prend une série d'engagements précis de soutien. On

retrouve cette préoccupation aussi bien dans de petits organismes: ainsi Alter Ego Consultants (lié à l'éducation nationale), qui opère dans la région de Nancy, fait-il du dialogue entre les différents niveaux un levier essentiel de sa démarche de formation: «On découvre», raconte Patrick Delacourt, l'un des consultants, que personne n'a jamais dit à l'agent de maîtrise quelles sont précisément ses tâches. Jamais on ne lui a expliqué ce que signifie concrètement «animer une équipe». De proche en proche, c'est l'ensemble de la ligne hiérarchique qui se retrouve impliqué dans ces échanges. On peut presque dire que cette préoccupation est le signe de toute formation sérieuse. Mais ce n'est pas le seul. Par-delà la diversité de ce qui est proposé dans les innombrables instances de formation, on voit apparaître chez les plus novatrices une série de constantes qui pourraient bien dessiner les grandes lignes des formations de l'avenir.

Dans un premier temps, on s'efforce de défrayer les compétences que l'on attend de la maîtrise. Pour une formation intensive mise en place par le Greta de Cholet, on a réuni les représentants de quatre entreprises très différentes ainsi que de l'Agence PME régionale (Fonds d'assurance formation des petites entreprises) chargés de parler au nom des très petites — «un travail qui a permis de trouver beaucoup de points communs par delà les différences».

Chez Pechiney, ce sont également les responsables de l'entreprise qui ont fait ce travail de définition. Mais, dans d'autres formations, comme celles conduites par Alter Ego, c'est d'un dialogue entre maîtrise et hiérarchie que naît «l'analyse d'emploi»: «On fait», explique Patrick Delacourt, l'inventaire des tâches, des moyens pour les réaliser, du résultat qu'on en attend. C'est souvent pour les intéressés l'occasion d'un véritable bond en avant. Mais c'est aussi ce qui permet d'accéder au «comment faire». Ce dernier ne s'étudie pas abstraitement, sauf pendant de courtes étapes. Pour l'essentiel, il s'apprend sur le terrain. Car, comme le souligne Jean-Marc Devaud, de Pechiney, «le point fort des agents de maîtrise est leur expérience. C'est d'elle qu'il faut partir pour élargir leurs compétences et leur permettre de relier théorie et pratique». Former des agents de maîtrise «en salle», nombreux sont ceux qui le constatent, c'est «se condamner à ce qu'il ne se passe rien» car «ils n'arrivent pas à mettre en œuvre ce qu'ils ont appris».

Enfin, le temps apparaît comme un élément essentiel: former l'agent de maîtrise à son nouveau rôle, c'est lui faire prendre un véritable tournant culturel. Cela ne peut se faire qu'à petites doses et en suivant le rythme de chacun. C'est dire que ce type de formation est nécessairement individualisé: on repère les difficultés de chacun, on lui donne les outils pour les surmonter. Et on l'accompagne dans ses efforts, en particulier dans celui si difficile pour lui — homme de la matière et des machines, — de dialoguer, d'acquiescer l'aisance de parole et de relation qui est devenue un élément central de son métier.

Marie-Claude Botbeder

Entre le marteau et l'enclume

Si le management a fait son apparition, la tâche principale reste toujours le traitement des problèmes à la base

Les agents de maîtrise ne manquent pas de «sur-noms». Tantôt ils sont des «édredons», souvent des «charnières» et on les voit toujours «entre le marteau et l'enclume». La position est délicate. Coincée entre la base et les cadres, la maîtrise a régulièrement des états d'âme. «Cette question est récurrente», confirme Pierre Leclair, directeur d'étude à *Entreprise et Personnel*, historiquement elle s'est toujours posée. Vous avez d'abord eu l'époque des petits chefs, jusque dans les années 70. Puis, notamment pour éteindre les contre-feux de mai 68, les directeurs des ressources humaines ont formé les agents de maîtrise à être des animateurs. Mais dans les deux cas leur tâche est claire: traiter les problèmes à la base sur le terrain.

Aujourd'hui la charnière grincerait plus que d'habitude. La conjonction difficile rend la vie de la maîtrise un peu plus délicate, en tout cas dans certains établissements. «Nous remarquons», explique Jean-Claude Gagna, secrétaire de l'UGICT-CGT, que les velléités libérales et onomatopées pronées par certains chefs d'entreprise sont en train de s'éroder. Nous assistons parfois à un retour des conceptions traditionnelles: «Obéis, sois obéi, tais-toi et travaille.» C'est l'attitude la plus mauvaise, loin de toutes convictions et de tout investissement possible.

«C'est une préoccupation plus qu'une réalité», nuance Michel Lemaire, directeur des affaires sociales de Saint-Gobain. Nous sommes attentifs à ce qui risque de se passer dans certains de nos établissements, où, malgré nos efforts, cette définition du rôle plus restrictif de la maîtrise pourrait réapparaître.

Retour en arrière

Le risque est tout de même révélateur du malaise qui entoure la fonction, comme s'il était évident que l'agent de maîtrise était plus efficace, rendait une équipe plus productive quand il porte sa casquette de caporal plutôt que celle d'animateur d'équipe.

L'explication tient surtout au fait que l'agent de maîtrise nouveau visage n'a pas encore pu faire ses preuves, à quelques exceptions près, en raison d'un environnement qui reste encore peu favorable. Si peu que de nombreux chefs d'établissement

ont pensé un jour la faire sauter. «Vous n'avez eu», raconte Pierre Leclair, des expériences lancées depuis des années, où est dispensée une formation longue de trois semaines par mois pendant plusieurs mois, avec toujours une présence à l'usine malgré tout. Mais le besoin d'apprentissage n'est pas changé partout de la même manière. Par ricochet, nous écoutons nos militants cadres, explique Marie-Odile Paulet, secrétaire générale de l'UGICT-CFDT. Nous constatons bien qu'il est souvent difficile aux agents de maîtrise de réussir leur adaptation aux nouvelles formes de management parce qu'ils n'y sont pas préparés comme ils le vou-

laient. Beaucoup de chefs d'entreprise font comme si ces nouvelles missions pouvaient être innées. Mais c'est absurde, car elles sont à contre-courant du travail quotidien d'un agent de maîtrise, de sa culture, de son comportement.»

Les outils du pouvoir

Si des efforts de formation restent à faire, ils demeureront pourtant inutiles s'ils ne sont pas accompagnés d'une profonde réorganisation de l'entreprise, où chaque ligne hiérarchique doit trouver son utilité. Actuellement la tendance est bien à l'aplatissement des organigrammes. Les entreprises, enfin certaines, ont mis de l'ordre dans leurs niveaux hiérarchiques, où se retrouvaient auparavant pêle-mêle le chef d'équipe, le responsable de ligne, l'assimilé cadre, etc. Malgré tout se pose encore la question des rapports, et là toujours il s'agit bien du rôle de charnière entre le cadre et un agent de maîtrise nouveau profil.

«Un agent de maîtrise pleinement autonome, animateur d'équipe», explique Michel Lemaire, permet justement à un cadre de se recentrer sur ce qui doit être son travail: la recherche d'axes de progrès par exemple. La pratique paraît plus conflictuelle quand les agents de maîtrise sont formés à être davantage autonomes, à développer leur esprit d'initiative: il leur manque souvent les outils nécessaires pour traduire la théorie sur le terrain. «Même quand un ouvrier doit intégrer mon équipe», explique un agent de maîtrise dans une entreprise industrielle du nord de la France, «je n'ai aucun droit de regard sur son recrutement. De même, si je peux et si je dois m'intéresser à la qualité du produit, en revanche je ne suis pas associé à la qualité du processus. C'est frustrant.»

Les outils du pouvoir restent finalement plutôt dans les mains des cadres. Les agents de maîtrise ancienne génération ne s'en soucient pas trop. En revanche, les jeunes diplômés qui ont un BTS ou un DUT en poche ne s'y retrouvent pas. C'est peut-être pour cela que nombre d'entre eux fuient les carrières de production pour se diriger par exemple vers les bureaux de méthode. En attendant mieux.

Marie-Béatrice Baudet



Gilbert, le modèle de la réussite

Ecouter, évaluer, expliquer, conseiller, composer et donner

«Je sais que je suis atypique, mais je suis un agent de maîtrise heureux.» Gilbert fait partie de la trentaine d'agents techniques — on ne dit pas «contremaître» dans l'électronique — que compte à Surmes la société Elema, 600 salariés, division de la SNECMA.

Il y a peu, il est «passé» cadre après avoir planché devant un jury maison. Vingt-cinq ans de travail à la production dans les ateliers de câblage, verassage, mécanique, circuits imprimés font qu'aujourd'hui c'est Gilbert s'exprime au présent à propos de son statut: «Je ne vois pas la différence, à tout le moins en ce qui concerne la nature de mon travail, entre ma nouvelle fonction dans l'encadrement et celle que j'exerçais auparavant.»

Aujourd'hui, il est responsable du service fabrication, lequel regroupe 65 salariés. S'il se dit satisfait, c'est qu'à l'évidence son métier passionne cet homme à l'approche de la cinquantaine, au langage châtié, vêtu d'un costume de bonne coupe, cravate à la mode. Le contraire de l'apparence de l'image que l'on se fait du «petit chef» d'atelier en blouse grise. Originale de la région pari-

sienne, Gilbert a débuté d'emblée «à la table de travail» daté, comme il le dit, d'un «petit bagage», un brevet d'électronicien: «L'époque permettait de progresser vite. Le salaire suivait. L'aéronautique, et les moteurs d'avion en particulier, se portaient bien. Au bout de deux ans, en 1965, je devenais agent de maîtrise.»

Une évolution professionnelle qui a comblé les ambitions de cet agent modèle. S'est-il, au cours de cette longue période de maîtrise qui fut l'essentiel de sa vie professionnelle, senti pris, comme on dit, entre l'enclume et le marteau? A-t-il jamais éprouvé ce sentiment d'inconfort psychologique qui fait qu'entre la base et l'encadrement la position est difficile à tenir? Une question qui le fait sourire. Pour lui, à l'évidence, le secret de la réussite est essentiellement affaire de comportement humain. «A mes débuts, je travaillais dans l'atelier des prototypes avec un agent de maîtrise issu du monde des pétroliers, imbu de sa fonction, dur et autoritaire. Je me suis appliqué à être son contraire.»

Pour Gilbert, en effet, la fonction consiste à «beaucoup écouter,

beaucoup expliquer, beaucoup donner». Rien ne sert en effet de faire «transpirer» les gens inutilement. Tout l'art étant de savoir responsabiliser une équipe: «Cela se fait par le contact direct. Certainement pas en restant dans son bureau à compter les temps. Un rôle d'intermédiaire dans il est persuadé qu'il représente une absolue nécessité dans la bonne marche de toute entreprise que ses lettres de noblesse. Et qu'il perdurera longtemps parce que indispensable: «Il s'agit bien de faire redescendre les messages, mais il faut savoir aussi les faire remonter. Donc, ne pas hésiter à faire irruption dans le bureau du directeur s'il y a un problème urgent à régler.»

Demain est fait d'interrogations

Bien sûr, il faut composer avec de petits agacements. Lesquels? Gilbert reconnaît que de jeunes ingénieurs, frais et mous de Supélec ou de l'Ecole centrale, sans poils au menton, peuvent quelquefois irriter. «Il n'en demeure pas moins qu'ils m'ap-

portent des connaissances nouvelles et moi mon expérience.» Il souligne encore que l'atelier d'aujourd'hui, surtout dans une industrie de pointe, n'est plus ce qu'il était. La hiérarchie s'exerce différemment: «Les processus sont obligatoirement définis en commun, ce qui permet une implication de chacun. Si un «ING», entendez un ingénieur, ne joue pas le jeu, il sait qu'il sera attendu au tournant!»

De fait, pour Gilbert, les préoccupations de l'heure ne sont pas liées à des problèmes de hiérarchie. Encore moins de statut. La division électronique de la SNECMA n'est-elle pas aussi prise dans la récession qui frappe le secteur de l'électronique de pointe? Déjà, en 1991, une vague de licenciements a touché Surmes. Demain est fait d'interrogations.

Alors? «Mon travail consiste à faire que notre production s'améliore. J'ai un rôle d'information et d'explications à donner et je préfèrerais entrer en conflit avec les gens plutôt que de nous voir collectivement conduits à de très gros ennuis.»

Jean Menanteau

Le Monde EDITIONS

COMMENT PENSER

L'ARGENT ?

Sous la direction de Roger-Pol Droit

EN VENTE EN LIBRAIRIE

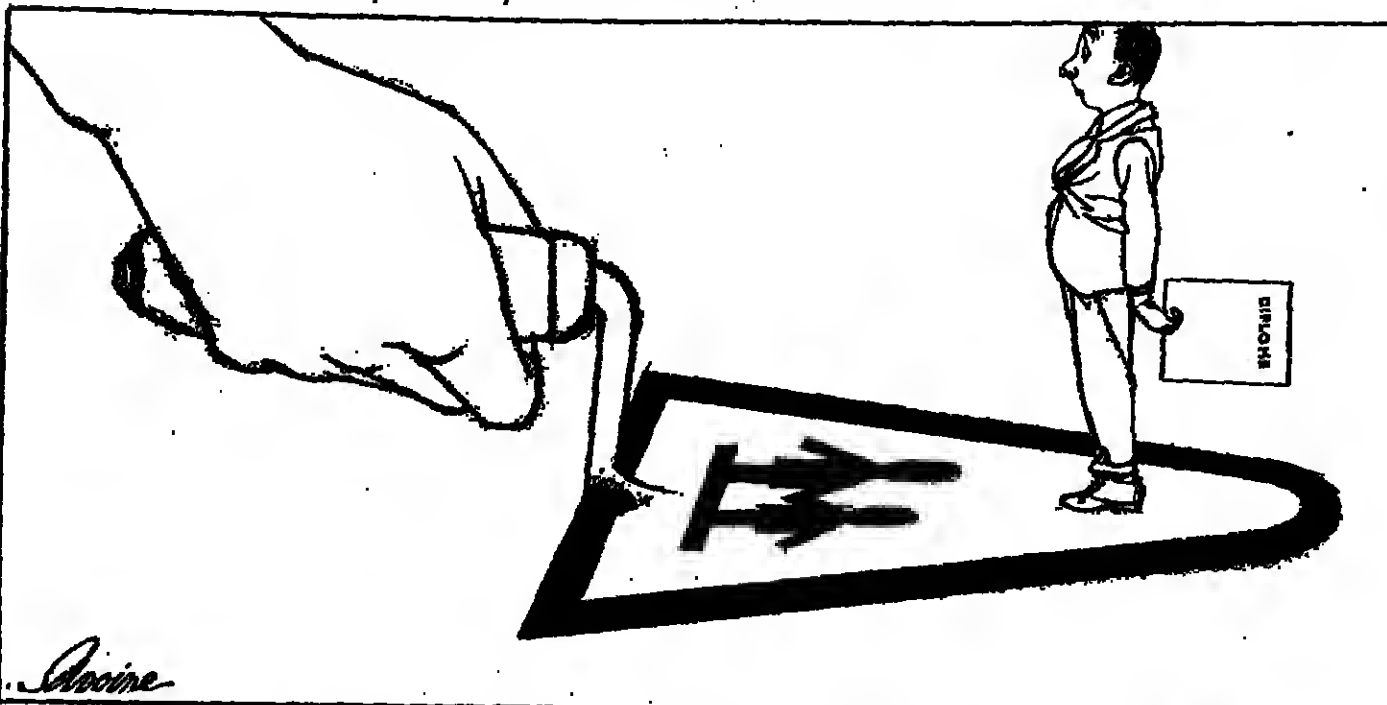
هكذا من الأهل

INITIATIVES

DOSSIER • Les agents de maîtrise oubliés

Evolution des métiers dans le BTP

Avoir une formation initiale solide complétée par une connaissance du terrain



Les inclassables

Echelon intermédiaire par excellence

LE moins que l'on puisse dire, c'est que la catégorie 48 du répertoire de l'INSEE ne fait pas l'objet d'une attention particulière ni d'une sollicitude spéciale. Balotés selon l'occurrence d'un endroit à l'autre de la hiérarchie, les agents de maîtrise ne suscitent guère la curiosité ni n'éveillent l'intérêt des foules. Echelon intermédiaire par excellence, ils sont tantôt considérés comme cadres, tantôt comme ouvriers, selon les circonstances et sans logique aucune.

Aux dernières élections professionnelles de décembre 1992, ils ont été catalogués comme ouvriers et ont voté avec cette catégorie dans certains secteurs comme la métallurgie ; par contre, dans la chimie, ils ont voté avec l'encadrement. Même valse-bésitation dans les caisses de retraite : ouvriers pour les uns, ils sont cadres pour les autres et cotisent ici ou là selon les professions.

Catégorie en voie de disparition ? Sans doute. Sur les 575 000 agents de maîtrise (dont 90 % d'hommes), plus des deux tiers, soit 345 000, sont âgés de plus de quarante-quatre ans. 55 000 seulement ont entre vingt et vingt-neuf ans.

Un cercle de réflexion

Deux syndicats se penchent sur leur sort et les étudient à travers des organismes spécifiques. La CGC possède une structure horizontale de agents de maîtrise et des techniciens, l'UNATA, l'Union interprofessionnelle des agents de maîtrise, techniciens et assimilés. L'UNATA représente environ la moitié des 150 000 adhérents de la confédération. Organisme d'études et de réflexion, l'UNATA ne mène pas directement d'action revendicative. Elle publie une revue, les *Cahiers de la maîtrise*.

Deux sujets d'études sont en cours et font l'objet de recherches de la part de deux groupes de travail spécialisés. Le premier sujet porte sur l'évolution de la fonction agent de maîtrise et le second sur la carrière et l'embauche des BTS

et des DUT. En effet, pour l'UNATA, il est difficile, voire impossible, de séparer les agents de maîtrise des techniciens, tant on voit de glissements des uns aux autres et de dilutions des fonctions et des activités. Beaucoup de cadres de la confédération - dont le président lui-même, Paul Marchelli - sont d'anciens agents de maîtrise, ce qui explique sans doute en partie l'attention portée aux problèmes et aux évolutions de cette population.

La CGT a également créé une structure spéciale pour l'encadrement, l'UGICT, l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens. Les agents de maîtrise en font partie. L'UGICT regroupe un dixième des effectifs globaux de la CGT. Un collectif national des agents de maîtrise et techniciens est animé par un agent de maîtrise de la RATP. Il s'agit essentiellement là aussi d'observer l'évolution de cette fonction. Pour une part importante, on trouve les agents de maîtrise de l'UGICT dans le service public, à la RATP, à la SNCF, et chez EDF-GDF.

Entreprise et Personnel est une association d'entreprises qui aide ses adhérents à réfléchir et à innover dans le domaine de la gestion. C'est à la demande de ceux d'entre eux qui avaient perçu l'urgence des problèmes que cet institut a entrepris, voici deux ans, une vaste étude sur les agents de maîtrise, sur leurs spécificités et leur devenir.

Autour d'un premier oiseau de quatre entreprises, dont Kodak, à Calais-sur-Saône, et les Houillères du bassin de Lorraine, un cercle de réflexion s'est constitué avec des chercheurs, sous la houlette de Pierre Leclair, directeur d'études à l'Entreprise et Personnel. Un document de synthèse paraîtra au début de l'année qui fait le point sur deux années de travaux et de recherche. Diffusé en priorité aux entreprises membres de l'association, ce document ne sera pas confidentiel pour autant. Il pourra servir de base et d'outil de référence à tous ceux qui étudient les agents de maîtrise, bien qu'ils ne se soient pas révélés jusqu'à présent très nombreux.

Liliane Delwasse

AU fil du temps, les «ETAM» ont pris du poids dans le BTP. Selon la Fédération nationale du bâtiment (FNB), leur part dans les effectifs est passée de 11 % en 1978 à 14 % en 1991. Une bagatelle par rapport aux ouvriers qualifiés, passés de 18,8 % en 1978 à 28,8 % en 1990, mais un signe certain de leur ancrage dans la profession par rapport aux cadres (5,1 % en 1978 à 7,4 % en 1991).

Si, comme l'affirme Didier Picard, directeur de l'école technique privée de Villejuif, qui prépare les jeunes au bac professionnel, gros œuvre bâtiment et TP, «l'entreprise gagne tout par son organisation», il revient désormais aux ETAM de production, chefs de chantier et conducteurs de travaux, de prendre en charge cette organisation.

«On demande aux chefs de chantier une grande connaissance du métier ainsi qu'un grand sens de l'organisation. Ils doivent veiller à la productivité et à la qualité du chantier», indique Gérard Trouvé, PDG de l'entreprise de peinture, finition et ravalement Trouvé, qui emploie sept cent cinquante salariés. Tandis que Jean Michelin, responsable de la formation à la

FNB, estime que «si la technique évolue, il n'y a pas de gros bouleversements. Ce qui est devenu plus complexe, en revanche, c'est l'organisation du travail».

Désormais, au-delà de la technique, les agents de maîtrise ont un rôle élargi. Outre une parfaite maîtrise de leur métier, on leur demande des connaissances en informatique, plus d'autonomie dans l'organisation de leur travail, des capacités d'animation d'équipe, des capacités de communication avec les clients, les fournisseurs, le public, bref, avec tout ce qui constitue l'environnement d'un chantier.

Un rôle de gestionnaire

«En fait, les ETAM sont passés d'un rôle d'exécutants à un rôle de gestionnaires», confirme la FNTF (Fédération nationale des travaux publics). Une évolution que l'on perçoit plus pour les chefs de chantier (responsables d'un chantier) que chez les conducteurs de travaux (responsables de plusieurs chantiers) qui, depuis longtemps, assurent déjà l'interface entre les

chantiers, les clients et les financeurs.

Cette évolution des métiers a amené tout naturellement les entreprises à accentuer la formation de leur maîtrise, ce interne très souvent. Dans certaines régions, les professionnels se sont regroupés. Ainsi, dans le cadre de l'opération «Maîtrise 2000», l'Association régionale de formation du BTP des Pays de Loire (AREF), avec l'aide du conseil régional, forme depuis 1984 de jeunes demandeurs d'emploi de niveau bac à la fonction d'assistant chef de chantier.

Une formation de 1 500 heures prévoyant 500 heures de management, communication, informatique, 500 heures de connaissances techniques et 500 heures de stage en entreprise, en commençant par un stage ouvrier. «Nous choisissons de préférence des jeunes qui ont déjà eu une expérience du bâtiment. La formation leur est plus profitable. S'ils n'ont pas d'expérience mais un bon profil malgré tout, nous leur conseillons d'aller travailler sur des chantiers quelques mois, comme intérimaires par exemple, puis de revenir se présenter», explique Yves Jaffré, directeur de l'AREF Pays de Loire. Depuis quelques années égale-

ment, des bacs pro ont vu le jour, dans le bâtiment d'abord, puis les travaux publics ; ils forment des ouvriers qualifiés (OQ) susceptibles d'évoluer assez rapidement vers la maîtrise. Ce passage obligé par le stade d'OQ a quelque peu déconcerté les jeunes qui s'imaginaient parfois promus chefs de chantier du jour au lendemain.

Certes, on peut comprendre que des jeunes qui, dans certains domaines, se connaissent autant si ce n'est plus que les chefs de chantier à l'ancienne - car ils parlent anglais, connaissent la résistance des matériaux, pianotent sur l'informatique - «pioient d'impatience», selon l'expression de Didier Picard. Mais les fédérations professionnelles restent fermes sur leurs positions : «Le meilleur chef de chantier - estime Jean Michelin - c'est celui qui est passé par les différentes phases de l'exécution, qui connaît les ficelles du métier et le climat de l'entreprise».

Un apprentissage du terrain d'autant plus important que, traditionnellement, dans le BTP, les chefs de chantier ont à assurer auprès des jeunes recrues un rôle de tuteurs ou de parrains.

Catherine Leroy

Chômeurs, comme les cadres

Leur nombre augmente aussi vite dans les listes de l'ANPE

MAL connus, incorporés dans la catégorie imprécise des « professions intermédiaires », les techniciens et surtout les agents de maîtrise subissent une aggravation du chômage qui n'a rien à envier à celle qui frappe les cadres. L'intérêt de l'opinion publique en moins, il y a même des similitudes dans l'évolution des deux catégories, depuis des mois.

En novembre, alors que le nombre d'inscriptions augmentait encore de 23,5 % par rapport à l'an passé, pour les cadres, les agents de maîtrise et techniciens connaissent une hausse de 23,9 %. Tandis que les premiers étaient 168 000 à figurer sur les listes de l'ANPE, ils étaient, eux, 162 000. Et ce parallèle troublant se poursuit depuis les lendemains de la guerre du Golfe...

Nombreux dans l'industrie

Pour des raisons certes différentes, les difficultés de reclassement sont, dans l'un et l'autre cas, tout aussi difficiles. Au deuxième trimestre de 1992, on avait recensé 2 173 offres d'emploi pour les cadres et 5 844 pour les agents de maîtrise et les techniciens. Une broutille, en comparaison des 45 000 postes

proposés aux employés qualifiés, par exemple, qui ne sont pourtant pas mieux lotis que tous les autres types de chômeurs quand il s'agit de retrouver un emploi.

Pour les agents de maîtrise, plus encore que pour les techniciens, cette situation se double de plusieurs facteurs, également défavorables. Peu distingués dans les statistiques, déjà, ils appartiennent à un groupe indéfini, coincé entre la hiérarchie moyenne et le personnel d'exécution. Leur formation est elle aussi mynème, quand ils n'ont pas appris leur métier sur le tas et qu'ils n'ont été promus à l'ancienneté. De plus, ils sont davantage présents dans les activités industrielles, sans condition de taille d'entreprise, celles-là mêmes qui suppriment actuellement le plus d'emplois. Au total, cela forme une population vulnérable qui risque de s'enfoncer dans le chômage et qui a d'autant plus de mal à se sortir qu'elle est difficilement identifiable.

Alors que les professions intermédiaires - des instituteurs aux comptables - comprenaient 1 700 000 personnes en 1990, l'une des dernières estimations permettait de croire que, en 1987, il y avait 759 000 techniciens et 556 000 agents de maîtrise, les uns en croissance, les autres en baisse. Actuelle-

ment, tous secteurs confondus, les agents de maîtrise et entremetteurs représenteraient 4,2 % de la population active.

Plus intéressante est leur répartition par branche d'activité. Dans la production et la distribution d'énergie, ils constituent 20,6 % des effectifs salariés, et atteignent même les 23,3 % dans la seule électricité. A l'inverse, dans les banques ou les assurances, ils ne sont guère qu'un ridicule 0,2 %. Ils sont à peine plus nombreux dans le commerce, où ils font 2,2 %, et dans les services marchands, globalement, avec 1,9 %. La seule exception, dans ce derrier ensemble, provient de la réparation automobile : les garages et les concessionnaires emploient 7,7 % d'agents de maîtrise ou de contremaîtres selon la tradition du mode industriel dont ils restent proches.

De fait, les gros bataillons se rencontrent dans l'industrie des hiens intermédiaires, avec un taux de 6,8 % qui va jusqu'à 10,7 % dans la chimie, dans l'industrie des hiens d'équipement (4,5 %) et, bien sûr, dans le bâtiment et les travaux publics avec les chefs de chantier. Là, ils comptent pour 7,6 % dans les effectifs de la profession.

A. Le.

Le tuteur, un moteur du changement

L'APPRENTISSAGE et la formation professionnelle et d'insertion mis en œuvre depuis le début des années 80 font appel à la désignation, plus ou moins explicite, de tuteurs. Pour autant, cette catégorie de salariés demeure mal connue. « On en compte environ 420 000 », estime Gérard Vanderpote, président de l'AFPA et auteur du rapport au ministre du travail « Les fonctions tutorales dans les formations alternées ». La majorité des tuteurs, âgés de trente à quarante-cinq ans, ont une expérience professionnelle de dix ans. Dans l'artisanat, le tuteur est le patron. Ailleurs, les fonctions tutorales sont souvent exercées par plusieurs personnes travaillant dans différents ateliers, un « tuteur principal » étant chargé d'accueillir le stagiaire, d'organiser son parcours dans l'entreprise et d'établir les liens avec l'organisme de formation. Il n'existe pas de statistiques concernant les catégories socio-professionnelles auxquelles appartiennent les tuteurs. Une enquête de la mission « nouvelle qualification » révèle toutefois que, parmi les 1 400 tuteurs interrogés, seuls 300 sont des techniciens et agents de maîtrise, 600 sont des ouvriers et employés qualifiés, et 300 des chefs d'entreprise.

Selon Gérard Vanderpote, le tuteur ne donne pas lieu à une augmentation de salaire, qui, d'ailleurs, n'est pas revendiquée

par les intéressés. Il n'entraîne pas non plus d'allègement de la charge des tuteurs pour s'occuper des stagiaires. Ce qui peut être un handicap. Enfin, très peu de tuteurs ont suivi une formation spécifique à l'exercice de cette nouvelle mission, qui, pourtant, « ne s'improvise pas », déplore Gérard Vanderpote. Dans ce contexte, l'action de la branche de la plasturgie est exemplaire. Pour accompagner la création du bac professionnel « plastiques et composites », le fonds d'assurance formation Plastifas a mis en place en 1988 un dispositif appelé « L'enjeu des tuteurs », qui donne son nom au livre de Paul Boulet (Editions d'organisation). Depuis, 1 300 élèves ont été pris en charge par 700 tuteurs formés en cinq jours et travaillant dans 330 entreprises. Parmi celles-ci, Rehoul SMT Dispenser, une PME de 135 salariés qui a formé huit agents de maîtrise (AM) avant d'accueillir en 1990 huit jeunes en alternance qui ont ensuite été embauchés.

Les tuteurs ont été « désignés d'office », précise Jean-Paul Frahel, tuteur principal, car « le tuteur fait partie du travail de l'AM ». Cependant, « aller en formation leur faisait un peu peur, car le centre se trouve à l'extérieur de l'entreprise ». Et ils n'ont pas l'habitude de suivre des stages. Cette formation les a « préparés à modifier leur comportement », en étant plus toisés

par les intéressés. Il n'entraîne pas non plus d'allègement de la charge des tuteurs pour s'occuper des stagiaires. Ce qui peut être un handicap. Enfin, très peu de tuteurs ont suivi une formation spécifique à l'exercice de cette nouvelle mission, qui, pourtant, « ne s'improvise pas », déplore Gérard Vanderpote. Dans ce contexte, l'action de la branche de la plasturgie est exemplaire. Pour accompagner la création du bac professionnel « plastiques et composites », le fonds d'assurance formation Plastifas a mis en place en 1988 un dispositif appelé « L'enjeu des tuteurs », qui donne son nom au livre de Paul Boulet (Editions d'organisation). Depuis, 1 300 élèves ont été pris en charge par 700 tuteurs formés en cinq jours et travaillant dans 330 entreprises. Parmi celles-ci, Rehoul SMT Dispenser, une PME de 135 salariés qui a formé huit agents de maîtrise (AM) avant d'accueillir en 1990 huit jeunes en alternance qui ont ensuite été embauchés.

Les tuteurs ont été « désignés d'office », précise Jean-Paul Frahel, tuteur principal, car « le tuteur fait partie du travail de l'AM ». Cependant, « aller en formation leur faisait un peu peur, car le centre se trouve à l'extérieur de l'entreprise ». Et ils n'ont pas l'habitude de suivre des stages. Cette formation les a « préparés à modifier leur comportement », en étant plus toisés

par les intéressés. Il n'entraîne pas non plus d'allègement de la charge des tuteurs pour s'occuper des stagiaires. Ce qui peut être un handicap. Enfin, très peu de tuteurs ont suivi une formation spécifique à l'exercice de cette nouvelle mission, qui, pourtant, « ne s'improvise pas », déplore Gérard Vanderpote. Dans ce contexte, l'action de la branche de la plasturgie est exemplaire. Pour accompagner la création du bac professionnel « plastiques et composites », le fonds d'assurance formation Plastifas a mis en place en 1988 un dispositif appelé « L'enjeu des tuteurs », qui donne son nom au livre de Paul Boulet (Editions d'organisation). Depuis, 1 300 élèves ont été pris en charge par 700 tuteurs formés en cinq jours et travaillant dans 330 entreprises. Parmi celles-ci, Rehoul SMT Dispenser, une PME de 135 salariés qui a formé huit agents de maîtrise (AM) avant d'accueillir en 1990 huit jeunes en alternance qui ont ensuite été embauchés.

Francine Alzicovici

inclume

l'écrit par un... à la base

Environ 100 000 personnes ont été recrutées par les entreprises pour les besoins de la production et de la maintenance des équipements industriels. Ces recrutements ont été effectués par les entreprises elles-mêmes ou par des agences de recrutement.

Les outils du pouvoir

Les outils du pouvoir sont les moyens matériels et humains qui permettent à une organisation de réaliser ses objectifs. Ils comprennent les ressources humaines, financières, matérielles et techniques.

Les outils du pouvoir sont les moyens matériels et humains qui permettent à une organisation de réaliser ses objectifs. Ils comprennent les ressources humaines, financières, matérielles et techniques.

Les outils du pouvoir sont les moyens matériels et humains qui permettent à une organisation de réaliser ses objectifs. Ils comprennent les ressources humaines, financières, matérielles et techniques.

Les outils du pouvoir sont les moyens matériels et humains qui permettent à une organisation de réaliser ses objectifs. Ils comprennent les ressources humaines, financières, matérielles et techniques.

Les outils du pouvoir sont les moyens matériels et humains qui permettent à une organisation de réaliser ses objectifs. Ils comprennent les ressources humaines, financières, matérielles et techniques.

Les outils du pouvoir sont les moyens matériels et humains qui permettent à une organisation de réaliser ses objectifs. Ils comprennent les ressources humaines, financières, matérielles et techniques.

Les outils du pouvoir sont les moyens matériels et humains qui permettent à une organisation de réaliser ses objectifs. Ils comprennent les ressources humaines, financières, matérielles et techniques.

Les outils du pouvoir sont les moyens matériels et humains qui permettent à une organisation de réaliser ses objectifs. Ils comprennent les ressources humaines, financières, matérielles et techniques.

Les outils du pouvoir sont les moyens matériels et humains qui permettent à une organisation de réaliser ses objectifs. Ils comprennent les ressources humaines, financières, matérielles et techniques.

Les outils du pouvoir sont les moyens matériels et humains qui permettent à une organisation de réaliser ses objectifs. Ils comprennent les ressources humaines, financières, matérielles et techniques.

Les outils du pouvoir sont les moyens matériels et humains qui permettent à une organisation de réaliser ses objectifs. Ils comprennent les ressources humaines, financières, matérielles et techniques.

Les outils du pouvoir sont les moyens matériels et humains qui permettent à une organisation de réaliser ses objectifs. Ils comprennent les ressources humaines, financières, matérielles et techniques.

Les outils du pouvoir sont les moyens matériels et humains qui permettent à une organisation de réaliser ses objectifs. Ils comprennent les ressources humaines, financières, matérielles et techniques.

Les outils du pouvoir sont les moyens matériels et humains qui permettent à une organisation de réaliser ses objectifs. Ils comprennent les ressources humaines, financières, matérielles et techniques.

Les outils du pouvoir sont les moyens matériels et humains qui permettent à une organisation de réaliser ses objectifs. Ils comprennent les ressources humaines, financières, matérielles et techniques.

Les outils du pouvoir sont les moyens matériels et humains qui permettent à une organisation de réaliser ses objectifs. Ils comprennent les ressources humaines, financières, matérielles et techniques.

Les outils du pouvoir sont les moyens matériels et humains qui permettent à une organisation de réaliser ses objectifs. Ils comprennent les ressources humaines, financières, matérielles et techniques.

Les outils du pouvoir sont les moyens matériels et humains qui permettent à une organisation de réaliser ses objectifs. Ils comprennent les ressources humaines, financières, matérielles et techniques.

Les outils du pouvoir sont les moyens matériels et humains qui permettent à une organisation de réaliser ses objectifs. Ils comprennent les ressources humaines, financières, matérielles et techniques.

TENDANCE

A la recherche d'un nouveau territoire social

Les directeurs des ressources humaines n'attendent aucun changement de l'année qui commence

À propos de la conjoncture sociale pour 1993, les directeurs de ressources humaines sont pessimistes. Interrogés par leur association, l'Association nationale des directeurs et cadres de la fonction personnel (ANDCP), en collaboration avec Ecco Travail temporaire, ils manifestent leurs inquiétudes, dans le prolongement de celles de l'an passé (le Monde Initiatives du 4 décembre 1992).

Leurs réponses, émanant de 602 entreprises, qui emploient près de 780 000 salariés, majoritairement dans l'industrie, font état d'un climat morose. Quelques indications illustrent bien cet état d'esprit et, en même temps, en disent long sur les pratiques actuelles des employeurs.

Alors que les prévisions de licenciement n'évaluent guère, les licenciements « transactionnels », ceux qui font l'objet d'une prime ou de ces « chèques-ralais » que dénonce M^{me} Martine Aubry, sont en augmentation. Des cadres, ils se sont

étendus aux ouvriers et représentent 25 % du total. Alors que des suppressions d'emploi sont intervenues au premier semestre 1992 dans 39 % des entreprises interrogées, celles-ci ne s'attendent guère à une amélioration pour 1993.

Stratégies autonomes

Pourtant, leur appréciation de l'évolution de l'activité semble changer : 41 % d'entre elles indiquent un ralentissement pour le premier semestre 1992, qu'elles confirment pour le deuxième semestre, mais une sur quatre, seulement, pronostique une tendance identique pour 1993.

Quand elles embauchent, comme en 1991, ces mêmes entreprises envisagent de le faire à 75 % avec des embauches à titre précaire, notamment pour les ouvriers, comme cela a été le cas au deuxième semestre de 1992, sur 70 000 recrutements.

Au total, les intérimaires, les contrats à durée déterminée et les autres formes figurent pour 7,1 % dans les effectifs, et rares sont celles qui ont eu recours aux contrats de retour à l'emploi (71 entreprises pour 794 postes). Pour les ouvriers professionnels de production, de maintenance, et pour les techniciens titulaires d'un BTS ou d'un DUT, surtout, près de la moitié disent par ailleurs éprouver des difficultés de recrutement.

Dans ce sentiment, il ne semble y avoir aucune trace de l'influence qui pourrait être exercée par les échéances électorales. Il apparaît de plus en plus que les politiques sociales s'élaborent selon des « stratégies autonomes », note M. Jean Naharet, qui est l'instigateur de cette enquête au sein de l'ANDCP. En revanche, et c'est au moins aussi préoccupant, il devient évident que le champ du social continue de se déplacer, qu'il change de territoire, et que les « régulateurs traditionnels sont dépassés ». Plusieurs indices confirment cette

impression. Certes, le climat social est jugé calme ou peu agité par quatre entreprises sur cinq, mais les sujets de revendication demeurent. S'il n'y a plus de conflit ouvert, un mécontentement s'exprime parfois par « une peur introvertie », susceptible de déboucher sur des tensions qui seraient alors le fait de groupes ou de catégories, pas nécessairement soutenues par la solidarité collective.

Daos cet univers du « chacun pour soi », il est significatif que 17 entreprises aient à négocier avec des coordinations et que, parmi celles qui ont eu à subir des grèves, une forte proportion ait constaté que les organisations syndicales étaient « débordées » par leur base ou simplement « suivies » du personnel.

Cela peut être rapproché du fait que 40 % des entreprises où se sont déroulées des élections professionnelles ont assisté à la victoire de candidats libres. Si les salaires et les conditions de travail restent les premières revendications, les directeurs des

ressources humaines soulignent l'arrivée d'autres thèmes, dont la garantie de l'emploi, mais surtout du maintien des avantages acquis. C'est ce qui amène les responsables de l'étude à porter leur attention sur les nouvelles formes de régulation sociale, soit qui se mettent en place avec beaucoup de timidité encore, soit qui devront être une réplique à ces changements « sociétaux ».

Nouvelles formes de régulation

Pour l'heure, toutefois, les réponses montrent aussi que les politiques sociales manquent de hardiesse ou ne sont pas spécialement novatrices. La gestion prévisionnelle des emplois ressemble encore à un « discours institutionnel ». On continue à faire beaucoup d'heures supplémentaires et, si l'aménagement du temps de travail progresse légèrement, la notion de partage

du travail a, elle, peu de réalité.

Au vu du nombre d'accords (1 150), la vie contractuelle est dynamique mais le contenu des négociations en montre également les limites. Les discussions s'élargissent, au-delà des salaires, de l'intéressement et de la participation, et, si des temps, abordés maintenant les retraites et la prévoyance mutuelle. Mais 134 des accords seulement ont été obtenus à la suite d'un échange ou d'une négociation « gagnant-gagnant ». Les discussions sur les plans de formation progressent et se font sur des bases pluriannuelles, mais la formation co-alternance s'impose lentement. Enfin, ultime confirmation, la CFDT, avec 551 accords signés, reste bien l'organisation qui s'engage le plus souvent. Sans surprise, on apprend qu'elle est suivie par la CGC (496) et, contrairement à ses déclarations nationales d'intention, par la CGT (413), qui devance ainsi FO (412).

A. Le.

VOCATION

Aider à entreprendre

Faciliter la mise en chantier d'un projet professionnel



CONSIDÉRANT que les dispositifs existants dans les cycles de formation, comme dans les modules spécifiques mis en place par l'ANPE (séminaires techniques de recherche d'emploi ou sessions d'orientation approfondie) laissent sans réponse satisfaisante les besoins de préparation et d'entraînement à la recherche d'un emploi pour des personnes ayant un projet précis, divers partenaires se sont associés pour créer Module d'emploi à Besançon.

L'ANPE et d'autres services administratifs, la mission locale de Besançon, l'université, l'union nationale du Doubs et des entreprises, des organismes de formation, ont joué le jeu d'un partenariat actif qui s'exprime jusque dans la désignation du président. Présidence tournante, confiée pour la première année d'existence à un représentant des organismes de formation, M. Patrick Pasteur.

Alors que les sessions techniques de recherche d'emploi n'ont qu'une durée de 14 heures, insuffisante pour déclencher une véritable dynamique de recherche d'emploi, explique ce dernier, Module d'emploi propose 80 heures étalées sur deux semaines.

Le stagiaire est d'abord invité à analyser son projet professionnel et à en mesurer les contraintes. Puis il apprend à se servir des moyens informatiques et documentaires lui permettant de repérer les entreprises susceptibles d'intégrer son projet. Ensuite, il

organiserait sa démarche prospective et, par courrier et par téléphone, devra obtenir un rendez-vous chez un employeur potentiel. Tout, en fait, tourne autour de cet entretien : il a été convenu que le stagiaire ne s'y présenterait pas en demandeur d'emploi, mais seulement dans l'intention de solliciter des conseils et une appréciation sur la pertinence de son projet professionnel.

Cette approche par la bande a, paraît-il, d'heureux effets sur l'attitude du chef d'entreprise ou du directeur des relations humaines. Soutagé de ne pas avoir à éconduire un banal demandeur, il considérerait avec une certaine bienveillance celui qui, à ce stade, apparaît seulement comme poussé par une vocation dont il convient de guider les pas et d'éclairer la route. « Ainsi, vous voulez devenir ambulancier (au employé de bureau, ou adjoint de direction...), mais vous savez, c'est un métier qui réclame telle formation, telles aptitudes... »

La fois suivante, le candidat, ayant parfait sa formation et peaufiné son argumentaire dans le sens indiqué, aura toutes les chances, si la place est libre, d'entrer dans la maison. Le sondage opéré auprès de 80 stagiaires issus des six premières sessions de Module d'emploi fait en tout cas apparaître que, sur 46 stagiaires ayant répondu au questionnaire, 28, soit plus de 60 %, avaient trouvé un emploi.

Claude Fabert

PME

Les secrets de la longévité

L'élixir de longue vie se trouve dans les subtilités du management familial

DEUX cents ans et toujours indépendantes, saines et prospères. Quelle est cette alchimie mystérieuse qui permet à une petite poignée de sociétés (cinquante à ce jour) de passer ainsi deux siècles d'histoire sans être emportées par le vent des crises et des restructurations ? Ilôt de sérénité dans une mer agitée, elles figurent pour la plupart parmi les dernières firmes familiales et autonomes de leur secteur.

Comme le liquoriste Marie-Brizard ou le laminoir de métaux non ferreux Griset. Viticulteur, imprimeur, confiseur, armateur, luthier, joaillier, fabricant d'hameçons et de visserie, forestier, producteur de saké, etc. Vingt-six de ces « nœuds rares » se sont réunis, en 1981, dans une association, les Hénokiens. La référence biblique à Hénoc n'est pas un hasard ; ce patriarche d'avant le déluge vécut trois cent soixante-cinq ans.

Un club de ringards ? Au-delà des apparences, il faut très vite éliminer le cliché. D'abord, la création de l'association est le fruit d'une réflexion marketing de Marie-Brizard, qui cherchait un moyen de valoriser son image de marque. Et surtout les grosses PME, à l'aise dans l'existence, n'ont rien de vieilles grandes-mères accrochées à leur fond de commerce poussiéreux.

Des liftings réguliers

Modernes pour la plupart, elles ont généralement une carrière internationale. Avec quatre usines, dont une aux États-Unis, le fabricant d'armes italico Beretta, créé au début du seizième siècle, vise les 70 % de l'exportation pour un chiffre d'affaires de 250 millions de dollars environ et fait « mouche » dans plus de cent pays. Quant au laminoir de métaux non ferreux Griset, fondé en 1760, il tient tête aux géants du secteur et complète ses prestations par une forte activité d'ingénierie qui l'entraîne au-delà des océans, au Japon, mais aussi en Chine et à Taïwan. Présente dans plus de cent trente pays, Marie-Brizard, qui « tringue » régulièrement d'excellents résultats, a créé en 1990 un fond de développement européen avec une vingtaine de

partenaires financiers français et étrangers pour renforcer son assise internationale.

Mais rien de « vraiment exceptionnel » dans toutes ces évaluations propres aux entreprises qui vivent bien avec leur temps. En réalité, il faut chercher le secret de leur longévité dans le subtil équilibre de leur gestion, qui oscille entre tradition et avenir.

Les produits d'abord. Ces entreprises possèdent, généralement, de véritables petits « joyaux » uniques en leur genre, comme l'anisette Marie-Brizard, dont le secret de fabrication est jalousement gardé dans l'entre-deux usines familiales. Ils sont si ancrés dans les mœurs et la tradition qu'ils en deviennent indémontables. Avec tout de même des liftings réguliers. « Nous avons su adapter notre anisette aux modes de consommation des générations successives en jouant sur le levier publicitaire », raconte Paul Glotin, PDG de Marie-Brizard. Autrefois, on buvait la liqueur pure, maintenant, nous poussons la consommation sur glace.

Mais en lançant des nouveautés, tout en s'appuyant sur l'image de marque de leur bonne foi intemporelle, Marie-Brizard et d'autres ont eu la sagesse de ne pas mettre tous leurs œufs dans le même panier. Un gage de prospérité pour les descendants. Ainsi, même si la firme allemande Friederich Schwarze réalise toujours 50 % de son chiffre d'affaires avec sa liqueur de Westphalie, elle s'est diversifiée de longue date en prenant la concession locale pour l'embouteillage de Coca-Cola. « Il est dangereux de ne vivre que de tradition », tient à souligner Ugo Gussalli de Beretta. Effectivement, combien d'entreprises centenaires menacées par le « sur le carreau » pour s'être enfermées dans le dandyn de leur gloire passée ?

Mais c'est dans les subtilités du management familial que se trouve l'élixir de longue vie. Dans ces entreprises, le bien commun qui traverse les époques comme un pigeon voyageur est sacré. Par exemple, de père en fils, l'arbre généalogique de l'entreprise Beretta possède douze branches descendantes. Chaque génération se pique de déployer toute son énergie pour faire prospérer le patrimoine avec la sainte obsession d'être capable de passer le flambeau à

l'élite haute. Ici, peu de problèmes de motivation ou de dirigeants de passage cherchant des tremplins de carrière. Depuis la teneur enfance, les futurs appelés ont été à l'usine comme en pèlerinage et ont découvert leur vocation. « Chez les Hénokiens, l'amour du métier et de l'affaire familiale prime le simple gain », explique Ugo Gussalli de Beretta, président actuel de l'association.

Aristocrates de l'entreprise

Un détail qui est loin d'être neutre pour comprendre leur survie à travers les siècles. Ainsi, c'est un blasphème de vendre hors du cercle familial, même si les tentations alléchantes ne manquent jamais, notamment dans le secteur très convoité des alcools et spiritueux. Comme chacun travaille aussi pour les générations futures, la recherche du profit à court terme n'est pas une fin systématique.

Friederich Schwarze n'est guère tracassé par l'idée de perdre de l'argent pendant dix ans sur la spécialité à base de genièvre lancée en 1989. De l'investissement à long terme bien compris en quelque sorte. Enfin, ces entreprises sont généralement dirigées par des hommes de l'art et rarement par des financiers purs et durs. « Je suis avant tout un technicien », souligne Gérard Durand, PDG de Griset. La France industrielle a trop souffert ces trente dernières années de l'omniprésence des financiers.

Evidemment, chez les Hénokiens le risque de dérapage paternaliste, voire de dégénérescence consanguine, semble grand. Pourtant, ces aristocrates de l'entreprise qui ne se cachent pas de l'être cherchent à s'associer les talents d'hommes de compétences, qu'ils fassent ou non partie du sérail, et bannissent comme la peste les fils de famille incompétents. La tradition a des limites. Gérard Durand gère son affaire depuis trente ans avec un copain de centrale. Et chez Marie-Brizard ne rentre pas qui veut. Aptitudes, études supérieures et expérience professionnelle, les candidats de la famille doivent aussi présenter leur passeport de compétences à l'entrée de l'entreprise. Mais la grille familiale n'est pas exigée pour occuper

certaines postes-clés, comme responsable de branche d'activité.

Ces entreprises, malgré leur solidité morale et matérielle, ne sont pas invincibles. Si la crise actuelle les ébranle peu, elles ont vu d'autres au fil de leur histoire. Trois fleaux peuvent toutefois leur porter un coup mortel. Les querelles et autres différends familiaux risquent un jour de mal tourner. Après pourtant cinq cents ans d'activité, Pasquier Desvignes, éleveur négociant en vin, n'a pas résisté à la mésaventure de deux cousins germains. Et les coups de Jarnac des actionnaires familiaux peuvent être redoutables. Marie-Brizard a eu très chaud il y a deux ans. Théoriquement, le pacte familial anti-OPA verrouille le capital, ce qui n'exclut ni la vigilance ni le besoin, finalement légitime, de choyer ses actionnaires. Ainsi, l'entreprise publie deux fois par an un journal intitulé l'Esprit de famille.

Sorte de tour de Babel, les incompétents, les paresseux et autres flambeurs font tout aussi dangereusement pencher les édifices familiaux. « Mon grand-père a presque ruiné l'entreprise en spéculant à la Bourse », reconnaît Friederich Schwarze. Enfin, pour tous les Hénokiens, les questions de succession sont aussi terriblement pesantes. Piollet, plumbier de son état, a « éclaté » car le mari de la fille onique du patron décédé n'a pas voulu rentrer dans le maillage familial. Enfin, jugés de plus en plus pesants, les droits de succession semblent représenter un réel motif d'inquiétude.

Arche de Noé « entrepreneuriale », les Hénokiens sont-ils les survivants d'une autre époque ? Ou, sait-on jamais, les pionniers d'une ère nouvelle ?

Catherine Lévi

Le Monde
ÉDITIONSNIPPON
LE JAPON DEPUIS
1945
William Horsley,
Roger Buckley

EN VENTE EN LIBRAIRIE

مكتبة الأمل

مخاض العمل

INITIATIVES RENDEZ-VOUS

TRIBUNE

Un nouveau regard sur l'emploi

par Brigitte Deltombe et Michel Audigier

La génération actuelle des actifs s'est forgée dans la certitude que l'économie peut assurer le plein emploi : les années 50 et 60 avaient en effet procuré un emploi à plein temps, à durée indéterminée, pour tous. Seul subsistait un chômage résiduel lié à la mobilité des personnes et des professions. Les plus jeunes, aujourd'hui, en arrivant sur le marché du travail ne trouvent pourtant plus le même réalisme. Le plein emploi s'achève.

Le chômage progresse dans tous les pays industrialisés depuis vingt ans et les économies américaine et britannique n'ont été que de maigres exceptions. Tout en affectant de manière sélective les différents groupes sociaux, le phénomène se diffuse : jeunes et moins jeunes, hommes et femmes, ouvriers, employés et cadres sont atteints. La durée du chômage s'allonge. Pourtant, même freinée, la croissance de la richesse se poursuit. Il faut l'admettre : le lien croissance-emploi est de plus en plus lâche ; l'augmentation de la production ne permet plus de résorber le chômage. De plus, la progression de l'emploi n'est plus synonyme de réduction du chômage.

Les nouveaux instruments mis en œuvre pour répondre à cette situation sont apparus décevants, voire dérisoires. Toutes les politiques économiques tentées : plans en faveur des jeunes, mise en préretraite, politique de relance, réduction de la durée du travail, politique anti-inflationniste, n'ont apporté qu'un soulagement partiel et transitoire.

Le chômage a atteint un tel niveau d'irréductibilité qu'on ne peut plus l'analyser avec les mêmes cadres de référence. Il est devenu un tel enjeu dans notre pays qu'il menace la cohésion de la société. La réponse n'est pas seulement entre les mains de gouvernants, mais de l'ensemble des acteurs socio-économiques et des citoyens eux-mêmes.

Quel renouvellement de l'analyse du chômage proposer ? Une réponse à cette question peut ouvrir la voie à des solutions adaptées à la gravité de la situation.

L'ÉCONOMIE de marché est aujourd'hui incontournable. Impératif de rentabilité et d'acceptation de la concurrence impliquent le devenir économique que nous connaissons à la fin du XX^e siècle : nouvelles technologies, recherche de gains de productivité au service d'une insertion plus favorable dans l'économie mondiale. L'indispensable compétitivité resserre les marges de manœuvre. Lutter contre l'inflation et entretenir le chômage, élargir entre consommation intérieure et exportation, arbitrer entre défense de la monnaie et niveau de vie, tout cela place les États sur une « corde raide ». Si ces règles du jeu de l'économie de marché s'imposent, toutes les implications n'en sont pas acceptables. La recherche individuelle de l'efficacité a une contrepartie sociale. On ne peut pas admettre que des personnes de plus en plus nombreuses soient laissées sur le bord de la route, au nom de cette efficacité. Au début de la crise, les plus âgés et les

moins qualifiés n'ont été les premiers exclus, demain même les plus performants seront touchés.

Socialement et humainement intolérable, le chômage exige d'être combattu. Cela suppose un langage de vérité. Lutter contre le chômage ne peut sous aucun prétexte passer par une solution unique. Maintenir la croissance est nécessaire, mais il faudra en même temps accepter le partage du travail et du revenu. Prolonger les politiques économiques nationales, s'inscrire davantage dans les processus internationaux et notamment européens, est une réalité, mais ne devra accentuer le développement local et y accorder plus de crédit. Peser pour que les acteurs politiques nationaux et locaux mettent plus réellement l'accent sur la lutte contre le chômage, mais comprendre que les entreprises, les syndicats, les associations et l'ensemble des citoyens sont aussi responsables de la situation de l'emploi. Mais, même mises en parallèle, les solutions ne nous conduiront plus au plein emploi des « trente glorieuses ». Acceptons donc de changer de cadre de référence. La reconnaissance sociale devra passer par d'autres voies que celles de l'emploi. Il est nécessaire dès maintenant d'envisager la dissociation de l'emploi et du revenu et le versement d'un revenu à chacun simplement parce qu'il existe.

Brigitte Deltombe et Michel Audigier sont responsables du Club économique et social d'expression du Havre.

ÉCHOS

Les dix ans du congé individuel de formation

Le dispositif de congé individuel de formation, géré par le COPACIF (Comité paritaire du congé individuel de formation) fête, le 25 janvier, son dixième anniversaire. Pour la circonstance, une rencontre aura lieu avec la participation de M^{me} Martine Aubry, ministre du travail. Le congé individuel de formation permet à un salarié de suivre une formation rémunérée, pour un objectif indépendant du fonctionnement de l'entreprise et qui peut donc être personnel. En 1991, près de 23 000 personnes en ont bénéficié et, sur sept ans, la progression atteint 45 %. La contribution obligatoire des entreprises pour le financement du congé individuel de formation sera portée, à partir du 1^{er} janvier 1993, de 0,15 % à 0,20 % de la masse salariale.

Les 32^{es} Olympiades des métiers

Du 27 juillet au 3 août 1993, à Taiwan, se dérouleront les 32^{es} Olympiades des métiers. Né en 1950, ce concours de formation professionnelle est devenu au fil des ans une épreuve internationale de haut niveau (vingt-six pays y participent) où s'affronte la

savoir-faire de plus de 500 jeunes dans des secteurs d'activités très divers. Trente-sept métiers y seront en compétition, des arts graphiques à la coiffure en passant par la taille de pierre, la mécanique, l'électronique ou la sommellerie, soumis à un jury de plus de 200 experts de toutes les délégations, dont 26 français. Celui-ci assure la sélection et la traduction des sujets pour chaque profession, la préparation du matériel et l'inspection des ateliers de même que la définition des critères de notation. Les candidats disposent de vingt-quatre heures réparties sur quatre journées pour réaliser une pièce imposée.

Pour la France, la Comité français des Olympiades des métiers, présidé par M. André Ramoff, a principalement pour objectif de promouvoir la formation professionnelle et internationale de formation professionnelle destinée à la jeunesse. Il représente la délégation française auprès de l'Organisation internationale des Olympiades, joue un rôle important de sensibilisation des différents partenaires, assure la sélection (du 3 au 7 février) et la préparation de l'équipe de France ainsi que la recherche des financements nécessaires. Il aura aussi pour mission d'organiser les Olympiades des métiers de 1995 qui se dérouleront dans la région Rhône-Alpes.

Comité français des Olympiades des métiers, 82, rue de l'Hôtel-de-Ville, 75180 Paris Cedex 04. Tél. : 42-71-23-22.

Le 1^{er} prix d'excellence de la formation continue

DÉCERNÉ à l'occasion de la cérémonie du vingtième anniversaire de la formation continue par la Chambre de commerce et d'industrie de Paris (CCIP), le 1^{er} prix d'excellence de la formation continue a été remis à l'entreprise Le Nettoyage industriel, le 15 décembre 1992.

Soixante-treize entreprises étaient candidates à ce concours organisé par la délégation à la formation continue de la CCIP. La société Eurocopie a obtenu une mention spéciale pour son programme des « Eurotechniciens », qui cherche à anticiper les besoins de compétences dans un secteur où l'évolution technologique est très rapide, ainsi qu'au groupe Générale sucrière pour son opération « Cristal 2000 », pour la gestion prévisionnelle et la rationalisation de l'entreprise par la formation.

Distingué pour son action « Une formation pour un métier », la société Le Nettoyage industriel présente une originalité qui justifie le choix. Elle considère que, dans son secteur, le gain de parts de marché suppose un service clients de qualité et donc des

gains de productivité qui s'obtiennent en augmentant la qualification des employés par la valorisation de leur métier. Elle est convaincue que la formation est un des leviers de croissance et a imaginé un plan sur trois ans, d'un budget de 3 millions de francs, pour un peu moins de 250 personnes.

Six chantiers-écoles ont été créés pour les agents des services hospitaliers qui concernent tout le personnel, hiérarchie comprise. Une formation technique de soixante heures est dispensée, précédée d'un stage de quarante heures pour « apprendre à apprendre ».

Au terme de la première phase, qui portait en 1992 sur 120 personnes, les résultats sont significatifs. De nouveaux marchés ont été emportés par l'entreprise (20 % de croissance en 1991 et 1992), la cohésion a été renforcée, les salariés ont le sentiment d'être reconnus pour un diplôme sont plus fiers d'exercer leur métier. Le turnover a pratiquement disparu, l'absentéisme a chuté et, précise l'entreprise, l'intégration sociale des immigrés a cessé d'être un discours pour devenir un parcours tangible.

STAGES

Le service des offres de stages est désormais accessible en tapant directement : 3615 LEMONDE. Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette association au 45-48-16-20. Les personnes intéressées doivent contacter STAGE-TECH, 12, av. Raspail, 94257 Gentilly Cedex, tél. : 49-08-99-99.

GESTION

o Lieu : Le Mans. Date : immédiat. Durée : 12 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3, histoire, économie, sociologie, tourisme, connaissance du fait culturel patrimonial et touristique. Convention de stage. Mission : stage de formation à l'action, réalisation d'un audit, montage du projet ingénierie et un management des ressources culturelles pour une collectivité territoriale. 03535.

MARKETING

o Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 3 000 F/mois net + %. Profil : bac + 4, connaissance du monde de l'entreprise et goût pour contact direct avec clients. Convention de stage. Mission : développement d'un portefeuille de clientèle et participation à la réflexion et à la mise en place d'une politique de marketing. 03458.

o Lieu : Nantes. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 5 000 F/mois. Profil : bac + 4, école de commerce, DESS marketing, connaissance étude de marché sur milieu industriel (formation préliminaire en usine près de). Convention de stage. Mission : étude de marché des applications médicales pour tubes en acier inoxydable et/ou titane. 03079.

o Lieu : Courbevoie. Date : février. Durée : 3 mois. Ind. : 3 500 F. Profil : bac + 4, école de commerce, maîtrise, pratique du PC. Mission : étude sur la gamme « froid » à amélioration du service Minéral. 03534.

o Lieu : Rennes. Date : immédiat. Durée : ponctuelle. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, ou expérience. Convention de stage. Mission : enquêtes quantitatives et qualitatives. 03560.

o Lieu : Les Ulis. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, Marketing, savoir utiliser File Maker PRO/Macintosh si possible, permis de conduire, pas de vente directe, convention de stage. Mission : définir et mettre en œuvre une politique de marketing direct auprès des comités d'entreprises et négocier avec les responsables les conditions de vente. 02269.

o Lieu : Paris ou Le Blanc-Mesnil. Date : immédiat. Durée : à définir. Profil : bac + 2, Marketing, formation assurée. Convention de stage. Mission : participation à l'élaboration des études de marché : vidéos, traitement des données. 03552.

o Lieu : Bordeaux. Date : février. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, Commerce, Marketing. Lettres, formation par l'entre-

prise PAO/Mac + Works + Xpress. Convention de stage. Mission : recherche et traitement de données, enquêtes, préparation de dossiers Marketing. 03550.

VENTE

o Lieu : Lyon. Date : immédiat. Durée : 2 mois minimum. Ind. : à définir. Profil : bac + 1 ou +2, BTS éducation commerciale ou création publicitaire, connaissance du milieu culturel et éducatif souhaité. Convention de stage. Mission : vente d'espaces publicitaires, suivi des contrats. 03537.

o Lieu : Epinay. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 1 000 F/mois + %. Profil : bac minimum, école de commerce, connaissances commerciales. Convention de stage. Mission : prospecteur téléphonique, prise rendez-vous, négociation avec les supports, gestion du portefeuille clients. 03150.

o Lieu : La Courneuve. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 1, BTS Action CO/Force de vente/DUT TC, sens du contact téléphonique, intérêt pour activités de promotion et de communication. Convention de stage. Mission : 40 % relance téléphonique de prospects identifiés, 40 % prospection de nouveaux secteurs ciblés ; identification des entreprises, prise de contacts, 20 % qualification de fichiers. 03150.

o Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois minimum. Ind. : commissions + avantages. Profil : bac + 1. Mission : recherche de nouveaux clients, relance du fichier clientèle et prospection directe. 03247.

o Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1 500 F/mois. Profil : bac + 2, connaissances commerciales. Convention de stage. Mission : visite d'hôtels, accueil téléphonique, renseignements commerciaux. 03498.

o Lieu : Bourgoin. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, Commerce, vente. Mission : Commercial d'agence, prospection, étude de marché, recrutement. 03068.

o Lieu : Gentilly. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1 500 F par mois + commissions + prime en fonction des objectifs fixés. Convention de stage. Profil : bac + 1. Mission : prospection commerciale auprès d'un fichier déjà existant, remise à jour, développement du portefeuille de clientèle. 03559.

INFORMATIQUE

o Lieu : Saint-Ouen. Date : immédiat. Durée : 4 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4, école spécialisée informatique, connaissances SQL : bases de données. Convention de stage. Mission : développement d'applications utilisant un SGBD Windows. 03518.

o Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 5 000 F environ. Profil : bac + 2, BTS, DUT, Finance, Comptabilité. Convention de stage. Mission : participer à la mise en œuvre d'applications informatiques de gestion dans un contexte de site central. 03067.

o Lieu : Bagnolet. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3, expérience demandée. Mission : maintenance et logistique du parc mini et micro (HP sous Unix + Oracle). 03465.

o Lieu : Lyon. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4, connaissances IBM/Excel/Windows. Convention de stage. Mission : développer un nouveau système de gestion de livraison pour augmenter la satisfaction des clients. 03554.

o Lieu : Nantes. Date : 15 janvier. Durée : 2 mois minimum. Ind. : à définir. Profil : bac + 4, connaissances C, Pascal, Unix, Dos, convention de stage. Mission : développement projet système ou langage C (réseau industriel), programme de communication. 03523.

DROIT

o Lieu : Versailles. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3, droit commercial, convention de stage. Mission : travaux et recherche Loi informatique et liberté (Bruxelles-Strasbourg). 03429.

o Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3, Economie, connaissance de la vie des entreprises. Convention de stage. Mission : recherche d'informations économiques pour la réalisation d'un atlas. Réalisation de cet ouvrage et rédaction d'articles. 03464.

COMMUNICATION

o Lieu : Lyon. Date : immédiat. Durée : 2 mois minimum. Ind. : à définir. Profil : bac + 1 ou +2, BTS communication, action publicitaire, connaissances du Macintosh (PAO) pour la création. Convention de stage. Mission : création d'annonces publicitaires, études de devis, recherche de partenaires, animation radio. 03536.

o Lieu : La Défense. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, polyvalent, parfaitement bilingue, de préférence langue maternelle anglaise. Convention de stage. Mission : préparer avec l'équipe un salon international, télé-marketing, fichier, fax, lettres. 03198.

o Lieu : La Défense. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 3 300 F. Profil : bac + 1, BTS DUT arts graphiques, connaissance Hardware Graphic, Power Point, PAO, Design. Convention de stage. Mission : réalisation de présentation graphique couleur transparent disposant de l'aide de logiciels PC. 03447.

o Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 1 500 F + tickets repas. Profil : bac, lecture et compréhension de l'anglais. Convention de stage. Mission : revue de presse, recherches documentaires. 02197.

o Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 3 200 F. Profil : bac + 2, Communication. Mission : tenue de presse-bank, contacts presse : relance téléphonique, rédaction de communiqués de presse. 03517.

o Lieu : Paris et RP. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : 3 700 F/mi-temps. Profil : bac + 1 maîtrise française/anglais/oratoire, français/anglais/tamoul. Mission : effectuer des interventions régulières et ponctuelles auprès des services publics pour faciliter la communication entre professionnels français et étrangers. 03457.

o Lieu : Bordeaux. Date : 15 janvier. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, Lettres, ISIC, IEP. Convention de stage. Mission : à définir avec l'entreprise, publication/éditions publiques, travail d'assistance au mission précise. 03549.

SECRÉTARIAT

o Lieu : Lesquin (59). Date : mai. Durée : 2/3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3 ou +4 (LEA ou Ecole supérieure de traduction), langues étrangères. Convention de stage. Mission : traduction et relecture de traductions, travaux de secrétariat (communication, suivi commercial, devis relance clients). 03539.

o Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 1, TTX, anglais, convention de stage. Mission : secrétariat, saisie informatique, courrier, classement, affranchissement. 03467.

o Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : prime si compétence. Profil : bac, connaissances en secrétariat et comptabilité, maîtrise : secrétariat et comptabilité pour saisie informatique. 03468.

PERSONNEL

o Lieu : Paris. Date : Mars. Durée : 2 mois. Ind. : 1 620 F. Profil : bac/bac + 4. Mission : Assister le responsable du recrutement 03551.

o Lieu : Combs-la-Ville. Date : 15 janvier. Durée : 3 mois. Ind. : 30 % SMIC. Profil : bac + 4, Spécialisation. Gestion du personnel, CELSA, CIPPO, AES, connaissances TTX, tableau, convention de stage. Mission : animer une cellule de reclassement, aide rédaction, CV, mailing employeurs potentiels de la région, information ANPE, ASSEDEC, convention de conversion, recherche stages de formation 03553.

COMMERCE INTERNATIONAL

o Lieu : Bignan (56). Date : 11 janvier. Durée : 2 mois minimum. Ind. : 1 650 F/mois. Profil : bac + 3 2 langues étrangères, langues rares bienvenues, convention de stage. Mission : études de marché ou assistance expert 03558.

AUTRE

o Lieu : Secin (59). Date : 15 janvier. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4, Environnement, sciences de la Terre, Ingénierie, connaissances pluridisciplinaires : biologie, technique, géographie, convention de stage. Mission : Mettre au point (bibliographie, méthodologie) des projets de mission en environnement (tous domaines). 03548.

ocial

génévité

Le Monde
édition
NIPPON
LE JAPON DÉCOUVERT
1945
William Haverley
Roger Buckley
L'AMERICAN

LES DIRIGEANTS

Direction Générale - Direction Générale Adjointe - Secrétariat Général

Le CIO c'est 2 400 collaborateurs, 180 agences, un PNB de + 9% et un RBE de + 50% au 30.09.92. Banque de forte notoriété, dotée d'une stratégie performante destinée à accompagner le développement du Grand Ouest, le CIO vous propose de rejoindre son Réseau d'Exploitation en tant que :

DIRECTEUR DE GROUPE

Votre mission : DIRECTEUR DE GROUPE d'une unité départementale, vous assurez un "pilotage" impliquant des qualités de dynamisme commercial et de gestionnaire.

- Vous êtes le Manager du Groupe des agences qui vous sont rattachées
- Moteur du développement commercial, votre champ d'action concerne le Marché des Entreprises et celui des Particuliers
- Gestionnaire, vous évaluez les risques, optimisez les moyens, améliorez la rentabilité
- Responsable du devenir professionnel de vos collaborateurs, vous êtes aussi l'Interlocuteur des Partenaires Sociaux
- Chargé du relationnel, vous êtes l'ambassadeur du CRÉDIT INDUSTRIEL DE L'OUEST dans votre région.

Votre profil :

- Vous êtes diplômé d'une école de gestion
- Vous disposez de 10 ans d'expérience dans une banque ou pour l'efficacité de ses méthodes de gestion et vous avez dirigé une agence importante.

Vos qualités d'homme de terrain et vos capacités de "manager" d'une équipe importante (effectif de 100 à 200 personnes) assureront votre réussite ainsi que de larges et réelles perspectives d'avenir.

Poste basé dans une ville importante du Grand Ouest.

CIC Banque CIO

etap

Ecrire sous réf.
2B 2480 3M
Discrétion absolue

ESC
PAU

DIRECTEUR

Le GROUPE ESC PAU, membre du Chapitre Management de la Conférence des Grandes Ecoles, développe ses activités dans les domaines de la Formation Première (BAC + 3, BAC + 4, BAC + 5), la Formation Continue, le Conseil à l'Entreprise et la Recherche.

Agé de 40 à 45 ans, vous êtes diplômé de l'Enseignement Supérieur de niveau doctoral (Gestion ou Ingénieur Grande Ecole ou Université, française ou étrangère). Vous justifiez d'une expérience réussie de management en entreprise ainsi que d'une bonne connaissance de l'Enseignement Supérieur de Gestion acquise en tant que Professeur ou Responsable de Département. Vous parlez couramment l'anglais, une bonne maîtrise de l'espagnol serait un plus.

Votre mission consistera à prendre en charge le développement du Groupe dans un contexte national et international concurrentiel : gérer le Groupe, animer les équipes, développer les partenariats (Entreprises, Universités, Ecoles, etc.).

Le Groupe ESC Pau est un Etablissement de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Pau.

Adressez lettre manuscrite
plus CV à notre Conseil
Mme Monique LEVY.
(réf. 3315 LM)



ALEXANDRE TIC
22, QUAI DE BACALAN - 33000 BORDEAUX

DIRECTEUR ADJOINT 300/330.000 F

Rhône-Alpes - Notre organisme, spécialisé dans la formation industrielle et les techniques de management, bénéficie d'une forte image auprès de ses partenaires : PME/PMI, grands comptes, collectivités territoriales. Afin de consolider et de poursuivre notre développement, nous recherchons un directeur adjoint. Rattaché au directeur général, il est responsable de l'animation de ses équipes, du suivi des indicateurs de gestion et du développement des nouveaux projets de formation. Ce poste, qui implique des contacts de haut niveau, s'adresse à un candidat de formation supérieure (type école supérieure de

commerce, sciences politiques,...), âgé d'au moins 35 ans, sensibilisé à la formation et à l'approche conseil, possédant une expérience réussie dans le management d'une équipe et ayant prouvé ses qualités de gestionnaire. D'excellentes aptitudes relationnelles sont nécessaires, le sens de l'écoute et la capacité de décision sont des atouts indéniables pour réussir dans cette opportunité. Ecrire à D. BONNEFOY en précisant la référence V/0006M - PA Consulting Group - 78, bd du 11 novembre - 69626 VILLEURBANNE Cedex - Tél. 78.93.90.63.

PA Consulting Group
Creating Business Advantage



Institut d'Etudes et de Développement

ENTREPRISE
& PERSONNEL

fondé et piloté par une centaine d'entreprises dans le but de faire progresser la réflexion et l'action en management des hommes et gestion des ressources humaines,

RECHERCHE UN

DIRECTEUR D'ÉTUDES

Il rejoindra l'équipe de 25 Directeurs d'Études et participera au développement de l'Institut dans ses diverses composantes :

- assurer la qualité de la coopération avec les entreprises (identification des voies de progrès, qualité des services, montage de projets, implication des responsables dans les activités de l'Institut) ;
- prendre en charge la réalisation des études, l'animation des échanges et le pilotage d'interventions, tout particulièrement dans le domaine du management et de l'organisation ;
- participer au projet d'ouverture internationale de l'Institut.

Les candidats ont entre 10 et 20 ans de vie professionnelle en entreprise, une expérience concrète des problèmes d'organisation et de ressources humaines, et apportent la preuve de leur capacité à travailler avec une grande diversité d'entreprises et de personnes.

Leur formation et leur capacité d'investissement personnel leur permettront de mener un travail d'études approfondi sur les problèmes de l'entreprise.

L'exercice d'une responsabilité de management, l'animation commerciale d'une structure de conseil, une expérience de travail à l'étranger présentent une valeur ajoutée certaine. La pratique de l'anglais est indispensable.

Les dossiers de candidatures sont à adresser à Entreprise et Personnel (réf. NTR), 49, route de la Reine, 92100 Boulogne.

Directeur Administratif et Financier

Paris - Filiale d'un groupe bancaire privé réputé, notre Banque est spécialisée dans l'ingénierie financière et le financement d'une clientèle de professionnels. Afin d'accompagner notre développement, nous créons le poste de Directeur Administratif et Financier. Membre du Comité de Direction de la Banque, vous prendrez en charge la Direction Financière et la Trésorerie ainsi que la responsabilité de l'ensemble des services comptables et administratifs.

Agé d'une trentaine d'années, de formation Grande Ecole de Commerce + Expertise Comptable, vous avez plusieurs années d'expérience de cabinet d'audit ou de petites structures financières vous ayant familiarisé avec le fonctionnement interne d'une banque. A la fois organisateur et gestionnaire, vous recherchez un poste de vrai responsable opérationnel au sein d'une structure dynamique dans laquelle vous souhaitez vous impliquer : adressez votre dossier avec lettre manuscrite et prétentions sous référence D.236.M à notre conseil D. FOSSAT qui traitera votre candidature en toute confidentialité.

nombre de syndic



Oberthur Consultants

49 rue Saint Roch, 75001 PARIS.

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

هناك العمل

مكائن العمل

REPRODUCTION INTERDITE

• Le Monde • Mercredi 13 janvier 1993 35

CARRIÈRES INTERNATIONALES

Postes basés à l'étranger

DIRECTEUR

Le directeur de l'Institut d'études de développement est chargé de la gestion administrative et financière de l'Institut. Il est responsable de la mise en œuvre des programmes de recherche et de la coordination des activités de l'Institut.

Le directeur de l'Institut d'études de développement est chargé de la gestion administrative et financière de l'Institut. Il est responsable de la mise en œuvre des programmes de recherche et de la coordination des activités de l'Institut.

Le directeur de l'Institut d'études de développement est chargé de la gestion administrative et financière de l'Institut. Il est responsable de la mise en œuvre des programmes de recherche et de la coordination des activités de l'Institut.

INSTITUT D'ETUDES DE DEVELOPPEMENT

Le directeur de l'Institut d'études de développement est chargé de la gestion administrative et financière de l'Institut. Il est responsable de la mise en œuvre des programmes de recherche et de la coordination des activités de l'Institut.

ETUDES

Le directeur de l'Institut d'études de développement est chargé de la gestion administrative et financière de l'Institut. Il est responsable de la mise en œuvre des programmes de recherche et de la coordination des activités de l'Institut.

Le directeur de l'Institut d'études de développement est chargé de la gestion administrative et financière de l'Institut. Il est responsable de la mise en œuvre des programmes de recherche et de la coordination des activités de l'Institut.

annonce domi-
licite, il est
urer la refe-
ppe, afin de
der dans les

LA COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES
organise une sélection de candidatures pour la constitution d'une liste de réserve en vue de l'engagement d'un agent scientifique (carrière AB/AS) spécialisé dans le domaine suivant:

SECURITE AERIEENNE/ CONTROLE DU TRAFIC AERIEN

COM/R/A/102

Tâches: Dans le cadre des activités de la Commission dans la recherche et le développement technologique (RTD) et plus particulièrement dans le cadre du programme EURET, assurer le suivi des activités relatives au Transport aérien dans le programme EURET. Négociation, gestion et contrôle de l'exécution des contrats de recherche. Liaisons avec EUROCONTROL. Préparation de futures actions.

Formation: de niveau universitaire, sanctionnée par un diplôme afférent à la matière.

Profil: Connaissance approfondie de la sécurité du transport aérien et/ou de la planification des systèmes techniques et opérationnels de contrôle du trafic aérien. Huit ans d'expérience professionnelle dans le domaine.

CONDITIONS GENERALES: Contrats: temporaires (à durée déterminée, renouvelables). Nationalité: de l'un des Etats membres de la C.E. Lieu d'affectation: disponible pour tous les lieux de travail de la Commission. Age: né après le 19/02/1957. Des dérogations à la limite d'âge sont notamment prévues pour: les agents temporaires des Institutions des C.E., les services obligatoires (militaires ou autres), l'éducation des enfants et un handicap physique. Les conditions d'octroi de ces dérogations sont spécifiées dans la documentation fournie aux candidats. Connaissances linguistiques: connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés (allemand, anglais, danois, espagnol, français, grec, italien, néerlandais, portugais) et connaissance satisfaisante d'une autre langue officielle des Communautés; la connaissance du français et de l'anglais est souhaitable. Délai d'introduction: les formulaires de l'acte de candidature doivent être renvoyés à l'adresse ci-dessous, dûment complétés et signés, avant le 19/02/1993 (le cachet de la poste faisant foi). Ils doivent être demandés par écrit: C.C.E., Secrétariat des Comités de Sélection Recherche, SDME R2/54, rue Montoyer 75, B-1049 Bruxelles, Belgique (fax: 32 2/296 22 39 - Tél: 32 2/295 56 60).

La candidature des fonctionnaires auprès des Institutions européennes n'est pas recevable. La Commission met en œuvre une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

LA COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES
organise une sélection de candidatures pour la constitution d'une liste de réserve d'agents (carrière AB/AS) pour des postes liés à la politique scientifique et technique communautaire et au programme cadre

AGENT DU CADRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE SPECIALISTE DES ETUDES ATMOSPHERIQUES

COM/R/A/103

Tâches: Etude des processus atmosphériques ayant un lien avec le changement climatique de la Terre. Les travaux demandés se situeront dans un des domaines suivants: 1) Etude en laboratoire de la phase gazeuse troposphérique et des réactions hétérogènes des gaz en traces et des aérosols; 2) Etude in situ des rapports entre la chimie de l'atmosphère et les aérosols à effets climatiques; 3) Exploitation des observations par satellite pour évaluer le rôle des gaz atmosphériques en traces et des aérosols dans le changement climatique mondial.

Formation: Formation universitaire en chimie ou en physique. **Profil:** Les candidats devront avoir acquis une expérience d'au moins deux ans comme chercheur dans un secteur intéressant les domaines susmentionnés: 1) l'expérience dans le domaine des études chimiques et mécaniques des réactions chimiques en phase gazeuse et connaissance des instruments optiques et analytiques; 2) l'expérience de la planification, de la réalisation et de l'interprétation des mesures in situ des gaz atmosphériques en traces et des aérosols; 3) l'expérience du traitement des données satellitaires brutes afin d'en extraire des paramètres environnementaux.

CONDITIONS GENERALES: Contrats: temporaires (à durée déterminée, renouvelables). Nationalité: de l'un des Etats membres de la C.E. Lieu d'affectation: disponible pour tous les lieux de travail de la Commission. Age: né après le 19/02/1957. Des dérogations à la limite d'âge sont notamment prévues pour: les agents temporaires des Institutions des C.E., les services obligatoires (militaires ou autres), l'éducation des enfants et un handicap physique. Les conditions d'octroi de ces dérogations sont spécifiées dans la documentation fournie aux candidats. Connaissances linguistiques: connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés (allemand, anglais, danois, espagnol, français, grec, italien, néerlandais, portugais) et connaissance satisfaisante d'une autre langue officielle des Communautés; la connaissance du français et de l'anglais est souhaitable. Délai d'introduction: les formulaires de l'acte de candidature doivent être renvoyés à l'adresse ci-dessous, dûment complétés et signés, avant le 19/02/1993 (le cachet de la poste faisant foi). Ils doivent être demandés par écrit: C.C.E., Secrétariat des Comités de Sélection Recherche, SDME R2/54, rue Montoyer 75, B-1049 Bruxelles, Belgique (fax: 32 2/296 22 39 - tél: 32 2/295 56 60).

La candidature des fonctionnaires auprès des Institutions européennes n'est pas recevable. La Commission met en œuvre une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

PROJECT CONTROLS ENGINEER



ARCO Chemical Europe

Opportunity with a dynamic world leader

ARCO Chemical Europe is one of three operating regions of ARCO Chemical Company, a US multi-national and a leading worldwide manufacturer and marketer of propylene oxide, its derivatives and other intermediate chemicals. These are used in a diverse range of consumer products, from foam cushioning, paints and coatings, packaging through to gasoline octane enhancers.

Essential to the outstanding, on-going growth of ARCO Chemical Europe is the further development of the Engineering Group. This Group is responsible for providing expertise and service to our production facilities and for implementation of our major capital investment programs. This development program now requires the appointment of a Project Controls Engineer.

This position requires a minimum of 5 years of experience in cost estimating and cost controls in the petrochemical industry, experience in planning and scheduling will be a plus. Applicant should have good interpersonal and communication skills and exhibit initiative and self motivation. Detailed knowledge of our processes is not expected. The appointment is based in one of our European Sites. Generous relocation packages and schooling arrangements are available.

Allow us to examine your application and likely career opportunities by sending your CV with photo to:

ARCO Chemical Products Europe Inc
Human Resources Manager - ZI du Pré Sarrazin
BP 34 - Villers St Paul - 60870 RIEUX

LA COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES
organise une sélection de candidatures pour la constitution d'une liste de réserve en vue de l'engagement d'un agent temporaire

AGENT TECHNIQUE (carrière C3/B5-B3)

COM/R/B/19

TÂCHES: Agent technique chargé au sein des Services Techniques de l'Institut des Transuraniens de Karlsruhe de l'entretien de l'ensemble des bâtiments, de l'exploitation et de la maintenance des installations de chauffage, d'alimentation en air comprimé et gaz industriels, d'effluents.

FORMATION: Diplôme de technicien en bâtiment ou diplôme équivalent. **PROFIL:** Le candidat devra avoir une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans une fonction similaire à celle décrite ci-dessus dans l'industrie ou un institut de recherche.

CONDITIONS GENERALES: Contrats: temporaires (à durée déterminée, renouvelables); Nationalité: de l'un des Etats membres de la C.E.

Lieu d'affectation: disponible pour tous les lieux de travail de la Commission. Age: né après le 19/02/1957. Des dérogations à la limite d'âge sont notamment prévues pour: les agents temporaires des Institutions des C.E., les services obligatoires (militaires ou autres), l'éducation des enfants et un handicap physique. Les conditions d'octroi de ces dérogations sont spécifiées dans la documentation fournie aux candidats.

Connaissances linguistiques: une très bonne maîtrise de la langue allemande est une condition essentielle pour la fonction à exercer; des connaissances satisfaisantes d'au moins une autre langue officielle des Communautés sont souhaitables (anglais, danois, italien, espagnol, français, grec, néerlandais, portugais).

Délai d'introduction: les formulaires de l'acte de candidature doivent être renvoyés à l'adresse ci-dessous, dûment complétés et signés, avant le 19/02/1993 (le cachet de la poste faisant foi). Ils doivent être demandés par écrit: C.C.E., Secrétariat des Comités de Sélection Recherche SDME R2/54, rue Montoyer 75, B-1049 Bruxelles, Belgique (tél: 32 2/295 56 60 - fax: 32 2/296 22 39).

La candidature des fonctionnaires auprès des Institutions européennes n'est pas recevable.

LA COMMISSION MET EN ŒUVRE UNE POLITIQUE D'EGALITE DES CHANCES ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES.

ÉCOLE POLYTECHNIQUE FÉDÉRALE - LAUSANNE

met au concours pour son département de physique les postes de:

Professeur en physique des nanostructures et professeur assistant en optoélectronique

Le domaine de recherche concerne les propriétés électroniques et optiques des structures quantiques à semiconducteurs et le développement de composants optoélectroniques à l'état solide pour applications dans les technologies de l'information et comme capteurs ou actuateurs. L'enseignement s'étend aux cours de base et de spécialisation en physique.

Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

Délai d'inscription: 28 février 1993.

Entrée en fonction: automne 1993 ou à convenir.

Les personnes intéressées voudront bien demander la formule de candidature à

Présidence de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne
CE-Ecublens - 1015 LAUSANNE, SUISSE

UNIVERSITY OF OXFORD

FLICK PROFESSORSHIP OF EUROPEAN THOUGHT

The University proposes to make an election to the newly-established fixed-term Flick Professorship of European Thought with effect from as early a date as may be arranged. The appointment will be for a period of five years, with the possibility of renewal for up to a further five years. The stipend of the professorship is at present £34,457 per annum.

A non-stipendiary college fellowship will be associated with the professorship.

Applications (twelve copies, or one from overseas candidates), naming three referees, should be received not later than 1 March 1993 by the Registrar, University Offices, Wellington Square, Oxford OX1 2JD, UK, from whom further particulars may be obtained. Please quote reference ET/LM.

The University is an equal opportunity employer

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Gestion - Finance - Ressources Humaines - Juridique

Centre de Recherche de France Télécom, le CNET crée pour son service "Méthodes et Contrôle interne" un poste d'

ASSISTANT CONTROLEUR DE GESTION

Titulaire du DESS d'une école de gestion ou issu d'une grande école de commerce type HEC, vous justifiez d'une première expérience professionnelle et de stages vous ayant permis de maîtriser parfaitement les procédures de gestion.

Suivant les politiques de la Direction, vous assurerez le suivi de la gestion de l'ensemble des Groupements d'Intérêt Economique du CNET et participerez à la définition des outils de contrôle de gestion du centre de recherche.

Autonomie, goût du travail en équipe, bon sens relationnel et connaissance de la micro-informatique seront vos atouts pour ce poste à pourvoir immédiatement.

Déplacements de courte durée en province à prévoir.

Salaire compris entre 180 et 210 KF selon expérience.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Patrick MAILLET, CNET, Responsable de Recrutement, Direction de la Gestion des Ressources Humaines, 38/40 rue du Général Leclerc, 92131 ISSY-LES-MOULINEAUX.



CIC

Union
Européenne
de CIC

L'UNION EUROPÉENNE DE CIC RÉVÈLE LES TALENTS

L'Union Européenne de CIC vous offre un environnement de choix à la mesure de vos ambitions ; Filiale du GAN l'UE-CIC aura pour vous la souplesse d'une structure jeune et la dimension d'une holding, la diversité de métiers d'une banque d'affaires et les opportunités du premier Groupe Européen de bancassurance.

Fiscaliste d'entreprise

Au sein de la Direction Juridique et en étroite liaison avec ses membres, vous êtes le conseiller fiscal et aussi juridique des différentes directions et services que vous assistez depuis la négociation et l'élaboration des opérations et contrats avec les tiers jusqu'à leur suivi.

Ainsi, vous établissez notamment en collaboration avec les commerciaux des propositions de dispositifs juridiques et fiscaux appropriés essentiellement aux opérations de financements, de restructuration, successions, fusions-acquisitions...

Avec les avocats, vous préparez et suivez des dossiers de contentieux.

De formation fiscaliste (Ecole Nationale des Impôts), vous connaissez le droit des sociétés et possédez une expérience de 5 ans environ dans une activité similaire.

Rigueur, rapidité, sens du service et du travail en équipe vous permettront de mener à bien votre mission, d'être à l'aise avec des interlocuteurs de tout niveau et de représenter la compagnie.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV + prétentions) sous référence FISC auprès de L'Union Européenne de CIC - Direction des Ressources Humaines - Gestion de l'Emploi Philippe CHARLIER - 4, rue Gaillon - 75107 Paris cedex 02.

CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

Partenariat avec 9 journaux européens

■ Agra ■ Agrumex ■ Béghin-Say ■ Carapelli ■ Central-Soya ■ Cerreol ■ Cerestar ■ Ducros ■ Eridania ■ Excel ■

Marketing Manager Poland

ERIDANIA BÉGHIN-SAY is the second largest agricultural conglomerate in Europe. One of their Holding companies operates very successfully for more than 20 years in Poland in the area of high-quality specialised feeds and feeding-systems for poultry, swine, dairy and others animals. Since the last three years the company acquired four production units in Poland and expanded their operations rapidly and successfully. In order to support and secure this growth, the company will extend their management team with a

Responsible for the total marketing activities in Poland, you will have to expand, train and manage a sales team in Poland, presently consisting of 10 persons. You will be responsible to stay in contact with major clients.

If you want to have qualified marketing job in a fast growing international concern, which is market leader in quality products and technology in Poland and other countries in Europe, if you have high level of enthusiasm, own initiative and responsibility, if you are polish and have at least 3 years working experience in a sales management position on western Europe, if you are prepared to live permanently in Poland, Write us.

Agricultural Engineer Poland

If you have a degree of agricultural university, and experience of 3 years in a western Europe Company, if you are polish and prepared to live permanently in Poland, if you want to use your knowledge of animal feed industry in a major company, Write us.

Eridania Béghin-Say - Gestion des Cadres - 54, avenue Hoche - BP 471.08 75380 Paris cedex 08. FRANCE

Chaque jour, nous transformons les produits de la terre en progrès de la vie.



Eridania Béghin-Say

Groupe Ferruzzi

UN GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
IMPLANTÉ MONDIALEMENT ET EN
EXPANSION, RECHERCHE UN

juriste

SPECIALISE EN FUSIONS
ET ACQUISITIONS

PARIS - PROCHE BANLIEUE

Au sein d'une équipe de juristes d'affaires réellement opérationnelle, vous travaillerez en étroite association avec les financiers et les fiscalistes du Groupe, dans le domaine des fusions-acquisitions, montages juridiques et fiscaux, opérations de restructuration...

Justifiant d'une solide expérience en ingénierie juridique et fiscale acquise dans un cabinet d'affaires ou une entreprise (10 ans minimum) et titulaire d'un DEA ou équivalent, vous souhaitez donner un nouvel élan à votre carrière dans un groupe ambitieux.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 05/93, à EUROMESSAGES - BP 80 - 92105 BOULOGNE CEDEX au par minitel 3616 EUROMES Code JURIS

Le Monde
PUBLICITE

Pour passer vos annonces :



46-62-72-02

46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

هكذا من الأمل

مكاتب الأبحاث

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES



COGEMA

LE GROUPE
COGEMA

SEULE SOCIÉTÉ
MONDIALE
À MAÎTRISER
L'ENSEMBLE DU
CYCLE NUCLEAIRE

16 000 PERSONNES

21,4 MILLIARDS DE C.A.
DONT 31 % A
L'ÉTRANGER



Au sein de l'équipe juridique du Secrétariat Général, vous suivrez l'application et l'évolution des réglementations en matière de protection de l'environnement et de prévention des risques professionnels. A ce titre, vous intervenerez en tant que conseil auprès des directions opérationnelles, vous les assisterez lors d'éventuels contentieux, vous étudierez et vous analyserez les normes ou projets de norme (tant en droit interne qu'en droit comparé) ainsi que les conventions internationales. En outre, vous vous verrez confier la conception puis la gestion d'une banque de données interne sur la protection de l'environnement.

Débutant, 3ème cycle en droit, vous avez acquis une très bonne perception du droit de l'environnement et une solide culture en droit public.

Pour ce poste exigeant rigueur et méthode ainsi qu'un bon relationnel (qualités qui vous ouvriront des perspectives stimulantes au sein du groupe) merci d'adresser votre candidature (lettre, cv et photo), sous référence SB 512 à COGEMA - Service Gestion des Cadres - 2, rue Paul Dautier - BP 4 - 78141 Vélizy-Villacoublay Cedex.

JURISTE D'AFFAIRES INTERNATIONAL

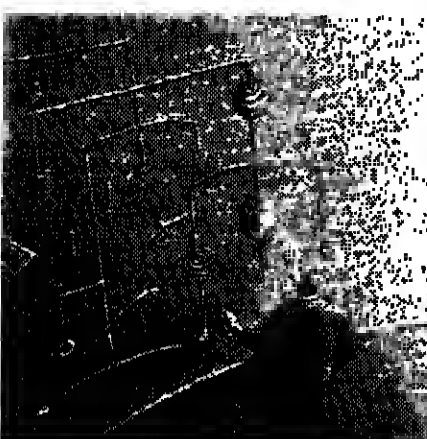
Un important groupe français d'assurance poursuit son développement international et recherche un juriste d'affaires pour sa direction internationale. Participant aux actions de développement à l'étranger, il en étudiera le contexte juridique et fiscal et participera à la rédaction des protocoles d'accord. Concernant les opérations de développement déjà réalisées, il veillera à la défense des intérêts du groupe. De plus, il constituera et mettra à jour la documentation juridique et fiscale de la direc-

tion internationale. Ce poste s'adresse à un juriste (Bac + 5) ayant une première expérience professionnelle, de préférence internationale. La maîtrise de l'anglais est indispensable et la connaissance d'une troisième langue constituerait un atout supplémentaire. Ecrire à Dominique BAUD-BERTRAND en indiquant votre rémunération actuelle et en précisant la référence R/0004M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.69.

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

Votre expertise au service des meilleures décisions

Gestion de capitaux, ingénierie financière, assurance-vie, gestion de patrimoine... dans tous ces domaines, BIP affirme le savoir-faire d'une équipe de professionnels. Engagés dans la voie du conseil, tournés vers l'avenir, nos collaborateurs n'ont qu'un objectif : aider BIP à prendre la meilleure décision.



Auditeur interne

Pour optimiser le fonctionnement de nos structures, vous intervenerez sur des aspects très variés de l'activité du siège et de nos filiales : sécurité des opérations de marché, développement commercial, procédures de contrôle interne, rentabilité, informatique, comptabilité... A partir de vos diagnostics, vous serez une véritable force de proposition, capable d'assurer le suivi des réalisations auprès de nos équipes. De formation supérieure, vous avez une expérience d'au moins 2 ans dans le secteur financier. Vos qualités de rigueur et de diplomatie seront essentielles. Autonome et curieux, vous saurez imaginer des solutions novatrices et convaincre vos interlocuteurs.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et photo), sous réf. AUDINT, à BIP, Direction des Ressources Humaines, 108 bd Haussmann, 75008 Paris.

bip

Banque Internationale de Placement
Groupe Dresdner Bank

Bernard Krief Consulting Group recherche pour ses activités internationales un

Directeur administratif et financier Secrétaire général

Mission : veiller à la rentabilité des contrats internationaux par une gestion rigoureuse des dépenses et du temps des consultants, être responsable de la légalité de tous les actes à l'étranger : rédaction des contrats avec les entreprises, administrations, gouvernements clients ; rédaction des contrats avec les nouveaux consultants ; conseil en fiscalité compte tenu de la résidence des consultants, négociation avec les éventuels sous-traitants, négociation des aspects contractuels avec les clients, contrôle du respect des procédures administratives.

Il faut : pouvoir rédiger des contrats en anglais et en français (la connaissance du russe, du chinois, du vietnamien, de l'indonésien, de l'arabe comme langues complémentaires bien que non

nécessaires est un atout), avoir une grande pratique du droit et de la fiscalité, savoir travailler rapidement avec précision, être autonome et créatif dans son travail, pouvoir justifier d'au moins cinq ans d'expérience dans la même entreprise et dans un poste de responsabilité ayant nécessité une expertise comparable.

Il est offert : un travail attractif, une large autonomie et des possibilités de carrière intéressante dans un groupe dynamique. Envoyez un CV détaillé permettant de comprendre la nature de l'expérience acquise.

Veillez noter qu'il ne sera pas répondu aux candidatures ne correspondant pas à nos besoins, tels qu'ils sont exprimés ci-dessus.

Nous vous remercions d'adresser vos dossiers, sous réf. BK/International/LM, à Bernard Krief Consulting Group, 115 rue du Bac, 75007 Paris.



BERNARD KRIEF CONSULTING GROUP

Washington Moscow Bruxelles Paris

Ensemble, exceller dans
nos métiers, gagner en Europe.

LE CREDIT AGRICOLE
DU MIDI
À MONTPELLIER
CONFIRME
SA DYNAMIQUE
DE SUCCÈS :
PREMIÈRE BANQUE
RÉGIONALE,
24 MILLIARDS
DE FRANCS DE BILAN,
107 AGENCES
1 500 COLLABORATEURS

RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT CRÉDIT

MONTPELLIER

Véritable professionnel de la Banque, vous avez acquis une expérience de 5 à 10 ans dans les (ou l'un des) segments de clientèle suivants : Agriculteurs, Professionnels ou Particuliers.

Vous maîtrisez parfaitement tous les aspects du crédit dont le management du risque individuel et global et à ce titre, vous assurerez le pilotage direct de toute l'activité Crédit-Risques auprès des Directeurs d'Agence du Réseau Commercial.

Vous serez chargé d'organiser et d'optimiser notre activité crédit en relation étroite avec les différentes unités spécialisées du siège.

Vous représenterez notre Caisse Régionale auprès des chambres, consulaires, des organisations professionnelles agricoles, du réseau mutualiste, des experts comptables.

Vous animerez une équipe de 30 personnes dont 3 responsables d'unités : Agriculture, Professionnels, Particuliers.

Votre réussite à ce poste vous permettra d'évoluer à moyen terme vers d'autres responsabilités au sein de l'Entreprise.

Si ce nouveau challenge vous tente, adressez le plus rapidement possible votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), au CREDIT AGRICOLE DU MIDI - Direction des Ressources Humaines Avenue du Montpelliérain - Maurin - 34977 LATTES cedex.



Le GROUPE SITA, pôle "Propreté/Environnement" de Lyonnaise des Eaux/Dumez, est spécialisée dans la collecte, le transport et le traitement des déchets ménagers et industriels et dans la propreté urbaine. Dans le cadre du développement des activités du Groupe, sa filiale FRANCE DECHETS (400 MF de CA, 200 personnes), spécialisée dans la gestion de centres de stockage et le traitement de déchets industriels spéciaux, souhaite aujourd'hui renforcer ses structures et recherche pour Gargenville (Yvelines)

Adjoint au Secrétaire Général

Rattaché au Secrétaire Général de la Société, vous avez vocation à l'assister dans les missions suivantes : - prendre en charge le contrôle de gestion (élaboration des budgets, calcul des prix de revient des centres de profit et de coût) - rédiger les procédures administratives et financières - impulser une politique cohérente en matière d'organisation et de systèmes d'information.

Vous êtes âgé d'environ 30 ans, et issu d'une formation supérieure de type Grande Ecole de Commerce, ESCAE, IEP ou équivalent ; vous avez acquis impérativement une expérience d'au moins 5 ans dans un cabinet d'audit ou à des fonctions similaires dans des entreprises dynamiques. Vous avez du potentiel, du charisme et souhaitez rapidement évoluer vers des fonctions plus larges au sein d'un Groupe de taille internationale, leader sur le marché de l'environnement.

Merci d'envoyer CV, photo et prétentions à Geoffroy Vieilleux Recrutement des Cadres - Groupe SITA - 7, rue de Logelbach - 75017 Paris. (Fax : 42 67 42 75)

Tout dossier incomplet ne pourra être pris en considération.



USES

REVELE LES TALENTS

Entreprise

EN FUSIONS

SITIATIONS

te

RE BANQUE

72-02

73-90

74

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES Industrie Pharmaceutique

Est de la France. Notre entreprise de taille humaine (350 personnes) est un laboratoire pharmaceutique vétérinaire à vocation internationale.

Le domaine des Ressources Humaines constitue un enjeu important de notre stratégie de développement.

Faisant partie du comité de direction, le Directeur des Ressources Humaines que nous cherchons aura la mission de mettre en œuvre une politique volontariste de développement des Ressources Humaines. Il conduira et animera des projets d'envergure (Pratiques managériales, Gestion prévisionnelle des compétences, Communication Interne - Motivation...).

Cette opportunité saura intéresser un professionnel confirmé de la fonction Ressources Humaines, cherchant à investir ses capacités à animer et gérer le changement.

Merci d'envoyer votre candidature sous la référence 8067, en précisant impérativement vos prétentions, à notre conseil Hay Managers, 10 rue Erickmann Châtrian, 67000 Strasbourg.

HayManagers

HAY GROUP 1er CONSULTANT MONDIAL EN RESSOURCES HUMAINES

DINERS CLUB DE FRANCE,
établissement financier spécialisé dans la carte de paiement,
filiale d'un grand groupe français, recherche son

Directeur du Crédit

Homme de propositions, vous managez une équipe de 25 personnes avec laquelle vous développez des actions d'optimisation des Risques, des Autorisations ainsi que du Recouvrement et du Contentieux. Vous travaillez en étroite collaboration avec le Directeur Général.

A 35 ans environ, de formation supérieure en droit et finance, vous avez exercé durant une dizaine d'années des fonctions similaires dans ce domaine, si possible au sein d'un établissement de Crédit.

La pratique de l'anglais serait appréciée.

Merci d'adresser votre lettre de motivation + prétentions, curriculum-vitæ et photo en précisant sur l'enveloppe la référence DC au Département des Ressources Humaines DINERS CLUB DE FRANCE - BERKELEY Building Cedex 19 - 92903 PARIS LA DEFENSE.



**Diners Club
International**

**COTE
d'Azur**

Fabricant et distributeur d'ensembles et de sous-ensembles électroniques destinés aux transports publics, nos produits et notre savoir-faire sont déjà largement reconnus en France et à l'étranger. Récemment intégrés au Groupe MARK IV, nous créons dans le cadre de cette évolution de structure, le poste de Directeur Administratif et Financier.

En harmonie avec les procédures du Groupe américain, vous mettez en place la nouvelle organisation comptable, administrative et financière de la société et assurez le reporting économique et comptable.

Suivi des prix de revient, trésorerie, budgets et relations avec les banques font également partie de votre mission.

Directeur Administratif et Financier

Au sein d'une petite équipe décisionnaire et en tant que Responsable de la gestion de l'entreprise, vous participez activement aux orientations stratégiques de la société. De formation Grande Ecole de Commerce, vous avez une première expérience de la mission en milieu industriel (si possible dans le domaine de la fabrication électronique) et êtes sensibilisé aux méthodes de gestion américaines.

Vous maîtrisez l'outil informatique. Parfaitement bilingue anglais, la pratique de l'allemand est un plus. De bon contact, vous aimez vous épanouir dans un travail en équipe. Votre enthousiasme et votre charisme correspondent à notre challenge.

Poste basé à Nice. Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre, photo) sous référence 98318, à Média-System, 4 boulevard de Cimiez, 06000 Nice, qui transmettra.

ATTACHE d'inspection

Leaders dans notre domaine et avec un chiffre d'affaires de près de 35 milliards de Francs, nous figurons parmi les premières entreprises de services en France. Présents dans tout l'hexagone et dans les DOM, nous avons choisi de ne pas attendre 1993 pour nous implanter également dans différents pays d'Europe.

Vénérable partenaire des Directions et Services de l'entreprise, le Service de l'Inspection Générale procède aux contrôles destinés à garantir la régularité, la légalité et l'efficacité des opérations que nous menons.

Intégré à une équipe de sa personnel, nous attendons de vous une compétence toute particulière dans les domaines comptable et financier. Egalement polyvalent, vous prenez en charge un certain nombre de missions et d'études qui font de vous l'interlocuteur "éclairé" des différents responsables de l'entreprise.

Au même titre que les Attachés d'Inspection qui vous ont précédé et qui vous accueillent, vous pouvez être une force de proposition.

Nous vous imaginons, la trentaine, reconnu pour vos qualités de discrétion et de rigueur, pour la justesse et la pertinence de vos analyses, et doté de réels talents relationnels.

Diplôme de l'enseignement supérieur, une première expérience solide (5 ans environ) d'audit ou d'inspection, en entreprise ou en cabinet fait de vous le collaborateur opérationnel que nous recherchons.

Ce poste basé à Paris, nécessite des déplacements réguliers dans toute la France.

Pour nous rejoindre, nous vous remercions d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) s/réf. D 1333 à EUROMESSAGES - BP 80 - 92105 BOULOGNE Cedex ou par mail tel : 8416 EUROMES code ATT

Notre Parc de Loisirs connaît un vif succès et est amené à doubler son chiffre d'affaires dans les 3 années à venir.

Dans ce cadre, nous recherchons un :

AUDITEUR INTERNE

Ce poste très complet est rattaché au Directeur Administratif et Financier et vous permettra de prendre en charge l'ensemble de la fonction d'audit de l'entreprise.

Vos principales interventions : Elaboration, contrôle et suivi budgétaire, audit financier, harmonisation des procédures...

De formation Sup de Co, vous avez acquis une première expérience de 2 à 3 ans dans un cabinet d'audit au cours de laquelle vous avez pu révéler votre sens relationnel, votre disponibilité, votre autonomie.

Pratique de l'informatique impérative.

Poste à pourvoir immédiatement en province.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, prétentions s/réf 83/114LM à notre Conseil, Pascale GALAMPOIX, AXOME, 30, rue du Faubourg Montmartre 75009 - PARIS

AXOME
RESSOURCES HUMAINES

LE PORT AUTONOME DE
NANTES - SAINT NAZAIRE

recherche pour son Service
Statistique et Environnement Economique

UN ECONOMISTE

Spécialisé dans le domaine des transports.

Il sera chargé :

- de rechercher les coûts de passage dans les ports concurrents et d'assurer le contrôle de la compétitivité portuaire dont la maintenance (dockage, ...)
- des études logistiques (mer, fer, route) et des procédures portuaires d'ordre réglementaire,
- de rechercher l'incidence des réglementations européennes sur l'activité portuaire.

De formation supérieure BAC+4 et, connaissant le milieu maritime, il possèdera :

- des capacités rédactionnelles et des aptitudes à la gestion et la finance,
- des qualités relationnelles indispensables aux activités d'une Direction Commerciale.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo + prétentions à Monsieur le Chef du Service du Personnel, 18, Quai Ernest Renaud BP 3139 - 44031 NANTES CEDEX 04.

**PORT
ATLANTIQUE**
Nantes Saint-Nazaire

SCANIA

Scania, filiale du groupe international suédois Saab-Scania, est un des premiers constructeurs mondiaux de poids lourds de gros tonnage, cars, bus et moteurs diesels. Pour intensifier son développement en Europe et accroître sa capacité de production, Scania a implanté, en 1992, à Angers, une nouvelle unité de montage de poids lourds. A terme, la société emploiera 1 300 personnes.

Responsable de la communication interne

Rattaché au Directeur des Ressources Humaines, vous l'assisterez dans la mise en œuvre de la politique de communication interne. Vous mettrez en place les outils et méthodes favorisant une information efficace : réunions thématiques, actions événementielles, création du journal d'entreprise... Vous sélectionnerez et diffuserez les informations provenant de la maison mère. Enfin, vous organiserez les visites du site dans le cadre de notre Espace Accueil.

De formation supérieure (Maîtrise, DESS...), âgé d'environ 30 ans, vous avez acquis une première expérience dans un poste similaire en milieu industriel. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions, sous réf. DRH/RCI, à Bernard Proux, Directeur des Ressources Humaines, Scania Production Angers, 21 d'Ecoulant, BP 846, 49008 Angers Cedex 01.

SCANIA

PRESTIGIEUSE SOCIÉTÉ FRANÇAISE FABRIQUANT
ET COMMERCIALISANT DES PRODUITS DE LUXE
(MEMBRE DU COMITÉ COLBERT - PARIS 8^e)

ASSISTANTE du SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

De 30 ans environ, d'une excellente présentation, efficace et organisée, la candidate devra justifier d'une formation à l'assistantat et d'une excellente expérience dans le domaine juridique (assistance administrative, assemblées générales, acquisitions, assurances, etc.). Une expérience de 5 ans minimum dans un poste équivalent, ainsi qu'une formation supérieure et la parfaite maîtrise de l'anglais sont également exigées.

La connaissance du secteur des produits de luxe serait très appréciée.

Toutes les candidatures seront traitées de façon strictement confidentielle.

Merci d'adresser C.V. détaillé, lettre manuscrite et photo sous réf. 93.01 à CURRICULUM, 6 passage Lathuille, 75018 PARIS qui transmettra.

Consultant en Ressources Humaines

C'est parce que notre métier est exigeant que nous le pratiquons avec un objectif permanent de qualité et de professionnalisme. Nos clients apprécient notre démarche et nous renouvellement régulièrement leur confiance pour la gestion de leurs ressources humaines : recrutement, évaluations, bilans de compétences, conseils en gestion des carrières et rémunération. Notre expérience, notre connaissance de l'entreprise et le sérieux de nos prestations sont les gages de notre réputation et expliquent le développement continu de nos activités.

Agé d'au moins 35 ans et diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez plusieurs années d'expérience du conseil en ressources humaines. Ayant préalablement occupé des fonctions en entreprise, vous en connaissez les impératifs économiques et humains. Désireux d'enrichir votre savoir-faire, vous souhaitez rejoindre une équipe de professionnels expérimentés et vous impliquer avec une large autonomie dans le développement de ses activités. Si tel est le cas, nous serons heureux de vous y associer et de partager avec vous une même éthique professionnelle.

Merci de nous adresser votre dossier sous la réf. P112/M à OBERTHUR CONSULTANTS 49, rue Saint Roch 75001 PARIS. Nous l'étudierons en toute confidentialité.

Oberthur Consultants

هنا مزايا

مكتبة الأمل

REPRODUCTION INTERDITE

• Le Monde • Mercredi 13 janvier 1993 39

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

JURISTE D'ENTREPRISE

Solide et autonome

Un groupe industriel français (CA 1,5 milliard) performant et en croissance recherche un juriste confirmé.

Seul juriste de l'entreprise, il sera l'interlocuteur de la Direction Générale et des différentes Directions du groupe et il coordonnera l'intervention des conseils extérieurs.

Il devra être à même de traiter l'ensemble des problèmes juridiques : droit des sociétés, droit des contrats, droit social, assurances, contentieux.

Ce poste conviendrait à un candidat, minimum maîtrise de droit, ayant 5 à 10 ans d'expérience (de préférence en entreprise industrielle), connaissant l'anglais (connaissance complémentaire de l'allemand appréciée).

Poste Barrière Est Paris.

Ecrire sous réf.
2B 2479 3M
Discrétion absolue

etap

71, rue d'Autess
75016 Paris

Groupe industriel français (2,5 Mds F, 3 000 personnes)
recherche son

Responsable Juridique

Paris

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, vous interviendrez principalement en droit des sociétés, droit des contrats, contentieux, assurances, propriété intellectuelle, immobilier... Vous serez également le conseil de la Direction dans le cadre d'opérations ponctuelles.

Appréciant les contacts à tous les niveaux, vous êtes sérieux, organisé, rigoureux, avez une ouverture internationale et souhaitez évoluer au sein d'une entreprise stable offrant des perspectives sur le long terme.

L'anglais constitue un atout supplémentaire.

Agé de 31/34 ans, de formation juridique supérieure (DEA, DESS, DJCE...), vous justifiez de 7/9 ans d'expérience, dans le monde industriel, dans une fonction juridique généraliste comprenant une pratique très significative en matière contractuelle.

Contactez Antoine Goldschmidt au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + lettre manuscrite + photo + 0° tél + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 30 bis rue Spontini 75116 Paris, sous réf. AG8464MO.

TP

Michael Page Tax & Legal
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

GRUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
recherche

DES CADRES DE PERSONNEL DÉBUTANTS

Chargé d'études à la Direction du personnel au siège :

Vous participerez aux décisions stratégiques : élaboration de la politique sociale, relations avec les partenaires sociaux, législation.

Assistants de chef du personnel dans des unités de production en province : Vous y assurerez des responsabilités d'animation et de gestion des ressources humaines sur le terrain.

Chargé d'études en province : Vous contribuerez aux orientations en matière de gestion des carrières des ouvriers et techniciens.

Les formations du type

IEP PARIS
ou DESS DE DROIT

ou équivalentes sont appréciées.

Votre forte personnalité, votre sens du contact, votre esprit d'initiative pourront pleinement s'exprimer dans ces postes.

La taille du Groupe vous permettra de larges évolutions de carrière avec mobilité tant géographique que fonctionnelle.

Ecrire à : la Publicité Française
23-27, avenue de Neuilly, 75116 PARIS
sous référence n° 3/64222 à inscrire sur l'enveloppe.

Groupe multinational
Nos 50 000 collaborateurs dans le monde apportent aux firmes les plus prestigieuses leur assistance dans les domaines de l'Audit et du Conseil Financier. Nous recherchons pour Paris un

Responsable Recrutement et Gestion du Personnel

Au sein de la Direction des Ressources Humaines, vous assurerez la gestion d'environ 600 cadres professionnels de haut niveau et plus particulièrement :

- les opérations de recrutement,
- la gestion des personnels expatriés,
- la mise en œuvre des politiques de carrière et de rémunération.

De formation supérieure, vous disposez d'une bonne expérience (6 à 8 ans) du recrutement et de la gestion des Ressources Humaines, de préférence dans un environnement international et dans le secteur des services.

Une excellente présentation et la maîtrise de l'anglais sont indispensables.

Merci d'adresser, sous pli confidentiel, votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous référence R1 en indiquant votre rémunération actuelle à :

Danielle Dubois Lambert
Direction des Ressources Humaines,
98 rue de Courcelles,
75858 Paris cedex 17

Price Waterhouse

TUNZINI

GÉNIE CLIMATIQUE
THERMIQUE ENVIRONNEMENT
PROTECTION INCENDIE

Notre groupe, 1.400 collaborateurs, réalise un CA de 1,1 milliard et souhaite accueillir :

2 JURISTES D'ENTREPRISE

ASSURANCES CONTENTIEUX

De formation Bac + 3 ou 4, vous disposez impérativement d'une expérience de 2/3 ans et maîtrisez l'anglais. Vous assurerez l'étude des clauses assurances de nos contrats et le suivi de nos dossiers contentieux avec des responsables d'affaires, des avocats et des courtiers.

CONTRATS

De formation Bac + 4 droit des affaires, vous disposez impérativement d'une expérience de 2/3 ans en entreprise et maîtrisez l'anglais, éventuellement l'allemand. Au sein d'une équipe de 4 personnes, vous assisterez les responsables d'affaires dans l'élaboration, la négociation et la gestion de nos contrats.

Ces postes sont à pourvoir à RUEIL MALMAISON.

Adressez votre candidature avec prétentions à TUNZINI, Caroline ALOY, D.P.R.H., 250 route de l'Empereur, 92508 Rueil-Malmaison cedex.

Ensemble, exceller dans
nos métiers, gagner en Europe.

AUDITEUR INTERNE

PARIS

Diplômé de l'enseignement supérieur comptable et financier, vous avez acquis une expérience de 2 ou 3 années au sein d'un cabinet d'expertise comptable ou de commissariat aux comptes.

La maîtrise de votre métier vous permettra d'assurer au sein des agences et des services centraux de notre Caisse Régionale :

- le contrôle des procédures comptables et financières;
- l'identification et la qualification des risques.

La rigueur de votre démarche et votre aisance dans ces fonctions contribueront au succès de votre carrière au sein de notre société.

Merci d'adresser votre candidature sous la réf. AI/MO au service du recrutement - Crédit Agricole d'Ile de France - 26, quai de la Rapée 75012 Paris

Le Monde
PUBLICITE

Pour passer vos annonces :



46-62-72-02

46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

LE MONDE DES CADRES

EXCELS.A.T. cabinet de conseil en stratégie d'entreprise spécialisé dans le secteur des télécommunications recherche dans le cadre de son développement

CONSULTANTS SENIORS

A trente ans environ, de formation grande école, vous connaissez parfaitement les métiers et activités du secteur des télécoms compte tenu d'une expérience forte acquise chez un opérateur ou un constructeur. Vous justifiez également d'une expérience réussie de l'ordre de deux à trois années au sein de l'un des cabinets de conseil en stratégie « généralistes ».

Rigueur intellectuelle, large autonomie en analyse stratégique et capacité de travail sont vos principales qualités. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Le conseil à haut niveau au sein d'une petite structure vous motive.

Rejoignez-nous en adressant préalablement votre dossier confidentiel sous référence LM 193 à : EXCELS.A.T., Tour Paris-Lyon, 209-211, rue de Bercy - 75012 Paris.

ANTICIPER POUR GAGNER...

EXCELS.A.T.
marchés et Stratégies Avancées en Télécommunications

DIRECTEUR ADJOINT

Chargé de l'ensemble des opérations liées au secteur d'activité, il doit témoigner de ses qualités de généraliste, d'organisateur et surtout de manager.

Agé d'au moins 40 ans, il a un diplôme supérieur de 5ème cycle : Sciences Politiques, Economie, Droit... et il possède une expérience significative dans des fonctions à fortes responsabilités. Animation d'équipes, gestion d'unités, conduite de projets (tant juridiques et comptables qu'administratifs ou informatiques) relèvent de sa compétence.

Son savoir-faire lui permet de maîtriser les subtilités humaines tout autant que techniques.

Merci d'adresser C.V., prétentions et lettre manuscrite (réf. 1064) à PL Consultants - 18/20 rue Claude Tillier - 75012 Paris.

CHARGE DE COMMUNICATION H/F

TRANSPAC, Opérateur de Réseaux et de Systèmes de Communication, recherche pour sa filiale spécialisée en radiotransmission de données basée à PARIS 14ème, un(e) CHARGE(E) de COMMUNICATION pour assister le responsable du Marketing dans la mise en œuvre de la politique de communication interne et externe.

Vous serez chargé de concevoir la stratégie de communication et d'assurer des actions comme : l'élaboration du plan de communication annuel, l'assistance aux chefs de produit, l'organisation des salons et foires-expositions, la réalisation des supports de communication interne et externe...

De formation en communication (CELSA ou équivalent), vous justifiez d'une expérience similaire dans une entreprise du marché des télécommunications.

Adressez CV, prétentions sous référence MB/08 à : TRANSPAC - DPH - Tour Maine Montparnasse - 33 avenue du Maine - 75755 PARIS CEDEX 15

TRANSPAC est une filiale de COGECOM (Groupe FRANCE TELECOM).

TRANSPAC
un élan pour vos compétences

Ville de SCEAUX, 18 000 habitants, recrute un(e) :

R

Un BAC+4 "Communication" (CELSA apprécié), une expérience de 3-4 ans minimum, vous connaissez la mise en page traditionnelle et informatique (pratique indispensable de Page Maker), les techniques de photogravure et d'impression. Vos qualités rédactionnelles font de vous un(e) professionnel(le) de la fonction.

Superviser le travail d'un(e) graphiste, vous intégrez une petite équipe; ferme mais souple, capable de vous adapter à divers interlocuteurs (élus, responsables d'associations, public), votre disponibilité, votre goût pour le service public feront la différence.

Si vous êtes intéressé(e), adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV), sous référence A3 01 03, à notre Conseil, Catherine BALBARIE, FAVEREAU CONSULTANTS, 52, rue de la Fédération 75015 PARIS.

FAVEREAU CONSULTANTS

Grande Entreprise Tertiaire du Service Public, recherche pour ses services parisiens son :

M

Titulaire du Certificat d'Etudes Spéciales de Médecine du Travail, à 35 ans environ, vous justifiez d'une expérience réussie dans ce domaine. Animant une équipe d'Infirmières et un secrétariat, vous serez chargé du suivi médical de nos 2 000 salariés et de différentes actions de

prévention en collaboration avec la direction des Ressources Humaines et son secteur social. La différence nous la ferons sur vos qualités relationnelles, votre diplomatie, votre capacité à écouter, à manager, à donner à ce poste le relief qu'il mérite.

Si notre proposition vous tente, merci d'adresser, votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V.), sous référence A3 01 02 à notre Conseil Madame Claude Favereau, FAVEREAU CONSULTANTS, 52, rue de la Fédération - 75015 PARIS.

FAVEREAU CONSULTANTS

TEXTUEL, agence leader en conception/réalisation de journaux pour les entreprises et les institutions, recherche :

T
E
X
T
U
E
L

JEUNE JOURNALISTE

Pour travailler aux côtés d'un journaliste chef de projet sur un ou plusieurs magazines :

- Vous suivrez de A à Z la réalisation des journaux de la conception du sommaire jusqu'à la mise en page, en équipe avec les secrétaires de rédaction et les directeurs artistiques de l'agence.
- Vous assurerez le suivi des budgets, des contacts clients et des pigistes.
- Vous êtes organisé, vous aimez travailler en équipe et vous vous intéressez au monde de l'entreprise.
- Vous avez suivi une formation spécifique au journalisme et vous avez déjà une expérience dans la presse grand public.
- Vous rejoignez une équipe de 40 personnes.

Merci d'adresser lettre et curriculum vitae sous la référence 994 à MEDIA PA - 50/54 rue de Silly - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX.

GROUPE DE PRESSE SPÉCIALISÉE

RECHERCHE

pour une de ses publications à dominante juridique

UN CHEF DE SERVICE

de formation et d'expérience juridiques incontestées dans le domaine du DROIT SOCIAL, capable d'animer une équipe de six rédacteurs.

Des références antérieures dans la Presse Spécialisée de ce secteur seraient appréciées. (Rémunération liée aux responsabilités et au profil du candidat.)

Adressez lettre manuscrite, CV et photo, sous le n° 8605 LE MONDE PUBLICITÉ, 15/17, r. du Col.-P.-Avia - 75902 PARIS Cedex 15



On savait déjà que les voyages formaient la jeunesse.

LTA le confirme et vous donne rendez-vous en 1993 à sa nouvelle adresse ...

LTA

38 rue de Villiers 92300 LEVALLOIS-PERRET
tél : 47 59 32 00



Finansearch déménage !

Vous pouvez dès maintenant prendre contact avec Messieurs VATRICAN Gilbert et MOHAN Roland au 14, rue de Provence - 75009 PARIS
Tél : 42 46 50 54
Fax : 42 46 50 51

FINANSEARCH

هكذا امر الناحل

مخازن العمل

REPRODUCTION INTERDITE

• Le Monde • Mercredi 13 janvier 1993 41

LE MONDE DES CADRES



CHEF DE PRODUITS ASSURANCES-VIE INDIVIDUELLES

Rattaché au responsable du service Marketing de la Direction des Produits Individuels, vous participez à l'élaboration et au suivi du plan Marketing opérationnel.

En liaison avec les services internes commerciaux et techniques, vous prenez en charge l'étude, la création, le lancement et le suivi d'une gamme de produits et vous intervenez depuis la définition des besoins jusqu'au suivi des résultats. Vous coordonnez les différentes phases de l'élaboration des produits avec les interlocuteurs internes et les prestataires externes, et animez différents groupes de travaux ou réunions de présentation.

De formation supérieure en Marketing, Finances ou Gestion, vous avez acquis de solides compétences en Marketing au cours d'une expérience d'au moins deux ans nécessairement dans le domaine des produits d'Assurance-Vie ou des produits financiers.

Vos qualités relationnelles, votre esprit d'analyse et de rigueur, vos capacités d'innovation seront vos meilleurs atouts pour évoluer dans une entreprise en pleine mutation. La maîtrise de l'outil informatique est indispensable.

CNP, premier Assureur Vie en France, 35,6 milliards de francs de CA
14 millions d'assurés, 2200 personnes

Ecrire à Catherine MALNOY, réf. CP/Al
CNP - ARH 21 - Bureau 2T15 - 4, place Raoul-Dautry - 75015 PARIS
CNP, UNE CERTAINE IDÉE DE VOTRE AVENIR

2 CONSULTANTS

Un grand groupe de service anglo-saxon, coté en Bourse, très profitable, possédant plusieurs activités (recrutement, travail temporaire, services aux entreprises, ...) cherche à recruter, pour la France

Vous aurez à renforcer l'activité recrutement spécialisée en France en trouvant et fidélisant de nouveaux clients.

Vous disposerez pour cela de moyens financiers, informatiques et logistiques importants.

Jeune, vous avez une première expérience financière, comptable ou commerciale réussie.

Vous avez un excellent sens du service, du contact et vous êtes entrepreneur.

La pratique de l'anglais serait un plus.

Veuillez envoyer votre dossier de candidature à l'Agence VYP, 112 bis rue Cardinet, 75017 Paris, sous réf.744MO, qui transmettra.

SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF

Collectivités Territoriales - Ministères - Associations



Une collectivité dynamique: plus d'un million d'habitants
Important essor économique

LE DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE RECHERCHE

AUDITEUR INTERNE

Dans le cadre du renforcement de la Direction de la Mission du Contrôle et de la Qualité des Services, vous contribuerez au développement d'un système de contrôle des services et des organismes financés par le Département. Parallèlement, vous assurerez des missions d'audit diversifiées.

De formation supérieure, titulaire de la Fonction Publique de catégorie A, vous avez acquis dans une fonction similaire des compétences et une technicité affirmées. Votre personnalité, vos capacités d'analyse, vos aptitudes au travail en équipe et votre pratique du dialogue seront des critères déterminants.

Les candidatures sont à transmettre à:
Monsieur le Président du Conseil Général
Division des Ressources Humaines et des Relations Sociales
Hôtel du Département
Boulevard de France
91012 ÉVRY CEDEX

LE CONSEIL GÉNÉRAL DE LA SEINE-MARITIME
(budget : 5 045 MF)

RECRUTE

UN DIRECTEUR TERRITORIAL

Pour sa direction de la culture,
de l'éducation et des transports

Définition du poste : cette Direction comporte quatre bureaux dont les attributions touchent aux affaires culturelles, aux transports, aux collèges et à la jeunesse et aux sports.

Compétences requises : ce poste exige une grande disponibilité, des capacités relationnelles, une aptitude à l'encadrement, de la rigueur et un esprit d'initiative.

Peuvent faire acte de candidature les fonctionnaires ayant le grade de Directeur Territorial ou des fonctionnaires ayant un grade équivalent.

Adresser lettre motivée, CV détaillé, photo à : M. le Président du Conseil Général de la Seine-Maritime, Service du Personnel, Hôtel du Département, quai Jean-Moulin 76101 Rouen Cedex.

SIVOM DE L'AGGLOMÉRATION
ORLÉANAISE

recrute

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

(Catégorie 80 000 à 150 000 habitants)
Grade Administrateur Territorial
ou
Directeur Territorial

Ce poste convient à une personne ayant :

- une formation supérieure (Droit-Sciences Eco) ;
- des compétences reconnues en administration des collectivités locales et notamment en finances et micro-informatique ;
- une expérience dans un poste similaire.

Poste à pourvoir le 1^{er} mars 1993

Adresser CV et lettre manuscrite à :
Monsieur le Président du SIVOM
Hôtel de Ville - 45040 ORLÉANS Cedex 1

Une nouvelle année. Un nouveau logo. Une nouvelle organisation

et une équipe enrichie de nouvelles compétences. La capacité d'intervenir dans nos domaines d'expertise :
recrutement, bilan de compétences, évaluation, formation au recrutement.

La volonté d'être plus

Nous vous souhaitons

Hm
PARTENAIRE

qu'un conseil : un partenaire.

une excellente année 1993.

H M Partenaire, 56 rue de Passy, 75016 Paris. Tél. (1) 40 50 06 06.

PARIS - BERLIN

Nicole Annessi vous présente ses meilleurs vœux pour 1993 et vous communique ses nouvelles coordonnées :

NICOLE ANNESSI CONSEIL
103, rue La Boétie - 75008 Paris
Tél : 45 63 72 72 - Fax : 42 89 59 86
(à compter du 4 Janvier 1993)

NICOLE ANNESSI
C O N S E I L

SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF

Collectivités Territoriales - Ministères - Associations

Sézanne (MARNE - 6 000 HABITANTS)
UNE CITÉ DE CARACTÈRE AU CŒUR DU VIGNOBLE CHAMPENOIS
RECHERCHE PAR VOIE CONTRACTUELLE SON (SA)
CHARGÉ(E) DE COMMUNICATION - PROMOTION

Au fait des techniques de communication (notamment sur support papier, avec pratique souhaitée de la PAO) et, surtout, possédant des qualités rédactionnelles affirmées.
Disponible, D'esprit curieux et imaginatif.
Capable de s'intégrer dans une équipe municipale chaleureuse et soudée.

IL (ELLE) DEVRA ASSURER :

- L'INFORMATION DES SÉZANNAIS (bulletin municipal de sa conception à sa publication) ;
- LA PROMOTION DE L'IMAGE DE LA VILLE, notamment en direction des décideurs et des chefs d'entreprise ;
- La mise en œuvre d'une politique de COMMUNICATION AXÉE SUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE.

Poste à pourvoir immédiatement

Adresser lettre de candidature et CV à :
M. le Maire, hôtel de ville, 51120 SÉZANNE

CREAI DE BRETAGNE recherche son DIRECTEUR(TRICE)

Notre mission : regrouper les porteurs régionaux de l'action sociale et de l'éducation spécialisée pour concevoir et promouvoir ensemble le social de demain. 6 salariés, 2,5 MF budget.

Le poste en lien avec le Conseil d'Administration :

- Animer avec nos porteurs associatifs et publics l'analyse de nos métiers, de leur environnement et de leur évolution
- Encadrer nos salariés, gérer le budget
- Représenter notre structure associative auprès des porteurs publics et privés
- Générer l'évolution et le développement de notre image régionale.

Vous : de formation universitaire, âgé(e) de 30 ans minimum, vous n'êtes pas obligatoirement un(e) spécialiste du secteur social mais vous êtes motivé(e) par un défi professionnel en secteur associatif et la redynamisation de notre réseau.

Statut cadre Conv. Coll. 66 REM 220 KF / an.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo à notre conseil
Claude NEVEN CONSULTANT - BP 1973-35019 Rennes cedex

Instituto Cervantes
Organisme public espagnol crée par la loi 7/91 du 21 mars 1991

L'INSTITUT CERVANTES DE BORDEAUX
(RÉF. : CP/5)

RECHERCHE

2 PROFESSEURS D'ESPAGNOL
LANGUE ÉTRANGÈRE A TEMPS PARTIEL

CONDITIONS REQUISES

- ★ Licence de Philologie ou toute autre licence pourvu que le candidat possède une expérience de l'enseignement de l'espagnol, langue étrangère, de 500 heures minimum ou de deux années scolaires.
- ★ Maîtrise totale de l'espagnol.
- ★ Expérience de l'enseignement de l'espagnol en tant que langue étrangère (minimum 300 heures de cours pour les licenciés en philologie).

ÉLÉMENTS APPRÉCIÉS

- ★ Expérience de postes similaires.
- ★ Connaissance de la langue, de la culture et de la société du pays considéré, ainsi que de la culture et de la société des pays de langue espagnole.
- ★ Cours sur la didactique des langues.
- ★ Cours de formation en didactique des langues.
- ★ Expérience sur la préparation des matériels didactiques pour l'enseignement des langues étrangères.
- ★ Publications sur la didactique des langues.

RÉMUNÉRATION

- ★ Proportionnelle à la rémunération annuelle brute pour temps complet, 200 000 F.
- ★ Contrat à durée déterminée.
- ★ Formation assurée par l'Institut.

DOSSIER

Les candidats devront adresser un CV dactylographié et présenté de la manière suivante :

- État civil, adresse et téléphone.
- Diplômes en spécifiant le 1^{er}, 2^e et 3^e cycle.
- Expérience professionnelle :
 - a) Cours de formation, nombres d'heures, contenu et organisme responsable.
 - b) Niveau de connaissance de langue et titres à l'appui.
 - c) Activité professionnelle :
 - 1) Cours de formation dispensés, nombre d'heures, contenu et organisme responsable.
 - 2) Publications : livres, articles ou rapports indiquant le titre, la date et le nombre de pages.
 - 3) Publication des matériels didactiques avec mention du titre, contenu, édition et année.
 - 4) Expérience de l'enseignement indiquant les institutions, les dates et le nombre d'heures consacrées à chacune.

Le CV et le dossier devront être envoyés à l'une des adresses suivantes avant le 15 FÉVRIER sous pli fermé et recommandé en indiquant la référence CP/5 :

INSTITUTO CERVANTES,
Departamento de Recursos Humanos
c/Liberos, 23. E 28801 Alcalá de Henares (Espagne)

CENTRO CULTURAL CASA DE GOYA
57, Cours de l'Intendance. 33000 Bordeaux (France)

Seules seront reçues les demandes conformes au schéma indiqué et aux requises (dossier et mérites). Les dossiers rédigés dans une autre langue devront être accompagnés d'une traduction officielle en langue espagnole.

Le Centre National d'Études Supérieures de Sécurité Sociale
Ecole de formation des cadres supérieurs de la Sécurité sociale

recrute
Un maître-assistant (H ou F)
chargé de mission auprès du Directeur

Principales missions :

- organisation de sessions de formation notamment au profit d'auditeurs étrangers ;
- mise en œuvre d'opérations de communications et de relations publiques ;

Profil requis :

- formation économique, juridique ou ressources humaines ; bac + 5 ;
- bonne maîtrise de l'anglais, pratique de l'espagnol appréciée ;
- grande disponibilité pour l'exercice de missions en France et éventuellement à l'étranger ;
- bonnes qualités rédactionnelles.

Localisation du poste : SAINT-ETIENNE (42)
Rémunération de début : 161.000 F annuels.

ADRESSER CV + PHOTO à
Monsieur le Directeur
C.N.E.S.S.S.
27, rue des Docteurs-Charcot
42031 SAINT-ETIENNE CEDEX 2

LA VILLE DE STRASBOURG
recrute
pour son Ecole des Arts Décoratifs
un directeur
(contrat à durée déterminée)

Le candidat, originaire de l'un des pays de la Communauté Européenne, aura pour missions :

- de poursuivre le projet pédagogique engagé en 1988 ;
- d'affirmer la spécificité de l'Ecole dans un esprit de créativité, d'innovation, de transversalité et d'ouverture ;
- de développer le rayonnement de l'Ecole au plan régional, national, international et européen.

La maîtrise de la langue française et la connaissance d'une ou plusieurs langues étrangères sont exigées.

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae détaillé, sont à adresser à :
Madame le Maire de la Ville de Strasbourg
Service de la Culture
1, place de l'Etoile
67000 STRASBOURG

Le délai de dépôt des candidatures est fixé au 15 février 1993. Pour tout renseignement complémentaire, téléphoner au 88-60-93-39 ou 88-60-93-99.

Le Conseil Général SEINE & MARNE

UN CHARGÉ DE MISSION
au Cabinet du Président

De formation juridique et littéraire, vous devez posséder des capacités rédactionnelles, ainsi qu'une expérience en communication au sein d'une administration.

Vous prendrez en charge :

- la rédaction des projets de loi, des propositions de loi pour le Président et les membres du Conseil Général ;
- la conception et la mise en œuvre de l'événement à l'échelon départemental ainsi que des services et intervenants extérieurs ;
- l'organisation et la tenue de l'Assemblée Générale des Bénévoles ;
- la mise en œuvre de l'opération "Salon de l'Étudiant" ;
- la mise en œuvre de l'opération "Salon de l'Étudiant" ;
- la mise en œuvre de l'opération "Salon de l'Étudiant" ;

Une expérience dans le domaine des collectivités locales sera vivement appréciée.

Adresser votre candidature à Michèle AYMERIC,
Directrice du Cabinet du Président du Conseil Général,
Hôtel du Département 77010 MELUN cedex

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

هكذا من الأمل

مخازن الأدب

SECTEURS DE POINTE

MAIRIE DE PARIS

La Ville de PARIS recrute des

INGENIEURS DES SERVICES TECHNIQUES Génie Urbain

3 postes à pourvoir.

CONCOURS :

à partir du 29 Mars 1993

INSCRIPTION :

du 11 Janvier au 8 février 1993

FORMATION :

rémunérée et assurée à l'Ecole Nationale
des Ponts & Chaussées.

Ingenieurs diplômés d'une grande école A ou B
(âgés de moins de 35 ans au 1er janvier 1993),
vous pouvez évoluer vers un poste d'ingénieur
en Chef.

Pour recevoir un dossier d'inscription,
merci de vous adresser à la
MAIRIE DE PARIS - Bureau du recrutement
2, rue Lobau - 75004 PARIS
Tél. : 42 76 45 61

Ademe



Créée pour concilier
le développement
économique et social
avec une utilisation
rationnelle des
ressources naturelles
et l'insertion
harmonieuse de
l'homme dans son
environnement,
l'ADEME intervient
tant dans les actes de
notre vie quotidienne
que dans la préparation du
moyen et du long terme.
Notre vocation pluridisciplinaire met
en oeuvre des capacités d'expertises
techniques, de conseils, d'ingénierie de

Agence de l'Environnement
et de la Maîtrise de l'Energie

projets, que nous
développons en
fédérant des réseaux
de compétences.
26 délégations
régionales
interviennent
directement sur le
terrain. Les services
techniques sont, quant
à eux, répartis à
Angers, Paris et
Sophia Antipolis.

Pour remplir nos missions, agir avec
tous et partout, nous sommes près
de 600 personnes. Pour accompagner
notre développement, nous
offrons de nouvelles opportunités à

30 JEUNES INGENIEURS ET UNIVERSITAIRES

Secteurs d'activités : Environnement, pollution,
déchets • Transport, circulation urbaine, logistique •
Bâtiment, acoustique, isolation • Chimie, biochimie,
microbiologie • Energie, matières premières •
Thermodynamique, mécanique • Economie,
gestion • Etc...

Régions concernées : Les postes sont à pourvoir
sur tout le territoire national (métropole et outre-
mer), principalement à Angers et Sophia Antipolis.

Vos missions : Elles comprennent, dans le
domaine de compétence qui sera le vôtre (transport,
air et énergie, déchets, bruit, bâtiment, etc...),

le suivi et le développement des technologies
nouvelles, la formation, l'information et le conseil
auprès de tous les acteurs concernés. C'est une
fonction diversifiée d'animation, de négociation et de
dialogue, de recherche et développement, dans des
domaines porteurs (technologies nouvelles) dans un
environnement convivial et de haut niveau (national
et international).

Votre profil : Ingénieur ou universitaire, vous
avez de préférence acquis une première expérience
dans un de nos domaines d'activités. La pratique de
l'anglais est nécessaire.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature (lettre, CV) en indiquant le secteur d'activité choisi, votre disponibilité
géographique, ainsi que votre niveau de rémunération actuelle, à : ADEME Service du Personnel 27, rue Louis Vicat
75015 PARIS, en précisant sur l'enveloppe la réf. SP93.

Si vous désirez plus d'informations concernant ces postes ainsi que leurs localisations géographiques, tapez 3617 code CPR référence ADEME.

Dans le cas d'une annonce domi-
ciliée au « Monde Publicité », il est
impératif de faire figurer la réfé-
rence sur votre enveloppe, afin de
transmettre votre dossier dans les
meilleurs délais.

CONSEILS EN CARRIÈRE

Dirigeants prêts à changer ?

POURQUOI ATTENDRE ? Vous vous interrogez
sur votre vie professionnelle ; vous avez le sentiment
qu'il vous faut faire le point et vous êtes prêts à agir.

Les consultants de Forgeot, Weeks peuvent vous y aider
très concrètement. Depuis 18 ans, ils ont ainsi conseillé
et suivi plus de 6000 dirigeants et cadres supérieurs.
Y compris dans la prospection de la face cachée du
marché.

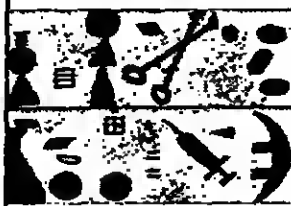
Et de plus en plus souvent, les entreprises prennent en
charge ces prestations.

Alors, n'hésitez plus : prenez rendez-vous pour un
premier entretien exploratoire strictement confidentiel
et sans frais.

Forgeot, Weeks

CONSEILS PERSONNELS EN EVOLUTION PROFESSIONNELLE

Paris : 3, rue du Fg St-Honoré, 75008. Tél. (1) 42.65.42.00
Genève : 9, route des Jeunes, 1227. Tél. 022.342.52.49
Bureau associé : Londres



Lilly France, filiale du
Groupe américain Eli Lilly,
aime les hommes et les
femmes qui veulent vivre
avec passion leur carrière
professionnelle. Des pro-
duits phares, des investis-
sements conséquents et
une politique de Ressources
Humaines favorable à l'épa-
roulement de chacun sont
autant de facteurs qui vous
feront découvrir l'indus-
trie pharmaceutique à son
meilleur niveau.

Lilly : Les hommes, la science, la vie

JEUNE INGENIEUR pour son Département Validation

Réf. JI

De formation Ingénieur Généraliste (de type A.M. ENSAIS, ENSL...) débutant ou possédant une première
expérience professionnelle de deux années dans la gestion ou le contrôle de qualité, vous avez si possible
une connaissance des Bonnes Pratiques de Fabrication.

Nous vous confierons la définition de la documentation nécessaire pour qualifier les équipements de
production, de réaliser cette qualification et d'en rédiger le dossier. Doit de qualités de rigueur, d'animation,
de créativité, vous saurez allier un esprit pédagogique à des capacités d'animation. Une bonne maîtrise de
l'anglais est nécessaire.

INGENIEURS CHIMISTES/PHARMACIENS

Réf. ICP

Assistance technique à la production - Validation de process

Débutant ou première expérience, votre mission implique la validation et le suivi des process, le
développement de la documentation (procédures, tickets de fabrication, dossiers de validation, etc.) et
l'assistance conseil sur le terrain.

Autonomie dans la conduite des projets, sens aigu du contact, capacités pédagogiques sont autant de qualités
indispensables à votre réussite dans ce poste. La pratique de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature : lettre manuscrite, CV et photo en indiquant la référence choisie à
Jean-Jacques HINCKER - Département des Ressources Humaines - LILLY FRANCE - ZI - BP 10 -
67640 FEGERSHEIM.



UN GRAND DE LA SANTÉ

TIF

RICE

FINE & MARNI

UN CHARGÉ
DE MISSION
et Abstract du Président

NOS
incc
tres
tuer
ents

SECTEURS DE POINTE


agrir
groupe

**Jeunes Diplômés
Futurs Informaticiens**

Premier groupe interprofessionnel de Retraite et de Prévoyance Complémentaire, nous insufflons notre dynamisme à un secteur en pleine mutation. Assurance, assistance, frais de santé, loisirs, presse... nous avons diversifié notre activité : aujourd'hui, dans 58 villes de France, nos 1600 collaborateurs proposent une large gamme de services. Un système informatique performant (IBM 3090, MVS/ESA, IDMS, DB2 et micro OS/2) est l'étout clef de notre stratégie de développement. Une stratégie qui a compris que prévoir, c'est innover.

Intéressés par les métiers de l'informatique de gestion, vous serez intégrés dans l'une de nos équipes d'Etudes et participerez activement à la mise en œuvre d'applications très diversifiées dans un contexte technique de pointe.

En contact étroit avec les utilisateurs, vous apprendrez les différents métiers de notre entreprise, garantissant ainsi votre évolution dans notre groupe.

Vous êtes dotés d'une formation supérieure informatique, scientifique et/ou gestion (Diplôme d'Ingénieur ou Universitaire, Bac + 5).

Pour ces postes basés à Chartres, merci d'adresser votre candidature en précisant la référence RJ1 à notre Conseil : Reine-Marie Halbout K.P. CONSULTANTS - 87, rue de la Saussière 92100 Boulogne.

K.P. Consultants
Ressources Humaines Hautes Technologies

Notre Groupe, mondialement implanté (7 Mds US\$ de CA, 55000 personnes), bénéficie aujourd'hui d'une renommée internationale dans le secteur des produits de Grande Consommation. La construction d'une informatique européenne nous assure d'atteindre un niveau exceptionnel de performance et de productivité. Dans cette perspective, nous sollicitons deux nouvelles compétences

**CHEF DE PROJET
LOGISTIQUE**

Il est chargé de conseiller les utilisateurs dans la mise en place et l'emploi d'un système logistique européen très performant, et de réaliser les adaptations nécessaires. (Réf. 1833M)

**CHEF DE PROJET
EDI**

Maîtrisant le transfert électronique de données, il doit également assurer la standardisation et la normalisation de toutes les données au niveau européen. (Réf. 1835M)

PARIS

Pour réussir, les candidats (27 - 32 ans), de formation supérieure ont respectivement une expérience similaire de préférence dans un environnement AS 400 ou VAX. La connaissance parfaite de l'anglais et éventuellement d'une autre langue européenne leur permet d'être une force de proposition convaincante.

Nous souhaitons examiner les candidatures de personnes de valeur et à fort potentiel, capables de porter un projet ambitieux. Si vous vous reconnaissez dans ce profil, nous vous remercions d'envoyer votre dossier complet (CV, lettre manuscrite, niveau de rémunération) sous la référence choisie à notre conseil : PLEIN CADRE, 160 avenue de Versailles, 75016 PARIS.

PLEIN CADRE
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

ORGANISME D'ETUDES EN MATIERE D'AMENAGEMENT URBAIN

recherche pour

ETUDES DE DEPLACEMENTS ET DE TRANSPORTS
INGENIEUR

Grande Ecole ou formation scientifique équivalente, 30 ans maximum, première expérience souhaitable dans ce domaine.

Lieu de travail : PARIS.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo s/réf. 21167 à EUROMESSAGES BP 80 92514 BOULOGNE CEDEX ou déposez votre CV sur minitel 3616 EUROMES **EUROMESSAGES** Coda 21167

**INGÉNIEUR SYSTÈME ET RÉSEAUX
(Contractuel)**

L'HOPITAL AMBROISE-PARÉ, ASSISTANCE PUBLIQUE - HOPITAUX DE PARIS recherche pour son service informatique un ingénieur.

De formation ingénieur bac + 5 ou équivalent, familiarisé au serveur UNIX, aux réseaux Ethernet TCP/IPX25 et à la micro-informatique, vous serez responsable des moyens techniques.

Votre mission consistera à étudier, mettre en place et optimiser les solutions réseaux, les serveurs UNIX, les SGBD ORACLE...

Adresser CV, photo, lettre manuscrite et prétentions à :

HOPITAL AMBROISE-PARÉ - Direction des Ressources Humaines
9, avenue Charles-de-Gaulle - 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT

**FRANCE
TELECOM**


UN AVENIR D'AVANCE

Nous sommes l'un des tout premiers groupes mondiaux de télécommunications. La Direction du Système d'Information développe son pôle national d'expertise et de soutien technique : POCISI. Dans ce cadre, nous recherchons :

**INGENIEURS
INFORMATIENS**

A 30 ans environ, de formation Bac + 5 et de nationalité CEE, vous justifiez d'une expérience réussie de 3 à 5 ans chez un fournisseur informatique ou au sein d'une grande entreprise.

Vous avez pratiqué la rigueur et la réactivité que demandent la qualification, l'intégration puis le support de composants logiciels diffusés à grande échelle. Vos compétences techniques s'étendent à l'un des domaines suivants : OS/2, UNIX, GCOS8 ou MVS, RÉSEAUX, si possible en environnement client-serveur.

Les postes à pourvoir sont basés à Guyancourt (78).

L'importance de notre Groupe ouvre de larges perspectives d'évolution de carrière aux candidats à fort potentiel.

Merci d'adresser, sous réf. SR/LM, lettre manuscrite et CV, en précisant votre rémunération actuelle, à :

SM Conseil
3, RUE TREILHARD, 75008 PARIS

OPÉRATION SPÉCIALE
OFFRES D'EMPLOIS
INGÉNIEURS

Des entreprises vous donnent
rendez-vous dans

Le Monde

INITIATIVES

du 19 janvier (daté 20)

UN MONDE NOUVEAU SE CRÉE TOUS LES JOURS
SILEC
GROUPE SAGEM

**Ingénieur Technico-Commercial
Câbles de Télécom**

Au sein du groupe SAGEM, notre société (3100 personnes, 2,5 milliards FF de CA) fabrique et commercialise des câbles, du matériel de raccordement et des équipements de signalisation. Nous recherchons pour le département Télécommunications, un ingénieur chargé d'assurer la réalisation d'affaires auprès des marchés grands comptes en France et à l'export. En liaison avec le commercial et les lignes de produits, ce collaborateur traite les appels d'offre et suit l'exécution des contrats directement auprès du client, apportant ses conseils sur le plan technique. Il participe aux commissions techniques et fait évoluer nos produits. Agé de 30/40 ans, vous êtes ingénieur Télécommunications et justifiez d'une expérience confirmée en tant qu'ingénieur d'affaires ou chef de projet dans le domaine des câbles, des transmissions ou des commutations. Vous êtes capable d'entretenir des relations à tous niveaux et maîtrisez parfaitement l'anglais (l'allemand serait un plus apprécié). Ce poste est basé à Paris et nécessite des déplacements fréquents dans toute la France.

Si vous êtes intéressé par ce poste, merci d'adresser votre candidature sous la référence B1391.92M à notre conseil Chantal Baudron s.e., 61 boulevard Heussmann 75008 PARIS.

CB Chantal Baudron. s.a.

هكزام الأصيل

مكتبة الأهل

SECTEURS DE POINTE

Filiale d'un important groupe pétrolier multinational, **CHEVRON CHEMICAL SA** (1,5 MF de CA - 600 personnes) fabrique et commercialise des additifs pour lubrifiants et carburants et recherche pour son site de Gonfreville l'Orcher (Le Havre - 76).

INGENIEUR MAINTENANCE

Dans le cadre d'un important projet, vous animerez une équipe pluridisciplinaire chargée de l'élaboration et de la mise en place d'une nouvelle organisation de la maintenance sur le site.

Vous définirez et proposerez de nouvelles méthodes et de nouveaux moyens à mettre en oeuvre pour adopter cette activité à la croissance importante de la capacité de production et à l'introduction de nouvelles techniques ou sein de l'usine.

Votre sens du management et votre personnalité vous permettront d'animer une équipe qui prendra en charge ce projet ouquel vous apporterez méthodes et idées que vous saurez expliquer et mettre en place.

Ingénieur, de formation génie chimique ou électromécanique, vous avez une expérience professionnelle de 2 ans environ dans le domaine de la maintenance qui vous a permis d'affirmer vos compétences techniques et vos qualités d'animateur. Votre réussite dans cette mission vous conduira rapidement vers des responsabilités opérationnelles ou sein du service maintenance. Une bonne maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous référence IMG/0105/M à notre conseil **QUIEL** - 160, rue de Paris - 92100 Boulogne.

QUIEL

Filiale d'un important groupe pétrolier multinational, **CHEVRON CHEMICAL SA** (1,5 MF de CA - 600 personnes) fabrique et commercialise des additifs pour lubrifiants et carburants et recherche pour son site de Gonfreville l'Orcher (Le Havre - 76).

JEUNE INGENIEUR CHIMISTE

Au sein des laboratoires techniques, vous procédez aux études nécessaires à la mise au point des lubrifiants et des additifs. Vous prenez en charge la définition du programme d'étude, le suivi et le contrôle de son déroulement en garantissant le respect des budgets et des délais. Votre mission vous conduira à établir des contacts permanents tant en interne - production, développement, ... qu'en externe - laboratoires du groupe, clients, ...

Vous êtes de formation ingénieur chimiste. Vos qualités personnelles et votre capacité à vous intégrer et à vous adapter vous permettront de réussir dans ce poste et d'évoluer au sein de la société. Compte tenu du contexte international et des nombreux contacts extérieurs - laboratoires, clients, ... - un anglais courant est indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous référence IMG/0105/M à notre conseil **QUIEL** - 160, rue de Paris - 92100 Boulogne.

QUIEL

Ingénieur chimiste

RESPONSABLE DU SERVICE SÉCURITÉ-PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

C'est la mission que vous propose notre société chimique, appartenant à un important groupe multinational.

Sous la responsabilité du Directeur, vous participez à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique d'Hygiène, de Sécurité et de Protection de l'Environnement.

De formation Ingénieur Chimiste, vous avez occupé des fonctions Sécurité et Protection de l'Environnement sur un site chimique, ou vous possédez une expérience acquise dans l'administration (DIRE, agence de Bassin, ministère de l'Environnement). Votre faculté à diriger une équipe, ainsi que la pratique de l'anglais et, si possible de l'allemand, seraient appréciées.

Si vous êtes intéressé par ce poste, merci de transmettre votre CV détaillé avec lettre manuscrite et niveau de rémunération souhaité, sous réf. 649 à Média-System, 55 place de la République, 69002 Lyon, qui transmettra.

Impliquez-vous dans la maîtrise de grands programmes spatiaux

La Direction des Lanceurs du CNES à Evry (91) recrute pour la réalisation des programmes Ariane.

Ingénieurs grandes écoles

DANS LE CADRE DE L'AGENCE SPATIALE FRANÇAISE

Deux missions sont proposées au sein des équipes de la Division Etudes et Développement à des jeunes ingénieurs souhaitant valoriser leur première expérience (1 à 3 ans) :

• Le développement des composants mécaniques et l'ingénierie mécanique d'un moteur fusée. De bonnes connaissances en mécanique, matériaux et tribologie sont nécessaires. Réf. 92/DLA/18

• Le développement d'organes de combustion (générateur de gaz, chambre de combustion) d'un moteur fusée. Votre première expérience vous a permis de conforter vos connaissances en thermique, transfert thermique, chimique. Réf. 92/DLA/22

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence du poste choisi, à la Division du Personnel, Centre Spatial d'Evry, Rond-Point de l'Espace, 91023 Evry Cedex. Minitel 3615 code CNESPACE.

Société Française du Radiotéléphone
CA : 1.100 MF - Investissements : 2.000 MF
Groupe Générale des Eaux

SFR

Nous sommes l'opérateur privé de radiotéléphonie et nous proposons nos services à plus de 110.000 abonnés. Notre développement très rapide s'inscrit avec la mise en service du GSM (réseau numérique pan-européen) sur un marché en pleine évolution.

C'est dans ce contexte que nous recherchons un(e) :

RESPONSABLE D'ETUDES STATISTIQUES ET D'INFOCENTRE

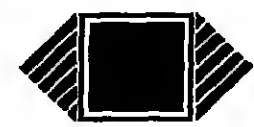
Au sein de l'équipe informatique et en relation constante avec les utilisateurs vous concevrez, produirez les tableaux de bord (notamment commerciaux) de l'entreprise, superviserez l'infocentre. Il s'agit d'une création de poste.

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur (BAC + 4 minimum) vous avez une expérience similaire de 2 à 5 ans (dans un service marketing, de gestion d'abonnements ou de vente par correspondance par exemple), qui vous permettra d'être opérationnel(le) rapidement et de faire évoluer nos outils statistiques.

Vos capacités d'innovation seront mises au service d'un environnement high tech. Rompu(e) aux outils informatiques, vous avez de plus un bon contact relationnel et une bonne connaissance du monde de l'entreprise.

Merci d'adresser, sous réf. ES/SFR, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à **PLURIAL** - 43 rue Carnot - 92761 ANTONY Cedex, qui transmettra.

PLURIAL



ANDRA

Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs

Afin de faire face à nos programmes d'études concernant la gestion à long terme des déchets radioactifs, nous recherchons :

Un Ingénieur d'études

Physico-Chimie des matériaux

Vous définissez les besoins d'études, réalisez les cahiers des charges, suivez activement les prestataires (BE, labos...), rédigez les synthèses et conclusions, vous apportez vos compétences de spécialiste aux personnes concernées, réalisez des études spécifiques... Universitaire ou ingénieur plus docteur en physique, spécialiste en physico-chimie des matériaux, votre première expérience s'est déroulée en laboratoire ou en secteur industriel dans une fonction d'essais. (Réf. C195 R)

Un gestionnaire de bases de données

Oracle

Vous administrez une base de données relationnelles scientifiques en pleine évolution dans un environnement informatique adapté et homogène (SGBD/R ORACLE, serveur calculs scientifiques, station CAO, réseau Ethernet... client serveur). Cela implique structuration, mise à jour et contrôle des données, optimisation du système, conception et développement d'applications, etc. Universitaire ou ingénieur en sciences de la terre, votre première expérience d'informaticien est adaptée à notre environnement et vous a conduit à travailler dans un souci constant de service. (Réf. C195 Q)

L'anglais est indispensable pour les 2 profils. Pour ces postes basés à Fontenay-aux-Roses, merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence choisie, à Olivier Chaumette, OC Conseil, 15 rue du Louvre, 75001 Paris.



CONSEIL

Ressources humaines

